

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES — OFFICE CENTRAL DE STATISTIQUE

**STATISTIQUE
JUDICIAIRE
DE LA BELGIQUE**



ANNÉE 1942

STATISTIQUE JUDICIAIRE

DE LA

BELGIQUE

ANNÉE 1942

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

OFFICE CENTRAL DE STATISTIQUE

STATISTIQUE JUDICIAIRE DE LA BELGIQUE

ANNÉE 1942

- SECTION I. - Statistique Pénale.
1^{re} partie : Statistique de l'administration de la Justice Pénale.
2^e partie : Statistique Criminelle.
- SECTION II. - Statistique de la Justice Civile et Commerciale et de la Juridiction du Travail.
- SECTION III. - Statistique de la Protection de l'Enfance (Loi du 15 mai 1912, chapitres I et II).
- SECTION IV. - Statistique de la Mendicité et du Vagabondage.
- SECTION V. - Statistique des Grâces et de la Libération conditionnelle. - Patronage des détenus. - (1931 à 1942).

ANNEXES

- ANNEXE I. - Statistique de l'activité de l'Administration des services de Contrôle.
- ANNEXE II. - Statistique de l'activité de la juridiction administrative.

BRUXELLES

IMPRIMERIE FR. VAN MUYSEWINKEL

23 & 27, RUE D'ANETHAN

1945

AVANT-PROPOS

Le présent travail est conçu et présenté suivant les mêmes méthodes et sous la même forme que celles adoptées pour l'année 1941 (1).

Il est rappelé au consultant, pour autant que de besoin, que les arrêtés d'ordre législatif, pris par les secrétaires généraux et par ceux qui ont exercé leurs fonctions et cités dans la statistique à l'occasion de leur application, ont été frappés de nullité en vertu des arrêtés-lois des 1^{er} et 5 mai 1944.

Aux matières traitées pour l'année 1941, une section V, attribuée aux grâces, libérations conditionnelles et patronage des détenus, vient s'ajouter et complète dans ces domaines particuliers la documentation de statistique judiciaire publiée jusqu'ici par les soins de l'Office Central de Statistique.

Ces renseignements nouveaux, présentés sous une forme abrégée, portent sur les années 1931 à 1942 et se trouvent ainsi être à jour avec la généralité des matières.

L'intérêt particulier du présent volume réside dans l'évolution même des chiffres.

L'année 1942 marque, en effet, une nouvelle hausse considérable dans la presque totalité des rubriques de la statistique pénale :

- Les plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés aux parquets sont passés à 659,068 de 566,350 en 1941;*
- 5,905 individus ont été détenus préventivement contre 4,256 en 1941;*
- Les affaires en simple police augmentent à 75,544 de 67,974 en 1941;*
- Les chefs de famille poursuivis pour infraction aux lois coordonnées sur l'enseignement primaire sont au nombre de 9,443 contre 7,483 en 1941;*
- Les tribunaux correctionnels voient les affaires nouvelles introduites atteindre le nombre de 70,962 contre 67,774 en 1941;*
- Les rechutes survenues pendant la durée d'un sursis se chiffrent à 2,052 cas, pour 1,550 cas en 1941.*

Cette situation, qui témoigne de l'état moral du pays, pourrait être plus grave encore en 1943.

Aux fins d'ouvrir la voie à l'analyse de la statistique de l'administration de la justice pénale et d'aider à sa clarté, certains tableaux importants ont été quelque peu commentés, notamment : le tableau n° 1 sur l'état des travaux des parquets, et les tableaux n°s 16, 18 et 19 relatifs aux prévenus devant les tribunaux correctionnels.

Il est, d'autre part, à remarquer que la statistique criminelle porte sur 56,332 individus condamnés contre 49,837 en 1941, de sorte que la masse des condamnés examinés au point de vue social est pour le moins en proportion avec l'importance accrue de la criminalité.

Dans la section II, « Statistique de la Justice Civile et Commerciale et de la Juridiction du Travail », l'année 1942 accuse, en général, une

(1) Cf. à ce sujet : « La Statistique judiciaire de la Belgique. Année 1941 », dans le Bulletin de Statistique, 30^e année, n° 3, mars 1944, pages 69 et suivantes.

diminution d'activité des juridictions; seuls les tribunaux civils de première instance voient progresser, dans une mesure appréciable, le nombre d'affaires introduites, qui passe à 19,119 de 17,083 en 1941; cette situation est due en partie à l'augmentation du nombre de procédures en divorce.

La section III, « Statistique de la Protection de l'Enfance », démontre que la conduite des enfants ne s'est pas améliorée, et que les parents indignes ou incapables de pourvoir à l'éducation de leurs enfants sont plus nombreux encore qu'en 1941.

Les annexes, qui font le compte de l'activité de l'administration des services de contrôle et des juridictions administratives, reflètent le développement, in tempore, de ces institutions et sont pourvues des commentaires que ces matières comportaient.

SECTION I

STATISTIQUE PÉNALE

La statistique pénale belge est divisée en deux parties. L'une, dite : « Statistique de l'administration de la Justice », rend compte des affaires traitées par les différentes juridictions répressives du royaume et expose dans quelle mesure chacune d'elles participe à l'administration de la Justice. L'autre, la « Statistique criminelle », traduit en chiffres certains aspects de la criminalité, considérée comme phénomène social et non plus comme objet de l'activité de la magistrature.

ORGANISATION DES TRAVAUX STATISTIQUES

Depuis le 1^{er} janvier 1898, la statistique pénale de la Belgique est rédigée, en partie d'après des états dressés annuellement par les autorités judiciaires, en partie à l'aide des bulletins de condamnation envoyés au casier judiciaire central. Il existe, en outre, des bulletins spéciaux, destinés uniquement au service de la statistique, pour relever, dans les tribunaux de première instance, les cours d'appel et les cours d'assises, le nombre des individus acquittés.

Ces deux méthodes, celle des bulletins et celle des états statistiques, ne sont pas combinées, mais simplement juxtaposées, c'est-à-dire qu'on n'a réuni dans aucun tableau de la publication des renseignements recueillis par des méthodes différentes.

On emploie les états statistiques pour connaître le nombre des affaires dont les cours d'assises et les tribunaux correctionnels ont à s'occuper, ainsi que pour recueillir tous les renseignements concernant les travaux des cours d'appel, des tribunaux de police, des parquets et des magistratures d'instruction.

On extrait des dossiers du casier judiciaire : 1^o toutes les données relatives aux individus condamnés par les cours d'assises et les tribunaux correctionnels; 2^o tous les éléments de la statistique criminelle.

Voici quelques indications sommaires sur la façon dont les états statistiques sont rédigés et sur le fonctionnement du casier judiciaire dans ses rapports avec le service de la statistique :

1. — Etats statistiques.

A la fin de chaque année civile, les parquets des tribunaux correctionnels, ainsi que les greffes des tribunaux de police, des cabinets des juges d'instruction et des cours criminelles (cours d'assises, chambres correctionnelles des cours d'appel et chambres des mises en accusation) adressent au Département de la Justice un compte

détailé des travaux que leur office ou la juridiction à laquelle ils sont attachés ont effectués durant l'année.

Pour que ces comptes puissent être dressés avec exactitude malgré leur étendue, les principaux services judiciaires tiennent un registre d'une forme déterminée, où ils inscrivent jour par jour, dans l'ordre où elles se présentent, les affaires dont ils ont à s'occuper. Les feuilles de ces registres sont divisées en cases et en colonnes qui correspondent aux différentes subdivisions des comptes statistiques. Pour rédiger ces comptes, les autorités judiciaires ne doivent donc se livrer à aucune recherche : il leur suffit de faire l'addition, par catégories, des affaires diverses inscrites dans leur registre.

Envoyés au Département de la Justice, ces états y sont encore actuellement vérifiés, puis, ils sont transmis à l'Office Central de Statistique, qui, après une nouvelle vérification, les dépouille dans les différents cadres de la statistique, suivant un accord provisoire intervenu entre les départements respectifs par arrêté ministériel du 20 mars 1939.

2. — Bulletins et dossiers du casier judiciaire.

Il existe en Belgique un système double de casters judiciaires.

Le premier est le plus ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des Départements de l'Intérieur et de la Justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de complément aux registres de population. A l'origine, on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888, on y inscrit toutes les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888 (circulaire ministérielle du 31 décembre). Il est

formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au Département de la Justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier de la juridiction d'appel qui envoie ce bulletin.

Les bulletins sont classés dans des dossiers individuels, catalogués comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés ce que l'état civil est pour les citoyens en général. On range dans les dossiers, par ordre de date, non seulement tous les bulletins de condamnations concernant un même individu, mais encore ceux mentionnant les décisions judiciaires qui ordonnent sa mise à la disposition du Gouvernement pour être interné dans un dépôt de mendicité ou une maison de refuge; on y tient également note des arrêtés de grâce et de libération conditionnelle dont il a bénéficié.

Les décisions des juges des enfants sont aussi notifiées au casier judiciaire.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas encore tout à fait homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notées au casier judiciaire :

1° Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1869 contre des individus de nationalité belge;

2° Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1879 contre des individus de nationalité belge;

3° Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 contre des étrangers;

4° Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 pour infractions aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique, et ensuite à l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse;

5° Les condamnations à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, prononcées depuis le 1^{er} janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie a été ajoutée pour per-

mettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Depuis le 1^{er} janvier 1898, il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune omission les bulletins de condamnation, l'administration centrale dispose de trois moyens de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets de police joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, ayant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ses dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi; puis, la pièce, datée et signée par le chef du casier judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins.

Enfin, le service des grâces étant annexé à celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur les recours en grâce, vérifie si toutes les

mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte.

Pour confectionner la statistique à extraire

des bulletins et dossiers du casier judiciaire, l'Office Central de Statistique ne puise pas directement à la source.

Au sein de l'administration du casier judiciaire au Département de la Justice, il est conservé un service de statistique, chargé d'établir, à mesure de la rentrée des bulletins de condamnation et de la consultation des dossiers, des fiches codifiées du modèle reproduit ci-dessous.

Année 1942		Antécédents :				
STATISTIQUE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	STATISTIQUE CRIMINELLE		STATISTIQUE DES INFRACTIONS			
	BULLETIN À DEPOUILLER	BULLETIN À DÉCOMPTER	Nature et nombre des infractions d'après l'époque et le lieu où elles ont été commises			
			Infract.	Année	Mois	Lieu
Antécédents	Sexe et antécédents	Nombre des condamnations				
Tribunal	Légitime ou illégitime	Sexe et antécédents				
Infraction	Infraction	Légitime ou illégitime				
	Canton { lieu naissance domicile lieu des faits	Infraction				
		Canton { lieu naissance domicile lieu des faits				
Peine prononcée	Age	Age				
	Etat civil	Etat civil				
	Nombre d'enfants	Nombre d'enfants				
Sursis	Instruction	Instruction				
	Profession	Profession				
Peine ou mesure accessoire	Ivrognerie	Ivrognerie				
	non compris les juridictions militaires y compris les juridictions militaires	non compris les juridictions militaires y compris les juridictions militaires				
Cumul plus de 6 mois						
	Degré de récidive Nombre des décisions prises par les juges des enfants	Degré de récidive Nombre des décisions prises par les juges des enfants				
Appel police						
	pour infractions statistiques criminelles pour vagabondage, inconduite, indiscipline, loi scolaire	pour infractions statistiques criminelles pour vagabondage, inconduite, indiscipline, loi scolaire				
A	BI	BII	46			C
		Concours d'infractions				

Ces fiches, qui constituent la matière première statistique mise à la disposition de l'Office Central de Statistique, permettent, grâce au volet A, le dépouillement de la statistique des condamnés en premier et en deuxième ressort par les tribunaux correctionnels; le dénombrement de la statistique criminelle d'après la méthode de la condamnation individuelle au moyen du volet B I; le dénombrement de la statistique

criminelle d'après la méthode de l'individu condamné, celle-ci formant la différence entre les bulletins à dépouiller (volet B I) et les bulletins à décompter (volet B II); enfin l'établissement d'une statistique des infractions au moyen du volet C, dont le n° 46 représente les infractions d'ivresse connexes à un délit (1).

(1) Cf. *Bulletin de Statistique*, 29^e année, n° 6 (juin 1943), « La statistique criminelle et ses méthodes ».

Les dépouillements et dénombrements opérés à l'atelier mécanographique de l'Office Central sont ensuite étudiés et travaillés en vue de la présentation et de l'interprétation de la statistique par la section de la statistique judiciaire de l'Office.

Outre les fiches codifiées, le service de statistique du Département de la Justice délivre à l'Office Central de Statistique les documents suivants, extraits des bulletins et du casier judiciaire :

— un cahier de dépouillement des prévenus

acquittés par les tribunaux correctionnels en premier ressort et en appel de police;

— un cahier de dépouillement d'une statistique des infractions contre la loi sur l'ivresse, non connexes à un délit;

— un cahier de dépouillement des rechutes;

— un cahier de dépouillement des cas d'application de la loi de défense sociale.

Ces documents viennent compléter les renseignements nécessaires à l'élaboration de la statistique pénale, et qui ne figurent pas sur les fiches codifiées.

STATISTIQUE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PÉNALE

Le plan suivi dans cette première partie de la statistique pénale consiste en l'examen successif des rouages de l'organisation judiciaire dans l'ordre que leur assigne le Code d'instruction criminelle.

POLICE JUDICIAIRE ET INSTRUCTION

La police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. (Code d'instruction criminelle, art. 8.)

Elle est exercée, sous l'autorité des cours d'appel, par les gardes champêtres et forestiers, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres ou les échevins délégués, les procureurs du Roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction, les officiers de gendarmerie, suivant les distinctions établies par la loi (art. 9). Des lois spéciales ont conféré à d'autres agents que ceux énumérés ci-dessus les fonctions d'officier de police judiciaire chargés de rechercher les contraventions aux dispositions de ces lois. Il en est ainsi notamment en matière de voirie et de douanes.

La loi du 7 avril 1919 a autorisé le Roi à instituer dans chaque ressort de cour d'appel des officiers, et agents judiciaires. Les officiers judiciaires ont qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi. Ils ont les pouvoirs et les attributions que les lois reconnaissent en cette qualité aux commissaires de police (1).

Le soin de constater les contraventions, c'est-à-dire les faits punissables, au maximum, de 7 jours de prison et de 25 francs d'amende majorés de 60 décimes, est confié aux commis-

(1) Les officiers et agents judiciaires sont placés sous l'autorité et la surveillance du procureur général et sous la direction du procureur du Roi de l'arrondissement où leur résidence est établie (art. 1^{er}). Ils exercent leurs fonctions dans tout le ressort de la cour d'appel. Ils peuvent en vertu d'un mandat exprès du procureur général, sous la surveillance duquel ils sont placés, exercer leurs fonctions dans le ressort d'une autre cour d'appel (art. 9).

saires de police et, dans les communes où il n'y en a pas, au bourgmestre ou à un échevin délégué. (Code pénal, art. 38. Code d'instruction criminelle, art. 11; art. 153 de la loi du 18 juin 1869.) Les gardes champêtres et les gardes forestiers sont chargés, concurremment avec eux, de rechercher les délits et les contraventions qui auront porté atteinte aux propriétés rurales ou forestières. (Code d'instruction criminelle, art. 16.) Ces fonctionnaires transmettent directement les procès-verbaux concernant des contraventions de police à l'officier du ministère public près le tribunal de police compétent. (Code d'instruction criminelle, art. 15 et 20.) Cet officier est le commissaire de police dans les lieux où il en est établi, et dans les autres, le bourgmestre, qui peut se faire remplacer par un échevin. (Art. 153 de la loi du 18 juin 1869.)

Ce qui est dit des contraventions, s'applique aussi à certains délits dont divers textes attribuent la connaissance au juge de police, sans préjudice du droit du procureur du Roi de procéder à une information ou de requérir instruction sur ces délits (voir notamment art. 138 du Code d'instruction criminelle modifié par les arrêtés royaux des 10 janvier 1935, 8 mars 1936 et 30 mars 1936).

Les procureurs du Roi près les tribunaux de première instance ont pour mission, sous la surveillance du procureur général près la cour d'appel, de rechercher les crimes et les délits, de recevoir les plaintes et les dénonciations que leur adressent soit des particuliers, soit les officiers de la police judiciaire, d'exercer l'action publique. Ils sont donc à la fois officiers de police judiciaire et officiers du ministère public. Ils agissent soit en personne, soit par l'intermédiaire de leurs substituts. Si les délits parvenus

à leur connaissance sont en état d'être jugés sans information préalable, ils les portent directement à l'audience des tribunaux correctionnels, sinon ils requièrent le juge d'instruction d'en informer. Ils saisissent ce magistrat de tous les faits présentant le caractère de crime. Ils soumettent à la chambre du conseil, pour être renvoyés au tribunal de police, les délits qui semblent ne mériter qu'une peine de police.

Le ministère public et les transactions. — Le ministère public près le tribunal de police peut, sous la direction du procureur du Roi, et tant que le tribunal n'est pas saisi de l'affaire, inviter le contrevenant à payer au receveur de l'enregistrement une somme qui ne sera pas inférieure à 20 francs, ni supérieure au maximum de l'amende prévue par la loi, pour obtenir l'extinction de l'action publique.

S'il y a lieu à confiscation, ou si l'infraction a donné lieu à des frais d'analyse ou d'expertise, l'abandon ou la remise volontaire des objets à confisquer, ou bien le paiement des frais d'analyse ou d'expertise, viennent s'ajouter aux conditions transactionnelles.

Il ne peut être transigé sur une infraction (contravention ou délit) pour laquelle le ministère public près le tribunal de police estimait devoir requérir l'emprisonnement, ni dont le fait aurait causé un dommage à autrui.

Le délai d'exécution de la transaction varie de huit jours à trois mois pour la contravention, de huit jours à douze mois pour le délit.

(Art. 4 de l'arrêté royal du 10 janvier 1935, modifié par l'arrêté royal du 21 juin 1939 et remplaçant les art. 166 à 168 du Code d'instruction criminelle.)

Une faculté similaire est réservée au ministère public près le tribunal correctionnel conformément aux articles 4 et 5 de l'arrêté royal du 21 juin 1939 formant l'article 180 du Code d'instruction criminelle et dont les dispositions sont libellées comme suit :

« Pour toute infraction de sa compétence punissable soit d'une peine d'amende, soit d'une peine d'emprisonnement dont le maximum ne dépasse pas un mois, soit de l'une et l'autre de ces peines et hors le cas où le fait a causé un dommage à autrui, le procureur du Roi peut, s'il estime ne devoir requérir qu'une amende, ou une amende et la confiscation, inviter le délinquant à payer entre les mains du receveur de l'enregistrement, dans le délai et suivant les modalités qu'il indiquera, une somme qu'il déterminera.

« Lorsqu'antérieurement à l'infraction le délinquant n'a jamais été condamné à une peine criminelle ou à une peine non conditionnelle d'emprisonnement correc-

tionnel, le procureur du Roi peut exercer la faculté prévue à l'alinéa précédent dans tous les cas où le maximum de l'emprisonnement prévu par la loi ne dépasse pas trois mois.

» Le délai de paiement de la somme fixée sera de huit jours au moins et de six mois au plus; il pourra être prolongé jusqu'à douze mois lorsque les circonstances particulières l'exigeront.

» Pour le surplus, il sera procédé conformément aux alinéas 2 et suivants de l'art. 166. (C. I. C.)

» La faculté accordée au procureur du Roi par l'art. 180 (C. I. C.) ne peut être exercée lorsque le tribunal est déjà saisi par une citation, par la comparution consécutive à un avertissement ou lorsque le juge d'instruction est requis d'instruire. »

Le juge d'instruction est le magistrat chargé, en matière répressive, de l'information ou instruction écrite. Il rassemble les preuves des faits, recherche les auteurs de l'infraction et délivre dans ce but des mandats d'amener et des mandats d'arrêt. Sauf le cas de flagrant délit, où les règles ordinaires de l'information sont modifiées, le juge d'instruction ne peut être saisi que par le réquisitoire du ministère public ou par une plainte de la partie lésée.

Un juge d'instruction régulièrement saisi ne peut se dessaisir lui-même. Il ne peut l'être que par une décision de la chambre du conseil, à laquelle il rend compte, au moins une fois par semaine, des affaires dont l'instruction lui est dévolue. (Code d'instruction criminelle, art. 127.) Il y a au moins un juge d'instruction près de chaque tribunal; il peut y en avoir plusieurs si les besoins du service l'exigent. (Art. 20 à 23 de la loi du 18 juin 1869.)

On donne le nom de « *chambre du conseil* » au tribunal ou à une section du tribunal exerçant sa juridiction dans la chambre des délibérés et non en audience publique. Elle se compose de trois juges, y compris le juge d'instruction. Elle est chargée d'apprécier les éléments fournis par l'instruction préliminaire et d'en déduire soit l'abandon des poursuites, soit le renvoi de l'inculpé devant les juridictions de jugement. D'après la loi du 4 octobre 1867, elle peut, dans le cas où il existe en faveur de l'auteur de l'infraction des circonstances atténuantes et s'il y a accord unanime des juges, renvoyer l'affaire s'il s'agit d'un délit au tribunal de police, s'il s'agit d'un crime au tribunal correctionnel. La décision de la chambre du conseil porte le nom d'« *ordonnance* ».

Selon la loi du 25 octobre 1919, modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux et dont les dispositions, applicables du 1^{er} décembre 1919

au 30 septembre 1921, ont été prorogées successivement par les lois du 30 juillet 1921, du 9 août 1923, du 7 août 1924, du 21 août 1925, du 29 juillet 1926 et du 22 juillet 1927 jusqu'au 15 septembre 1928, et ont ensuite été prorogées par la loi du 18 août 1928 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, « les attributions de la chambre du conseil du tribunal de première instance en matière répressive sont dévolues à une chambre d'un juge. Il est statué sur le rapport du juge d'instruction, le procureur du Roi et l'inculpé entendus. L'inculpé peut se faire assister d'un conseil ».

Les ordonnances rendues par le juge d'instruction ou la chambre du conseil peuvent être, par voie d'opposition, portées en appel devant la chambre des mises en accusation, constituée par l'une des sections de la chambre correctionnelle de la cour d'appel. (Loi du 4 septembre 1891, art. 2 et 4.) Les chambres d'accusation ont le droit d'informer et de faire informer dans toutes les affaires et d'évoquer à elles les poursuites que les premiers juges auraient commencées. Elles ont seules le droit de prononcer le renvoi d'un accusé devant la cour d'assises. Elles statuent sur les demandes en réhabilitation. (Loi du 25 avril 1896.)

Internement des anormaux. — Cette disposition a été introduite et réglementée par la loi de défense sociale du 9 avril 1930, dont il y a lieu de retenir les libellés suivants, en ce qui concerne les juridictions d'instruction :

« Article 1^{er}. — Lorsqu'il existe des raisons de croire que l'inculpé est en état de démence, ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale le rendant incapable du contrôle de ses actions, les juridictions d'instruction et de jugement peuvent, dans les cas où la loi autorise la détention préventive, le placer en observation dans l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire en ordonnant, s'il y échet, l'exécution immédiate de cette décision.

» Art. 2. — Cette mesure peut être prise à toutes les phases de la procédure jusqu'à la décision définitive, l'inculpé et son conseil entendus, soit sur la réquisition du ministère public, soit sur la requête de l'inculpé ou de son conseil...

» Art. 3. — Cette réquisition et cette requête sont adressées à la chambre du conseil jusqu'à l'ordonnance de renvoi; à la chambre des mises en accusation depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'à la notification de l'arrêt; à la même chambre pendant l'instance en règlement de juge...

» Art. 4. — Le ministère public et l'inculpé peuvent appeler des décisions de la chambre du conseil et du tribunal correctionnel ordonnant ou refusant le placement en observation...

» Art. 7. — Les juridictions d'instruction, à moins

qu'il ne s'agisse d'un crime ou d'un délit politiques ou de presse, et les juridictions de jugement peuvent ordonner l'internement immédiat, dans un des établissements spéciaux déterminés et organisés par le gouvernement, de l'inculpé qui a commis un fait qualifié crime ou délit et qui est dans un des états prévus à l'art. 1^{er}.

» La décision indique la durée de l'internement qui est de cinq, dix ou quinze années suivant les distinctions établies à l'article 19.

» Art. 8. — Les décisions de la chambre du conseil ordonnant ou refusant l'internement sont susceptibles d'appel devant la chambre des mises en accusation...

» Art. 19. — L'internement est ordonné pour cinq ans; ce terme est porté à dix ans, si le fait était punissable des travaux forcés ou de la détention extraordinaire ou perpétuelle; à quinze ans, si le fait était punissable de la peine de mort. »

Détention préventive. — Cette matière est réglée par la loi du 20 avril 1874, dont voici les principales dispositions :

Article 1^{er}. — Après l'interrogatoire, le juge d'instruction pourra décerner un mandat d'arrêt lorsque le fait est de nature à entraîner un emprisonnement de trois mois ou une peine plus grave. Si l'inculpé a sa résidence en Belgique, le juge ne pourra décerner ce mandat que dans des circonstances graves et exceptionnelles, lorsque cette mesure est réclamée par l'intérêt de la sécurité publique.

Néanmoins, si le fait peut entraîner la peine des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, ou une peine plus grande, le juge d'instruction ne peut laisser l'inculpé en liberté que sur l'avis conforme du procureur du Roi.

Art. 3. — Immédiatement après la première audition, l'inculpé pourra communiquer librement avec son conseil.

Le juge pourra, toutefois, lorsque les nécessités de l'instruction le commandent, prononcer une interdiction de communiquer. L'interdiction ne pourra s'étendre au delà de trois jours à partir de la première audition. Elle ne pourra être renouvelée.

Art. 4. — Le mandat d'arrêt ne sera pas maintenu si, dans les cinq jours de l'interrogatoire, il n'est pas confirmé par la chambre du conseil.

Art. 5. — Si la chambre du conseil n'a pas statué sur la prévention dans le mois à compter de l'interrogatoire, l'inculpé sera mis en liberté, à moins que la chambre, par ordonnance motivée, rendue à l'unanimité, le procureur du Roi et l'inculpé ou son conseil entendus, ne déclare que l'intérêt public exige le maintien de la détention.

Art. 6. — Le juge d'instruction pourra, dans le cours de l'instruction et sur les conclusions conformes du procureur du Roi, donner mainlevée du mandat d'arrêt, à charge pour l'inculpé de se présenter à tous les actes de la procédure aussitôt qu'il en sera requis.

Art. 10. — Dans les cas prévus par les articles 4, 5 et 6, la mise en liberté pourra être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont dressés à l'aide des comptes fournis par les parquets, les juges d'instruction ou les cours criminelles.

Tableau n° 1. — ÉTAT DES TRAVAUX DES PARQUETS

ARRONDISSEMENTS	Nombre total des plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés au parquet pendant l'année	DIRECTION DONNÉE AUX PLAINTES, DÉNONCIATIONS ET PROCÈS-VERBAUX								
		NOMBRE DES AFFAIRES						laissées sans poursuite		terminées par transaction
		portées à l'audience du tribunal correctionnel par citation directe			renvoyées devant une autre juridiction	parce que les auteurs étaient inconnus	pour tous autres motifs	10		
		communiquées au juge d'instruction	du ministère public	de la partie civile					d'une administration publique	
1	2	3	4	5	6	7	8		9	
Bruxelles	113,476	4,194	3,303	87	824	2,201	36,526	65,917	166	
Louvain	26,831	1,072	1,042	—	145	3,076	8,984	12,808	295	
Nivelles	20,916	976	854	1	71	1,469	13,810	3,892	30	
Anvers	65,501	2,988	4,320	31	560	4,772	21,197	24,911	6,484	
Malines	13,500	695	1,352	5	91	2,035	4,475	4,991	169	
Turnhout	14,476	791	1,512	—	105	2,296	7,221	2,312	25	
Mons	48,027	4,128	1,790	4	235	5,692	20,849	14,334	267	
Charleroi	46,155	3,520	3,225	35	497	4,888	20,892	12,376	207	
Tournai	22,950	2,024	1,380	1	172	1,210	14,610	2,227	292	
Gand	34,335	2,873	5,852	63	102	1,524	8,134	16,140	3,693	
Audenarde	15,146	980	2,147	76	185	2,404	7,085	1,369	851	
Termonde	26,253	1,008	2,952	—	179	1,870	8,002	11,003	2,620	
Bruges	17,906	1,288	2,525	13	191	1,487	8,578	3,738	80	
Courtrai	18,684	1,008	1,284	4	555	2,229	10,509	2,836	709	
Furnes	6,239	307	536	—	139	412	4,011	834	15	
Ypres	7,591	323	869	2	96	1,326	3,641	1,154	159	
Liège	49,420	4,360	4,398	—	329	5,204	23,887	9,593	215	
Huy	12,956	1,481	584	—	76	836	7,799	2,089	32	
Verviers	7,801	744	524	—	76	1,023	2,735	2,699	226	
Tongres	21,121	768	2,485	2	134	2,151	11,810	2,574	1,155	
Hasselt	18,357	1,032	1,862	31	142	2,506	8,820	2,407	1,602	
Arlon	6,541	527	304	3	80	268	3,739	1,560	52	
Marche-en-Famenne	5,092	477	230	—	32	660	2,887	714	77	
Neufchâteau	5,941	519	790	—	77	382	3,444	653	70	
Namur	17,804	1,867	849	3	97	892	11,580	2,574	—	
Dinant	15,959	1,291	365	—	139	1,431	8,960	3,800	110	
Totaux :	659,068	41,241	47,334	361	5,329	54,244	284,185	209,505	19,601	
Totaux en										
1941	566,350	35,461	48,648	245	3,109	48,832	205,702	195,169	37,566	
1940	520,895	36,365	44,360	185	1,755	38,331	178,473*	186,328*	14,454	
1939	288,889	31,491	27,067	212	1,394	36,328	53,468	139,277	—	

* Chiffres rectifiés.

COMMENTAIRE DU TABLEAU N° 1.

Les plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés aux parquets en 1942 sont en nouvelle et considérable augmentation; leur quantité pour le Royaume dépasse celle constatée pour l'année 1941 d'environ 16.5 % (659,068 contre 566,350 affaires).

Cette majoration n'est pourtant pas uniforme dans les divers arrondissements. La répartition de ceux-ci d'après le taux de l'augmentation ou de la diminution en 1942 des plaintes, dénonciations et procès-verbaux par rapport à l'année 1941, se présente comme suit :

AUGMENTATION DE					DIMINUTION DE				
30 à 35 %	25 à 30 %	20 à 25 %	15 à 20 %	10 à 15 %	5 à 10 %	- de 5 %	1.5 %	18 %	19 %
Tournai Liège Dinant	Mons Charleroi Furnes Ypres Tongres	Nivelles Anvers Audenarde Hasselt	Turnhout Bruges Huy Namur	Louvain Gand Courtrai Neufchâteau	Bruxelles Arlon	Termonde	Verviers	Marche-en-Famenne	Malines

L'examen de la direction donnée aux affaires en 1942, comporte en comparaison de l'exercice de 1941 les variations suivantes :

Le nombre d'affaires communiquées aux juges d'instruction est en majoration de 15 %, ce qui constitue une preuve de l'aggravation de la nature des délits. Le total du nombre d'affaires portées à l'audience des tribunaux correctionnels par citation directe et s'élevant pour l'année 1942 à 53,024 contre 52,002 en 1941, ne marque qu'une augmentation d'environ 2 %.

Dans ce total, les affaires portées à l'audience par citation directe du ministère public sont en diminution d'environ 3 %, celles émanant des parties civiles se sont accrues de 47 % et celles portées à l'audience par une administration publique sont en majoration de 71 %. Cette situation démontre un nouveau développement de la poursuite devant la juridiction ordinaire, d'affaires, à l'intervention de l'administration des services de contrôle ou de la juridiction administrative.

La hausse d'environ 11 % des affaires renvoyées devant une autre juridiction, signifie un accroissement des renvois devant le juge de police.

Les affaires laissées sans poursuite, qui s'élevaient au total pour 1942 à 493,690 contre 400,871 en 1941, sont en hausse de 23 %.

Parmi ces laissés sans suite, ceux dus au fait que les auteurs sont restés inconnus ont majoré de 38 %, tandis que ceux attribués à d'autres motifs n'ont subi qu'une augmentation de 7.5 %.

Il est à noter que dans les affaires laissées sans poursuite parce que les auteurs étaient inconnus, les crimes interviennent au nombre de

90,178. La comparaison à cet égard avec les années précédentes se présente comme suit :

ANNÉES	Total des affaires laissées sans suite parce que les auteurs étaient inconnus		Crimes laissés sans suite parce que les auteurs étaient inconnus	
	Chiffre absolu	%	Chiffre absolu	%
1938	53,351	100	9,265	17.37
1939	53,468	100	8,492	15.88
1940	178,473	100	69,157 (1)	38.75
1941	205,702	100	63,465	30.85
1942	284,185	100	90,178 (2)	31.73

Les transactions accordées par le ministère public, en vertu de l'article 180 du Code d'instruction criminelle et exécutées par les contrevenants, se sont, au cours de l'année 1942, considérablement réduites, non seulement au point de vue de leur nombre, mais aussi au point de vue des sommes perçues :

19,601 affaires ont été terminées par transaction pour un montant de fr. 2,123,631.20 contre 37,566 transactions en 1941 percevant un montant de fr. 15,416,227.66.

La cause de cette diminution massive est due à l'institution de l'Administration des services de contrôle, et à la création d'une procédure transactionnelle spéciale en matière de ravitaillement, de rationnement et de prix, conformément à l'article 21 de l'arrêté du 29 juin 1942.

La statistique détaillée des transactions par arrondissement est donnée dans le tableau 1bis ci-après :

(1) Cf. à ce sujet : « Crimes, laissés sans poursuite en 1940 parce que les auteurs étaient inconnus », *Bulletin de Statistique*, 28^e année, n° 9, septembre 1942, pp. 152 et suiv.

(2) Chiffre rectifié de celui paru dans « Les Cours d'assises et la répression des crimes », *Bulletin de Statistique*, 29^e année, n° 12, décembre 1943, p. 443.

Tableau n° 1bis. — PARQUETS. — TRANSACTIONS

ARRONDISSEMENTS	Nombre des transactions proposées	Nombre des transactions acceptées	Sommes perçues en francs	TRANSACTIONS ACCEPTÉES CONCERNANT DES INFRACTIONS					
				à la législation sur le ravitaillement, le rationnement, les prix des denrées, etc.		aux dispositions prescrites pour la sécurité en temps de guerre, fermeture des cafés, occultation, etc.		à la législation indépendante de l'état de guerre	
				Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	204	166	659,065.50	65	39.20	—	—	101	60.80
Louvain	358	295	39,470.—	37	12.60	52	17.60	206	69.80
Nivelles	35	30	2,600.—	3	10.—	23	76.70	4	13.30
Anvers	6,661	6,484	251,915.—	16	0.20	5,939	91.60	529	8.20
Malines	202	169	24,692.45*	21	12.40	132	78.10	16	9.50
Turnhout	37	25	2,210.—	1	4.—	10	40.—	14	56.—
Mons	342	267	13,520.—	—	—	265	99.20	2	0.80
Charleroi	257	207	296,312.65	8	3.90	44	21.20	155	74.90
Tournai	373	292	9,630.—	1	0.30	291	99.70	—	—
Gand	4,522	3,693	203,928.50	174	4.70	2,658	72.—	861	23.30
Audenarde	979	851	115,835.—	—	—	782	91.90	69	8.10
Termonde	2,659	2,620	160,455.50	50	1.90	2,550	97.30	20	0.80
Bruges	102	80	14,925.—	4	5.—	52	65.—	24	30.—
Courtrai	776	709	58,965.—	85	12.—	565	79.70	59	8.30
Furnes	17	15	2,616.—	—	—	13	86.70	2	13.30
Ypres	179	159	15,480.—	38	23.90	27	17.—	94	59.10
Liège	390	215	14,594.10	11	5.10	66	30.70	138	64.20
Huy	33	32	9,150.—	1	3.10	28	87.50	3	9.40
Verviers	247	226	13,048.—	7	3.10	194	85.80	25	11.10
Tongres	1,618	1,155	72,070.—	7	0.60	1,140	98.70	8	0.70
Hasselt	1,883	1,602	130,488.50	4	0.30	1,553	96.90	45	2.80
Arlon	52	52	2,550.—	—	—	50	96.20	2	3.80
Marche-en-Famenne	104	77	2,330.—	—	—	63	81.80	14	18.20
Neufchâteau	93	70	3,210.—	—	—	47	67.10	23	32.90
Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dinant	122	110	4,570.—	11	10	79	71.80	20	18.20
Totaux :	22,245	19,601	2,123,631.20	544	2.80	16,623	84.80	2,434	12.40
Totaux en } 1941 :	48,609	37,566	15,416,227.66	25,081	67.—	10,872	29.—	16,10	4.—
} 1940 :	19,189	14,454	3,547,903.40	—	69.—	—	24.—	—	7.—

* Y compris 100 fr. pour une transaction datant de 1941.

Tableau n° 2. — JUGES D'INSTRUCTION ET CHAMBRES DU CONSEIL
AFFAIRES TERMINÉES. — RÉSULTATS DE L'INSTRUCTION

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE DES AFFAIRES										TOTAL
	AYANT FAIT L'OBJET D'ORDONNANCES										
	de renvoi devant							de non-lieu à poursuivre	renvoyées à d'autres juges	évoquées par la cour d'appel	
	la chambre des mises en accusation	le tribunal			une autre juridiction	d'internement	de police				
correctionnel		sur réquisition du parquet en vertu de l'art. 4 de la loi du 4 oct. 1867	après instruction								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Bruxelles	3	2,816	19	4	46	48	1,004	53	—	3,993	
Louvain	—	456	229	—	10	7	341	—	—	1,043	
Nivelles	1	439	150	6	6	6	321	8	—	937	
Anvers	2	1,405	557	—	22	45	851	24	—	2,906	
Malines	—	367	103	—	—	4	251	14	—	739	
Turnhout	—	380	78	—	22	7	311	4	—	802	
Mons	—	1,300	1,446	7	3	12	1,368	151	3	4,290	
Charleroi	1	1,546	1,148	2	5	28	663	42	—	3,435	
Tournai	—	656	572	19	31	10	554	—	—	1,842	
Gand	4	1,163	854	4	15	9	809	52	—	2,910	
Audenarde	3	385	235	2	36	5	357	—	—	1,023	
Termonde	—	506	136	6	5	2	338	10	1	1,004	
Bruges	1	637	166	—	18	4	528	5	—	1,359	
Courtrai	2	562	75	—	29	5	422	—	—	1,095	
Furnes	—	117	37	1	—	1	133	4	—	293	
Ypres	1	177	16	—	3	3	144	—	—	344	
Liège	—	2,302	1,114	11	20	17	599	23	—	4,086	
Huy	—	285	862	3	20	2	343	—	—	1,515	
Verviers	—	310	208	3	10	—	182	9	—	722	
Tongres	4	335	295	—	1	5	138	—	—	778	
Hasselt	—	397	385	1	4	4	181	12	—	984	
Arlon	—	111	279	—	5	3	105	—	—	503	
Marche-en-Famenne	—	148	81	1	4	3	103	35	—	375	
Neufchâteau	—	166	162	—	11	1	157	—	—	497	
Namur	1	472	965	4	21	4	381	5	—	1,853	
Dinant	—	435	266	18	38	9	500	4	—	1,270	
Totaux :	23	17,873	10,438	92	385	244	11,084	455	4	40,598	
*Totaux en } 1941 :	30	15,744	8,801	164	655	232	11,607	630	3	37,866	
} 1939 :	50	11,163	11,488	210	262	314	7,679	193	4	31,363	

* Les chiffres de 1940 étant demeurés incomplets, leurs totaux ne sont pas reproduits pour la comparaison.

Tableau n° 3. — CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION. — NOMBRE ET RÉSULTATS DES ARRÊTS

NOMBRE DES ARRÊTS	COURS D'APPEL			TOTAL
	Bruxelles	Gand	Liège	
1	2	3	4	5
Décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés	51	29	10	90
Portant renvoi { aux assises au tribunal correctionnel au tribunal de police	11	6	7	24
	46	37	18	101
	—	2	—	2
Portant décision d'internement (loi 9 avril 1930)	37	1	4	42
<i>Totaux :</i>	145	75	39	259
Statuant sur des demandes { en réhabilitation { Octrois Rejets	317	46	65	428
	75	3	20	98
<i>Totaux :</i>	392	49	85	526

Tableau n° 4. — ORDONNANCES DE LA CHAMBRE DU CONSEIL QUI ONT ÉTÉ SOUMISES À LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION

NATURE DES ORDONNANCES	Ordonnances confirmées entièrement	ORDONNANCES INFIRMÉES EN TOUT OU EN PARTIE					TOTAL
		pour avoir déclaré		pour fausse qualification des faits	pour vice de forme	pour autres motifs	
		qu'il n'y avait lieu à suivre	qu'il y avait lieu à suivre				
1	2	3	4	5	6	7	8
1° Ordonnances préparatoires et d'instruction (mise en liberté sous caution, questions préjudicielles)	1,684	82	344	1	4	199	2,314
2° Ordonnances rendues sur le fond des affaires. { auxquelles il a été formé opposition ou dont il a été interjeté appel { par le ministère public par les parties civiles par l'inculpé (1) dont la chambre d'accusation a été saisie en vertu de l'article 133 du Code d'instruction criminelle	65	14	30	5	1	17	132
	47	3	—	2	—	4	56
	41	3	—	2	—	—	46
	18	—	6	—	1	—	25
Cours d'appel { Bruxelles Gand Liège	1,273	63	339	6	—	4	1,685
	294	39	41	4	2	23	403
	288	—	—	—	4	193	485
<i>Totaux :</i>	1,855	102	380	10	6	220	2,573
Ordonnances du juge d'instruction attaquées par voie d'opposition	6	—	—	—	—	—	6

(1) Article 8 de la loi du 9 avril 1930.

Détention préventive

Tableau n° 5. — ACCUSÉS DE CRIMES OU DE DÉLITS ORDINAIRES JUGÉS CONTRADICTOIREMENT PAR LES COURS D'ASSISES

PROVINCES	Nombre total des accusés	Nombre des accusés arrêtés préventivement	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE									
			Moins de 1 mois	De 1 à moins de 2 mois	De 2 à moins de 3 mois	De 3 à moins de 4 mois	De 4 à moins de 5 mois	De 5 à moins de 6 mois	De 6 à moins de 9 mois	De 9 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Durée inconnue
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Brabant	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—
Anvers	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Hainaut	5	5	—	—	—	—	—	—	2	1	2	—
Flandre orientale	10	10	—	—	—	—	—	2	2	2	4	—
Flandre occidentale	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
Liège	3	3	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Limbourg	3	3	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—
Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Nombre des condamnés	23	23	1	—	—	—	—	2	7	2	11	—
Nombre des acquittés	5	5	—	—	—	—	—	—	2	2	1	—
<i>Totaux :</i>	28	28	1	—	—	—	—	2	9	4	12	—
<i>Totaux en</i> { 1941 1940 1939	24*	24	—	—	—	1	—	1	11	4	7	—
	38	38	—	1	1	1	3	3	5	16	8	—
	32	32	—	—	—	4	1	5	9	7	6	—

* Chiffre rectifié.

Tableau n° 6. — PRÉVENUS ACQUITTÉS EN APPEL

COURS D'APPEL	TOTAL	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE			
		Moins de 1 mois	De 1 à moins de 2 mois	De 2 à moins de 3 mois	3 mois et plus
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	54	37	11	6	—
Gand	—	—	—	—	—
Liège	—	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	54	37	11	6	—
<i>Totaux en</i> { 1941 1940 1939	20	11	4	3	2
	2	1	1	—	—
	8	—	8	—	—

Tableau n° 7. — INCULPÉS DÉCHARGÉS DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES DES MISES EN ACCUSATION

COURS D'APPEL	TOTAL	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE			
		Moins de 1 mois	De 1 à moins de 2 mois	De 2 à moins de 3 mois	3 mois et plus
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	53	49	4	—	—
Gand	—	—	—	—	—
Liège	163	126	34	2	1
<i>Totaux :</i>	216	175	38	2	1
<i>Totaux en</i> { 1941 1940 1939	35	29	6	—	—
	3	2	1	—	—
	10	7	1	1	1

Tableau n° 8. — INCULPÉS DÉCHARGÉS DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES

ARRONDISSEMENTS	INCULPÉS déchargés des poursuites par les chambres du conseil						PRÉ jugés par les condamnés à		
	TOTAL	DURÉE de la détention préventive					TOTAL	de la déten	
		Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et plus		Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	2	2	—	—	—	—	1,042	630	305
Louvain	—	—	—	—	—	—	164	3	132
Nivelles	2	2	—	—	—	—	166	80	58
Anvers	8	8	—	—	—	—	400	169	179
Malines	—	—	—	—	—	—	95	10	58
Turnhout	4	4	—	—	—	—	118	53	39
Mons	—	—	—	—	—	—	181	25	61
Charleroi	1	1	—	—	—	—	217	20	138
Tournai	—	—	—	—	—	—	147	—	23
Gand	4	2	2	—	—	—	430	67	273
Audenarde	—	—	—	—	—	—	185	30	111
Termonde	11	11	—	—	—	—	225	52	136
Bruges	3	3	—	—	—	—	137	50	36
Courtrai	8	8	—	—	—	—	100	20	45
Furnes	—	—	—	—	—	—	19	—	16
Ypres	1	1	—	—	—	—	44	4	30
Liège	7	7	—	—	—	—	632	5	151
Huy	20	12	8	—	—	—	148	13	32
Verviers	1	1	—	—	—	—	125	42	67
Tongres	6	6	—	—	—	—	248	87	96
Hasselt	—	—	—	—	—	—	147	25	88
Arlon	5	5	—	—	—	—	26	10	8
Marche-en-Famenne	—	—	—	—	—	—	17	7	2
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	36	14	13
Namur	9	9	—	—	—	—	147	43	74
Dinant	2	2	—	—	—	—	60	10	25
<i>Totaux :</i>	94	84	10	—	—	—	5,256	1,469	2,196
<i>Totaux en</i> 1941	71	62	5	2	1	1	3,987	1,451	1,452
1940*	—	—	—	—	—	—	2,228	902	853
1939	89	81	5	1	2	—	2,796	1,437	856

(1) Deux internés (loi de défense sociale).

* Les chiffres de 1940 étant incomplets en ce qui concerne les inculpés déchargés des poursuites par les chambres du conseil, ne sont pas reproduits

DU CONSEIL ET PRÉVENUS JUGÉS PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

VENUS tribunaux correctionnels, l'emprisonnement	PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, condamnés à des peines pécuniaires									PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, acquittés					
	DURÉE de la détention préventive			TOTAL	DURÉE de la détention préventive					TOTAL	DURÉE de la détention préventive				
	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et plus		Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et plus		Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et plus
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
65	36	6	—	—	—	—	—	—	18	—	12	4	2	—	
23	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
24	4	—	—	—	—	—	—	—	5	1	4	—	—	—	
28	18	6	2	2	—	—	—	—	25	12	8	5	—	—	
20	7	—	—	—	—	—	—	—	11	9	2(1)	—	—	—	
25	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	
56	34	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
37	22	—	—	—	—	—	—	—	10	—	3	3	4	—	
14	38	72	2	2	—	—	—	—	6	6	—	—	—	—	
54	36	—	3	1	2	—	—	—	47	13	27	7	—	—	
15	25	4	8	5	3	—	—	—	31	19	10	2	—	—	
37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
19	9	23	—	—	—	—	—	—	9	9	—	—	—	—	
15	18	2	—	—	—	—	—	—	5	—	4	1	—	—	
3	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	
10	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	
431	45	—	15	—	—	—	—	—	24	2	22	—	—	—	
16	35	52	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	
8	8	—	—	—	—	—	—	—	3	1	1	1	—	—	
41	23	1	1	—	1	—	—	—	9	8	1	—	—	—	
22	12	—	1	—	1	—	—	—	13	1	6	3	3	—	
8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4	3	1	—	—	—	—	—	—	4	—	1	1	1	1	
1	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
20	6	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
18	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1,014	401	176	32	10	22	—	—	—	225	84	101	29	10	1	
666	316	102	10	7	1	2	—	—	109	55	36	15	3	—	
319	130	24	41	38	3	—	—	—	59	40	14	5	—	—	
343	141	19	52	48	4	—	—	—	50	38	6	2	2	2	

pour la comparaison sous cette rubrique.

Tableau n° 9. — TRANSACTIONS PROPOSÉES PAR LES OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC PRÈS LES TRIBUNAUX DE POLICE *

TRIBUNAUX DE POLICE

Compétence. — Les tribunaux de police sont compétents pour connaître :

1° Des contraventions, c'est-à-dire des infractions que le Code pénal, une loi ou un règlement spécial punissent d'une peine n'excédant pas sept jours de prison et 25 francs d'amende, majorés de 60 décimes;

2° Des délits que la chambre du conseil leur envoie quand, en raison de l'existence de circonstances atténuantes, il n'y a lieu de prononcer qu'une peine de police. Le tribunal de police devant lequel le prévenu est renvoyé ne peut décliner sa compétence en ce qui concerne les circonstances atténuantes. (Loi du 4 octobre 1867, art. 4 et 5);

3° a) des délits prévus par le Code rural; des infractions prévues par le Code forestier; des infractions aux lois et règlements sur les barrières, le roulage, les services publics et réguliers du transport en commun par terre ou par eau, la voirie par terre ou par eau; des infractions aux règlements provinciaux; des infractions aux règlements communaux; b) de quelques autres délits prévus par certaines lois qui attribuent spécialement compétence au juge de paix. (A. R. du 10 janvier 1935 modifié par A. R. du 8 mars 1936);

4° Des infractions à l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse, à l'exception de celles prévues par l'article 8 et par les deux premiers alinéas de l'article 11. (Art. 19 de l'arrêté-loi);

5° Des infractions à la loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage. Les tribunaux de police mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie, dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant, sans aucune des circonstances ci-

dessus mentionnées, sont envoyés dans une maison de refuge;

6° Des absences au vote;

7° Des manquements des chefs de famille à la loi sur l'enseignement primaire (obligation scolaire). Loi du 18 octobre 1921 renforçant l'obligation scolaire de l'enseignement primaire et arrêté royal du 25 octobre 1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire.

Les juges des enfants ont aussi compétence pour connaître de ces manquements;

8° Des manquements aux lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des salariés (lois des 10-12-1924, 14-7-1930, 10-3-1925, 18-6-1930 et 15-12-1937) et à la loi du 4 août 1930 portant généralisation des allocations familiales.

Les fonctions du juge de police sont remplies par les juges de paix.

En principe, il y a autant de tribunaux de police que de justices de paix. Cependant, dans les communes divisées en plusieurs justices de paix, le service du tribunal de police est fait successivement, pendant un terme à fixer par arrêté royal, par chaque juge de paix. En fait, sinon en droit, il n'y a donc, dans ce cas, qu'un tribunal de police pour plusieurs cantons.

Il a été créé à Bruxelles, Anvers et Liège, une justice de paix supplémentaire dont le titulaire est exclusivement chargé d'assurer le service du tribunal de police.

Les transactions accordées aux délinquants par le ministère public depuis le 1^{er} février 1935 ont diminué dans une proportion importante le nombre des inculpés jugés par les tribunaux de police, nonobstant l'extension de la compétence de cette juridiction (1).

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont rédigés à l'aide de relevés que chaque tribunal de police adresse au Département de la Justice.

(1) Voir à ce sujet : « Statistique des transactions proposées par les Officiers du Ministère public près des tribunaux de police ». *Bulletin de Statistique*, 26^e année, n° 1, janvier 1940, pp. 2 et suiv.

TRIBUNAUX	NOMBRE des transactions proposées	NOMBRE des propositions acceptées et suivies de paiement	TOTAL des sommes perçues	TRIBUNAUX	NOMBRE des transactions proposées	NOMBRE des propositions acceptées et suivies de paiement	TOTAL des sommes perçues
1	2	3	4	1	2	3	4
Bruxelles	15,000	14,048	758,711	Malines	3,150	3,001	145,670
Assche	1,280	1,220	45,126	Duffel	1,526	1,472	49,875
Hal	776	712	26,185	Heist-op-den-Berg	1,087	950	32,445
Saint-Gilles	1,019	850	35,610	Lierre	1,448	1,315	45,060
Sint-Kwintens-Lennik	490	435	19,150	Puurs	1,570	1,379	50,230
Vilvorde	2,143	1,824	88,924	Totaux :	8,781	8,117	323,280
Wolvertem	1,306	1,206	53,460	Turnhout	2,710	2,376	90,205
Totaux :	22,014	20,295	1,027,166	Arendonk	1,123	948	31,660
Louvain	4,570	4,169	134,825	Herentals	1,875	1,681	53,410
Aarschot	1,157	1,105	28,205	Hoogstraten	1,750	1,573	38,580
Diest	1,546	1,319	36,115	Mel	2,550	2,264	78,000
Glabbeek	575	488	12,170	Westerloo	1,006	937	29,285
Haacht	1,854	1,627	42,655	Totaux :	11,014	9,779	321,140
Tirlemont	1,756	1,478	54,610	Mons	1,558	1,425	35,680
Léau	507	398	10,050	Boussu	1,905	1,549	51,620
Totaux :	11,965	10,584	318,630	Chièvres	413	383	12,955
Nivelles	864	760	33,958	Dour	696	424	25,220
Genappe	245	238	6,380	Enghien	489	447	15,705
Jodoigne	757	671	24,765	La Louvière	476	393	17,024
Perwez	600	510	12,060	Lens	602	449	24,335
Wavre	880	793	28,283	Pâturages	660	496	17,155
Totaux :	3,346	2,972	105,446	Rœulx	745	647	17,001
Anvers	32,546	27,705	1,278,432	Soignies	399	345	10,580
Boom	1,781	1,577	59,570	Totaux :	7,943	6,558	227,275
Borgerhout	192	171	6,140	Charleroi	2,000	1,738	67,610
Brecht	1,653	1,415	39,115	Beaumont	100	66	1,810
Zandhoven	55	54	1,865	Binche	692	576	17,485
Ekeren	2,240	2,006	72,125	Châtelet	640	578	24,150
Kontich	1,399	1,263	42,290	Chimay	58	43	1,125
Totaux :	39,866	34,191	1,499,537	Fontaine-l'Évêque	430	325	10,470
				Gosselies	730	563	28,793
				Jumet	406	305	12,610
				Marchienne-au-Pont	560	444	15,960
				Merbes-le-Château	172	146	3,765
				Seneffe	303	272	7,250
				Thuin	198	175	5,355
				Totaux :	6,289	5,231	186,373

* Vu l'importance croissante des transactions en matière de simple police, ce tableau a été détaillé par siège de juridiction.

Tableau n° 9 (suite).

TRIBUNAUX	NOMBRE des transactions proposées	NOMBRE des propositions acceptées et suivies de paiement	TOTAL des sommes perçues	TRIBUNAUX	NOMBRE des transactions proposées	NOMBRE des propositions acceptées et suivies de paiement	TOTAL des sommes perçues
1	2	3	4	1	2	3	4
Tournai	1,737	1,636	39,907	Bruges	3,388	3,209	99,715
Antoing	554	517	12,420	Ardoie	533	511	17,255
Ath	722	651	14,120	Gistel	475	434	10,174
Celles	224	206	4,250	Ostende	2,190	1,831	76,230
Flobecq	172	151	3,935	Ruiselede	269	215	8,940
Frasnes	209	193	4,220	Tielt	606	550	22,725
Lessines	225	225	5,315	Torhout	1,619	1,467	42,330
Leuze	753	693	23,785	Total :	9,080	8,217	277,369
Péruwelz	401	341	9,455	Courtrai	2,991	2,884	81,105
Quevaucamps	711	570	13,800	Avelgem	522	509	12,475
Templeuve	450	351	9,630	Harelbeke	1,134	1,120	33,490
Total :	6,158	5,534	140,837	Izegem	984	945	30,570
Gand	8,800	1,115	254,875	Menin	1,763	1,602	42,870
Assenede	1,080	917	36,035	Meulebeke	385	345	11,220
Deinze	910	831	20,375	Mouscron	2,091	1,867	52,950
Eekloo	1,254	1,038	32,541	Moorsele	330	307	7,955
Evergem	1,507	1,302	43,140	Oostroozekeke	866	774	24,255
Kaprijke	1,042	907	21,490	Roulers	1,300	1,157	44,785
Kruifshoutem	408	373	11,716	Total :	12,366	11,510	341,675
Ledeberg	1,009	894	27,220	Furnes	374	361	11,670
Lochristi	1,088	953	28,865	Dixmude	351	342	9,400
Nazareth	420	316	11,292	Haringe	521	458	12,775
Nevele	546	461	11,320	Nieuport	619	587	21,855
Oosterzele	796	715	24,750	Total :	1,865	1,748	55,700
Waarschoot	304	253	8,171	Ypres	3,361	3,010	88,390
Zomergem	317	284	9,190	Hooglede	454	436	15,205
Total :	19,481	10,359	540,980	Messines	1,700	1,560	37,150
Audenarde	437	398	13,555	Passeendale	475	452	10,970
Grammont	721	701	22,485	Poperinge	1,171	1,057	32,115
Herzele	730	666	25,560	Wervik	1,738	1,606	47,550
Nederbrakel	643	622	20,040	Total :	8,899	8,121	231,380
Ninove	1,302	1,146	29,525	Liège	3,071	2,471	66,265
Renaix	848	803	28,720	Dalhem	257	214	4,815
Sint-Maria-Horebeke	534	480	14,825	Pexhe-Slins	562	456	10,740
Zottegem	755	651	21,420	Fléron	675	575	13,390
Total :	5,970	5,467	176,130	Hollogne-aux-Pierres	974	787	20,685
Termonde	2,263	2,062	59,625	Louveigné	283	259	6,720
Alost	2,885	2,529	85,470	Seraing	559	451	16,115
Beveren	1,030	804	27,502	Waremmé	250	237	8,270
Hamme	705	672	18,540	Total :	6,631	5,450	147,000
Lokeren	2,168	1,763	64,390				
Sint-Gillis-Waas	1,147	956	21,920				
Saint-Nicolas	3,256	2,870	99,401				
Tamise	969	749	23,950				
Wetteren	1,107	991	41,950				
Zele	920	847	26,000				
Total :	16,440	14,233	468,748				

Tableau n° 9 (suite).

TRIBUNAUX	NOMBRE des transactions proposées	NOMBRE des propositions acceptées et suivies de paiement	TOTAL des sommes perçues	TRIBUNAUX	NOMBRE des transactions proposées	NOMBRE des propositions acceptées et suivies de paiement	TOTAL des sommes perçues
1	2	3	4	1	2	3	4
Huy	400	337	10,960	Marche-en-Famenne	269	223	10,610
Ferrières	247	44	1,730	Durbuy	62	47	1,744
Hannut	228	212	8,230	Erezée	54	43	1,711
Héron	488	69	1,940	Houffalize	230	204	5,150
Jehay-Bodegnée	170	61	2,005	Laroche	101	99	3,670
Landen	161	124	4,590	Nassogne	27	24	595
Nandrin	323	245	6,060	Vielsalm	37	31	845
Total :	2,017	1,092	35,515	Total :	780	671	24,325
Verviers	929	902	27,771	Neufchâteau	115	105	3,225
Aubel	32	28	715	Bastogne	167	131	4,640
Dison	88	76	2,065	Bouillon	78	59	1,385
Herve	136	101	3,010	Paliseul	63	61	1,720
Limbourg	51	50	1,165	Saint-Hubert	57	53	1,485
Spa	204	179	6,935	Sibret	50	47	1,345
Stavelot	209	181	5,220	Wellin	22	20	535
Total :	1,649	1,517	46,881	Total :	552	476	14,335
Tongres	1,961	1,617	51,775	Namur	2,039	1,882	50,910
Bilzen	1,000	794	29,795	Andenne	204	172	10,645
Looz	566	482	13,337	Eghezée	229	204	5,905
Bree	777	646	19,725	Fosse	826	723	25,750
Maaseik	473	366	14,345	Gembloux	558	522	18,570
Mechelen	1,273	893	25,315	Total :	3,856	3,503	111,780
Zichen-Zussen-Bolder	139	124	4,660	Dinant	253	214	8,165
Total :	6,189	4,922	158,952	Beauraing	56	52	2,070
Hasselt	2,377	2,001	60,020	Cincy	142	116	3,556
Beringen	1,771	1,365	75,606	Couvin	36	31	1,310
Herck-la-Ville	541	475	12,345	Florennes	122	108	2,530
Neerpelt	1,150	1,006	29,450	Gedinne	110	95	3,100
Peer	405	347	10,235	Philippeville	65	60	1,780
Saint-Trond	1,305	1,166	31,156	Rochefort	104	94	3,015
Total :	7,549	6,360	218,812	Walcourt	72	70	2,080
Arlon	100	93	3,770	Total :	960	840	27,606
Etalle	62	53	1,680	Total généraux :	222,215	188,232	7,042,177.00
Fauvillers	18	4	140	Total	205,276	179,269	5,847,773.25
Florenville	20	17	460	1940	111,171	85,126	2,954,061.10
Messancy	187	171	4,410	1939	162,758	127,887	5,331,979.94
Virton	168	147	4,845	Total en			
Total :	555	485	15,305				

Tableau n° 10. — ÉTAT DES AFFAIRES ET DES INCULPÉS JUGÉS PAR LES TRIBUNAUX DE POLICE

TRIBUNAUX	Nombre total des affaires	Affaires de police	Affaires concernant le vagabondage et la mendicité	Affaires électorales	INCULPÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	CONDAMNÉS				Total	Acquités	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquités	Condamnés	
						à l'emprisonnement	à l'amende	à l'emprisonnement	à l'amende							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	6,493	6,452	41	—	7,133	229	20	386	1,362	5,136	41	6	35	—	—	—
Assche	255	255	—	—	296	31	—	—	83	182	—	—	—	—	—	—
Hal	349	346	3	—	346	43	—	—	160	143	3	1	2	—	—	—
Saint-Gilles	440	437	3	—	507	29	—	3	157	318	3	—	3	—	—	—
Sint-Kwintens-Lennik	166	166	—	—	166	19	—	1	47	99	—	—	—	—	—	—
Vilvorde	391	381	7	—	413	35	—	—	40	338	7	—	7	—	—	—
Wolvertem	336	334	2	—	382	66	—	—	53	263	2	—	2	—	—	—
Totaux :	8,430	8,374	56	—	9,243	452	20	390	1,902	6,479	56	7	49	—	—	—
Louvain	1,172	1,171	1	—	1,493	51	3	22	646	771	1	—	1	—	—	—
Aarschot	437	437	—	—	540	43	—	—	313	184	—	—	—	—	—	—
Diest	426	425	1	—	597	82	—	—	236	279	1	—	1	—	—	—
Glabbeek	233	233	—	—	345	63	—	—	152	130	—	—	—	—	—	—
Haacht	313	312	1	—	377	37	—	—	226	114	1	—	1	—	—	—
Tirlemont	440	439	1	—	622	12	—	—	282	328	1	1	—	—	—	—
Léau	134	134	—	—	153	20	—	—	58	75	—	—	—	—	—	—
Totaux :	3,155	3,151	4	—	4,127	308	3	22	1,913	1,881	4	1	3	—	—	—
Nivelles	415	410	5	—	498	77	—	—	149	272	5	—	5	—	—	—
Genappe	76	76	—	—	104	23	—	—	33	48	—	—	—	—	—	—
Jodoigne	238	237	1	—	307	25	—	—	101	181	1	—	1	—	—	—
Perwez	152	152	—	—	168	13	—	—	82	73	—	—	—	—	—	—
Wavre	355	348	7	—	567	71	1	5	301	189	7	—	7	—	—	—
Totaux :	1,236	1,223	13	—	1,644	209	1	5	666	763	13	—	13	—	—	—

Tableau n° 10 (suite).

TRIBUNAUX	Nombre total des affaires	Affaires de police	Affaires concernant le vagabondage et la mendicité	Affaires électorales	INCULPÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	CONDAMNÉS				Total	Acquités	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquités	Condamnés	
						à l'emprisonnement	à l'amende	à l'emprisonnement	à l'amende							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Anvers	5,530	5,469	61	—	6,731	1,124	—	6	808	4,793	61	17	44	—	—	—
Berchem*	182	182	—	—	215	50	—	—	24	141	—	—	—	—	—	—
Boom	255	252	3	—	371	58	—	—	61	252	3	—	3	—	—	—
Borgerhout	331	331	—	—	377	104	—	—	44	229	—	—	—	—	—	—
Brecht	296	296	—	—	324	101	—	—	86	137	—	—	—	—	—	—
Ekeren	166	166	—	—	171	29	—	—	38	104	—	—	—	—	—	—
Kontich	462	462	—	—	515	78	—	—	78	359	—	—	—	—	—	—
Zandhoven	376	376	—	—	452	91	—	7	37	317	—	—	—	—	—	—
Totaux :	7,598	7,534	64	—	9,156	1,635	—	13	1,176	6,332	64	17	47	—	—	—
Malines	350	349	1	—	458	72	—	—	134	252	1	—	1	—	—	—
Duffel	244	244	—	—	301	113	—	—	64	124	—	—	—	—	—	—
Heist-op-den-Berg	322	322	—	—	395	16	—	9	63	307	—	—	—	—	—	—
Lierre	298	296	2	—	371	25	—	—	101	245	2	—	2	—	—	—
Puurs	258	258	—	—	281	37	—	—	112	132	—	—	—	—	—	—
Totaux :	1,472	1,469	3	—	1,806	263	—	9	474	1,060	3	—	3	—	—	—
Turnhout	657	571	86	—	677	44	—	—	60	573	86	1	85	—	—	—
Arendonk	344	344	—	—	597	54	3	3	132	405	—	—	—	—	—	—
Herentals	404	404	—	—	642	34	—	—	164	444	—	—	—	—	—	—
Hoogstraten	504	341	163	—	427	10	—	—	90	327	163	—	163	—	—	—
Mol	624	623	1	—	708	60	14	4	225	405	1	—	1	—	—	—
Westerloo	198	198	—	—	282	56	2	20	39	165	—	—	—	—	—	—
Totaux :	2,731	2,481	250	—	3,333	258	19	27	710	2,319	250	1	249	—	—	—
Mons	436	422	14	—	587	92	—	—	122	373	14	—	14	—	—	—
Boussu	1,283	1,281	2	—	1,597	171	—	—	616	810	2	—	2	—	—	—
Chièvres	76	76	—	—	98	29	—	—	39	30	—	—	—	—	—	—
Dour	434	433	1	—	567	100	—	—	318	149	1	—	1	—	—	—
Enghien	133	133	—	—	151	32	—	1	63	55	—	—	—	—	—	—
La Louvière	591	581	10	—	699	103	—	—	144	452	10	2	8	—	—	—
Lens	241	241	—	—	241	35	—	—	127	79	—	—	—	—	—	—
Pâturages	410	410	—	—	549	144	—	—	196	209	—	—	—	—	—	—
Rœulx	333	333	—	—	491	74	—	—	118	299	—	—	—	—	—	—
Soignies	689	689	—	—	768	41	—	—	542	185	—	—	—	—	—	—
Totaux :	4,626	4,599	27	—	5,748	821	—	1	2,285	2,641	27	2	25	—	—	—

* Les chiffres ne concernent qu'un reliquat d'affaires, la juridiction de Berchem ayant été incorporée dans celle d'Anvers, par arrêté du 5 janvier 1942.

Tableau n° 10 (suite).

TRIBUNAUX	Nom- bre total des affaires	Affai- res de police	Affai- res con- cer- nant le vaga- bon- dage et la mendi- cité	Affai- res élec- torales	INculpés jugés en matière de police						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	CONDAMNÉS				Total	Ac- quit- tés	Mis à la dis- posi- tion du gou- verne- ment	Total	Ac- quit- tés	Con- dam- nés	
						à l'emprison- nement		à l'amende								
						con- diti- on- nel	simple	con- diti- on- nelle	simple							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Charleroi . . .	1,080	1,038	42	—	1,666	165	—	6	440	1,055	42	—	42	—	—	—
Beaumont . . .	45	45	—	—	57	13	—	—	24	20	—	—	—	—	—	—
Binche . . .	804	802	2	—	937	78	—	3	250	606	2	1	1	—	—	—
Châtelet . . .	694	693	1	—	885	108	12	6	402	357	1	—	1	—	—	—
Chimay . . .	179	179	—	—	199	38	—	—	80	81	—	—	—	—	—	—
Fontaine - l'Évé- que . . .	301	300	1	—	392	50	—	—	130	212	1	—	1	—	—	—
Gosselies . . .	554	551	3	—	551	104	—	—	207	240	3	—	3	—	—	—
Jumet . . .	350	349	1	—	413	47	—	1	101	264	1	—	1	—	—	—
Marchienne-au- Pont . . .	323	320	3	—	389	46	—	—	126	217	3	—	3	—	—	—
Merbes - le-Châ- teau . . .	117	117	—	—	142	24	—	—	55	63	—	—	—	—	—	—
Seneffe . . .	208	208	—	—	208	36	—	1	62	109	—	—	—	—	—	—
Thuin . . .	143	143	—	—	169	21	1	3	62	82	—	—	—	—	—	—
Totaux :	4,798	4,745	53	—	6,008	730	13	20	1,939	3,306	53	1	52	—	—	—
Tournai . . .	303	298	5	—	419	57	—	—	156	206	5	1	4	—	—	—
Antoing . . .	151	151	—	—	210	34	—	—	93	83	—	—	—	—	—	—
Ath . . .	171	168	3	—	190	43	—	—	49	98	3	1	2	—	—	—
Celles . . .	40	40	—	—	40	5	—	—	26	9	—	—	—	—	—	—
Flobecq . . .	72	72	—	—	83	23	—	—	43	17	—	—	—	—	—	—
Frasnes . . .	58	58	—	—	58	12	—	1	15	30	—	—	—	—	—	—
Lessines . . .	130	130	—	—	177	20	—	—	111	46	—	—	—	—	—	—
Leuze . . .	190	190	—	—	226	42	—	—	75	109	—	—	—	—	—	—
Péruwelz . . .	162	161	1	—	208	16	—	—	86	106	1	—	1	—	—	—
Quevaucamps . . .	313	313	—	—	416	103	—	—	107	206	—	—	—	—	—	—
Templeuve . . .	554	540	14	—	607	50	—	—	222	335	14	—	14	—	—	—
Totaux :	2,144	2,121	23	—	2,634	405	—	1	983	1,245	23	2	21	—	—	—

Tableau n° 10 (suite).

TRIBUNAUX	Nom- bre total des affaires	Affai- res de police	Affai- res con- cer- nant le vaga- bon- dage et la mendi- cité	Affai- res élec- torales	INculpés jugés en matière de police						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	CONDAMNÉS				Total	Ac- quit- tés	Mis à la dis- posi- tion du gou- verne- ment	Total	Ac- quit- tés	Con- dam- nés	
						à l'emprison- nement		à l'amende								
						con- diti- on- nel	simple	con- diti- on- nelle	simple							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Gand . . .	3,061	3,052	9	—	3,190	315	4	5	936	1,930	9	—	9	—	—	—
Assenede . . .	375	375	—	—	393	21	—	—	135	237	—	—	—	—	—	—
Deinze . . .	316	316	—	—	422	38	—	—	166	218	—	—	—	—	—	—
Eekloo . . .	525	525	—	—	665	47	9	12	180	417	—	—	—	—	—	—
Evergem . . .	588	586	2	—	669	118	2	4	199	346	2	—	2	—	—	—
Kapryke . . .	318	318	—	—	357	48	—	—	84	225	—	—	—	—	—	—
Kruishoutem . . .	91	90	1	—	122	6	—	—	36	80	1	—	1	—	—	—
Ledeberg . . .	305	305	—	—	341	50	—	—	77	214	—	—	—	—	—	—
Lochristi . . .	512	512	—	—	701	39	5	9	217	431	—	—	—	—	—	—
Nazareth . . .	191	191	—	—	232	41	—	—	69	122	—	—	—	—	—	—
Nevele . . .	167	167	—	—	179	26	2	—	22	129	—	—	—	—	—	—
Oosterzele . . .	506	506	—	—	589	82	—	—	251	256	—	—	—	—	—	—
Waarschoot . . .	111	111	—	—	148	6	—	—	77	65	—	—	—	—	—	—
Zomergem . . .	195	195	—	—	266	18	—	—	119	129	—	—	—	—	—	—
Totaux :	7,261	7,249	12	—	8,274	855	22	30	2,568	4,799	12	—	12	—	—	—
Audenarde . . .	210	208	2	—	261	47	—	—	128	86	2	—	2	—	—	—
Grammont . . .	217	216	1	—	256	56	—	—	89	111	1	—	1	—	—	—
Herzele . . .	284	284	—	—	358	47	—	1	99	211	—	—	—	—	—	—
Nederbrakel . . .	96	96	—	—	107	8	—	—	37	62	—	—	—	—	—	—
Ninove . . .	302	301	1	—	396	58	—	—	133	205	1	—	1	—	—	—
Renaix . . .	203	203	—	—	244	6	4	—	123	111	—	—	—	—	—	—
Sint-Maria-Hore- beke . . .	110	110	—	—	117	13	—	—	52	52	—	—	—	—	—	—
Zottegem . . .	249	249	—	—	309	46	—	1	101	161	—	—	—	—	—	—
Totaux :	1,671	1,667	4	—	2,048	281	4	2	762	999	4	—	4	—	—	—
Termonde . . .	725	717	8	—	926	71	34	38	240	543	8	—	8	—	—	—
Alost . . .	663	656	7	—	837	150	—	—	322	365	7	4	3	—	—	—
Beveren . . .	550	549	1	—	683	42	—	18	199	324	1	—	1	—	—	—
Hamme . . .	276	276	—	—	412	17	—	5	86	304	—	—	—	—	—	—
Lokeren . . .	927	922	5	—	983	50	—	1	482	450	5	—	5	—	—	—
Sint-Gillis-Waas . . .	529	528	1	—	590	81	—	6	89	414	1	—	1	—	—	—
Saint-Nicolas . . .	921	913	8	—	1,055	75	—	9	254	717	8	6	2	—	—	—
Tamise . . .	518	517	1	—	562	55	3	19	221	264	1	—	1	—	—	—
Wetteren . . .	710	709	1	—	863	35	9	6	437	376	1	—	1	—	—	—
Zelee . . .	319	319	—	—	340	42	—	—	38	260	—	—	—	—	—	—
Totaux :	6,138	6,106	32	—	7,151	618	46	102	2,368	4,017	32	10	22	—	—	—

Tableau n° 10 (suite).

TRIBUNAUX	Nom- bre total des affai- res	Affai- res de police	Affai- res con- cer- nant le vaga- bon- nage et la mendi- cité	Affai- res élec- torales	INCUPLÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	CONDAMNÉS				Total	Ac- quit- tés	Mis à la dis- posi- tion du gou- vernement	Total	Ac- quit- tés	Con- dam- nés	
						Ac- quittés ou ren- voyés des pours- uites, le tri- bunal s'étant déclaré in- compé- tent	à l'emprison- nement		à l'amende							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Marche-en-Fam. . .	177	176	1	—	250	24	—	1	114	111	1	—	1	—	—	—
Durbuy . . .	54	54	—	—	82	10	—	—	26	46	—	—	—	—	—	—
Erezée . . .	35	35	—	—	39	3	—	—	10	26	—	—	—	—	—	—
Houffalize . . .	47	47	—	—	58	10	—	—	12	36	—	—	—	—	—	—
Laroche . . .	33	33	—	—	50	7	—	—	19	24	—	—	—	—	—	—
Nassogne . . .	30	30	—	—	36	8	—	—	17	11	—	—	—	—	—	—
Vielsalm . . .	27	27	—	—	35	8	—	—	12	15	—	—	—	—	—	—
Totaux :	403	402	1	—	550	70	—	1	210	269	1	—	1	—	—	—
Neufchâteau . . .	166	166	—	—	187	49	—	—	71	67	—	—	—	—	—	—
Bastogne . . .	172	171	1	—	192	17	—	—	78	97	1	—	1	—	—	—
Bouillon . . .	71	71	—	—	88	27	—	1	32	28	—	—	—	—	—	—
Paliseul . . .	73	73	—	—	99	27	—	—	41	31	—	—	—	—	—	—
Saint-Hubert . . .	63	63	—	—	86	25	—	—	41	20	—	—	—	—	—	—
Sibret . . .	46	46	—	—	56	14	—	—	17	25	—	—	—	—	—	—
Wellin . . .	28	28	—	—	35	8	—	—	20	7	—	—	—	—	—	—
Totaux :	619	618	1	—	743	167	—	1	300	275	1	—	1	—	—	—
Namur . . .	1,080	1,075	5	—	1,298	320	1	2	258	717	5	—	5	—	—	—
Andenne . . .	224	224	—	—	320	104	—	—	83	133	—	—	—	—	—	—
Eghezée . . .	186	185	1	—	234	45	—	—	102	87	1	—	1	—	—	—
Fosse . . .	745	745	—	—	745	156	—	—	183	406	—	—	—	—	—	—
Gembloux . . .	330	330	—	—	386	129	2	1	129	125	—	—	—	—	—	—
Totaux :	2,565	2,559	6	—	2,983	754	3	3	755	1,468	6	—	6	—	—	—
Dinant . . .	269	264	5	—	324	26	—	—	190	108	5	—	5	—	—	—
Beauraing . . .	120	120	—	—	181	37	—	2	117	25	—	—	—	—	—	—
Ciney . . .	137	137	—	—	166	33	—	—	59	74	—	—	—	—	—	—
Couvin . . .	200	200	—	—	254	62	—	—	96	96	—	—	—	—	—	—
Florennes . . .	125	125	—	—	166	39	—	2	49	76	—	—	—	—	—	—
Gedinne . . .	87	87	—	—	109	38	—	—	15	56	—	—	—	—	—	—
Philippeville . . .	40	40	—	—	46	13	—	—	16	17	—	—	—	—	—	—
Rochefort . . .	143	143	—	—	222	36	—	3	55	128	—	—	—	—	—	—
Walcourt . . .	101	101	—	—	123	30	—	—	40	53	—	—	—	—	—	—
Totaux :	1,222	1,217	5	—	1,591	314	—	7	637	633	5	—	5	—	—	—
TOTAUX GÉNÉRAUX :	75,544	74,789	755	—	90,765	11,524	181	708	27,019	51,303	755	97	658	—	—	—
TOTAUX GÉNÉR. EN	1941	67,974	67,151	823	—	80,845	10,599	184	439	22,067	47,356	823	71	752	—	—
1940	65,952	64,097	947	8	75,993	11,090	75	352	19,201	45,274	947	63	884	8	3	5
1939	106,703	104,058	1,888	757	125,085	16,336	48	400	26,731	81,570	1,891	96	1,795	757	99	658

Tableau n° 11. — TRIBUNAUX DE POLICE. — RÉSULTAT DES POURSUITES D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS, EN MATIÈRE DE POLICE

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre des inculpés	Acquit- tés	Ren- voyés par une décla- ration d'in- compé- tence	CONDAMNÉS					
				À L'EMPRISONNEMENT			À L'AMENDE		
				con- diti- onnel	de 8 jours et plus	de 1 à 7 jours	con- diti- on- nelle	sans condi- tion	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Délits renvoyés aux tri- bunaux de police par les chambres du con- seil. Loi du 4 oct. 1867	Code pénal	11,949	2,231	36	33	1	51	4,495	5,102
	Lois spéciales	1,006	95	1	—	2	1	356	551
Infractions de la compé- tence directe des tribu- naux de police.	Code pénal	7,725	1,798	44	8	4	28	2,585	3,258
	Règlements communaux et provinciaux	8,348	848	8	1	1	21	1,065	6,404
	Lois spéciales et règle- ments généraux	61,737	6,361	102	139	497	102	18,548	35,988
Totaux :	Totaux :	90,765	11,333	191	181	505	203	27,049	51,303
TOTAUX EN	1941	80,645	10,429	170	184	198	241	22,067	47,356
	1940	75,993	10,916	174	76	122	230	19,201	45,274
	1939	125,085	16,185	151	48	34	366	26,731	81,570

Tableau n° 12. — APPELS DE POLICE. — NOMBRE DES APPELS JUGÉS PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS *

ARRONDISSEMENTS	APPELS					ARRONDISSEMENTS	APPELS					
	Restant à juger au com- mence- ment de l'année	Portés devant le tri- bunal pen- dant l'année	Jugés pen- dant l'année	Rayés du rôle	Restant à juger à la fin de l'année		Restant à juger au com- mence- ment de l'année	Portés devant le tri- bunal pen- dant l'année	Jugés pen- dant l'année	Rayés du rôle	Restant à juger à la fin de l'année	
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6	
Bruxelles	115	145	221	—	39	Liège	86	177	196	—	67	
Louvain	1	30	30	—	1	Huy	12	78	82	—	8	
Nivelles	6	50	51	—	5	Verviers	5	33	35	—	3	
Anvers	9	64	70	—	3	Tongres	3	14	14	—	3	
Malines	5	61	58	—	8	Hasselt	4	26	23	—	7	
Turnhout	—	16	16	—	—	Arlon	—	16	10	—	6	
Mons	19	60	65	—	14	Marche-en-Famenne	4	11	13	—	2	
Charleroi	2	67	64	—	5	Neufchâteau	2	32	31	—	3	
Tournai	8	25	33	—	—	Namur	—	27	27	—	—	
Gand	14	60	64	—	10	Dinant	2	55	54	—	3	
Audenarde	4	30	32	1	1	Totaux :	323	1,278	1,393	1	207	
Termonde	—	67	67	—	—	1941	437	1,383	1,497	—	323	
Bruges	6	90	92	—	4	1940	436	1,756	1,749	6	437	
Courtrai	13	19	20	—	12	1939	457	3,042	3,051	1	447	
Furnes	—	10	9	—	1	TOTAUX EN	1941	437	1,383	1,497	—	323
Ypres	3	15	16	—	2	1940	436	1,756	1,749	6	437	
						1939	457	3,042	3,051	1	447	

* Il y a lieu de mettre ce tableau en rapport avec le tableau n° 18bis, établissant le nombre de prévenus jugés en degré d'appel par les Tribunaux Correctionnels.

Tableau n° 13a. — LOIS COORDONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE,
ARTICLES 9, 10, 11 ET 11bis (obligation scolaire)
CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LES JUGES DE PAIX. (Chiffres par arrondissement judiciaire)

ARRONDISSEMENTS	LOI DU 18 OCTOBRE 1921 RENFORÇANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 25 oct. 1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)						
	Nombre de chefs de famille poursuivis	NOMBRE DE CHEFS DE FAMILLE					
		acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement		
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis	
1	2	3	4	5	6	7	
Bruxelles	327	24	43	248	—	12	
Louvain	263	28	74	156	—	5	
Nivelles	20	7	7	6	—	—	
Anvers	188	51	2	135	—	—	
Malines	107	17	1	89	—	—	
Turnhout	1,080	149	56	769	22	84	
Mons	275	10	35	229	—	1	
Charleroi	859	75	138	629	7	10	
Tournai	134	31	30	73	—	—	
Gand	551	83	75	374	—	19	
Audenarde	684	49	147	464	—	24	
Termonde	1,204	28	188	845	—	143	
Bruges	599	97	50	416	—	36	
Courtrai	606	171	18	413	—	4	
Furnes	56	7	4	45	—	—	
Ypres	105	8	16	81	—	—	
Liège	262	33	52	175	1	1	
Huy	124	43	22	59	—	—	
Verviers	71	6	23	38	4	—	
Tongres	587	97	10	465	—	15	
Hasselt	579	96	73	387	—	23	
Arlon	2	—	2	—	—	—	
Marche-en-Faméne	8	—	5	3	—	—	
Neufchâteau	63	7	11	41	—	4	
Namur	250	33	27	190	—	—	
Dinant	193	36	19	126	2	10	
<i>Totaux :</i>	9,197	1,186	1,128	6,456	36	391	
TOTAUX EN	1941	7,393	1,152	962	5,055	35	189
	1940	3,963	814	644	2,377	3	125
	1939	3,521	660	672	2,106	12	71

Une nouvelle majoration du nombre de chefs de famille poursuivis en 1942 est à noter.

* Y compris 9 chefs de famille réprimandés et 30 chefs de famille à l'égard desquels le fait a été constaté.

Tableau n° 13b. — LOIS COORDONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE
CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LES JUGES DES ENFANTS

ARRONDISSEMENTS	Nombre de chefs de famille poursuivis	NOMBRE DE CHEFS DE FAMILLE					
		acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement		
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis	
							3
Bruxelles	23	—	3	20	—	—	
Louvain	—	—	—	—	—	—	
Nivelles	—	—	—	—	—	—	
Anvers	34	3	—	31	—	—	
Malines	3	2	—	1	—	—	
Turnhout	—	—	—	—	—	—	
Mons	—	—	—	—	—	—	
Charleroi	4	1	—	3	—	—	
Teurnai	—	—	—	—	—	11	
Gand	11	—	—	—	—	2	
Audenarde	57	6	9	36	4	1	
Termonde	1	—	—	—	—	—	
Bruges	—	—	—	—	—	—	
Courtrai	—	—	—	—	—	—	
Furnes	—	—	—	—	—	—	
Ypres	—	—	—	—	—	—	
Liège	108	16*	23	69	—	—	
Huy	—	—	—	—	—	—	
Verviers	—	—	—	—	—	—	
Tongres	—	—	—	—	—	—	
Hasselt	1	—	—	1	—	—	
Arlon	—	—	—	—	—	—	
Marche-en-Faméne	—	—	—	—	—	—	
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	
Namur	—	—	—	—	—	—	
Dinant	4	4**	—	—	—	—	
<i>Totaux :</i>	246	32	35	161	4	14	
TOTAUX EN	1941	90	20	16	51	—	3
	1940	90	15	37	37	1	—
	1939	100	9	22	64	1	4

* Dont 14 chefs de famille à l'égard desquels le fait a été constaté.
** Condamnés à payer les frais.

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

On appelle tribunaux correctionnels les tribunaux de première instance siégeant en matière répressive.

Ils jugent en premier ressort :

1° Les délits, c'est-à-dire les faits que le Code pénal punit d'une peine correctionnelle (emprisonnement de 8 jours à 5 ans ou amende d'au moins 26 francs majorés de 60 décimes) ;

2° Les infractions à des lois spéciales ou à des règlements d'administration qui sont frappées d'une peine correctionnelle et dont la compétence n'est pas attribuée au tribunal de police ou à une autre juridiction par une disposition explicite ;

3° Les faits punissables d'après la loi d'une peine criminelle, que la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation leur renvoie dans tous les cas où il n'y a lieu de prononcer qu'une peine correctionnelle, à raison soit d'une excuse, soit de circonstances atténuantes. (Loi du 4 octobre 1867, modifiée par celles du 26 décembre 1881, du 4 septembre 1891, du 23 août 1919 et du 14 mai 1937.)

4° En vertu de l'arrêté du 18 novembre 1940, modifié par l'arrêté du 16 novembre 1942, les affaires qui étaient de la compétence des conseils de guerre, depuis la suspension du fonctionnement de ceux-ci.

Ils constituent, en outre, la juridiction d'appel pour les jugements répressifs rendus en première instance par les tribunaux de police.

Les tribunaux correctionnels sont, comme les tribunaux de première instance, au nombre de vingt-six. Dans les tribunaux de première in-

stance composés de plusieurs chambres, une ou plusieurs de ces chambres peuvent être chargées spécialement des affaires correctionnelles. De même qu'en matière civile, les chambres ne peuvent juger qu'au nombre fixe de trois juges.

Cependant, la loi du 25 octobre 1919, modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux, prorogée par les lois des 30 juillet 1921, 9 août 1923, 7 août 1924, 21 août 1925, 29 juillet 1926, 22 juillet 1927 et 18 août 1928, introduit des dispositions en vertu desquelles les tribunaux de première instance, à partir du 1^{er} décembre 1919 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, « forment une ou plusieurs chambres composées de trois juges et, s'il y a lieu, une ou plusieurs chambres ne comprenant qu'un juge ».

En matière correctionnelle, les chambres ne comprenant qu'un juge connaissent :

1° Des affaires dans lesquelles le flagrant délit a été constaté par un procès-verbal ;

2° Des affaires dans lesquelles le prévenu est en état de détention préventive ;

3° Des affaires dans lesquelles le prévenu a subi une condamnation correctionnelle antérieure, non conditionnelle.

Toutefois, les infractions prévues par le titre VII du Code pénal, modifié par la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance, sont toujours déférées à un tribunal de trois juges.

Si le prévenu soutient que la cause n'a pas été introduite suivant les règles ci-dessus, le

déclinatoire devra être soulevé avant tout débat. L'appel sur l'incident n'est recevable qu'en même temps que l'appel sur le fond.

Application de la loi de défense sociale du 9 avril 1930. — Le tribunal correctionnel est compétent au même titre que les juridictions d'instruction en ce qui concerne la mise en observation du prévenu lorsqu'il existe des raisons de croire qu'il est anormal, et pour ordonner son internement dans un établissement spécial (art. 1 à 23 de la loi).

Il lui appartient également de se prononcer sur la mise éventuelle à la disposition du gouvernement, des récidivistes et des délinquants d'habitude qu'il condamne :

Art. 25. — Les récidivistes, dans les cas prévus aux articles 56 et 57 du Code pénal, peuvent être mis, par le jugement ou l'arrêt de condamnation, à la disposition du gouvernement pendant dix ans après l'expiration de leur peine si celle-ci est d'un an de prison au moins. Ils peuvent être mis à la disposition du gouvernement pour un terme de cinq ans à dix ans, après l'expiration de leur peine, si celle-ci est inférieure à un an de prison.

La même mesure peut être prise en cas de récidive de crime sur délit et à l'égard de quiconque, ayant commis depuis quinze ans au moins trois infractions qui ont entraîné chacune un emprisonnement d'au moins six mois, apparaît comme présentant une tendance persistante à la délinquance.

La mise à la disposition du gouvernement des récidivistes et des délinquants d'habitude, prononcée par le jugement de condamnation et qui permet leur internement (art. 27) est venu rem-

placer la peine accessoire de la mise sous surveillance de police qui est abrogée (art. 31).

Il a paru essentiel, dans les tableaux qui suivent, d'énoncer les mises à la disposition du gouvernement en vertu de l'art. 25 de la loi de défense sociale, dans une colonne spéciale et de ne pas les confondre avec les mises à disposition du gouvernement des vagabonds et mendiants (art. 14 de la loi du 27 novembre 1891), ni avec celle des délinquants mineurs de moins de 18 ans jusqu'à leur majorité (art. 37 de la loi du 15 mai 1912).

Rédaction des tableaux. — Les acquittés sont classés d'après l'infraction pour laquelle ils ont été poursuivis, les condamnés d'après celle pour laquelle ils ont été condamnés.

Le prévenu condamné pour plusieurs infractions en une même audience n'est compté qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte, même si ces condamnations font l'objet de jugements différents.

Est considéré comme étant sans antécédents judiciaires, le condamné qui, au moment où il commettait le fait délictueux, n'avait pas encore encouru de peine correctionnelle ou des peines de police qui, cumulées, atteignaient le taux des peines correctionnelles.

Les inculpés jugés en appel par les tribunaux correctionnels font l'objet de comptes spéciaux.

Tableau n° 14. — NOMBRE DES AFFAIRES DONT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ONT EU À S'occUPER

ARRONDISSEMENTS	AFFAIRES pendantes au commencement de l'année	AFFAIRES INTRODUITES PENDANT L'ANNÉE							TOTAL des affaires à juger	AFFAIRES TERMINÉES						TOTAL des affaires terminées	AFFAIRES restant à juger à la fin de l'année
		portées devant le tribunal par			renvoyées devant le tribunal par					PAR JUGEMENT			par radiation				
		citation directe du ministère public	citation directe de la partie civile	une admission publique	la chambre du conseil	la chambre des mises en accusation	la cour de cassation	TOTAL		au fond		d'incompétence					
										contradictoire	par défaut			contradict. à l'égard de certains prévenus par défaut, à l'égard des autres	TOTAL		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruxelles	1,371	3,303	87	824	2,816	7	1	7,038	8,409	5,511	1,110	468	7,089	—	1	7,090	1,319
Louvain	95	1,042	—	145	456	—	—	1,643	1,738	1,142	415	101	1,658	—	—	1,658	80
Nivelles	653	854	1	71	439	—	—	1,365	2,018	724	186	90	1,000	1	—	1,001	1,017
Anvers	313	4,320	31	560	1,405	2	—	6,318	6,631	4,519	1,014	180	5,713	24	54	5,791	240
Malines	675	1,352	5	91	367	—	—	1,815	2,490	1,499	252	86	1,837	—	—	1,837	653
Turnhout	706	1,512	—	105	380	—	—	1,997	2,703	1,503	369	131	2,003	—	20	2,023	680
Mons	315	1,790	4	235	1,300	3	—	3,332	3,647	2,563	242	385	3,190	22	4	3,216	431
Charleroi	1,345	3,925	35	497	1,546	—	—	5,303	6,648	2,578	857	421	3,856	—	—	3,856	2,792
Tournai	1,656	1,380	1	172	656	—	—	2,209	3,865	1,298	317	127	1,742	5	—	1,747	2,118
Gand	2,341	5,852	63	102	1,163	17	2	7,199	9,540	3,931	2,151	505	6,587	9	—	6,596	2,944
Audenarde	769	2,147	76	185	365	1	—	2,794	3,563	2,200	682	220	3,102	—	—	3,102	461
Termonde	2,387	2,952	—	179	506	—	—	3,637	6,024	2,988	997	183	4,168	12	—	4,180	1,844
Bruges	1,050	2,525	13	191	637	—	—	3,366	4,416	2,306	807	210	3,323	—	—	3,323	1,093
Courtrai	1,130	1,284	4	555	562	2	—	2,407	3,537	1,497	623	195	2,315	9	33	2,357	1,180
Furnes	138	536	—	139	117	—	—	792	950	529	218	41	788	—	—	788	142
Ypres	339	869	2	96	177	—	—	1,144	1,483	960	212	47	1,219	2	—	1,221	262
Liège	1,636	4,398	—	329	2,302	—	—	7,029	8,665	4,376	752	258	5,386	—	—	5,386	3,279
Huy	342	524	—	76	285	—	1	946	1,288	692	142	146	980	—	—	980	308
Verviers	62	524	—	76	310	—	—	910	972	692	142	32	866	—	3	869	103
Tongres	368	2,485	2	134	335	—	—	2,956	3,324	1,383	504	173	2,060	3	—	2,063	1,261
Hasselt	531	1,862	31	142	397	—	1	2,433	2,964	1,573	485	123	2,181	2	—	2,183	708
Arlon	198	304	3	80	111	—	24	522	720	402	147	46	595	1	7	603	117
Marche-en-Famenne	105	230	—	32	148	—	—	410	515	239	133	25	397	3	2	402	113
Neufchâteau	127	790	—	77	166	—	—	1,033	1,160	708	264	43	1,015	10	2	1,027	133
Namur	208	849	3	97	472	2	1	1,424	1,632	1,107	351	32	1,490	1	2	1,493	139
Dinant	684	365	—	139	435	—	1	940	1,624	804	297	94	1,195	3	57	1,255	369
Totaux :	19,544	47,336	361	5,329	17,873	34	31	70,962	90,506	47,724	13,669	4,362	65,755	107	185	66,047	24,459
Totaux en 1941	17,088	48,648	245	3,109	15,744	28	—	67,774	84,862	50,281	11,006	3,773	65,060	97	161	65,318	19,544
Totaux en 1940	9,043	44,360	185	1,755	11,871	20	9	58,200	67,243	40,117	6,952	2,953	50,922	74	59	50,155	17,088
Totaux en 1939	9,716	27,067	212	1,394	11,163	30	25	39,891	49,607	33,115	5,522	1,827	40,464	55	45	40,564	9,043

Tableau n° 15. — TRIBUNAUX CORRECTIONNELS AFFAIRES JUGÉES PAR UNE CHAMBRE À TROIS JUGES, PAR UN JUGE UNIQUE

ARRONDISSEMENTS	TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES PAR UN JUGEMENT AU FOND		NOMBRE DES AFFAIRES JUGÉES AU FOND PAR UNE CHAMBRE À TROIS JUGES		NOMBRE DES AFFAIRES JUGÉES AU FOND PAR UN JUGE UNIQUE	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
Bruxelles	7,089	100.—	2,374	33.49	47.15	66.51
Louvain	1,658	100.—	67	4.04	1,591	95.96
Nivelles	1,000	100.—	280	28.—	720	72.—
Anvers	5,713	100.—	2,238	39.18	3,475	60.82
Malines	1,837	100.—	268	14.59	1,569	85.41
Turnhout	2,003	100.—	537	26.81	1,466	73.19
Mons	3,190	100.—	941	29.50	2,249	70.50
Charleroi	3,856	100.—	1,156	30.—	2,700	70.—
Tournai	1,742	100.—	178	10.22	1,564	89.78
Gand	6,587	100.—	1,432	21.72	5,155	78.28
Audenarde	3,102	100.—	778	24.75	2,324	75.25
Termonde	4,168	100.—	1,714	41.12	2,454	58.88
Bruges	3,323	100.—	2,292	69.—	1,031	31.—
Courtrai	2,315	100.—	1,725	74.51	590	25.49
Furnes	788	100.—	506	64.21	282	35.79
Ypres	1,219	100.—	546	44.79	673	55.21
Liège	5,386	100.—	2,052	38.10	3,334	61.90
Huy	980	100.—	505	51.53	475	48.47
Verviers	866	100.—	533	61.55	333	38.45
Tongres	2,060	100.—	181	8.74	1,879	91.26
Hasselt	2,181	100.—	304	13.94	1,877	86.06
Arlon	695	100.—	349	58.66	246	41.34
Marche-en-Famenne	397	100.—	219	55.16	178	44.84
Neufchâteau	1,015	100.—	722	71.13	293	28.87
Namur	1,490	100.—	226	15.17	1,264	84.83
Dinant	1,195	100.—	654	54.82	541	45.18
Totaux :	65,755	100.—	22,777	34.64	42,978	65.36
Totaux en 1941	65,060	100.—	21,681	33.32	43,379	66.68
Totaux en 1940	50,022	100.—	18,423	36.83	31,599	63.17
Totaux en 1939	40,464	100.—	15,376	38.—	25,088	62.—

TABLEAU n° 16

Ce tableau, qui donne la nomenclature des crimes, délits et infractions dont les tribunaux correctionnels ont eu à connaître en premier ressort, et qui spécifie, d'après leur nature, les peines principales et accessoires prononcées, est élaboré d'après la méthode suivante :

Pour les crimes et les délits, l'ordre du Code pénal est observé. En ce qui concerne les infractions prévues par les lois spéciales, les divisions établies sont :

- 1° Ordre et sécurité publics;
- 2° Santé publique;
- 3° Commerce et industrie;

- 4° Agriculture, animaux, chasse et pêche;
- 5° Travail et prévoyance;
- 6° Transport, voirie et communications.

Au sein de chaque division, les infractions sont, autant que possible, groupées dans l'ordre logique inspiré par leur nature.

Au total, les prévenus de 1942 (84,960) sont moins nombreux de 2 % que ceux de l'année 1941 (86,570), tandis que l'année 1942 comporte plus de condamnés : 70,274 contre 68,090.

Les proportions à cet égard dans les cinq dernières années se présentent comme suit :

ANNÉES	PRÉVENUS		CONDAMNÉS		CONDAMNÉS À							
	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	l'emprisonnement		l'emprisonnement conditionnel		l'amende		l'amende conditionnelle	
					Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%
1938	46,083	100.—	38,822	84.23	8,922	19.36	4,084	8.86	12,791	27.75	13,025	28.26
1939	46,020	100.—	39,000	84.74	9,586	20.83	3,875	8.42	13,806	30.—	11,733	25.49
1940	62,539	100.—	53,151	84.98	11,585	18.52	5,284	8.45	21,248	33.97	15,034	24.04
1941	86,570	100.—	68,090	78.65	14,366	16.59	8,366	9.66	29,535	34.12	15,823	18.28
1942	84,960	100.—	70,274	82.71	20,684	24.34	11,443	13.47	22,244	26.18	15,903	18.72

L'analyse des infractions jugées en 1942 fait ressortir par rapport à l'année 1941 :

1° une majoration de 66 % des prévenus jugés du chef de crimes correctionnalisés : 7,208 contre 4,341. L'accroissement des vols qualifiés et des faux en écritures est déterminant pour expliquer la presque totalité de cette augmentation. Néanmoins les hausses proportionnelles considérables des détournements par dépositaires publics et des rébellions avec armes sont à noter;

2° une majoration de 11.5 % des prévenus jugés du chef de délits prévus par le Code pénal : 55,430 contre 49,586. L'augmentation doit être attribuée en ordre principal à la multiplication des vols, des abus de confiance, des escroqueries, des falsifications de denrées et des maraudages avec circonstances aggravantes.

Sont à retenir également les augmentations des usurpations, des détournements par dépositaires publics, des offres de corruption de fonctionnaires, des abus d'autorité, de l'exploitation des jeux et loteries, de la soustraction d'objets saisis, et, au point de vue de l'ordre des familles, des abandons d'enfants et de l'adultère;

3° une diminution de 32 % des préventions pour infractions aux lois spéciales : 21,920 contre 32,074.

La diminution massive à la division 3 (commerce et industrie) des préventions du chef de hausse anormale des prix des denrées en constitue l'explication : seulement 4,737 infractions de l'espèce ont été jugées en 1942 contre 19,107 en 1941. Il faut y voir le développement, en soulagement de la juridiction ordinaire, de l'activité de la juridiction administrative, essentiellement compétente pour connaître de cette infraction, et les effets de l'article 5 de l'arrêté du 29 juin 1942.

Quant aux infractions dont la fréquence a particulièrement augmenté, il y a lieu de retenir celles aux règlements provinciaux, à la perception des impôts, à la loi sur les jeux de hasard, à la prohibition et au régime de l'alcool, à la loi sur la mise en vente de beurre, margarine et graisses préparées, aux arrêtés interdisant l'abatage clandestin et réglementant l'approvisionnement et le rationnement des céréales panifiables.

Tableau n° 16. — PRÉVENUS JUGÉS, EN PREMIER RESSORT, PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ET CLASSÉS D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RÉSULTAT DES POURSUITES

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des prévenus	Prévenus acquittés	CONDAMNÉS								accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT	
			TOTAL des condamnés	EN ORDRE PRINCIPAL À				l'amende simple	l'interdiction de droits civils et politiques	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891		Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
				l'emprisonnement		l'amende							
				conditionnel	sans condition	conditionnelle	simple						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12		

INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL

Crimes correctionnalisés

Dénonciation à l'ennemi (Art. 121bis)	8	1	7	1	2	4	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque, contrefaçon, falsification, émission (Art. 173 à 176)	2	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures (Art. 194 à 197)	1,915	399	1,516	626	303	572	5	10	5	—	—	1
Détournement par un dépositaire public (Art. 240, § 1)	72	13	59	28	15	16	—	—	3	—	—	—
Rébellion avec armes par plusieurs et par suite de concert préalable (Art. 272, § 1)	31	3	28	7	7	13	—	1	1	—	—	—
Avortement : sans consentement ou par médecins ou ayant causé la mort (Art. 348, 352, 353)	9	4	5	—	3	2	—	—	—	—	—	—
Suppression, substitution ou supposition d'enfant (Art. 363)	2	—	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—
Attentats à la pudeur sans violences ni menaces sur des mineurs (Art. 372, § 1; 372, § 2; 377, § 2)	296	56	240	93	65	82	—	—	190	—	—	2
Attentats à la pudeur avec violences ou menaces sur des mineurs (Art. 373, 377, §§ 3 et 4)	62	15	47	3	25	19	—	—	41	—	—	—
Viol (Art. 375, 377, §§ 5, 6 et 7)	53	17	36	—	33	3	—	—	32	—	—	—
Excitation à la débauche de mineurs (Art. 379, §§ 2, 3, 4; 381)	37	2	35	6	16	13	—	—	27	—	—	—
Bigamie (Art. 391)	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures (Art. 401, 401bis)	14	1	13	—	9	4	—	—	1	—	—	—
Obstacle à la circulation de convois sur un chemin de fer (Art. 406 et 407)	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, de violences ou de menaces (Art. 467 à 472)	4,659	572	4,087	1,136	975	1,910	45	21	20	6	—	17
Banqueroute frauduleuse (Art. 489, § 2)	12	3	9	3	3	3	—	—	—	—	—	—
Incendie (Art. 510, 511, § 1; 512, § 1; 513, §§ 2, 3, 4)	22	20	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, machines et appareils télégraphiques (Art. 521 à 525)	10	—	10	4	—	6	—	—	—	—	—	—

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	CONDAMNÉS										
	TOTAL des prévenus	Prévenus acquittés	TOTAL des condamnés	EN ORDRE PRINCIPAL À					accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT*	
				l'emprisonnement			l'amende			Art. 14 Loi du 27 nov. 1891	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
				conditionnel	sans condition		conditionnelle	simple			
6 mois	plus de 6 mois	6 mois et moins									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Délits											
Dénonciation à l'ennemi (Art. 121bis)	4	—	4	—	2	2	—	—	—	—	—
Entrave au libre exercice d'un culte ou à l'observation des jours de repos (Art. 142 à 145)	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—
Arrestation illégale ou arbitraire et violation de domicile par un fonctionnaire public (Art. 147 et 148)	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Ouverture ou suppression de lettres ou autres communications par un agent du gouvernement (Art. 149; Loi du 13 octobre 1930, art. 18)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie, contrefaçon, altération et émission (Art. 162, 163, 168 à 170, 497bis)	17	—	17	2	6	9	—	—	2	—	—
Emission d'effets publics falsifiés (Art. 177, 178)	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Contrefaçon et usage de contrefaçon : de sceaux, timbres, coupons, marques de fabrique, etc. (Art. 182 à 191)	101	12	89	22	13	19	21	14	—	—	—
Faux et usage de faux (Art. 193 à 210)	77	8	69	28	—	15	17	9	—	—	—
Faux témoignages en justice, subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes (Art. 218 à 223)	65	31	34	13	4	17	—	—	1	—	—
Faux serment en matière civile (Art. 226)	26	16	10	4	—	6	—	—	1	—	—
Usurpation de fonctions (Art. 227, 261 et 262)	43	8	35	10	3	8	3	11	—	—	—
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décorations et de costumes (Art. 228 à 232)	320	12	308	10	1	15	175	107	—	—	—
Coalition de fonctionnaires (Art. 233, 234, 236)	5	—	5	—	—	1	4	—	—	—	—
Détournement par ou négligence d'un dépositaire public. Concussion par un fonctionnaire public. Corruption agréée par un fonctionnaire (Art. 240, § 2; 242 à 245, 246 à 251)	83	41	42	16	7	11	7	1	1	—	—
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (Art. 252)	230	56	174	43	2	26	55	48	—	—	—
Abus d'autorité. Refus d'agir (Art. 257, 259)	61	62	2	—	—	1	1	—	—	—	—
Infractions aux obligations concernant l'Etat Civil (Art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du C. C.)	5	4	1	—	—	—	1	—	—	—	—

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	CONDAMNÉS										
	TOTAL des prévenus	Prévenus acquittés	TOTAL des condamnés	EN ORDRE PRINCIPAL À					accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT*	
				l'emprisonnement			l'amende			Art. 14 Loi du 27 nov. 1891	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
				conditionnel	sans condition		conditionnelle	simple			
6 mois	plus de 6 mois	6 mois et moins									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Attaque contre les lois par un ministre du culte (Art. 268)	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes (Art. 271 et 272)	852	68	784	132	7	260	196	189	—	—	—
Outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité ou la force publique (Art. 275 à 282)	4,738	367	4,371	316	11	706	1,592	1,746	—	—	—
Bris de scellés (Art. 283 à 288)	409	103	306	45	1	80	77	103	—	—	—
Cessation de service, retard, fraude dans les fournitures à l'armée (Art. 294 et 295)	4	—	4	—	—	—	1	3	—	—	—
Imprimés publics ou distribués sans nom d'auteur ou imprimeur (Art. 299)	18	17	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Loteries non autorisées, jeux de hasard, maisons de prêts sur gages (Art. 302 à 308)	103	14	89	1	—	6	45	37	1	—	—
Entrave à la liberté des enchères (Art. 314)	3	—	3	—	—	—	1	2	—	—	—
Inhumations non autorisées ou en contravention des règlements (Art. 315)	2	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—
Epizootie (Art. 319 à 321)	4	3	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (Art. 327 à 331)	189	47	142	23	1	52	36	30	—	—	—
Coopération à l'évasion de détenus (Art. 333, 334, 336 et 337)	9	5	4	1	—	3	—	—	—	—	—
Rupture de ban de surveillance (Art. 338)*	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage (Art. 342 à 345)	13	2	11	2	—	4	4	1	—	—	—
Avortement (Art. 348, § 2 à 351)	104	23	81	14	51	16	—	—	3	—	—
Exposition, délaissement, abandon d'enfants (Art. 354 et 360bis)	214	45	169	23	1	113	19	13	—	—	—
Enlèvement de mineurs (Art. 368, 369bis, 370)	30	12	18	3	—	10	3	2	1	—	—
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur personne majeure (Art. 373, § 1 et 377, § 3)	15	4	11	7	1	3	—	—	10	—	—
Attentat aux mœurs par corruption de jeunesse, prostitution, excitation à la débauche (Art. 379, § 1, 380, 380bis, 380ter, 381 et 382)	424	94	330	117	52	127	16	18	203	—	—
Outrage public aux bonnes mœurs, par écrits ou images, par gestes ou provocation (Art. 383 à 386bis)	592	109	483	208	11	167	62	35	41	1	—
Adultère et complicité d'adultère (Art. 387 à 390)	2,739	320	2,419	183	2	209	708	1,317	—	—	—

* Voir annotation à ce sujet : « Statistique Judiciaire de la Belgique », 1931-1940, p. 42.

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	CONDAMNÉS										
	TOTAL des préve-nus	Préve-nus acquit-tés	TOTAL des con-dam-nés	EN ORDRE PRINCIPAL À					accés-soire-ment à l'inter-diction de droits civils et poli-tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
				l'emprisonnement		l'amende				Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
				con-dition-nel	sans condition plus de 6 mois	6 mois et moins	condi-tion-nelle	simple			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Abandon de famille (Art. 391bis)	199	69	130	16	—	69	15	30	—	—	—
Coups et blessures (Art. 398, 399, 440, § 1 et 410)	3,455	847	2,608	327	21	390	1,033	837	—	—	—
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (Art. 401bis et 410, § 1)	57	8	49	9	3	25	7	5	—	—	—
Administration volontaire de substances nuisibles et tentative (Art. 402, 405 et 410)	4	—	4	—	2	1	—	1	1	—	—
Homicide ou lésions corporelles provoqués (Art. 411 à 414)	4	—	4	—	1	—	3	—	—	—	—
Homicide involontaire (Art. 419)	175	38	137	44	5	18	47	23	—	—	—
Lésions corporelles involontaires (Art. 420)	1,024	266	758	32	3	31	410	282	—	—	—
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (Art. 420bis)	7	1	6	2	—	3	1	—	—	—	—
Administration involontaire de substances nuisibles (Art. 421)	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Accident involontaire de chemin de fer (Art. 422)	9	2	7	—	—	1	3	3	—	—	—
Violation de domicile (Art. 439 à 442)	56	16	40	8	3	16	8	5	4	—	—
Calomnie, dénonciation calomnieuse, divulgation méchante, injures par faits, écrits, images, emblèmes et parole publique (Art. 444 à 449)	439	129	310	39	—	60	126	85	—	—	—
Violation de tombeaux ou de sépultures (Art. 453)	7	2	5	—	—	—	4	1	—	—	—
Mélange de matières nuisibles dans les comestibles et boissons, et débit volontaire (Art. 454 à 456)	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Révélation de secrets professionnels (Art. 458 et 459)	3	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (Art. 460, 460bis. Loi du 13 mai 1930, art. 3, b et c. Loi du 13 octobre 1930, art. 17)	3	1	2	1	—	—	1	—	—	—	—
Vol (Art. 463 à 466)	19,114	2,499	16,615	4,524	511	4,506	4,909	2,165	5	9	15
Fabrication de fausses clefs (Art. 488)	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Banqueroute simple (Art. 489, § 1)	17	8	9	3	1	4	—	1	—	—	—
Fraude dans une faillite (Art. 490)	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Abus de confiance (Art. 491)	1,249	310	939	193	93	532	62	59	2	1	6
Abus des faiblesses de l'emprunteur (Art. 493 et 494)	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie (Art. 496)	1,826	311	1,515	359	98	456	405	197	9	—	1

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	CONDAMNÉS										
	TOTAL des préve-nus	Préve-nus acquit-tés	TOTAL des con-dam-nés	EN ORDRE PRINCIPAL À					accés-soire-ment à l'inter-diction de droits civils et poli-tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
				l'emprisonnement		l'amende				Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
				con-dition-nel	sans condition plus de 6 mois	6 mois et moins	condi-tion-nelle	simple			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues (Art. 498 et 499)	176	48	128	16	4	35	17	56	—	—	—
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (Art. 500 et 501)	3,856	675	3,181	50	2	425	233	2,471	—	—	—
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (Art. 505)	4,187	1,098	3,089	1,000	151	933	648	362	3	—	—
Soustraction d'objets saisis par destruction ou détournement (Art. 507)	487	140	347	54	1	86	89	117	—	—	—
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (Art. 508)	1,625	272	1,353	308	7	241	525	273	—	—	—
Grivèlerie (Art. 508bis. Loi du 23 mars 1936)	41	19	22	—	1	14	1	6	—	—	—
Effets de commerce fictifs (Art. 509)	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Chèques sans provision (Art. 509bis)	20	3	17	5	—	10	2	—	—	—	—
Incendie (Art. 511, § 2; 512, § 2 et §§ suivants, 514, 519)	27	4	23	—	—	—	18	5	—	—	—
Destruction ou dégradation de constructions et de machines; de tombeaux, objets d'art, titres et documents; de denrées, marchandises et propriétés mobilières (Art. 521 à 523. Loi du 13 octobre 1930, art. 24; Art. 526, 527, 528, 533 et 534)	37	1	36	6	4	8	9	9	—	—	—
Destruction ou dégradation de récoltes, plantes ou arbres, d'instruments agricoles (Art. 535 à 537)	38	18	20	2	—	5	9	4	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques et mauvais traitement excessif à leur égard (Art. 538 à 541)	5	—	5	2	—	2	—	1	—	—	—
Destruction de clôture, déplacement de bornes (Art. 545 et 546)	182	30	152	12	—	21	61	58	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes ou en temps de guerre (Art. 557, 6°, § 2, A. du 1-8-31, et § 3)	5,570	602	4,977	870	29	974	2,247	857	—	—	1
Contraventions de police											
Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Art. 561, 2° et 3°)	77	5	72	—	—	—	11	61	—	—	—
Autres contraventions	325	79	246	1	—	2	146	97	—	—	—

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des prévenus	Prévenus acquittés	CONDAMNÉS							accès-soirement à l'interdiction de droits civils et politiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT	
			TOTAL des condamnés	EN ORDRE PRINCIPAL À				l'interdiction de droits civils et politiques	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891		Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	
				l'emprisonnement		l'amende						
				conditionnel	sans condition plus de 6 mois et moins de 6 mois	conditionnelle	simple					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	

3. — Commerce et Industrie

Commerce ambulant (A. R. 13-1-1935, A. R. 29-12-1936, A. R. 28-11-1939)	570	75	495	2	1	18	91	380	—	—	—
Registre du commerce (A. 30-7-1940, A. 11-8-1940, A. 18-10-1940)	328	108	220	—	3	10	72	135	—	—	—
Hausse anormale des prix des denrées (Arrêté Royal 6-5-1935, A. L. 27-10-1939)	4,737	1,437	3,300	19	86	408	73	2,714	—	—	—
Faux en matière de timbres et autres titres de ravitaillement (A. du 11 décembre 1942)	2	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Viandes de boucherie (Arr. Royal 4-12-1934, A. R. 31-1-1936)	50	9	41	—	—	—	14	27	—	—	—
Abatage clandestin et commerce illicite de viande (A. 28-6-1941, A. 18-8-1941, A. 11-9-1941)	2,875	911	1,963	—	1,834	73	—	58	—	—	—
Approvisionnement et rationnement en céréales panifiables, pommes de terre et légumes secs (A. 16-8-1941)	500	73	427	2	120	290	—	15	—	—	—
Affichage des prix de vente (Loi du 30 juillet 1923)	9	1	8	—	—	—	3	5	—	—	—
Organisation de l'Economie (A. des 10 février 1941, 31 juillet 1941)	3	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Bourse de commerce et profession d'agent de change (A. R. du 30 janvier 1935, A. R. du 20 juin 1935, C. Com., Livre I, titre V)	8	6	2	—	—	1	1	—	—	—	—
Sociétés commerciales (Lois coordonnées du Code du commerce, livre I, titre IX, Art. 200 à 208)	10	1	9	1	—	2	1	5	—	—	—
Interdiction à des condamnés et faillis (A. R. du 27 octobre 1934)	7	1	6	—	—	2	—	4	—	—	—
Vente avec primes (A. R. des 13 janvier 1935, 18 mars 1935, 30 mars 1936)	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—
Contrefaçon de marques de fabrique et de commerce (Loi du 1 ^{er} avril 1879)	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des prévenus	Prévenus acquittés	TOTAL des condamnés	CONDAMNÉS					accès-soirement à l'interdiction de droits civils et politiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT	
				EN ORDRE PRINCIPAL À				l'interdiction de droits civils et politiques		Art. 14 Loi du 27 nov. 1891	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
				l'emprisonnement		l'amende					
				conditionnel	sans condition plus de 6 mois et moins de 6 mois	conditionnelle	simple				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

Réglementation des constructions privées (Arrêté du 15 octobre 1941)	11	6	5	—	—	—	4	1	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (Loi du 5 mai 1888, etc.)	32	9	23	—	—	—	5	18	—	—	—
Mines et extractions de toute nature (A. R. de coordination des lois du 15 septembre 1919 et arrêtés d'exécution)	27	5	22	—	—	—	10	12	—	—	—
Matières explosives ou inflammables (Loi du 15 octobre 1881. Loi du 22 mai 1886)	4	1	3	—	—	—	2	1	—	—	—
Distribution des carburants (Arrêté du 2 août 1940)	3	—	3	—	—	—	—	3	—	—	—

4. — Agriculture, animaux, chasse, pêche

Garde rurale (A. du 4 août 1941)	6	2	4	—	—	—	4	—	—	—	—
Accès aux terrains cultivés (Arrêté du 15 juillet 1941)	148	14	134	—	—	2	102	30	—	—	—
Infractions rurales : écharonnage, échenillage, etc. (Code rural. Loi du 7 octobre 1886)	25	1	24	—	—	—	14	10	—	—	—
Commerce des semences, plants, engrais et substances d'alimentation des animaux (Loi du 15 juillet 1931, A. R. du 27 juillet 1935, A. R. du 30 novembre 1939)	18	6	12	—	—	1	1	10	—	—	—
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A. R. du 19 juillet 1926, A. R. du 20 août 1926)	17	4	13	—	—	4	1	8	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (Loi du 30 décembre 1882)	109	27	82	—	1	3	34	44	—	—	—
Rage canine (A. R. du 29 oct. 1908)	7	—	7	—	—	—	2	5	—	—	—
Protection des animaux (Loi du 22 mars 1929)	104	35	69	4	—	4	21	40	—	—	—
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (Loi du 28 février 1882, art. 31. A. R. du 25 octobre 1929)	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Chasse (Loi du 28 février 1882, modifiée par Loi du 4 avril 1900, sauf art. 31)	359	62	297	3	—	37	116	141	—	—	—
Pêche fluviale (Loi du 19 janvier 1883, Loi du 5 juillet 1899)	6	2	4	—	—	—	4	—	—	—	—

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des préve-nus	Préve-nus acquit-tés	CONDAMNÉS									MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
			TOTAL des con-dam-nés	EN ORDRE PRINCIPAL À l'emprisonnement			l'amende		accés-soire-ment à l'inter-diction de droits civils et poli-tiques	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891	Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	
				con-dition-nel	sans condition		con-di-tion-nelle	simple					
					plus de 6 mois	6 mois et moins							

5. — Travail et prévoyance

Liberté d'association (Loi du 24 mai 1921)	1	1																		
Règlements d'atelier (Loi du 15 juin 1896. Loi du 24 juin 1921. A. R. du 20 juin 1936)	10		10					6	4											
Contrat d'emploi (Loi du 7 août 1922. Loi du 2 mai 1929. Loi du 28 septembre 1932)	1		1					1												
Travail des femmes et des enfants (Lois coordonnées par A. R. du 28 février 1919. Loi du 14 juin 1921. A. R. du 27 avril 1927. Loi du 7 avril 1936)	12	6	6					2	4											
Paiement des salaires (Loi du 16 août 1887. Lois des 15 et 17 juin 1896. Loi du 30 juillet 1934. Loi du 7 juillet 1936)	6	1	5					2	3											
Interdiction de modifier les salaires et les traitements (Arrêté du 1 ^{er} août 1940)	185	97	88					56	32											
Congés annuels payés (Loi du 8 juillet 1936. Loi du 20 août 1938)	32	13	19					4	15											
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (Loi du 14 juin 1921. A. R. d'exécution)	10	4	6					6												
Repos dominical (Loi du 17 juillet 1905. Loi du 26 mai 1913. Loi du 14 juin 1921. Loi du 24 juillet 1927)	5	2	3					2	1											
Travail des diamantaires (A. R. du 30 mars 1936. Loi du 16 mai 1938)	8		8					8												
Conditions spéciales d'engagement des travailleurs des exploitations houillères (Arrêté du 12 juin 1941)	8	4	4		1			2	1											
Travail à domicile (Loi du 10 février 1934. Arrêté du 21 janvier 1941)	5	1	4					3	1											
Allocations familiales (Loi de généralisation du 4 août 1930 et A. R. d'exécution)	1	1																		
Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (Loi du 14 juillet 1930. Loi du 23 juillet 1932. A. R. d'exécution. Loi du 15 décembre 1937)	1		1																	

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des préve-nus	Préve-nus acquit-tés	CONDAMNÉS							MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t	
			TOTAL des con-dam-nés	EN ORDRE PRINCIPAL À l'emprisonnement			l'amende		accés-soire-ment à l'inter-diction de droits civils et poli-tiques	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
				con-dition-nel	sans condition		con-di-tion-nelle	simple			
					plus de 6 mois	6 mois et moins					

Déclaration pour subventions, indemnités et allocations à charge de l'Etat, pour chômage (A. R. du 31 mai 1933)

Allocation de secours aux personnes en état de besoin (Arrêté du 29 juin 1940)

Déclaration pour subventions, indemnités et allocations à charge de l'Etat, pour chômage (A. R. du 31 mai 1933)	170	118	52	7		13	16	16					
Allocation de secours aux personnes en état de besoin (Arrêté du 29 juin 1940)	3		3			1	1	1					

6. — Transport, Voirie, Communications

Chemins de fer concédés ou vicinaux (Loi du 12 avril 1835. Loi du 24 juin 1885. Loi du 25 juillet 1891, etc.)	32	3	29				22	7					
Tramways (A. R. des 2 décembre 1902 et 27 janvier 1931)	3	1	2					2					
Organisation de la direction du roulage (Arrêté du 30 août 1940)	328	104	224		2	1	75	146					
Voirie, roulage et messageries (Règlementation)	129	16	113			5	52	56					
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (Loi du 1 ^{er} août 1924, art. 3)	9	1	8			2	2	4					
Police maritime (réglementation)	15	6	9			1	4	4					
Vente de bateau belge à l'étranger (A. R. du 23 novembre 1939)	1		1					1					
Police des rivières et des polders	3	1	2				1	1					
Télégraphes et téléphones (Loi du 1 ^{er} mars 1851. Loi du 14 mai 1930, sauf art. 3, b et c. Loi du 13 octobre 1930, sauf art. 17 à 19 et 24 à 27)	12		12				2	10					

RÉCAPITULATION DES INFRACTIONS JUGÉES EN PREMIER RESSORT

Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	7,208	1,108	6,100	1,909	1,459	2,650	50	32	321	6	20
Délits prévus par le Code pénal	55,430	8,905	46,525	9,107	1,117	10,757	13,943	11,601	288	11	23
Contraventions de police prévues par le Code pénal	402	84	318	1		2	157	158			
Infractions prévues par des lois spéciales	21,920	4,589	17,331	426	2,235	2,464	1,753	10,453	2		
Totaux :	84,960	14,686	70,274	11,443	4,811	15,873	15,903	22,244	611	17	43
TOTAUX EN											
1941	86,570	18,480	68,090	8,366	2,404	11,962	15,823	29,535	583	10	73
1940	62,539	9,388	53,151	5,284	1,344	10,241	15,034	21,248	542	12	75
1939	46,020	7,020	39,000	3,875	1,475	8,111	11,733	13,806	1,001	19	105

Tableau n° 16bis. — NOMBRE ET DURÉE DES SURSIS
 ACCORDÉS PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS, JUGÉANT EN PREMIER RESSORT

ARRONDISSEMENTS 1	DURÉE DES SURSIS						TOTAL 8
	6 mois et moins 2	1 an 3	2 ans 4	3 ans 5	4 ans 6	5 ans 7	
Bruxelles	6	70	4	1,254	—	1,000	2,334
Louvain	—	68	1	703	—	161	933
Nivelles	50	11	—	134	—	452	647
Anvers	3	262	1	1,466	—	63	1,795
Malines	1	31	—	633	—	24	689
Turnhout	—	61	2	648	1	14	726
Mons	35	265	—	1,812	3	130	2,245
Charleroi	13	81	5	1,517	—	120	1,736
Tournai	1	81	1	1,044	—	30	1,157
Gand	3	60	51	767	1	1,089	1,971
Audenarde	—	48	31	1,098	1	164	1,342
Termonde	33	127	—	975	—	189	1,324
Bruges	2	337	19	776	—	83	1,217
Courtrai	—	49	24	27	—	851	951
Furnes	—	41	—	42	—	267	350
Ypres	—	176	—	8	—	324	508
Liège	142	10	2	1,680	—	698	2,432
Huy	64	67	457	294	—	20	902
Verviers	16	11	306	3	—	2	338
Tongres	1	122	6	703	—	81	913
Hasselt	—	147	24	473	—	128	772
Arlon	1	8	21	320	—	32	382
Marche-en-Famenne	15	52	72	15	—	2	156
Neufchâteau	10	85	33	223	—	15	366
Namur	22	12	10	205	—	502	751
Dinant	36	1	1	363	—	8	409
Total :	454	2,283	1,071	17,183	6	6,349	27,346
Totaux en { 1941	495	2,090	963	16,016	3	4,622	24,189
1940	585	3,128	571	12,048	5	3,981	20,318
1939	294	2,609	476	8,805	1	3,423	15,608

Tableau n° 17. — PRÉVENUS JUGÉS, EN DEGRÉ D'APPEL, PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS
 ET CLASSÉS D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RÉSULTAT DES POURSUITES
 Récapitulation générale des prévenus jugés en premier ressort et en degré d'appel

NATURE DES INFRACTIONS 1	TOTAL des prévenus 2	Prévenus acquittés 3	TOTAL des condamnés 4	CONDAMNÉS			
				à l'emprisonnement		à l'amende	
				condi- tionnel 5	sans condition 6	condi- tionnelle 7	sans condition 8
Infractions jugées en degré d'appel							
Délits prévus par le Code pé- nal	536	193	343	2	2	179	160
Contraventions de police pré- vues par le Code pénal	252	112	140	2	2	64	72
Infractions prévues par des lois spéciales	778	304	474	2	9	184	279
Totaux :	1,566	609	957	6	13	427	511
Totaux des infractions jugées en premier ressort :	84,960	14,686	70,274	11,443	20,684	15,903	22,244
Récapitulation générale							
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel :	86,526	15,295	71,231	11,449	20,697	16,330	22,755
Totaux en { 1941	88,272	19,078	69,194	8,372	14,377	16,225	30,220
1940	64,702	10,106	54,596	5,293	11,616	15,502	22,185
1939	50,008	8,338	41,670	3,882	9,629	12,470	15,689

TABLEAU n° 18

Ce tableau, qui donne la nomenclature des crimes, délits et infractions dont chaque tribunal correctionnel a eu à connaître en premier ressort et qui indique s'il y a eu condamnation ou acquittement, localise par arrondissement les résultats statistiques énoncés dans le tableau n° 16.

L'augmentation ou la diminution en 1942 du total des prévenus devant chaque tribunal, par rapport à l'année 1941, constitue une indication d'analyse générale intéressante et qui se présente comme suit :

AUGMENTATION DE				DIMINUTION DE					
133 %	33 %	5 à 10 %	moins de 5 %	moins de 5 %	5 à 10 %	10 à 15 %	15 à 20 %	20 à 30 %	40 %
Gand	Tournai	Audenarde Liège Hasselt Nauwchâteau	Ypres Huy	Bruxelles Nivelles Turnhout Dinant	Termonde Furnes	Verviers Arlon Namur	Louvain Anvers Malines Bruges Courtrai	Charleroi Tongres	Marche-en-Famenne

Pour les arrondissements dans lesquels le total des prévenus ne varie en baisse ou en hausse que d'un léger pourcentage avec les chiffres de l'année 1941, on peut, sans danger de se tromper, se rallier aux conclusions tirées de l'analyse correspondante du tableau n° 16.

Les variations extrêmes en hausse ou en baisse méritent toutefois un examen spécial aux fins d'en retrouver les causes.

Il peut être signalé à cet égard qu'en ce qui concerne l'arrondissement de Gand, la hausse considérable (133 %) des préventions devant le tribunal correctionnel n'est pas due à la poursuite d'un délit déterminé, mais au fait que les préventions pour hausse anormale du prix des denrées, loin de diminuer dans cet arrondissement, s'y sont encore accrues, tandis que nombre de délits ont donné lieu à des préventions beaucoup plus nombreuses qu'en 1941, notamment

les vols, les outrages, les coups, les falsifications, les maraudages; les infractions aux règlements provinciaux, à la perception des impôts, à la loi sur les jeux de hasard, au régime de l'alcool et à la réglementation de l'abattage.

Dans l'arrondissement de Tournai, la hausse de 33 % est due particulièrement à une plus grande fréquence des vols, des recels et des maraudages.

La diminution de 40 % des préventions devant le tribunal de Marche-en-Famenne porte principalement sur les outrages, les coups, les vols et l'application des règlements provinciaux.

Enfin, la diminution de 20 à 30 % des préventions devant les tribunaux de Charleroi et de Tongres concernent surtout les outrages, les coups et blessures, les vols simples, les recels, les vols frauduleux et la hausse anormale du prix des denrées.

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Ouverture ou suppression de lettres ou autres communications par un agent du gouvernement (Art. 149) (Loi du 13-10-30, art. 18)													1	1	
Fausse monnaie : contrefaçon, altération et émission (Art. 162, 163, 168, 170, 197, 197bis)										4		4			
Emission d'effets publics falsifiés (Art. 177, 178)										1		1			
Contrefaçon et usage de contrefaçon : de sceaux, timbres, coupons, marques de fabrique, etc. (Art. 182 à 191)	8		8	1		1				17	1	16	3		3
Faux et usage de faux (Art. 198 à 210)	7		7							12	2	10			
Faux témoignage en justice, subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes (Art. 218 à 223)	8	1	7				4	1	3	2	1	1	12	9	3
Faux serment en matière civile (Art. 226)	6	3	3	4	4					2	2		2	2	
Usurpation de fonctions (Art. 227, 261 et 262)	6	1	5	1		1				4	2	2	2	2	
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décorations et de costumes (Art. 228 à 232)	19		19	11		11	4		4	33	2	31	13		13
Coalition de fonctionnaires (Art. 233, 234, 236)															
Détournement par ou négligence d'un dépositaire public. Concussion par un fonctionnaire public. Corruption agréée par un fonctionnaire (Art. 240, § 2; 242 à 245, 246 à 251)	27	13	14							14	12	2	6		6
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (Art. 252)	59	28	31	11	1	10	1		1	16	2	14	10	1	9
Abus d'autorité. Refus d'agir (Art. 257, 259)															
Infractions aux obligations concernant l'état civil (Art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du C. C.)										2	1	1			
Attaque contre les lois par un ministre du culte (Art. 268)															
Rébellion par une ou plusieurs personnes (Art. 271, 272)	80	4	76	50	2	48	5		5	91	18	73	27	2	25
Outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité ou de la force publique (Art. 275 à 282)	545	44	501	161	15	146	35	1	34	270	26	244	135	13	122
Bris de scellés (Art. 283 à 288)	13	1	12	41	16	25	2		2	4		4	20	5	15
Cessation de service, retard, fraude dans les fournitures à l'armée (Art. 294 et 295)															
Imprimés publics ou distribués sans nom d'auteur ou d'imprimeur (Art. 299)															
Loteries non autorisées, jeux de hasard, maisons de prêts sur gages (Art. 302 à 308)										11	9	2	2		2
Entrave à la liberté des enchères (Art. 314)															

NATURE DES INFRACTIONS	TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
1	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
Ouverture ou suppression de lettres ou autres communications par un agent du gouvernement (Art. 149) (Loi du 13-10-30, art. 18)																								
Fausse monnaie : contrefaçon, altération et émission (Art. 162, 163, 168, 170, 197, 197bis)				7		7	2		2															
Emission d'effets publics falsifiés (Art. 177, 178)																								
Contrefaçon et usage de contrefaçon : de sceaux, timbres, coupons, marques de fabrique, etc. (Art. 182 à 191)				2	1	1	4		4				25	6	19	3	1	2	4	1	3	6		6
Faux et usage de faux (Art. 198 à 210)				3	1	2							23	4	19	1		1	2		2	3		3
Faux témoignage en justice, subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes (Art. 218 à 223)	3		3				1	1		1	1		5		5	3	3					2	2	
Faux serment en matière civile (Art. 226)				1		1				1		1	1	1								5	1	4
Usurpation de fonctions (Art. 227, 261 et 262)				1		1	2	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1	1	4	1	3	5
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décorations et de costumes (Art. 228 à 232)	12		12	9		9	6		6	8	1	7	28		28	17		17	36	2	34	13		13
Coalition de fonctionnaires (Art. 233, 234, 236)																1		1	4		4			
Détournement par ou négligence d'un dépositaire public. Concussion par un fonctionnaire public. Corruption agréée par un fonctionnaire (Art. 240, § 2; 242 à 245, 246 à 251)	10	10					1		1	1		1	5	2	3	1		1	8	1	7			
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (Art. 252)	4		4	12	1	11	7	3	4	1		1	11	2	9	5	1	4	20	4	16	7	2	5
Abus d'autorité. Refus d'agir (Art. 257, 259)	1		1										1		1									
Infractions aux obligations concernant l'état civil (Art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du C. C.)				3	3																			
Attaque contre les lois par un ministre du culte (Art. 268)																1		1						
Rébellion par une ou plusieurs personnes (Art. 271, 272)	38	1	37	53	3	50	26	3	23	27	1	26	66	2	64	42	1	41	59	7	52	26		26
Outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité ou de la force publique (Art. 275 à 282)	105	6	99	173	17	156	210	16	194	169	16	153	542	34	508	339	11	328	263	20	243	265	35	230
Bris de scellés (Art. 283 à 288)	12		12	1		1	1		1	7	1	6	35	15	20	22	10	12	34	6	28	4	3	1
Cessation de service, retard, fraude dans les fournitures à l'armée (Art. 294 et 295)																3		3						
Imprimés publics ou distribués sans nom d'auteur ou d'imprimeur (Art. 299)				7	7		8	8		1		1	1	1										
Loteries non autorisées, jeux de hasard, maisons de prêts sur gages (Art. 302 à 308)				13	2	11	3		3				1		1				1		1	1		1
Entrave à la liberté des enchères (Art. 314)																2		2	1		1			

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÈGE			HUY		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
ibis	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Inhumations non autorisées ou en contra- vention des règlements (Art. 315)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie (Art. 319 à 321)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (Art. 327 à 331)	7	—	7	3	1	2	4	1	3	7	1	6	7	—	7
Coopération à l'évasion de détenus (Art. 333, 334, 336 et 337)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban de surveillance (Art. 338)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage (Art. 342 à 345)	2	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Avortement (Art. 348, § 2 à 351)	17	5	12	—	—	—	3	—	3	5	1	4	—	—	—
Exposition, délaissement, abandon d'en- fants (Art. 354 à 360bis)	9	2	7	3	—	3	2	—	2	38	—	38	3	—	3
Enlèvement de mineurs (Art. 368, 369bis, 370)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure (Art. 373, § 1 et 377, § 3)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—
Attentat aux mœurs par corruption de jeunesse, prostitution, excitation à la débauche (Art. 379, § 1, 380, 380bis, 380ter, 381 et 382)	13	3	10	2	—	2	—	—	—	66	9	57	1	—	1
Outrage public aux bonnes mœurs, par écrits ou images, par gestes ou provo- cation (Art. 383 à 386bis)	12	1	11	10	7	3	5	1	4	54	6	48	11	—	11
Adultère et complicité d'adultère (Art. 387 à 390)	78	7	71	14	—	14	24	5	19	225	34	191	13	2	11
Abandon de famille (Art. 391bis)	13	3	10	2	—	2	—	—	—	1	—	1	3	3	—
Coups et blessures (Art. 398, 399, 440, § 1 et 410)	140	22	118	64	26	38	134	20	114	85	13	72	29	7	22
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (Art. 401bis et 410, § 1)	—	—	—	1	1	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—
Administration volontaire de substances nuisibles et tentative (Art. 402, 405 et 410)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide ou lésions corporelles provo- qués (Art. 411 à 414)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Homicide involontaire (Art. 419)	9	1	8	3	3	—	2	—	2	28	5	23	2	1	1
Lésions corporelles involontaires (Art. 420)	58	10	48	21	6	15	28	1	27	37	9	28	5	—	5
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (Art. 420bis)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Administration involontaire de substan- ces nuisibles (Art. 421)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Accident involontaire de chemin de fer (Art. 422)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation de domicile (Art. 439 à 442)	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie, dénonciation calomnieuse, di- vulgation méchante, injures par faits, écrits, images, emblèmes et parole pu- blique (Art. 444 à 449)	21	6	15	6	2	4	34	5	29	14	1	13	8	2	6
Violation de tombeaux ou de sépultures (Art. 453)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE- EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
ibis	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Inhumations non autorisées ou en contra- vention des règlements (Art. 315)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie (Art. 319 à 321)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (Art. 327 à 331)	3	—	3	3	1	2	6	3	3	4	—	4	1	—	1	11	—	11	2	—	2	—	—	—
Coopération à l'évasion de détenus (Art. 333, 334, 336 et 337)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban de surveillance (Art. 338)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage (Art. 342 à 345)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	8	—	—	—
Avortement (Art. 348, § 2 à 351)	6	—	6	—	—	—	5	3	2	3	—	3	—	—	—	4	1	3	6	2	4	—	—	—
Exposition, délaissement, abandon d'en- fants (Art. 354 à 360bis)	11	5	6	9	—	9	2	—	2	3	1	2	2	—	2	3	2	1	12	5	7	6	3	3
Enlèvement de mineurs (Art. 368, 369bis, 370)	3	1	2	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	—	1	—	1	1	1	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure (Art. 373, § 1 et 377, § 3)	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	1	—	—	—	—
Attentat aux mœurs par corruption de jeunesse, prostitution, excitation à la débauche (Art. 379, § 1, 380, 380bis, 380ter, 381 et 382)	3	1	2	—	—	—	12	1	11	6	3	3	1	—	1	1	—	1	20	4	16	3	—	3
Outrage public aux bonnes mœurs, par écrits ou images, par gestes ou provo- cation (Art. 383 à 386bis)	11	2	9	8	2	6	12	1	11	5	—	5	1	—	1	12	5	7	47	6	41	25	1	24
Adultère et complicité d'adultère (Art. 387 à 390)	51	4	47	25	7	18	15	—	15	12	3	9	3	—	3	11	3	8	46	5	41	24	1	23
Abandon de famille (Art. 391bis)	6	1	5	2	1	1	9	3	6	—	—	—	1	—	1	2	1	1	5	2	3	2	—	2
Coups et blessures (Art. 398, 399, 440, § 1 et 410)	42	6	36	104	29	75	109	23	86	18	3	15	17	1	16	57	5	52	29	3	26	39	9	30
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (Art. 401bis et 410, § 1)	2	—	2	—	—	—	4	1	3	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Administration volontaire de substances nuisibles et tentative (Art. 402, 405 et 410)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—	—
Homicide ou lésions corporelles provo- qués (Art. 411 à 414)	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide involontaire (Art. 419)	8	4	4	4	1	3	12	4	8	5	—	5	—	—	—	2	1	1	7	—	7	2	—	2
Lésions corporelles involontaires (Art. 420)	24	6	18	23	10	13	24	7	17	13	4	9	2	—	2	11	3	8	16	3	13	22	6	16
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (Art. 420bis)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Administration involontaire de substan- ces nuisibles (Art. 421)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Accident involontaire de chemin de fer (Art. 422)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation de domicile (Art. 439 à 442)	—	—	—	1	—	1	2	2	—	4	1	3	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Calomnie, dénonciation calomnieuse, di- vulgation méchante, injures par faits, écrits, images, emblèmes et parole pu- blique (Art. 444 à 449)	10	2	8	12	1	11	8	—	8	4	1	3	8	2	6	12	1	11	9	3	6	15	6	9
Violation de tombeaux ou de sépultures (Art. 453)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Mélange de matières nuisibles dans les comestibles et boissons, et débit volontaire (Art. 454 à 456)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Révélation de secrets professionnels (Art. 458 et 459)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (Art. 460, 460bis. Loi du 14 mai 1930, art. 3 b et c. Loi du 13 octobre 1930, art. 17)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol (Art. 463 à 466)	1566	107	1459	417	53	364	458	52	406	1505	284	1221	307	59	248
Fabrication de fausses clefs (Art. 488)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple (Art. 489, § 1)	2	—	2	2	1	1	—	—	—	4	2	2	1	—	1
Fraude dans une faillite (Art. 490)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance (Art. 491)	165	39	126	23	1	22	9	5	4	179	71	108	25	12	13
Abus des faiblesses de l'emprunteur (Art. 493 à 494)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie (Art. 496)	311	40	271	17	—	17	24	—	24	555	143	412	14	1	13
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues (Art. 498 et 499)	50	10	40	1	—	1	—	—	—	18	5	13	4	—	4
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (Art. 500 et 501)	368	85	283	62	32	30	91	13	78	334	39	295	409	37	372
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (Art. 505)	403	97	306	146	17	129	61	12	49	370	125	245	89	30	59
Soustraction d'objets saisis par destruction ou détournement (Art. 507)	44	6	38	1	—	1	2	—	2	42	17	25	16	1	15
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (Art. 508)	116	12	104	26	1	25	29	1	28	61	7	54	55	14	41
Grivelerie (Art. 508bis. Loi du 23 mars 1936)	4	2	2	—	—	—	—	—	—	9	5	4	—	—	—
Effets de commerce fictifs (Art. 509)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chèques sans provision (Art. 509bis)	4	1	3	1	—	1	—	—	—	3	—	3	2	—	2
Incendie (Art. 511, § 2; 512, § 2 et §§ suivants; 514, 519)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction ou dégradation de constructions et de machines; de tombeaux, objets d'art, titres et documents; de denrées, marchandises et propriétés mobilières (Art. 521 à 523. Loi du 13 octobre 1930, art. 24; art. 526, 527, 528, 533 et 534)	3	—	3	3	—	3	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Destruction ou dégradation de récoltes, plantes ou arbres, d'instruments agricoles (Art. 535 à 537)	1	1	—	2	—	2	3	—	3	1	1	—	2	—	2
Destruction d'animaux domestiques et mauvais traitement excessif à leur égard (Art. 538 à 541)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, déplacement de bornes (Art. 545 et 546)	10	—	10	4	—	4	1	—	1	12	2	10	4	1	3

NATURE DES INFRACTIONS	TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
1	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
Mélange de matières nuisibles dans les comestibles et boissons, et débit volontaire (Art. 454 à 456)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Révélation de secrets professionnels (Art. 458 et 459)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (Art. 460, 460bis. Loi du 14 mai 1930, art. 3 b et c. Loi du 13 octobre 1930, art. 17)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol (Art. 463 à 466)	523	46	477	1497	161	1336	1057	117	940	678	128	550	1321	219	1102	962	136	826	921	119	802	949	206	743
Fabrication de fausses clefs (Art. 488)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple (Art. 489, § 1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fraude dans une faillite (Art. 490)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance (Art. 491)	18	3	15	63	20	43	91	16	75	16	7	9	162	43	119	40	4	36	33	9	24	53	7	46
Abus des faiblesses de l'emprunteur (Art. 493 à 494)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie (Art. 496)	96	11	85	76	10	66	101	24	77	12	5	7	62	9	53	16	—	16	38	10	28	107	9	98
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues (Art. 498 et 499)	1	1	—	3	1	2	8	3	5	1	—	1	16	4	12	9	5	4	7	1	6	18	—	18
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (Art. 500 et 501)	557	180	377	132	37	95	116	25	91	36	19	17	609	59	550	171	14	157	296	27	269	94	16	76
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (Art. 505)	140	36	104	502	110	392	315	87	228	158	65	93	358	100	258	116	23	93	126	25	101	116	55	61
Soustraction d'objets saisis par destruction ou détournement (Art. 507)	8	2	6	27	3	24	6	3	3	4	1	3	56	19	37	64	21	43	64	18	46	16	8	8
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (Art. 508)	35	11	24	182	28	154	91	5	86	66	29	37	168	20	148	40	6	34	96	17	79	86	25	61
Grivelerie (Art. 508bis. Loi du 23 mars 1936)	1	—	1	1	1	—	1	1	—	—	—	—	10	2	8	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Effets de commerce fictifs (Art. 509)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chèques sans provision (Art. 509bis)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie (Art. 511, § 2; 512, § 2 et §§ suivants; 514, 519)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction ou dégradation de constructions et de machines; de tombeaux, objets d'art, titres et documents; de denrées, marchandises et propriétés mobilières (Art. 521 à 523. Loi du 13 octobre 1930, art. 24; art. 526, 527, 528, 533 et 534)	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction ou dégradation de récoltes, plantes ou arbres, d'instruments agricoles (Art. 535 à 537)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques et mauvais traitement excessif à leur égard (Art. 538 à 541)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, déplacement de bornes (Art. 545 et 546)	5	1	4	4	2	2	7	1	6	4	—	4	15	2	13	20	1	19	17	3	14	16	6	10

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÈGE			HUY		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
1bis	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Mélange de matières nuisibles dans les comestibles et boissons, et débit volontaire (Art. 454 à 456)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Révélation de secrets professionnels (Art. 458 et 459)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (Art. 460, 460bis. Loi du 14 mai 1930, art. 3 b et c. Loi du 13 octobre 1930, art. 17)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol (Art. 463 à 466)	384	42	342	399	56	343	179	10	169	1592	86	1506	775	132	643
Fabrication de fausses clefs (Art. 488)	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple (Art. 489, § 1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fraude dans une faillite (Art. 490)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance (Art. 491)	28	—	28	9	5	4	6	2	4	125	11	114	13	1	12
Abus des faiblesses de l'emprunteur (Art. 493 à 494)	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Esroquerie (Art. 496)	70	5	65	7	—	7	26	2	24	102	6	96	11	1	10
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues (Art. 498 et 499)	5	3	2	6	3	3	—	—	—	7	2	5	3	2	1
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (Art. 500 et 501)	181	25	156	57	4	53	111	9	102	15	3	12	24	4	20
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (Art. 505)	142	19	123	32	8	24	66	14	52	239	48	191	75	25	50
Soustraction d'objets saisis par destruction ou détournement (Art. 507)	20	5	15	12	3	9	15	2	13	24	6	18	3	1	2
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (Art. 508)	69	9	60	18	1	17	43	1	42	67	6	61	48	4	44
Grivelerie (Art. 508bis. Loi du 23 mars 1936)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	1	—
Effets de commerce fictifs (Art. 509)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chèques sans provision (Art. 509bis)	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie (Art. 511, § 2; 512, § 2 et §§ suivants; 514, 519)	—	—	—	1	—	1	1	—	1	4	—	4	—	—	—
Destruction ou dégradation de constructions et de machines; de tombeaux, objets d'art, titres et documents; de denrées, marchandises et propriétés mobilières (Art. 521 à 523. Loi du 13 octobre 1930, art. 24; art. 526, 527, 528, 533 et 534)	3	—	3	—	—	—	1	—	1	—	—	—	3	—	3
Destruction ou dégradation de récoltes, plantes ou arbres, d'instruments agricoles (Art. 535 à 537)	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques et mauvais traitement excessif à leur égard (Art. 538 à 541)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, déplacement de bornes (Art. 545 et 546)	10	1	9	6	1	5	4	1	3	2	1	1	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Mélange de matières nuisibles dans les comestibles et boissons, et débit volontaire (Art. 454 à 456)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Révélation de secrets professionnels (Art. 458 et 459)	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (Art. 460, 460bis. Loi du 14 mai 1930, art. 3 b et c. Loi du 13 octobre 1930, art. 17)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol (Art. 463 à 466)	290	50	240	814	106	708	916	94	822	195	33	162	138	17	121	234	36	198	605	96	509	432	54	378
Fabrication de fausses clefs (Art. 488)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Banqueroute simple (Art. 489, § 1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fraude dans une faillite (Art. 490)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance (Art. 491)	46	12	34	32	9	23	28	13	15	11	1	10	7	1	6	13	2	11	40	15	25	14	1	13
Abus des faiblesses de l'emprunteur (Art. 493 à 494)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Esroquerie (Art. 496)	65	6	59	41	11	30	9	3	6	6	1	5	3	1	2	14	5	9	27	5	22	16	3	13
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues (Art. 498 et 499)	6	3	3	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	3	2	1	8	3	5
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (Art. 500 et 501)	16	1	15	59	20	39	36	10	26	6	—	6	12	—	12	14	2	12	46	11	35	4	1	3
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (Art. 505)	53	17	36	221	49	172	146	35	111	87	21	66	8	—	8	31	9	22	77	29	48	110	37	73
Soustraction d'objets saisis par destruction ou détournement (Art. 507)	2	1	1	13	3	10	2	2	—	8	—	8	16	12	4	17	5	12	1	—	1	4	1	3
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (Art. 508)	7	2	5	38	2	36	29	3	26	111	18	93	3	—	3	32	9	23	26	11	15	84	30	54
Grivelerie (Art. 508bis. Loi du 23 mars 1936)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	6	4	2
Effets de commerce fictifs (Art. 509)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chèques sans provision (Art. 509bis)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Incendie (Art. 511, § 2; 512, § 2 et §§ suivants; 514, 519)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction ou dégradation de constructions et de machines; de tombeaux, objets d'art, titres et documents; de denrées, marchandises et propriétés mobilières (Art. 521 à 523. Loi du 13 octobre 1930, art. 24; art. 526, 527, 528, 533 et 534)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	3	—	3	11	—	11	1	—	1	3	3	—
Destruction ou dégradation de récoltes, plantes ou arbres, d'instruments agricoles (Art. 535 à 537)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques et mauvais traitement excessif à leur égard (Art. 538 à 541)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, déplacement de bornes (Art. 545 et 546)	2	1	1	17	1	16	6	—	6	3	—	3	3	1	2	4	2	2	6	2	4	—	—	—

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	Total des prévenus 2	Acquittés 3	Condamnés 4	Total des prévenus 5	Acquittés 6	Condamnés 7	Total des prévenus 8	Acquittés 9	Condamnés 10	Total des prévenus 11	Acquittés 12	Condamnés 13	Total des prévenus 14	Acquittés 15	Condamnés 16
Maraudage avec circonstances aggravantes ou en temps de guerre (Art. 557, 6°, § 2. Arr. du 1 ^{er} août 1941 et § 3)	256	19	237	274	25	249	338	33	305	263	46	217	100	9	91

Contraventions

Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Art. 561, 2° et 3°)	15	2	13	—	—	—	—	—	—	14	1	13	2	—	2
Autres contraventions	6	—	6	2	—	2	1	—	1	15	8	7	4	1	3

INFRACTIONS PRÉVUES

1. — Ordre

Devoirs des fonctionnaires en temps de guerre (Loi du 5 mars 1935)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Témoins défaillants : Code d'instruction criminelle (Art. 80, 157 et 189)	10	—	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (Loi du 29 juin 1929, art. 49)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse déclaration ou fraude pour échapper à l'exécution d'un jugement (A. 27-1-42)	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Offre ou provocation pour commettre des crimes ou délits (Loi du 7 juillet 1875. Loi du 25 mars 1891. Loi du 28 juillet 1934)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registre de la population (L. du 2 juin 1856. A. R. du 30 décembre 1900. Loi du 6 février 1919. A. R. du 14 octobre 1939)	—	—	—	1	—	1	—	—	—	6	—	6	2	—	2
Règlements provinciaux	3	—	3	1	—	1	—	—	—	8	—	8	—	—	—
Fermeture des cafés (arrêté des gouverneurs du 25 août 1939)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Règlements communaux	—	—	—	1	—	1	—	—	—	11	—	11	—	—	—
Impôts (Lois et règlements)	311	86	225	46	3	43	34	1	33	146	29	117	23	11	12
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (Loi du 12 février 1897)	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police des étrangers (A. L. du 28 septembre 1939)	8	—	8	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Recensement des étrangers (A. R. 11-8-39)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Délivrance de passeports (A. L. du 4 décembre 1939)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (Arrêté du 25 mars 1941)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	3	—	3	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—
Milices privées interdites (Loi du 29 juillet 1934. Loi du 4 mai 1936)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Occlusion de l'éclairage intérieur en temps d'alerte (A. R. du 27 décembre 1935. A. R. du 30 août 1939)	—	—	—	6	1	5	—	—	—	322	69	253	8	1	7

TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
Total des prévenus 17	Acquittés 18	Condamnés 19	Total des prévenus 20	Acquittés 21	Condamnés 22	Total des prévenus 23	Acquittés 24	Condamnés 25	Total des prévenus 26	Acquittés 27	Condamnés 28	Total des prévenus 29	Acquittés 30	Condamnés 31	Total des prévenus 32	Acquittés 33	Condamnés 34	Total des prévenus 35	Acquittés 36	Condamnés 37	Total des prévenus 38	Acquittés 39	Condamnés 40
108	7	101	329	43	286	330	60	270	328	60	268	336	32	304	327	54	273	297	23	274	198	29	169

de police

12	—	12	2	—	2	1	—	1	—	—	—	5	—	5	—	—	—	4	—	4	1	—	1
12	5	7	24	7	17	5	1	4	10	1	9	31	22	9	13	1	12	29	9	20	66	10	56

PAR DES LOIS SPÉCIALES

et sécurité publics

—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	7	2	5	—	—
—	—	—	3	—	3	5	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	1	—
—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—
2	—	2	8	2	6	7	—	7	11	—	11	4	1	3	5	1	4	2	—	2	3	—	—	3	
—	—	—	29	2	27	28	1	27	88	3	85	446	61	385	153	4	149	309	71	238	9	1	8	—	
—	—	—	2	—	2	—	—	—	4	—	4	45	14	31	26	1	25	54	14	40	—	—	—	—	
—	—	—	6	3	3	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	—	
14	—	14	120	9	111	326	9	317	147	8	139	236	15	221	113	17	96	111	12	99	89	12	77	—	
1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1	—	1	2	—	2	4	—	4	7	1	6	7	1	6	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	
10	—	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	2	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	65	48	17	2	—	2	35	27	8	—	
8	7	1	47	8	39	11	4	7	17	1	16	105	26	79	11	2	9	83	9	74	52	15	37		

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÈGE			HUY		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
ibis	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Maraudage avec circonstances aggravantes ou en temps de guerre (Art. 557, 6°, § 2. Arr. du 1 ^{er} août 1931 et § 3)	108	2	106	10	5	5	57	2	55	512	32	480	286	14	272

Contraventions

Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Art. 561, 2° et 3°)	6	1	5	—	—	—	3	—	3	4	—	4	2	—	2
Autres contraventions	26	6	20	4	1	3	17	—	17	4	—	4	5	—	5

INFRACTIONS PRÉVUES

1. — Ordre

Devoirs des fonctionnaires en temps de guerre (Loi du 5 mars 1935)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	—	—	—
Témoins défaillants : Code d'instruction criminelle (Art. 80, 157 et 189)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	2	5	3	2
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (Loi du 29 juin 1929, art. 49)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Fausse déclaration ou fraude pour échapper à l'exécution d'un jugement (A. 27-1-42)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Offre ou provocation pour commettre des crimes ou délits (Loi du 7 juillet 1875. Loi du 25 mars 1891. Loi du 28 juillet 1934)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registre de la population (L. du 2 juin 1856. A. R. du 30 décembre 1900. Loi du 6 février 1919. A. R. du 14 octobre 1939)	—	—	—	—	—	—	4	—	4	7	—	7	5	1	4
Règlements provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20	—	20	15	—	15
Fermeture des cafés (arrêté des gouverneurs du 25 août 1939)	3	—	3	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Règlements communaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—
Impôts (Lois et règlements)	485	36	449	88	17	71	87	6	81	88	3	85	17	—	17
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (Loi du 12 février 1897)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1
Police des étrangers (A. L. du 28 septembre 1939)	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2	—	2	—	—	—
Recensement des étrangers (A. R. 11-8-39)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délivrance de passeports (A. L. du 4 décembre 1939)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (Arrêté du 25 mars 1941)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Organisation militaire	5	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Milices privées interdites (Loi du 29 juillet 1934. Loi du 4 mai 1936)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Occultation de l'éclairage intérieur en temps d'alerte (A. R. du 27 décembre 1935. A. R. du 30 août 1939)	71	19	52	5	3	2	6	—	6	3	—	3	2	—	2

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
ibis	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
de police	37	1	36	277	26	251	215	26	189	25	—	25	69	3	66	86	18	68	310	22	288	103	11	92

de police

de police	7	—	7	7	1	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	—	2	—	—	—
de police	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

PAR DES LOIS SPÉCIALES

et sécurité publics

et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	14	27	—	—	—	4	—	4	2	—	2	28	19	9
et sécurité publics	1	—	1	1	—	1	3	2	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	3	2	1	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	1	—	1	—	—	—	5	—	5	1	—	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	3	1	2	320	25	295	209	10	199	—	—	—	27	—	27	29	12	17	—	—	2	2	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	6	1	5	74	7	67	40	3	37	56	13	43	9	—	9	33	2	31	48	1	47	135	16	119
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et sécurité publics	—	—	—	—																				

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Conditions spéciales d'engagement des travailleurs des exploitations houillères (A. 12-6-41)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail à domicile (Loi du 10 février 1934. A. du 21-1-41)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Allocations familiales (Loi de généralisation du 4 août 1930 et AA. RR. d'exécution)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (Loi du 14 juillet 1930. Loi du 23 juillet 1932. AA. RR. d'exécution. Loi du 15 décembre 1937)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Déclaration pour subvention, indemnités et allocations à charge de l'Etat, pour chômage (A. R. du 31 mai 1933)	14	7	7	4	4	—	1	1	—	—	—	—	8	7	1
Allocation de secours aux personnes en état de besoin (Arrêté du 29 juin 1940)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1

6. — Transport, voirie,

Chemins de fer concédés ou Vicinaux (Loi du 12 avril 1835. Loi du 24 juin 1885. Loi du 25 juillet 1891, etc.)	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Tramways (AA. RR. 2-12-02, 27-1-31)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Organisation de la direction du roulage (Arrêté du 30 août 1940)	25	5	20	2	—	2	—	—	—	25	8	17	9	2	7
Voierie, roulage et messageries (Réglementation)	5	—	5	2	—	2	1	—	1	11	2	9	5	—	5
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (Loi du 1 ^{er} août 1924, art. 3)	2	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Police maritime (Réglementation)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Vente de bateau belge à l'étranger (A. R. 23-11-39)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Police des rivières et des polders	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Télégraphes et téléphones (Loi du 1 ^{er} mars 1851. Loi du 14 mai 1930, sauf art. 3, b et c. Loi du 13 octobre 1930, sauf art. 17 à 19 et 24 à 27)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—

RÉCAPITULATION DES INFRACTIONS

Crimes correctionnalisés prévus par le Code Pénal	1310	205	1105	198	6	192	148	9	139	583	110	473	172	57	115
Délits prévus par le Code Pénal	5778	781	4997	1504	190	1314	1151	125	1026	4684	1040	3644	1486	259	1227
Contraventions de police prévues par le Code Pénal	21	2	19	2	—	2	1	—	1	29	9	26	6	1	5
Infractions prévues par des lois spéciales	2784	451	2333	560	92	468	246	31	215	1753	445	1308	676	217	459
Totaux :	9893	1439	8454	2264	288	1976	1546	165	1381	7049	1604	5445	2340	534	1806
Totaux en { 1941	9919	1530	8389	2766	270	2496	1633	220	1413	8847	2476	6371	2803	731	2072
{ 1940	8945	832	8113	2611	93	2518	1117	144	973	9406	2270	7136	1630	197	1433
{ 1939	7220	765	6455	1722	105	1617	689	57	632	5631	1191	4440	1551	165	1386

TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	4	2	2	—	—	—	1	1	—
5	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
1	—	1	5	4	1	22	19	3	—	—	—	16	8	8	4	2	2	14	9	5	20	19	1

communications

—	—	—	7	—	7	—	—	—	—	—	—	2	1	1	6	—	6	1	—	1	7	2	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
10	4	6	61	21	30	3	—	3	—	—	—	29	12	17	22	6	16	7	3	4	5	5	—
—	—	—	6	1	5	1	—	1	2	—	2	11	2	9	4	1	3	12	—	12	14	3	11
—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	3	1	2	1	—	1	1	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	4	3
—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

JUGÉES EN PREMIER RESSORT

152	20	132	344	50	294	842	164	678	429	73	356	309	47	262	173	41	132	165	23	142	147	18	129
1935	370	1565	3594	532	3062	3034	493	2541	1776	397	1379	4857	825	4032	2666	410	2256	2763	425	2338	2587	613	1974
24	5	19	26	7	19	6	1	5	10	1	9	36	22	14	13	1	12	33	9	24	67	10	57
499	120	379	1027	240	787	1179	152	1027	542	63	479	2690	637	2053	956	177	779	2130	604	1526	947	351	596
2610	515	2095	4991	829	4162	5061	810	4251	2757	534	2223	7892	1531	6361	3808	629	3179	5091	1061	4030	3748	992	2756
2671	550	2121	4165	896	3269	7046	1359	5687	2066	396	1670	3383	701	2682	3470	1027	2443	5496	1260	4236	4670	1609	3061
2141	209	1932	2767	357	2410	5077	745	4332	1276	198	1078	3051	504	2547	1940	417	1523	3082	617	2465	2532	522	2010
1133	175	958	2425	357	2068	2515	386	2129	848	139	709	3065	449	2616	1373	231	1142	3076	671	2405	3089	502	2587

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÈGE			HUY		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
Ibis	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Conditions spéciales d'engagement des travailleurs des exploitations houillères (A. 12-6-41)															
Travail à domicile (Loi du 10 février 1934, A. du 21-1-41)															
Allocations familiales (Loi de généralisation du 4 août 1930 et AA. RR. d'exécution)															
Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (Loi du 14 juillet 1930, Loi du 23 juillet 1932, AA. RR. d'exécution, Loi du 15 décembre 1937)															
Déclaration pour subvention, indemnités et allocations à charge de l'Etat, pour chômage (A. R. du 31 mai 1933)	10	3	7	5	5					12	8	4	1	1	
Allocation de secours aux personnes en état de besoin (Arrêté du 29 juin 1940)															

6. — Transport, voirie,

Chemins de fer concédés ou Vicinaux (Loi du 12 avril 1835, Loi du 24 juin 1885, Loi du 25 juillet 1891, etc.)	1		1	1		1				2		2			
Tramways (AA. RR. 2-12-02, 27-1-31)															
Organisation de la direction du roulage (Arrêté du 30 août 1940)	56	18	38	4	1	3	14		14	26	5	21			
Voirie, roulage et messageries (Réglementation)	6	2	4	4	1	3	8		8	13	1	12			
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (Loi du 1 ^{er} août 1924, art. 3)	2		2												
Police maritime (Réglementation)				3	1	2									
Vente de bateau belge à l'étranger (A. R. 23-11-39)															
Police des rivières et des polders				1		1									
Télégraphes et téléphones (Loi du 1 ^{er} mars 1851, Loi du 14 mai 1930, sauf art. 3, b et c, Loi du 13 octobre 1930, sauf art. 17 à 19 et 24 à 27)				1		1				3		3			

RÉCAPITULATION DES INFRACTIONS

Crimes correctionnalisés prévus par le Code Pénal	142	29	113	63	3	60	59	1	58	721	64	657	155	24	131
Délits prévus par le Code Pénal	1751	214	1537	750	141	609	987	149	838	3740	306	3434	1423	211	1212
Contraventions de police prévues par le Code Pénal	32	7	25	4	1	3	20		20	8		8	7		7
Infractions prévues par des lois spéciales	968	149	819	275	100	175	354	18	336	781	79	702	262	49	213
Totaux :	2893	399	2494	1092	245	847	1420	168	1252	5250	449	4801	1847	284	1563
Totaux en { 1941	3426	565	2861	1184	332	852	1399	159	1240	4905	545	4360	1756	340	1416
{ 1940	2471	246	2225	751	191	560	1512	193	1319	3765	268	3497	733	150	583
{ 1939	1535	290	1245	545	103	442	789	101	628	2633	273	2360	393	77	316

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
Ibis	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Conditions spéciales d'engagement des travailleurs des exploitations houillères (A. 12-6-41)																								
Travail à domicile (Loi du 10 février 1934, A. du 21-1-41)																								
Allocations familiales (Loi de généralisation du 4 août 1930 et AA. RR. d'exécution)																								
Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (Loi du 14 juillet 1930, Loi du 23 juillet 1932, AA. RR. d'exécution, Loi du 15 décembre 1937)																								
Déclaration pour subvention, indemnités et allocations à charge de l'Etat, pour chômage (A. R. du 31 mai 1933)	10	10		2		2	11	5	6										5	1	4	5	5	
Allocation de secours aux personnes en état de besoin (Arrêté du 29 juin 1940)							1		1															

communications

Chemins de fer concédés ou Vicinaux (Loi du 12 avril 1835, Loi du 24 juin 1885, Loi du 25 juillet 1891, etc.)				2		2	1		1															
Tramways (AA. RR. 2-12-02, 27-1-31)																								
Organisation de la direction du roulage (Arrêté du 30 août 1940)	1	1		2	1	1	16	4	11	1		1				9	2	7	12	6	6			
Voirie, roulage et messageries (Réglementation)	1		1	7		7	7		7	2	1	1				4		4	2	1	1	1	1	
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (Loi du 1 ^{er} août 1924, art. 3)																								
Police maritime (Réglementation)																								
Vente de bateau belge à l'étranger (A. R. 23-11-39)																								
Police des rivières et des polders																								
Télégraphes et téléphones (Loi du 1 ^{er} mars 1851, Loi du 14 mai 1930, sauf art. 3, b et c, Loi du 13 octobre 1930, sauf art. 17 à 19 et 24 à 27)	1		1													1		1	2		2			

JUGÉES EN PREMIER RESSORT

Crimes correctionnalisés prévus par le Code Pénal	108	12	96	246	26	220	174	47	127	55	14	41	59	7	52	86	19	67	219	26	193	149	13	136
Délits prévus par le Code Pénal	781	138	643	1929	320	1609	1942	272	1670	629	92	537	363	44	319	739	128	611	1518	247	1271	1063	183	880
Contraventions de police prévues par le Code Pénal	7		7	9	2	7	14	2	12	2		2	4	1	3	7	1	6	8	1	7	6	1	5
Infractions prévues par des lois spéciales	218	57	161	785	106	679	626	65	561	247	48	199	146	36	110	459	123	336	379	65	314	431	114	317
Totaux :	1114	207	907	2969	454	2515	2756	386	2370	933	154	779	572	88	484	1291	271	1020	2124	339	1785	1649	311	1338
Totaux en { 1941	1261	220	1041	3855	871	2984	2496	572	1924	1093	192	901	952	211	741	1174	400	774	2396	465	1931	1738	583	1155
{ 1940	933	159	774	1945	327	1618	1314	158	1156	392	39	353	564	132	432	397	85	312	1423	205	1218	764	130	634
{ 1939	862	118	744	1267	222	1045	1091	217	874	339	37	302	263	50	213	494	109	385	901	137	764	572	94	478

Tableau n° 18bis*. - PRÉVENUS JUGÉS EN DEGRÉ D'APPEL, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL. Récapitulation générale des prévenus jugés par chaque

NATURE DES INFRACTIONS 1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES					
	2 Total des prévenus	3 Acquittés	4 Condannés	5 Total des prévenus	6 Acquittés	7 Condannés	8 Total des prévenus	9 Acquittés	10 Condannés	11 Total des prévenus	12 Acquittés	13 Condannés	14 Total des prévenus	15 Acquittés	16 Condannés			
Infractions jugées en degré d'appel																		
Délits prévus par le Code pénal	5	2	3	12	5	7	9	1	8	5	2	3	4	1	3			
Contraventions de police prévues par le Code pénal	33	9	24	2	2	—	—	—	—	10	3	7	4	4	—			
Infractions prévues par des lois spéciales	112	36	76	18	11	7	18	4	14	58	23	35	50	45	5			
Totaux :	150	47	103	32	18	14	27	5	22	73	28	45	58	50	8			
Totaux des infractions jugées en premier ressort	9893	1439	8454	2264	288	1976	1546	165	1381	7049	1604	5445	2340	534	1806			
Récapitulation générale																		
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	10043	1486	8557	2296	306	1990	1573	170	1403	7122	1632	5490	2398	584	1814			
Totaux en	1941			1940			1939			1941			1940			1939		
	10129	1591	8538	2786	276	2510	1705	233	1472	8988	2549	6439	2839	745	2094			
	9273	944	8329	2638	104	2534	1165	150	1015	9613	2371	7242	1676	211	1465			
	7755	870	6885	1802	139	1663	773	82	691	6047	1392	4655	1612	184	1428			

PENDANT L'ANNÉE, ET CLASSÉS D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS et le RÉSULTAT DES POURSUITES. Récapitulation générale des prévenus jugés par chaque tribunal en premier ressort et en degré d'appel

NATURE DES INFRACTIONS	TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES					
	17 Total des prévenus	18 Acquittés	19 Condannés	20 Total des prévenus	21 Acquittés	22 Condannés	23 Total des prévenus	24 Acquittés	25 Condannés	26 Total des prévenus	27 Acquittés	28 Condannés	29 Total des prévenus	30 Acquittés	31 Condannés	32 Total des prévenus	33 Acquittés	34 Condannés	35 Total des prévenus	36 Acquittés	37 Condannés	38 Total des prévenus	39 Acquittés	40 Condannés			
Infractions jugées en degré d'appel																											
Délits prévus par le Code pénal	—	—	—	8	2	6	37	13	24	7	2	5	47	22	25	10	3	7	12	3	9	14	5	9			
Contraventions de police prévues par le Code pénal	2	1	1	5	—	6	12	7	6	3	1	2	13	8	5	11	2	9	23	6	18	17	11	6			
Infractions prévues par des lois spéciales	6	1	5	58	13	45	42	22	20	9	5	4	43	23	20	12	2	10	25	9	16	49	18	31			
Totaux :	8	2	6	71	15	56	91	42	49	19	8	11	103	53	50	33	7	26	60	17	43	80	34	46			
Totaux des infractions jugées en premier ressort	2610	515	2095	4991	829	4162	5061	810	4251	2757	534	2223	7892	1531	6361	3808	629	3179	5091	1061	4030	3748	992	2756			
Récapitulation générale																											
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	2618	517	2101	5062	844	4218	5152	852	4300	2776	542	2234	7995	1584	6411	3841	636	3205	5151	1078	4073	3828	1026	2802			
Totaux en	1941			1940			1939			1941			1940			1939			1941			1940			1939		
	2696	555	2141	4215	912	3303	7163	1393	5770	2107	411	1696	3480	748	2732	3497	1043	2454	5532	1271	4261	4695	1622	3073			
	2162	215	1947	2848	378	2470	5188	781	4407	1310	208	1102	3202	546	2656	1991	437	1554	3163	649	2514	2607	550	2057			
	1168	179	989	2577	415	2162	2748	467	2281	915	161	754	3326	543	2783	1431	254	1177	3199	712	2487	3262	548	2714			

Tableau n° 18bis (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1bis	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÈGE			HUY					
	41 Total des prévenus	42 Acquittés	43 Condannés	44 Total des prévenus	45 Acquittés	46 Condannés	47 Total des prévenus	48 Acquittés	49 Condannés	50 Total des prévenus	51 Acquittés	52 Condannés	53 Total des prévenus	54 Acquittés	55 Condannés			
Infractions jugées en degré d'appel																		
Délits prévus par le Code pénal	11	3	8	1	—	1	—	—	—	143	53	90	56	21	35			
Contraventions de police prévues par le Code pénal	5	4	1	3	—	3	—	—	—	22	10	12	14	7	7			
Infractions prévues par des lois spéciales	16	4	12	7	5	2	4	—	4	140	47	93	18	2	16			
Totaux :	32	11	21	11	5	6	4	—	4	305	110	195	88	30	58			
Totaux des infractions jugées en premier ressort	2893	399	2494	1092	245	847	1420	168	1252	5250	449	4801	1847	284	1563			
Récapitulation générale																		
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	2925	410	2515	1103	250	853	1424	168	1256	5555	559	4996	1935	314	1621			
Totaux en	1941			1940			1939			1941			1940			1939		
	3476	575	2901	1196	336	860	1403	160	1243	5292	660	4632	1811	363	1448			
	2555	282	2273	760	193	567	1531	197	1334	4208	394	3814	788	176	612			
	1671	329	1342	580	114	466	818	109	709	2642	515	2877	512	117	395			

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT					
	56 Total des prévenus	57 Acquittés	58 Condannés	59 Total des prévenus	60 Acquittés	61 Condannés	62 Total des prévenus	63 Acquittés	64 Condannés	65 Total des prévenus	66 Acquittés	67 Condannés	68 Total des prévenus	69 Acquittés	70 Condannés	71 Total des prévenus	72 Acquittés	73 Condannés	74 Total des prévenus	75 Acquittés	76 Condannés	77 Total des prévenus	78 Acquittés	79 Condannés			
Infractions jugées en degré d'appel																											
Délits prévus par le Code pénal	21	8	13	11	1	10	16	7	9	14	3	11	3	—	3	14	5	9	30	8	22	46	23	23			
Contraventions de police prévues par le Code pénal	9	5	4	18	18	—	6	2	4	3	—	3	9	—	9	—	—	—	12	4	8	16	9	7			
Infractions prévues par des lois spéciales	13	4	9	7	1	6	7	3	4	3	—	3	3	—	3	13	3	10	30	15	15	17	8	9			
Totaux :	43	17	26	36	20	16	29	12	17	20	3	17	15	—	15	27	8	19	72	27	45	79	40	39			
Totaux des infractions jugées en premier ressort	1114	207	907	2969	454	2515	2756	386	2370	933	154	779	572	88	484	1291	271	1020	2124	339	1785	1649	311	1338			
Récapitulation générale																											
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	1157	224	933	3005	474	2531	2785	398	2387	953	157	796	587	88	499	1318	279	1039	2196	366	1830	1728	351	1377			
Totaux en	1941			1940			1939			1941			1940			1939			1941			1940			1939		
	1318	243	1075	3877	876	3001	2535	587	1948	1104	197	907	957	211	746	1191	407	784	2490	499	1991	1790	615	1175			
	981	171	810	1981	339	1642	1368	169	1199	415	49	366	570	132	438	421	95	326	1439	229	1260	799	136	663			
	1037	190	847	1328	240	1088	1174	239	935	363	39	324	296	63	233	549	134	415	1018	173	845	656	131	525			

* Ce tableau localise par arrondissement les résultats statistiques énoncés au tableau n° 17.

TABLEAU n° 19

Ce tableau donne au sujet des condamnés par les tribunaux correctionnels quelques renseignements d'ordre technique, qui ne manquent pas d'importance, depuis l'augmentation considérable de la criminalité dans le royaume.

Il répartit en premier lieu les condamnés en

primaires et en récidivistes et à cet égard l'augmentation massive en 1940 et continue depuis, des primaires est à retenir.

Les chiffres ci-après en fournissent les proportions d'ensemble dans les cinq dernières années.

CONDAMNÉS EN CORRECTIONNELLE.

AN- NÉES	Au total		Primaires		Récidivistes	
	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%
1938	38,822	100	22,571	58.15	16,251	41.85
1939	39,000	100	21,794	55.90	17,206	44.10
1940	53,151	100	33,416	62.85	19,735	37.15
1941	68,090	100	43,289	63.60	24,801	36.40
1942	70,274	100	44,860	63.85	25,414	36.15

Il établit ensuite l'échelle des peines infligées dans une division détaillée et vient ainsi compléter les résultats émis dans les tableaux nos 16 et 18.

Dans l'introduction du tableau n° 16, il a été constaté qu'en 1942 les condamnations à l'em-

prisonnement se sont considérablement majorées, tant au point de vue absolu que proportionnel.

Les chiffres et les proportions, par catégories, des condamnés à l'emprisonnement, pour les cinq dernières années, se présentent comme suit :

ANNÉES	CONDAMNÉS À L'EMPRISONNEMENT CONDITIONNEL D'UNE DURÉE DE											
	Moins de 8 jours		8 jours à moins de 1 mois		1 mois à moins de 3 mois		3 mois à moins de 6 mois		6 mois		Au total	
	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
1938	9	0.22	1,806	44.22	1,587	38.87	648*	15.86	34	0.83	4,084	100
1939	7	0.18	1,564	40.36	1,520	39.23	724	18.68	60	1.55	3,875	100
1940	19	0.36	2,261	42.78	2,128	40.28	827	15.65	49	0.93	5,284	100
1941	10	0.12	3,446	41.19	3,494	41.77	1,302	15.56	114	1.36	8,366	100
1942	6	0.05	4,427	38.69	4,860	42.17	2,088	18.25	62	0.54	11,443	100

* Chiffre corrigé de celui paru dans « La Statistique Judiciaire de la Belgique 1941 », page 98.

AN- NÉES	CONDAMNÉS À L'EMPRISONNEMENT NON CONDITIONNEL D'UNE DURÉE DE																	
	Moins de 8 jours		8 jours à - de 1 mois		1 mois à - de 3 mois		3 à 6 mois		plus de 6 m. à - de 1 an		1 an à moins de 3 ans		3 ans à - de 5 ans		5 ans et plus		Au total	
	N. abs.	%	Nomb. absolu	%	Nomb. absolu	%	Nomb. absolu	%	Nomb. absolu	%	Nomb. absolu	%	Nomb. absolu	%	Nomb. absolu	%	Nomb. absolu	%
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
1938	27	0.30	2,537	28.44	3,070	34.41	2,098	23.51	362	4.06	663	7.43	117	1.31	48	0.54	8,922	100
1939	41	0.43	2,510	26.18	3,074	32.07	2,486	25.94	452	4.72	844	8.80	144	1.50	35	0.36	9,586	100
1940	30	0.26	3,165	27.32	4,163	35.93	2,883	24.89	503	4.35	670	5.78	123	1.06	48	0.41	11,585	100
1941	18	0.13	3,223	22.43	4,667	32.49	4,054	28.22	746	5.19	1,485	10.34	120	0.83	53	0.37	14,366	100
1942	17	0.08	4,049	19.58	5,750	27.80	6,057	29.28	965	4.67	3,589	17.35	184	0.89	73	0.35	20,684	100

On y voit : pour les condamnés à l'emprisonnement conditionnel, une augmentation constante des condamnés pour un terme de 1 à moins de 3 mois, et une augmentation massive en 1942 de ceux frappés de 3 à moins de 6 mois. Ces augmentations correspondent à une diminution proportionnelle des condamnés à des peines moindres (colonnes 3 et 5);

pour les condamnés à l'emprisonnement non conditionnel : une diminution proportionnelle des peines inférieures à 3 mois (colonnes 2 à 7); une

augmentation constante de l'application de 3 à 6 mois de prison (colonnes 8 et 9); des augmentations massives en 1941 et 1942 des peines de 1 à moins de 3 ans de prison (colonnes 12 et 13), l'application de la loi sur l'abattage clandestin n'y est pas étrangère.

Parmi les peines de 5 ans et plus, qui augmentent en nombre (col. 16), il y a lieu de compter celles qui pourraient avoir été infligées par les tribunaux correctionnels siégeant en conseils de guerre.

Tableau n° 19. — Résultat détaillé des POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS JUGANT EN PREMIER RESSORT. — Prévenus classés suivant leurs antécédents judiciaires

ARRONDISSEMENTS		Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	conditionnel de					CONDAMNÉS									CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT À						
					6 mois	3 mois à moins de 6 mois	1 mois à moins de 3 mois	8 jours à moins de 1 mois	moins de 8 jours	À L'EMPRISONNEMENT				À L'AMENDE					l'interdiction	la mise à la disposition du gouvernement					
										simple de				conditionnelle de		simple de				Loi du 27-11-1894 art. 14	Loi du 15-5-1912 art. 37	Loi du 9-4-1930 art. 25			
										5 ans et plus	3 ans à moins de 5 ans	1 an à moins de 3 ans	plus de 6 mois à moins de 1 an	3 mois à 6 mois	1 mois à moins de 3 mois	8 jours à moins de 1 mois	moins de 8 jours	25 fr. et plus					moins de 25 fr.	25 fr. et plus	moins de 25 fr.
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25										
Bruxelles	Primaires			5,314	7	462	661	283	2	14	30	527	107	508	350	144	2	744	67	1,363	43	81		1	
	Récidivistes			3,140		19	32	21		15	54	444	106	534	469	230		17	19	1,144	36	51		1	20
	Total	9,893	1,439	8,454	7	481	693	304	2	29	84	971	213	1,042	819	374	2	761	86	2,507	79	132		2	20
Louvain	Primaires			1,289	2	90	156	201		1	3	84	36	68	23	13		368	61	179	4	12		1	2
	Récidivistes			687		6	10	15				76	35	78	73	95		19	5	263	12	16			2
	Total	2,264	288	1,976	2	96	166	216				160	71	146	96	108		387	66	442	16	28		1	2
Nivelles	Primaires			962	1	29	50	108				56	16	43	35	74	1	359	56	131	2	9			1
	Récidivistes			419		1	5	9		1	4	35	18	50	48	69		25	4	140	10	6			1
	Total	1,546	165	1,381	1	30	55	117		1	5	91	34	93	83	143	1	384	60	271	12	15		2	1
Anvers	Primaires			3,337	9	149	512	212				138	28	185	166	64		558	251	880	177	39			1
	Récidivistes			2,108		12	37	12		3	5	128	18	256	442	168		33	10	875	106	19			1
	Total	7,049	1,604	5,445	9	161	549	224		4	7	266	46	441	608	232		591	261	1,755	283	58			2
Malines	Primaires			1,247		34	111	104				35	5	30	27	17		386	21	465	11	6			
	Récidivistes			559		4	4	4		1	3	28	10	27	58	71		18	3	317	11	5			
	Total	2,340	534	1,806		38	115	108		1	4	63	15	57	85	88		404	24	782	22	11			
Turnhout	Primaires			1,475	1	26	102	66				57	9	77	37	25	2	426	57	574	15	2			1
	Récidivistes			620		3	7	2		1		36	12	75	86	58		35	1	278	26	1			1
	Total	2,610	515	2,095	1	29	109	68		1	1	93	21	152	123	83	2	461	58	852	41	3			1
Mons	Primaires			2,711	3	88	245	450				60	2	73	85	47		1,001	273	362	17	22			3
	Récidivistes			1,451		6	23	36		1	2	64	19	117	206	223		97	22	570	65	13			3
	Total	4,991	829	4,162	3	94	268	486		1	7	124	21	190	291	270		1,098	295	932	82	35			3
Charleroi	Primaires			2,567	4	96	365	82				50	22	265	124	35		954	81	469	17	18			
	Récidivistes			1,684	1	5	21	7		1	2	72	36	261	387	100		116	7	630	33	13			
	Total	5,061	810	4,251	5	101	386	89		3	5	122	58	526	511	135		1,070	88	1,099	50	31			
Tournai	Primaires			1,524		26	167	256				47	6	109	113	44		568	47	134	6	7			
	Récidivistes			699		4	10	18		1	4	47	7	102	122	114		56	5	200	9	4		1	
	Total	2,757	534	2,223		30	177	274		1	5	94	13	211	235	158		624	52	334	15	11		1	
Gand	Primaires			3,834	6	177	323	493				114	36	175	93	86		818	21	1,477	11	18	1	1	1
	Récidivistes			2,527		8	23	35		7	6	135	47	234	220	405		67		1,319	21	14			1
	Total	7,892	1,531	6,361	6	185	346	528		7	10	249	83	409	313	491		885	21	2,796	32	32	1	1	1
Audenarde	Primaires			2,079	4	44	361	252				85	16	112	91	72		563	52	413	13	6			
	Récidivistes			1,100		5	13	13				69	5	129	176	135		31	4	491	25	6			
	Total	3,808	629	3,179	4	49	374	265				154	21	241	267	207		594	56	904	38	12			
Termonde	Primaires			2,681	1	60	131	220		1		141	19	81	77	99		690	141	987	33	6			1
	Récidivistes			1,349		5	7	12				106	8	107	148	115		46	11	737	46	5			1
	Total	5,091	1,061	4,030	1	65	138	232		1	1	247	27	188	225	214		736	152	1,724	79	11			1
Bruges	Primaires			1,721		90	151	68				45	40	68	40	24		512	321	298	58	17	1	1	
	Récidivistes			1,035		9	3	4		1	5	49	52	73	127	79		44	15	462	114	17			
	Total	3,748	992	2,756		99	154	72		1	9	94	92	141	167	103		556	336	760	172	34	1	1	
Courtrai	Primaires			1,589	2	166	116	68				80	20	226	29	13		474	70	298	27	8			1
	Récidivistes			905		13	6	2		4	3	76	35	198	57	58		32	2	382	37	5	1		1
	Total	2,893	399	2,494	2	179	122	70		4	3	156	55	424	86	71		506	72	680	64	13	1	1	1
Furnes	Primaires			542	1	39	58	13				7	7	33	19	5		181	41	129	9	1			
	Récidivistes			305		2	2	1				13	14	62	34	12		11	1	142	11	4			
	Total	1,092	245	847	1	41	60	14				20	21	95	53	17		192	42	271	20	6			

Tableau n° 19 (suite).

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombres des acquittés	Nombres des condamnés	conditionnel de					
				6 mois	3 mois à moins de 6 mois		8 jours à moins de 1 mois	moins de 8 jours	
					1 mois à moins de 3 mois	3 mois			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Ypres	Primaires	—	—	809	—	49	24	42	—
	Récidivistes	—	—	443	—	1	1	1	—
	Total	1,420	168	1,252	—	50	25	43	—
Liège	Primaires	—	—	2,998	—	140	391	407	—
	Récidivistes	—	—	1,803	—	6	22	30	—
	Total	5,250	449	4,801	—	146	413	437	—
Huy	Primaires	—	—	1,107	—	13	62	133	—
	Récidivistes	—	—	456	—	1	3	11	—
	Total	1,847	284	1,563	—	14	65	144	—
Verviers	Primaires	—	—	577	—	13	59	59	—
	Récidivistes	—	—	330	—	—	3	3	—
	Total	1,114	207	907	—	13	62	62	—
Tongres	Primaires	—	—	1,610	1	42	102	152	—
	Récidivistes	—	—	905	—	1	3	18	—
	Total	2,969	454	2,515	1	43	105	170	—
Hasselt	Primaires	—	—	1,541	—	17	101	104	—
	Récidivistes	—	—	829	—	1	7	5	—
	Total	2,756	386	2,370	—	18	108	109	—
Arlon	Primaires	—	—	528	2	24	62	56	—
	Récidivistes	—	—	251	—	2	4	4	—
	Total	933	154	779	2	26	66	60	—
Marche-en-Famenne	Primaires	—	—	297	4	5	25	23	—
	Récidivistes	—	—	187	—	—	3	4	—
	Total	572	88	484	4	5	28	27	—
Neufchâteau	Primaires	—	—	620	6	17	71	28	—
	Récidivistes	—	—	400	—	2	4	1	—
	Total	1,291	271	1,020	6	19	75	29	—
Namur	Primaires	—	—	1,110	5	57	133	169	4
	Récidivistes	—	—	675	—	4	9	18	—
	Total	2,124	339	1,785	5	61	142	187	4
Dinant	Primaires	—	—	791	2	15	57	89	—
	Récidivistes	—	—	547	—	—	2	3	—
	Total	1,649	311	1,338	2	15	59	92	—
LE ROYAUME :	Primaires	—	—	44,860	61	1,968	4,596	4,138	6
	Récidivistes	—	—	25,414	1	120	264	289	—
	Total général	84,960	14,686	70,274	62	2,088	4,860	4,427	6
Totaux généraux en	1941	86,570	18,480	68,090	114	1,302	3,494	3,446	10
	1940	62,539	9,388	53,151	49	827	2,128	2,261	19
	1939	46,021	7,021	39,000	60	724	1,520	1,564	7

Récapitulation des condamnés

Condamnés	à l'emprisonnement	conditionnel	{	de plus de 6 mois
		sans condition		de 6 mois et moins
	à l'amende	conditionnelle	}	
		simple		
				Total des condamnés :

CONDAMNÉS														CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT À			
À L'EMPRISONNEMENT								À L'AMENDE				l'interdiction	la mise à la disposition du gouvernement				
simple de								conditionnelle de		simple de			Loi du 27-11-1891 art. 14 23	Loi du 15-5-1912 art. 37 24	Loi du 9-4-1930 art. 25 25		
5 ans et plus	3 ans à moins de 5 ans	1 an à moins de 3 ans	plus de 6 mois à moins de 1 an	3 mois à 6 mois	1 mois à moins de 3 mois	8 jours à moins de 1 mois	moins de 8 jours	26 fr. et plus	moins de 26 fr.	26 fr. et plus	moins de 26 fr.						
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25		
1	4	21	5	49	15	12	—	206	159	187	35	9	—	—	—		
1	3	14	5	53	59	36	—	9	16	191	53	2	—	—	—		
2	7	35	10	102	74	48	—	215	175	378	88	11	—	—	—		
—	4	74	16	202	140	60	—	1,198	145	208	13	35	—	—	1		
3	3	121	56	315	312	199	—	84	7	601	44	33	2	—	5		
3	7	195	72	517	452	259	—	1,282	152	809	57	68	2	—	6		
—	—	25	2	17	53	18	—	555	93	116	21	2	1	—	—		
—	1	38	3	32	63	93	—	29	2	169	11	4	—	—	1		
—	1	63	5	49	116	111	—	584	95	284	32	6	1	—	1		
—	1	20	3	38	46	8	—	165	18	135	12	4	—	—	—		
—	—	15	3	47	57	36	—	17	1	140	8	3	—	—	—		
—	1	35	6	85	103	44	—	182	19	275	20	7	—	—	—		
1	4	41	14	104	83	77	—	456	114	299	120	17	—	—	—		
2	2	40	12	115	101	132	1	21	3	378	76	6	—	—	1		
3	6	81	26	219	184	209	1	477	117	677	196	23	—	—	1		
2	1	43	6	78	141	97	2	345	171	394	39	8	—	—	—		
1	1	42	5	68	144	132	—	15	6	353	49	7	—	—	—		
3	2	85	11	146	285	229	2	360	177	747	88	15	—	—	—		
1	—	10	2	38	24	17	—	195	19	73	5	1	—	1	—		
—	—	13	2	44	41	33	—	12	2	92	2	1	—	—	1		
1	—	23	4	82	65	50	—	207	21	165	7	2	—	1	1		
—	—	16	—	13	19	21	3	69	16	70	13	1	—	—	—		
—	—	11	—	16	36	24	5	7	—	57	24	1	—	—	—		
—	—	27	—	29	55	45	8	76	16	127	37	2	—	—	—		
1	1	16	—	43	33	9	—	165	55	168	7	1	—	—	—		
—	1	25	—	57	68	46	—	16	1	163	16	1	—	—	—		
1	2	41	—	100	101	55	—	181	56	331	23	2	—	—	—		
—	—	28	14	74	77	32	—	312	22	161	22	15	1	—	—		
—	1	53	19	114	113	126	—	17	1	187	13	12	—	—	1		
—	1	81	33	188	190	158	—	329	23	348	35	27	1	—	1		
—	—	9	2	90	72	49	1	189	41	166	9	12	—	—	—		
1	1	10	5	94	91	98	—	11	—	213	18	5	—	—	1		
1	1	19	7	184	163	147	1	200	41	379	27	17	—	—	1		
27	74	1,829	433	2,799	2,012	1,162	11	12,457	2,413	10,135	739	357	4	8	3		
46	110	1,760	532	3,258	3,738	2,887	6	885	148	10,494	876	254	3	2	40		
73	184	3,589	965	6,057	5,750	4,049	17	13,342	2,561	20,629	1,615	611	7	10	43		
53	120	1,485	746	4,054	4,667	3,223	18	13,683	2,140	27,682	1,853	583	4	6	73		
48	123	670	503	2,883	4,163	3,165	30	11,508	3,526	18,617	2,631	542	10	2	75		
35	144	844	452	2,486	3,074	2,510	41	9,103	2,630	11,498	2,308	1,001	11	8	105		

jugés en premier ressort

En 1942	En 1941	En 1940	En 1939
11,443	8,366	5,284	3,875
4,811	2,404	1,344	1,475
15,873	11,962	10,241	8,111
15,903	15,823	15,034	11,733
22,244	29,535	21,248	13,806
70,274	68,090	53,151	39,000

Tableau n° 20. — RECHUTES APRÈS UNE CONDAMNATION CONDITIONNELLE

A. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation correctionnelle

PEINE NOUVELLE ENCOURUE Correctionnelle (ou criminelle)	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ						TOTAL
	6 mois	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	
1	2	3	4	5	6	7	8
Amende	3	22	31	623	—	221	900
Emprisonnement de :							
8 jours à moins de 1 mois	—	9	10	168	—	54	241
1 mois à moins de 3 mois	—	3	8	215	—	93	319
3 mois à moins de 6 mois	—	—	5	102	—	81	188
6 mois et plus	—	1	1	92	—	74	168
<i>Total :</i>	3	35	55	1,200	—	523	1,816
<i>Totaux en</i> { 1941	—	8	31	793	—	550	1,382
1940	1	18	20	574	—	389	1,002
1939	—	22	28	480	—	380	910

B. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation de police

N. B. — Les recherches n'ont porté que sur les condamnations de police inscrites au casier judiciaire.

PEINE NOUVELLE ENCOURUE Correctionnelle (ou criminelle)	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ						TOTAL
	3 mois et moins	plus de 3 mois à 6 mois	plus de 6 mois à 1 an	plus de 1 an à 2 ans	plus de 2 ans à 3 ans	plus de 3 ans	
1	2	3	4	5	6	7	8
Amende simple	—	3	39	15	1	1	59
» conditionnelle	—	2	47	6	1	3	59
Emprisonnement simple	—	3	52	8	1	—	64
» conditionnel	—	1	51	2	—	—	54
<i>Total :</i>	—	9	189	31	3	4	236
<i>Totaux en</i> { 1941	—	11	144	11	1	1	168
1940	2	5	76	6	—	—	89
1939	1	6	82	25	6	1	121

COURS D'APPEL

Ces cours connaissent, en degré d'appel, des jugements rendus par les tribunaux correctionnels de leur ressort qui sont portés devant elles par le ministère public, le prévenu ou la partie civile (quant à ses intérêts civils seulement).

En vertu de l'arrêté du 18 novembre 1940, modifié par celui du 16 novembre 1942, les affaires de la compétence de la Cour Militaire leur sont déferées depuis la suspension du fonctionnement de celle-ci.

Elles jugent exceptionnellement en premier et en dernier ressort :

1° Certains magistrats et fonctionnaires, ainsi que leurs complices. Les causes, dans ces cas, sont portées à la chambre civile, présidée par le premier président. (Code d'instruction crimi-

nelle, art. 479, 481 et 483, loi du 20 avril 1810, art. 20; décret du 6 juillet 1810, art. 4);

2° Les auteurs de délits ou crimes commis à leur audience. (Code d'instruction criminelle, art. 507);

3° Les affaires évoquées en vertu des articles 213 et 215 du Code d'instruction criminelle.

Les cours d'appel sont au nombre de trois : celle de Bruxelles, qui étend sa juridiction sur les neuf arrondissements judiciaires des provinces de Brabant, Anvers et Hainaut; celle de Gand, qui a pour ressort les sept arrondissements judiciaires des deux Flandres; celle de Liège, de qui ressortissent les dix arrondissements judiciaires des provinces de Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur.

Tableau n° 21. — AFFAIRES CORRECTIONNELLES PORTÉES DEVANT LES COURS D'APPEL.
NOMBRE ET NATURE DES ARRÊTS RENDUS

COURS D'APPEL	NOMBRE DES AFFAIRES							NOMBRE DES ARRÊTS				ARRÊTS		NOM- BRE des préve- nus jugés
	à juger			terminées				contra- dic- toires	par défaut	contra- dic- toires à l'égard de cer- tains préve- nus, par dé- faut à l'égard des autres	TOTAL	confir- matifs	infir- matifs en tout ou en partie	
	pen- dantes au 1 ^{er} jan- vier	portées devant la cour durant l'année	TOTAL	par arrêt	rayées du rôle, dispa- rues par jonc- tion, etc.	TOTAL	restant à juger à la fin de l'année							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	473	2,757	3,230	2,612	9	2,621	609	2,244	104	264	2,612	1,200	1,412	3,658
Gand	599	2,066	2,665	1,587	—	1,587	1,078	1,322	140	125	1,587	613	974	2,542
Liège	79	1,169	1,248	1,133	—	1,133	115	892	158	83	1,133	404	729	2,021
<i>Totaux :</i>	1,151	5,992	7,143	5,332	9	5,341	1,802	4,458	402	472	5,332	2,217	3,115	8,221
<i>Totaux en</i> { 1941	1,176	5,848	7,024	5,866	7	5,873	1,151	5,023	532	311	5,866	2,626	3,240	8,710
{ 1940	1,021	4,136	5,157	3,981	—	3,981	1,176	3,411	336	234	3,981	1,660	2,321	5,793
{ 1939	987	4,341	5,328	4,300	7	4,307	1,021	3,693	422	185	4,300	2,177	2,123	6,612

COURS D'ASSISES*

Les cours d'assises jugent les infractions que la loi punit d'une peine criminelle (mort, travaux forcés, détention, réclusion), à moins que les juridictions d'instruction (chambres du conseil, chambre des mises en accusation) n'aient relevé en faveur de l'accusé des circonstances atténuantes qui permettent de le renvoyer devant le tribunal correctionnel. Ces cours, jouissant d'une compétence générale, peuvent juger également des faits qui ne sont pas punissables d'une peine criminelle, si ces faits, à raison de leur connexité avec un crime, leur ont été déférés par la chambre des mises en accusation. Elles connaissent, en outre, exclusivement, des délits politiques et de presse.

Il y a une cour d'assises dans chaque province. Elle siège tous les trois mois, ou plus souvent si le besoin l'exige, au chef-lieu de la province. Cependant, dans le Limbourg, les assises tiennent non au chef-lieu, mais à Tongres.

L'article 6 de la loi du 30 avril 1919 porte que « Si le nombre ou l'importance des affaires renvoyées devant une cour d'assises le requiert, il peut être formé plusieurs cours d'assises dans la même province. Ces cours siègent concurremment, soit au même chef-lieu, soit aux chefs-lieux des différents arrondissements judiciaires ».

Une cour d'assises se compose de trois juges, dont l'un, chargé de présider la session, doit être membre d'une cour d'appel. Si l'affaire est jugée contradictoirement, la cour doit être assistée d'un jury de douze membres, recrutés parmi les citoyens âgés d'au moins 30 ans, réunissant les conditions de cens et de capacité exigées par la loi.

Le jury est appelé à décider si l'accusé est ou non coupable du crime qu'on lui impute. Il se prononce par un oui ou un non sur les questions qui lui sont posées par la cour. Sa décision est sans appel. Cependant, si l'accusé n'a été déclaré coupable qu'à la simple majorité des voix, la cour peut, en se ralliant à la minorité des membres du jury, prononcer l'acquiescement.

La loi du 23 août 1919 a étendu les pouvoirs du jury en le faisant participer à l'application des peines. En vertu de cette loi, lorsque l'accusé a été déclaré coupable par le jury d'un fait défendu par une loi pénale, la cour se rend avec les jurés dans leur chambre. Le collège ainsi constitué, présidé par le président de la cour, délibère sur la peine à prononcer. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix.

Si l'affaire est jugée par contumace, l'arrêt est rendu par la cour seule, sans intervention du jury. Tout accusé condamné de cette manière doit être jugé à nouveau, dans la forme ordinaire s'il se constitue prisonnier ou s'il est arrêté avant que la peine ne soit éteinte par la prescription.

Rédaction des tableaux. — Dans le tableau où le classement est établi d'après la nature des infractions figurant à l'arrêt de condamnation, les individus sont comptés à l'infraction qui leur a valu la peine la plus forte.

Pour le calcul des antécédents judiciaires, on additionne les différentes peines auxquelles l'accusé a été précédemment condamné. Par exemple, un condamné ayant encouru trois condamnations à 2 mois d'emprisonnement est rangé dans la deuxième catégorie des récidivistes (6 mois d'emprisonnement et plus).

* Lire dans le *Bulletin de Statistique*, 29^e année, n° 12, décembre 1943 : « Les Cours d'Assises et la répression des crimes », pages 442 et suiv.

Tableau n° 22. — APERÇU GÉNÉRAL DES TRAVAUX DES COURS D'ASSISES

1° Nombre et nature des affaires jugées; nombre des individus poursuivis.

PROVINCES	NOMBRE total des affaires	AFFAIRES CRIMINELLES		DÉLITS POLITIQUES ET DE PRESSE		NOMBRE total des individus poursuivis
		jugées contradictoirement	jugées par contumace	jugées contradictoirement	jugées par contumace	
1	2	3	4	5	6	7
Brabant	3	2	—	1	—	3
Anvers	1	1	—	—	—	1
Hainaut	5	5	—	—	—	5
Flandre orientale (1)	5	5	—	—	—	10
Flandre occidentale	1	1	—	—	—	3
Liège	3	3	—	—	—	3
Limbourg	3	3	—	—	—	3
Luxembourg	—	—	—	—	—	—
Namur (2)	1	1	—	—	—	1
<i>Le Royaume :</i>	22	21	—	1	—	29
<i>Totaux en</i> { 1941	23	22	—	1	—	32
{ 1940	32	32	—	—	—	38
{ 1939	33	32	—	1	—	36

(1) Non compris une affaire en poursuite de juré, ne s'étant pas rendu à l'audience sur citation notifiée (art. 396 C. I. C.).
 (2) Non compris une affaire d'assassinat dans laquelle l'action publique a été déclarée éteinte, l'accusé étant décédé.

2° Nombre, par province, des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés.

PROVINCES	AFFAIRES CRIMINELLES														DÉLITS POLITIQUES ET DE PRESSE						
	ACCUSÉS JUGÉS CONTRADICTOIREMENT														ACCUSÉS JUGÉS PAR CONTUMACE						
	Nombre total	Acquittés	Internés	Condamnés à la peine											Nombre total des prévenus	Acquittés	Condamnés				
				de mort	des travaux forcés			de la détention			de l'emprisonnement		de l'amende	de mort				Acquittés	Condamnés		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
Brabant	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—
Anvers	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut	5	2	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre orientale	10	1	—	1	1	3	1	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre occidentale	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège	3	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg	3	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Le Royaume :</i>	28	5	—	5	2	7	1	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	1	1	—	—

Tableau n° 23. — AFFAIRES CRIMINELLES JUGÉES CONTRADICTOIREMENT

1° Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ACTE D'ACCUSATION	Total des accusés	Acquittés	Internés	Total des condamnés	CONDAMNÉS À LA PEINE													Condamnés à la peine accessoire	
					de mort	des travaux forcés			de la détention		de la réclusion		de l'emprisonnement			de l'amende			
						à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 ans à moins de 15 ans	perpétuelle	à temps		de 10 ans et plus	de 5 ans à moins de 10 ans	de 5 ans et plus	de 6 mois à moins de 5 ans		de moins de 6 mois		
										extraordinaire	ordinaire								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES																			
Crimes																			
Assassinat, 394	8	2	—	6	1	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Assassinat (tentative d'), 394, 52	3	1	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Assassinat (complicité), 394, 69	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Infanticide d'enfant illégitime, 396	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Infanticide d'enfant légitime, 396	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Meurtre, 393	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Meurtre pour faciliter le vol ou en assurer l'impunité, 475	7	—	—	7	4	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7
Viol sur un enfant de moins de 14 ans, 375, §§ 1 et 2	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
<i>Totaux :</i>	25	5	—	20	5	2	7	1	—	—	—	—	1	—	2	2	—	—	17
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS																			
Crimes																			
Incendie de lieux habités la nuit, 510, 513	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Contrefaçon de billets de banque, 173 à 176	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
<i>Totaux :</i>	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Crimes contre les personnes	25	5	—	20	5	2	7	1	—	—	—	—	1	—	2	2	—	—	17
Crimes contre les propriétés	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
TOTAUX GÉNÉRAUX :	28	5	—	23	5	2	7	1	—	—	—	—	1	3	2	2	—	—	20

Tableau n° 24. — AFFAIRES JUGÉES PAR CONTUMACE

NATURE DES CRIMES	TOTAL des accu- sés	Ac- quit- tés	de mort	CONDAMNÉS À LA PEINE									CONDAMNÉS à la peine accessoire		
				DES TRAVAUX FORCÉS			DE LA DÉTENTION			de la réclu- sion	de l'em- pri- sonne- ment	de l'a- mende	de l'inter- dic- tion	de la mise à dispos. dugou- vern ^t	
				à perpé- tuité	de 15 ans et plus	de 10 ans à moins de 15 ans	perpé- tuelle	à temps							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
<i>Nihil</i> :	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Totaux en</i> { 1941	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1940	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1939	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau n° 25. — DÉLITS POLITIQUES ET DE PRESSE

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des prévenus	Acquittés	CONDAMNÉS À UN EMPRISONNEMENT				Con- damnés à l'amende	CONDAMNÉS à la peine accessoire	
			de 3 ans ou plus	de 6 mois à moins de 3 ans	de moins de 6 mois	condi- tionnel		de l'interdic- tion	de la mise à disposi- tion du gouverne- ment
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
BRABANT									
Écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, art. 383	1	1	-	-	-	-	-	-	-
<i>Totaux</i> :	1	1	-	-	-	-	-	-	-
<i>Totaux en</i> { 1941	8	2	-	-	2	4	-	-	-
1940	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1939	4	4	-	-	-	-	-	-	-

CONSEILS DE GUERRE ET COUR MILITAIRE

Le fonctionnement de ces juridictions est suspendu depuis le mois de mai 1940. Il y a lieu de se reporter à ce sujet à ce qui a été dit dans la « Statistique Judiciaire de la Belgique », publi-

cation décennale 1931-1940, pages 102 à 110. Les numéros des tableaux 26 et 27 portant sur ces juridictions n'ont pas été attribués à d'autres matières, de sorte qu'ils restent réservés.

COUR DE CASSATION

Compétence. — Il y a pour tout le royaume une cour de cassation, divisée en deux chambres.

Sauf le cas prévu par la loi du 24 mai 1886, la première chambre connaît des pourvois en matière civile et la seconde des pourvois en matière criminelle, correctionnelle et de police, ainsi que des autres affaires dont la loi attribue la connaissance à la cour de cassation. (Loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869, art. 132.)

La cour se compose d'un premier président, d'un président de chambre et de quinze conseillers. (Art. 120.)

Les fonctions du ministère public sont exercées par un procureur général et trois avocats généraux. (Loi du 12 septembre 1913, art. 4.)

Il y a près de la cour un greffier en chef et deux greffiers adjoints. (Loi du 18 juin 1869, art. 122.)

Les greffiers adjoints portent le titre de greffiers. (Loi du 31 juillet 1920, art. 12.)

La cour de cassation connaît :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort;

2° Des réglemens de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie. (Loi du 25 mars 1876, art. 19.)

La cour ne connaît pas du fond des affaires, sauf le jugement des ministres. (Constitution, art. 95.)

Elle intervient, en vertu des articles 482, 485 et suivants du Code d'instruction criminelle, dans les poursuites pour crime ou délit dirigées contre certains magistrats.

Tableau n° 28. — COUR DE CASSATION (2^e chambre)

NATURE DES ARRÊTS 1	NOMBRE des arrêts 2	RÉSULTATS DES POURVOIS OU DEMANDES FORMÉS PAR		POURVOIS ou demandes restant à juger 5			
		le ministère public, le gouverneur de province, etc. 3	les parties 4				
Arrêts statuant au fond rendus en matière	criminelle	cassation	5	—	5	—	
		rejet	—	29	—	29	12
	correctionnelle	cassation	37	—	3	34	—
		rejet	—	427	1	426	239
	de police	cassation	12	—	—	12	—
		rejet	—	36	—	36	114
	disciplinaire	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	2	—	2	—
	pénale militaire	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	—
	de défense sociale	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	—
de milice	cassation	—	—	—	—	—	
	rejet	—	—	—	—	1	
électorale	cassation	—	—	—	—	—	
	rejet	—	—	—	—	—	
fiscale	cassation	13	—	5	8	—	
	rejet	—	19	3	16	79	
Arrêts statuant sur des pourvois dans l'intérêt de la loi en matière	criminelle	cassation	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	
	correctionnelle	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	—
	de police	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	—
	<i>Totaux :</i>		67	513	12	568	445
	Arrêts statuant sur des demandes	en règlement de juges	admission	18	—	18	—
			rejet	—	—	—	—
		en renvoi pour cause de suspicion légitime	admission	20	—	20	—
			rejet	—	—	—	—
		en renvoi pour cause de sûreté publique	admission	—	—	—	—
rejet			—	—	—	—	
en révision		admission	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	
en vertu de l'article 441, C. I. C.	admission	4	—	4	—		
	rejet	—	—	—	—		
en poursuite de magis- trats	admission	—	—	—	—		
	rejet	—	2	2	—		
<i>Totaux :</i>		42	2	44	—	2	
TOTAL GENERAL :		109	515	56	568	447	
TOTAUX GENERAUX EN	1941	174	522	107	589	210	
	1940	73	414	39	448	152	
	1939	105	770	31*	844*	87	

* Chiffres rectifiés.

STATISTIQUE SUR L'APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE

DU 9 AVRIL 1930

Pour ce qui concerne l'exposé de cette loi, il y a lieu de se reporter à la page 15 : « Internement des anormaux », et à la page 39 : « Mise à la disposition du gouvernement des récidivistes et délinquants d'habitude ».

La méthode employée pour l'établissement de la statistique au sujet de l'application de la loi, est greffée sur la tenue du casier judiciaire.

En ce qui concerne l'internement, des bulletins individuels spéciaux sont adressés au casier par le greffier de la juridiction compétente pour chaque cas.

En ce qui concerne la mise à la disposition du gouvernement, chaque mesure est annotée comme peine accessoire sur le bulletin de condamnation correspondant, adressé au casier judiciaire.

Le dépouillement des bulletins spéciaux et

des peines accessoires portées aux bulletins de condamnation, a permis de confectionner :

Un tableau A dénombrant, par sexe et par terme d'internement, les inculpés et les condamnés en état de démence, de déséquilibre ou de débilité mentales, avec indication de la nature de l'infraction commise;

Un tableau B qui relève les décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiatriques;

Un tableau C dénombrant, par sexe et par terme de mise à la disposition du gouvernement, les récidivistes ou délinquants d'habitude, avec indication de la nature de l'infraction faisant l'objet de la dernière condamnation;

Un tableau D répartissant d'après les juridictions, qui les ont ordonnées, les mesures prises en vertu de la loi de défense sociale.

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE

A. — Décisions d'internement d'inculpés et de condamnés en état de démente, de déséquilibre ou de débilité mentals

JURIDIC- TIONS	NATURE DE L'INFRACTION COMMISE	INCUPLÉS INTERNÉS PAR APPLICATION DE L'ARTICLE 7									Condamnés internés (Art. 23)		TOTAL des internés en vertu de la loi du 9-4-1930			
		pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 15 ans		Totaux			H	F	H	F	E	
		H*	F*	H	F	H	F	H	F	E*						H
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	
d'instruction	<i>Crimes contre :</i>															
	La vie et l'intégrité corporelle	—	—	8	1	1	—	9	1	10	—	—	—	—	—	—
	Les mœurs	12	1	7	2	—	—	19	3	22	—	—	—	—	—	—
	La famille (avortement)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Les biens :															
	Incendie	—	—	3	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—
	Faux en écritures	18	—	—	—	—	—	—	18	—	18	—	—	—	—	—
	Vols qualifiés	40	5	2	—	—	—	—	42	5	47	—	—	—	—	—
	Autres crimes	2	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—
	<i>Délits contre :</i>															
	L'intégrité corporelle	14	—	—	—	—	—	—	14	—	14	—	—	—	—	—
	Les mœurs	16	2	—	—	—	—	—	16	2	18	—	—	—	—	—
	Les biens :															
	Vol	53	5	—	—	—	—	—	53	5	58	—	—	—	—	—
	Escroquerie	9	—	—	—	—	—	—	9	—	9	—	—	—	—	—
Abus de confiance	9	2	—	—	—	—	—	9	2	11	—	—	—	—	—	
L'autorité	3	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	
Autres délits	18	3	—	—	—	—	—	18	3	21	—	—	—	—	—	
Total :	194	18	20	3	1	—	—	215	21	236	—	—	—	—	—	
de jugement	<i>Crimes contre :</i>															
	La vie et l'intégrité corporelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Les mœurs	7	—	—	—	—	—	—	7	—	7	—	—	—	—	—
	Les biens :															
	Faux en écritures	3	1	—	—	—	—	—	3	1	4	—	—	—	—	—
	Vols qualifiés	8	—	—	—	—	—	—	8	—	8	—	—	—	—	—
	Autres crimes	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—
	<i>Délits contre :</i>															
	L'intégrité corporelle	2	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—
	Les mœurs	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—
	Les biens :															
	Vol	9	1	—	—	—	—	—	9	1	10	—	—	—	—	—
	Escroquerie	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—
	Abus de confiance	2	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—
	L'autorité	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—
Autres délits	4	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	
Total :	39	2	—	—	—	—	—	39	2	41	—	—	—	—	—	
LE ROYAUME :	233	20	20	3	1	—	—	254	23	277	23	5	277	28	305	
Totaux en	1941	11	42	4	10	2	315	17	332	63	2	378	19	397		
1940	216	12	39	2	3	6	258	20	278	35	—	293	20	313		
1939	302	23	79	4	13	4	394	31	425	42	1	436	32	468		

* H = hommes, F = femmes, E = ensemble.

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE

B. — Décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiatriques

ANNÉES	NOMBRE de libérations définitives (Art. 20)	NOMBRE de libérations à l'essai (Art. 21)	NOMBRE de révocations (Art. 14 et 21)	NOMBRE de prolongations d'internement (Art. 22)
1	2	3	4	5
1942	126	241	70	6
1941	15	243	34	9
1940	8	300	51	7
1939	25	333	86	19

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE

C. — Récidivistes ou délinquants d'habitude mis à la disposition du Gouvernement

NATURE DES INFRACTIONS DONT CONDAMNATION	EN VERTU DE L'ARTICLE 25				EN VERTU DE L'ARTICLE 24		TOTAUX			
	pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 20 ans		H	F	E*	
	H*	F*	H	F	H	F				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
<i>Crimes contre :</i>										
Les biens :										
Vols qualifiés	5	—	4	—	—	—	9	—	9	
Faux en écritures	2	—	—	—	—	—	2	—	2	
<i>Délits contre :</i>										
L'intégrité corporelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Les mœurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Les biens :										
Vol	7	—	2	—	—	—	9	—	9	
Escroquerie	1	—	1	—	—	—	2	—	2	
Abus de confiance	—	1	1	—	—	—	1	1	2	
L'autorité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Autres délits	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Le Royaume :	15	1	8	—	—	—	23	1	24	
Totaux en	1941	33	1	38	1	—	71	2	73	
1940	16	2	31	2	—	—	47	4	51	
1939	41	2	45	2	—	—	86	4	90	

* H = hommes, F = femmes, E = ensemble.

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE

D. — Répartition des mesures d'internement et de mises à la disposition du Gouvernement, d'après les juridictions qui les ont ordonnées

SIÈGE 1	INTERNEMENTS			Mises à la disposition du gouvernement 5	ENSEMBLE des mesures en vertu de la loi 6
	Juridictions d'instruction 2	Juridictions de jugement 3	Total 4		
COURS D'ASSISES					
COURS D'APPEL					
Bruxelles	30	11	41	6	47
Gand	3	1	4	—	4
Liège	3	3	6	2	8
<i>Total :</i>	36	15	51	8	59
TRIBUNAUX DE 1 ^{re} INSTANCE:					
Bruxelles	32	9	41	7	48
Louvain	4	—	4	—	4
Nivelles	13	—	13	—	13
Anvers	60	4	64	1	65
Malines	3	—	3	—	3
Turnhout	5	—	5	—	5
Mons	8	—	8	2	10
Charleroi	7	3	10	—	10
Tournai	11	3	14	—	14
Gand	9	—	9	—	9
Audenarde	2	—	2	—	2
Termonde	1	—	1	—	1
Bruges	3	1	4	—	4
Courtrai	1	—	1	1	2
Furnes	1	—	1	—	1
Ypres	3	—	3	1	4
Liège	14	2	16	3	19
Huy	2	—	2	—	2
Verviers	1	—	1	—	1
Tongres	8	—	8	—	8
Hasselt	5	—	5	—	5
Arlon	2	—	2	—	2
Marche-en-Famenne	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—
Namur	4	2	6	1	7
Dinant	1	2	3	—	3
<i>Total :</i>	200	26	226	16	242
LE ROYAUME :	236	41	277	24	301
<i>Totaux en</i> { 1941	279	53	332	73	405
{ 1940	—	—	—	—	329
{ 1939	—	—	—	—	515

La distinction entre les internements et les mises à la disposition du gouvernement n'a pas été établie pour les années antérieures à 1941.

DEUXIEME PARTIE

STATISTIQUE CRIMINELLE ⁽¹⁾

La statistique criminelle donne le nombre non plus des *condamnations individuelles*, mais celui des *individus condamnés*. Un délinquant condamné plusieurs fois durant l'année n'est compté qu'une fois et est inscrit dans les tableaux pour la dernière condamnation qu'il a encourue ou, s'il a été condamné à raison d'infractions concurrentes, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

Les condamnations passées en force de chose jugée sont seules inscrites dans la statistique criminelle. Il ne saurait donc y avoir de concordance, quant au nombre des condamnés, entre les chiffres de cette statistique et ceux de la statistique de l'administration de la justice.

L'unité employée dans la statistique criminelle est : *l'individu définitivement condamné*.

La statistique criminelle a pour matière les infractions suivantes :

1° Les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits;

(1) Lire dans le Bulletin de Statistique, 29^e année, n° 6, juin 1943, pages 203 et suiv. : « La statistique criminelle et ses méthodes ».

En sont exceptés : a) certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'administration ou à l'absence d'une autorisation administrative; b) les infractions commises par négligence ou défaut de prévoyance;

2° Certaines infractions établies par des lois spéciales qui présentent un caractère d'étroite analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal;

3° Les contraventions que l'on peut considérer comme des délits diminués : tels sont les malfaçons (art. 557^b), les voies de fait (art. 563^a), les dégradations de clôtures (art. 563^b). Toutes les infractions présentant ce caractère n'ont pu cependant être admises dans la statistique criminelle, à raison du grand nombre de condamnations auxquelles elles donnent lieu. Y sont seules comprises les trois espèces de contraventions qui viennent d'être indiquées, qu'on a jugées les plus importantes pour l'étude de la criminalité.

Les infractions rentrant dans la statistique criminelle sont énumérées en détail dans la nomenclature insérée ci-après :

NOMENCLATURE EN USAGE POUR LA CONFECTION DE LA STATISTIQUE CRIMINELLE

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS	No d'ordre	ARTICLES DU CODE PÉNAL OU DES LOIS SPÉCIALES QUI PRÉVOIENT CES INFRACTIONS
Atteinte à la sûreté de l'État ou aux droits politiques	1	C. P. art. 101 à 133, 135bis et 142 à 159. Arrêté sur l'embauchage des troupes, 9 février 1815. Loi sur la désertion, 12 décembre 1817. Arrêté Royal portant coordination de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, 15 février 1937, art. 78bis et 79. Loi concernant les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, 12 mars 1858. Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, art. 18 à 20, 13 octobre 1930. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 7. Code électoral révisé par la loi du 26 avril 1929, art. 181 à 203. Loi électorale communale du 4 août 1932, art. 64. Loi du 19 octobre 1921, organique des élections provinciales (modifiée par la loi du 26 avril 1929, art. 38). Arrêté-loi relatif à l'état de guerre et à l'état de siège, 11 octobre 1916, art. 8 et 11. Loi organique de l'enseignement primaire (A. R. de coordination du 25 octobre 1921), art. 12. Loi garantissant la liberté d'association, 24 mai 1921 (remplaçant l'art. 310 du C. P.). Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 66. Loi du 18 juin 1930, art. 58. Loi du 15 décembre 1937, art. 70.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres sceaux, etc.	2	C. P. art. 160 à 191, 488. Code Pénal de 1810, art. 427. Loi concernant les marques de fabrique et de commerce, 1 ^{er} avril 1879, art. 8, 10. Loi sur le droit d'auteur, 22 mars 1886, art. 22 à 25. Arrêté concernant la répression du faux et de certaines autres infractions en matière de timbres et autres titres de ravitaillement, 11 décembre 1942.
Faux en écritures	3	C. P. art. 194 à 214. Loi sur les warrants, 18 novembre 1862, art. 26. Loi sur les chèques, 20 juin 1873, art. 5. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales. A. R. 30 novembre 1935, faux dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes : Code de Commerce. Livre I, Titre IX, art. 207 et 208. Loi relative au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie, 25 juin 1930, art. 36. Loi sur la collation des grades académiques, 21 mai 1929, art. 34. Loi sur l'assistance publique du 27 novembre 1891, art. 38, § 3. Loi concernant les pensions de vieillesse, 20 août 1920, art. 11. Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 67. Loi du 18 juin 1930, art. 59.
Faux témoignage ou serment	4	C. P. art. 215 à 226. Loi sur les enquêtes parlementaires, 3 mai 1880, art. 9.
Usurpation de fonctions, de titre ou de nom	5	C. P. art. 227 à 231. Loi réglementant le port du titre d'avocat, 30 août 1913, art. 2. Loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur, 11 septembre 1933, art. 3 et 4.

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS	No d'ordre	ARTICLES DU CODE PÉNAL OU DES LOIS SPÉCIALES QUI PRÉVOIENT CES INFRACTIONS	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	C. P. art. 233 à 241, 243 à 251, 254 à 262, 267 et 268. Loi sur les abus commis par les administrations de bienfaisance, 7 mai 1888, art. 1. Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 90. Loi sur l'assistance publique, 27 novembre 1891, art. 38 § 1.	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	C. P. art. 252, 269 à 282, 284, 286 à 293, 295 § 1, 297 et 298, 309 à 314. Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 26. Loi sur l'hypnotisme, 30 mai 1892, art. 3.	
			8
Infractions contre la sécurité publique	9	C. P. art. 322 à 347. Loi sur les offres ou propositions de commettre certains crimes, 7 juillet 1875, art. 1. Loi sur la provocation à commettre des crimes ou des délits, 25 mars 1891, art. 1. Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 63. Loi concernant les étrangers, 12 février 1897, art. 6.	
Avortement	10	C. P. art. 348 à 353.	
Exposition ou délaisement d'enfants	11	C. P. art. 354 à 360bis.	
Destruction ou supposition d'état	12	C. P. art. 363 à 367.	
Enlèvement de mineurs	13	C. P. art. 368 à 371.	
Attentats à la pudeur et viols	14	C. P. art. 372 à 378.	
			15
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	C. P. art. 379 à 382.	
Outrage public aux bonnes mœurs	17	C. P. art. 383 à 386bis. Loi d'interdiction d'entrée en Belgique de certaines publications étrangères, 11 avril 1936, art. 2.	
			18
Adultère et bigamie	19	C. P. art. 387 à 391.	
Abandon de famille	20	C. P. art. 391bis.	
Meurtre	21	C. P. art. 393 à 397, 475.	
			22
Lésions corporelles volontaires	23	C. P. art. 398 à 414, 563 § 3.	
			24
			25
Duel	26	C. P. art. 423 à 433.	

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS	No d'ordre	ARTICLES DU CODE PÉNAL OU DES LOIS SPÉCIALES QUI PRÉVOIENT CES INFRACTIONS
Attentats à la liberté individuelle et à l'invulnérabilité du domicile par des particuliers	27	C. P. art. 434 à 442.
Calomnies et injures	28	C. P. art. 443 à 452.
	29	
Violation de sépulture	30	C. P. art. 453.
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	C. P. art. 454 à 457.
Violation du secret professionnel	32	C. P. art. 458 à 459.
Violation du secret des lettres et autres communications	33	C. P. art. 460 et 460bis. Loi portant revision et codification de la législation postale, 30 mai 1879, art. 54. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 3, b) et c). Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 17.
Vols et maraudages	34	C. P. art. 463 à 474, 557 § 6.
	35	
	36	
Banqueroute	37	C. P. art. 489 et 490. Arrêté sur le concordat judiciaire, 9 septembre 1940, art. 40 et 41.
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	C. P. art. 491 à 504, 507 à 509bis. Loi sur la vente des effets militaires, 24 mars 1846, art. 1, 3, 4. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales. A. R. 30 novembre 1935. Code de Commerce, Livre I, Titre IX, art. 200 à 206. Loi sur la falsification de denrées alimentaires, 4 août 1890, art. 4. Loi relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, 24 juillet 1921, art. 32 § 2. Arrêté Royal réglementant les Bourses de Commerce et la profession d'agent de change, 30 janvier 1935. Code de Commerce, Livre I, Titre V, art. 110 à 113. Arrêté relatif aux dommages de guerre, 30 juin 1941, art. 22.
	39	
	40	
Recel	40	C. P. art. 505 et 506.
Incendie	41	C. P. art. 510 à 518.
	42	
Destructions et dommages	43	C. P. art. 520 à 550, 563 § 2. Lois coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 24 et 25.
	44	
	45	

Ces infractions ont été classées suivant deux principes différents. Elles sont d'abord réparties, d'après leur nature, en trente-deux groupes distincts, placés, autant que possible, dans l'ordre adopté par le Code pénal. Les plus importants de ces groupes ont, en outre, été divisés en sous-catégories, d'après la gravité des peines infligées aux condamnés.

Pour l'année 1942, une seule disposition pénale nouvelle a été ajoutée à celles déjà antérieurement admises dans la nomenclature, notamment : — au numéro d'ordre 2 :

« l'Arrêté du 11 décembre 1942 concernant » la répression du faux et de certaines autres » infractions en matière de timbres et autres » titres de ravitaillement. »

La statistique criminelle de 1942 porte donc sur la même nomenclature que celle de 1941, l'arrêté ajouté étant de fin d'année et n'ayant pas encore pu recevoir une application relevée par la statistique.

Néanmoins, le nombre total des individus condamnés retenus passe de 49,837 en 1941 à 56,332, soit une augmentation de 13 %, qui ne trouve son explication que dans l'augmentation de la fréquence en 1942 des mêmes délits que ceux envisagés en 1941.

L'accroissement proportionnel de la criminalité féminine, déjà signalé dans la publication de 1941, s'accroît encore.

Les criminels primaires se multiplient tant au point de vue du nombre que de la proportion, l'accroissement de celle-ci est surtout marquante dans le sexe féminin.

La seule régression à constater est celle de la proportion des récidivistes masculins.

C'est ce qui ressort du tableau des chiffres totaux qui suit et établit le rapport entre condamnés hommes et femmes, primaires et récidivistes pour les cinq dernières années.

INDIVIDUS CONDAMNÉS RETENUS PAR LA STATISTIQUE CRIMINELLE

ANNÉES	SEXES DES CONDAMNÉS	PRIMAIRES		RÉCIDIVISTES		PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES RÉUNIS	
		Chiffres absolus 3	% 4	Chiffres absolus 5	% 6	Chiffres absolus 7	% 8
1938	Hommes	13,376	39.37	12,905	37.98	26,281	77.35
	Femmes	5,115	15.05	2,582	7.60	7,697	22.65
	Ensemble :	18,491	54.42	15,487	45.58	33,978	100.—
1939	Hommes	12,223	38.32	12,306	38.58	24,529	76.89
	Femmes	4,886	15.31	2,485	7.79	7,371	23.11
	Ensemble :	17,109	53.63	14,791	46.37	31,900	100.—
1940	Hommes	12,636	38.—	11,803	35.49	24,439	73.49
	Femmes	6,242	18.77	2,575	7.74	8,817	26.51
	Ensemble :	18,878	56.77	14,378	43.23	33,256	100.—
1941	Hommes	19,521	39.17	14,139	28.37	33,660	67.54
	Femmes	11,896	23.87	4,281	8.59	16,177	32.46
	Ensemble :	31,417	63.04	18,420	36.96	49,837	100.—
1942	Hommes	22,956	40.75	14,315	25.41	37,271	66.16
	Femmes	14,160	25.14	4,901	8.70	19,061	33.84
	Ensemble :	37,116	65.89	19,216	34.11	56,332	100.—

RÉDACTION DES TABLEAUX

Les tableaux présentés dans la statistique criminelle constituent chacun l'examen des individus condamnés sous un aspect déterminé.

Ces aspects d'intérêt social se succèdent comme suit :

1. Sexe du condamné.
2. Etat civil du condamné.
3. Profession du condamné.
4. Age du condamné.
5. Arrondissement où l'infraction a été commise.
6. Canton de naissance du condamné, de son domicile et du lieu où les faits ont été commis.
7. Récidive générale et spéciale.
8. Ivrognerie.

La distinction entre condamnés primaires et condamnés récidivistes s'établit comme suit : on considère comme récidiviste tout individu qui, au moment où il commettait l'infraction pour laquelle il figure dans la statistique criminelle, avait déjà encouru une condamnation pour un fait rentrant dans le cadre de cette statistique.

On le considère donc comme primaire s'il n'a subi auparavant que des condamnations dont la statistique criminelle ne tient pas compte : par exemple, des condamnations pour délits de chasse, fraude douanière, etc.

La méthode employée pour la présentation des tableaux n'est pas uniforme; il n'est, en effet, pas possible d'intégrer partout dans un tableau unique à la fois la nature de l'infraction conformément à la nomenclature, la désignation du sexe du condamné, et son état de primaire ou de récidiviste.

Il a fallu, dans la confection des relevés, se soumettre aux possibilités, tout en ayant soin d'adapter la forme au maximum de convenance des consultants de la statistique.

C'est pourquoi il a été jugé utile de faire précéder chaque tableau d'un exposé succinct, indiquant la forme admise et contenant tels remarques ou commentaires qui s'imposent

Il est à noter que dans aucun tableau le n° 26 de la nomenclature, afférent au duel, n'a été reproduit, faute de condamnation pour ce délit.

TABLEAU n° 30

Ce tableau constitue à la fois le bilan et le contrôle de la méthode employée pour arriver au dénombrement des individus définitivement condamnés.

A cet effet, les nombres des condamnations individuelles et des condamnations décomptées sont mis en rapport avec ceux des condamnés.

Les données doivent permettre un examen général des résultats de la statistique criminelle par sexe, par primaire et récidiviste et par nature d'infractions; il a semblé adéquat de consigner tous les éléments dans un tableau unique, qui a l'avantage d'être complet, puisque l'ensemble des individus condamnés tant que ceux de chacun des deux sexes peuvent être examinés par groupe d'infractions.

Il est à remarquer que le total des condamnations individuelles par groupe ou sous-groupe d'infractions ne peut pas, en général, dépasser le nombre de condamnations de l'espèce énumérées dans l'ensemble de la statistique de l'administration de la Justice.

Il y a lieu de tenir compte, pour la comparaison, des condamnations prononcées par les cours d'assises, les tribunaux correctionnels et les tribunaux de simple police.

Les condamnations des tribunaux de simple police ne sont pas publiées par espèce d'infraction dans la statistique de l'administration de la justice pénale, néanmoins ces éléments sont enregistrés par l'Office Central de Statistique et peuvent toujours y être obtenus.

Tableau n° 30 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la no- men- cla- ture	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES		
			Pri- maires et réci- distes réunis	Pri- maires	Réci- distes	Pri- maires et réci- distes réunis	Pri- maires	Réci- distes	Pri- maires et réci- distes réunis	Pri- maires	Réci- distes
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes	1	1	—	1	1	—	—	—	—
		Femmes	2	2	—	2	2	—	—	—	—
		Ensemble	3	3	—	3	3	—	—	—	—
Vols et maraudages : peines criminelles	34	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	35	Hommes	16,905	10,367	6,538	15,803	9,924	5,879	1,102	443	659
		Femmes	7,007	5,066	1,941	6,637	4,888	1,749	370	178	192
		Ensemble	23,912	15,433	8,479	22,440	14,812	7,628	1,472	621	851
peines de police	36	Hommes	2,958	2,126	832	2,739	1,997	742	219	129	90
		Femmes	2,114	1,610	504	1,971	1,536	435	143	74	69
		Ensemble	5,072	3,736	1,336	4,710	3,533	1,177	362	203	159
Banqueroute	37	Hommes	17	10	7	17	10	7	—	—	—
		Femmes	2	2	—	2	2	—	—	—	—
		Ensemble	19	12	7	19	12	7	—	—	—
Abus de confiance, es- croquerie, tromperie : peines correctionnelles	38	Hommes	4,400	2,600	1,800	4,141	2,510	1,631	259	90	169
		Femmes	2,905	2,320	585	2,823	2,275	548	82	45	37
		Ensemble	7,305	4,920	2,385	6,964	4,785	2,179	341	135	206
peines de police	39	Hommes	66	48	18	64	47	17	2	1	1
		Femmes	25	22	3	24	21	3	1	1	—
		Ensemble	91	70	21	88	68	20	3	2	1
Recel	40	Hommes	1,789	986	803	1,688	945	743	101	41	60
		Femmes	1,257	891	366	1,220	875	345	37	16	21
		Ensemble	3,046	1,877	1,169	2,908	1,820	1,088	138	57	81
Incendie : peines criminelles	41	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	42	Hommes	1	1	—	1	1	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Destruction et dommages : peines criminelles	43	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	44	Hommes	201	122	79	192	118	74	9	4	5
		Femmes	39	21	18	34	19	15	5	2	3
		Ensemble	240	143	97	226	137	89	14	6	8
peines de police	45	Hommes	173	97	76	158	92	66	15	5	10
		Femmes	55	39	16	54	38	16	1	1	—
		Ensemble	228	136	92	212	130	82	16	6	10
Totaux :		Hommes	39,691	23,926	15,765	37,271	22,956	14,315	2,420	970	1,450
		Femmes	19,976	14,613	5,363	19,061	14,160	4,901	915	453	462
		Ensemble	59,667	38,539	21,128	56,332	37,116	19,216	3,335	1,423	1,912
Totaux d'ensemble en	1941		52,504	32,411	20,093	49,837	31,417	18,420	2,667	994	1,673
		1940	34,926	19,336	15,590	33,256	18,878	14,378	1,670	458	1,212
		1939	34,004	17,577	16,427	31,900	17,109	14,791	2,104	468	1,636

TABLEAU n° 31

La forme adoptée est similaire à celle du tableau n° 30 et convient particulièrement à l'examen de l'état civil du condamné.

Elle permet, en effet, de répartir par groupes d'infractions les condamnés primaires et récidivistes en célibataires, mariés, veufs ou divorcés sans enfants ou ayant des enfants, non seulement pour chacun des deux sexes, mais aussi pour les deux sexes réunis.

Prenant en considération les totaux de ces diverses catégories de condamnés et leurs proportions, on constate pour l'année 1942 un phénomène troublant qui mérite d'être retenu.

Alors que depuis 1931 et jusqu'en 1941 la proportion des criminels célibataires était nettement et de façon constante en recul, l'année 1942 fait apparaître, pour la première fois, une augmentation du taux de cette même proportion.

Cette augmentation correspond d'ailleurs à une diminution proportionnelle dans toutes les autres catégories de condamnés, même dans

celles signalées en 1941 pour leur mouvement régulièrement ascendant. (Cf. tableau ci-dessous, colonne 13 en comparaison avec les colonnes 3, 5, 7, 9 et 11.)

Ce phénomène dénote une possibilité de recrudescence de la quantité de criminels dits professionnels.

L'individu qui fait du larcin ou du délit une habitude et qui y cherche ses ressources, débute en général dans cette voie dès sa jeunesse et s'abstient souvent de se marier.

Cette possibilité est corroborée par les chiffres du tableau n° 31 lui-même qui montrent l'augmentation massive des faux en écritures, vols et escroqueries faisant l'objet des condamnations de célibataires; d'un autre côté, par le tableau n° 32 sur la profession des condamnés, qui marque une majoration correspondante des condamnés du sexe masculin sans profession déterminée. (Voir à ce sujet l'introduction au tableau n° 32.)

ETAT CIVIL DES CONDAMNÉS	1931		1938		1939		1940		1941		1942	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Célibataires	14,025	36.66	10,510	30.94	9,576	30.02	8,432	25.35	12,596	25.28	15,040	26.70
Mariés :												
sans enfants	5,959	15.57	6,093	17.93	5,820	18.24	5,748	17.29	8,220	16.49	9,134	16.21
avec enfants	16,626	43.45	15,619	45.97	14,636	45.88	17,044	51.25	26,221	52.61	29,358	52.12
Veufs :												
sans enfants	318	0.83	355	1.04	354	1.11	387	1.16	589	1.18	590	1.05
avec enfants	760	1.99	652	1.92	720	2.25	914	2.75	1,430	2.87	1,454	2.58
Divorcés :												
sans enfants	262	0.68	431	1.27	432	1.35	411	1.24	468	0.94	419	0.74
avec enfants	244	0.64	262	0.77	325	1.02	274	0.82	310	0.62	331	0.59
Etat civil inconnu	68	0.18	56	0.16	37	0.12	46	0.14	3	0.01	6	0.01
Total des individus condamnés	38,262	100	33,978	100	31,900	100	33,256	100	49,837	100	56,332	100

Tableau n° 31. — ÉTAT

NATURE DES INFRACTIONS 1	N° de la nomenclature 2	SEXE des condamnés 3	CÉLIBATAIRES		MARIÉS			
			Pri-maires 4	Récidi-vistes 5	sans enfants		avec enfants	
					Pri-maires 6	Récidi-vistes 7	Pri-maires 8	Récidi-vistes 9
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes	3	—	—	—	2	3
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	3	—	—	—	2	3
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, sceaux, etc.	2	Hommes	25	4	7	6	17	17
		Femmes	4	—	7	—	15	3
		Ensemble :	29	4	14	6	32	20
Faux en écritures	3	Hommes	222	68	145	58	361	163
		Femmes	76	5	55	9	172	56
		Ensemble :	298	73	200	67	533	219
Faux témoignage ou serment	4	Hommes	2	—	4	—	7	2
		Femmes	3	—	3	1	3	1
		Ensemble :	5	—	7	1	10	3
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	Hommes	108	20	17	12	51	28
		Femmes	43	4	12	4	50	15
		Ensemble :	151	24	29	16	101	43
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes	25	—	16	2	32	5
		Femmes	4	—	—	—	—	—
		Ensemble :	29	—	16	2	32	5
Infractions contre l'ordre public par des particuliers } peines correctionn. peines de police	7	Hommes	738	345	265	315	898	989
		Femmes	172	40	112	75	516	247
		Ensemble :	910	385	377	390	1,414	1,236
Infractions contre la sécurité publique	9	Hommes	233	45	69	44	226	129
		Femmes	53	2	42	16	185	71
		Ensemble :	286	47	111	60	411	200
Avortement	10	Hommes	30	16	11	14	48	58
		Femmes	2	1	4	1	10	9
		Ensemble :	32	17	15	15	58	67
Exposition ou délaissement d'enfants	11	Hommes	2	—	—	2	3	7
		Femmes	14	1	8	5	16	13
		Ensemble :	16	1	8	7	19	20
Destruction ou supposition d'état	12	Hommes	1	2	3	—	20	35
		Femmes	11	1	1	—	40	22
		Ensemble :	12	3	4	—	60	57
Enlèvement de mineurs	13	Hommes	1	—	—	—	—	—
		Femmes	—	1	—	—	—	—
		Ensemble :	1	1	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols } peines criminelles peines correctionn.	14	Hommes	3	2	—	2	2	2
		Femmes	—	—	—	—	2	2
		Ensemble :	3	2	—	2	4	4
Attentats à la pudeur et viols } peines criminelles peines correctionn.	15	Hommes	—	—	—	—	—	1
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	—	—	—	—	—	1
Attentats à la pudeur et viols } peines criminelles peines correctionn.	15	Hommes	96	25	19	16	64	49
		Femmes	2	2	1	2	5	3
		Ensemble :	98	27	20	18	69	52

CIVIL DES CONDAMNÉS

VEUFS				DIVORCÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU		TOTAL		
sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		Pri-maires 18	Récidi-vistes 19	Pri-maires 20	Récidi-vistes 21	Primaires et récidivistes réunis 22
Pri-maires 10	Récidi-vistes 11	Pri-maires 12	Récidi-vistes 13	Pri-maires 14	Récidi-vistes 15	Pri-maires 16	Récidi-vistes 17					
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	5	4	9
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	5	4	9
—	2	2	2	—	1	—	—	—	—	49	27	76
—	2	2	2	—	1	—	—	—	—	28	8	36
7	4	13	6	4	17	2	8	1	—	755	324	1,079
6	4	9	5	2	1	1	4	—	—	321	84	405
13	8	22	11	6	18	3	12	1	—	1,076	408	1,484
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	2	15
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	2	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22	4	26
1	1	2	2	—	1	—	—	—	—	179	64	243
1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	107	24	131
2	1	3	3	—	1	—	—	—	—	286	88	374
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	73	7	80
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	77	7	84
5	10	19	33	7	24	4	9	—	—	1,936	1,725	3,661
8	7	34	16	2	9	2	12	—	—	846	406	1,252
13	17	53	49	9	33	6	21	—	—	2,782	2,131	4,913
2	7	8	8	2	3	1	—	—	—	541	236	777
2	—	13	5	—	1	3	—	—	—	298	95	393
4	7	21	13	2	4	4	—	—	—	839	331	1,170
2	1	2	5	—	—	—	—	—	—	93	94	187
2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	18	12	30
4	2	2	5	—	—	—	—	—	—	111	106	217
—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	5	10	15
—	—	1	5	—	—	—	1	1	—	40	25	65
—	—	1	5	—	1	—	1	1	—	45	35	80
—	—	4	3	—	1	—	—	—	—	29	41	70
—	—	2	—	—	—	—	1	—	—	54	24	78
—	—	6	3	—	1	1	1	—	—	83	65	148
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	6	7	13
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	5
—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	9	9	18
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
1	6	8	8	1	—	—	4	—	—	189	107	296
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	7	15
1	5	8	8	1	—	—	4	—	—	197	114	311

Tableau n° 31 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	N° de la nomenclature 2	SEXE des condamnés 3	CÉLIBATAIRES		MARIÉS			
			Pri-maires 4	Réci-di-vistes 5	sans enfants		avec enfants	
					Pri-maires 6	Réci-di-vistes 7	Pri-maires 8	Réci-di-vistes 9
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes	1	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	2	—
		Ensemble :	1	—	—	—	2	—
peines criminelles	34	Hommes	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages } peines correctionn.	35	Hommes	4,299	1,507	1,322	960	4,134	3,084
		Femmes	1,299	170	803	311	2,563	1,087
		Ensemble	5,598	1,677	2,125	1,271	6,697	4,171
peines de police	36	Hommes	720	118	274	120	954	458
		Femmes	313	26	220	63	945	293
		Ensemble :	1,033	144	494	183	1,899	751
Banqueroute	37	Hommes	1	1	—	1	9	4
		Femmes	1	—	—	—	1	—
		Ensemble	2	1	—	1	10	4
Abus de confiance, escroquerie, tromperie } peines correctionn.	38	Hommes	569	274	394	315	1,458	923
		Femmes	459	45	250	70	1,365	337
		Ensemble :	1,028	319	644	385	2,823	1,260
peines de police	39	Hommes	13	4	7	1	24	11
		Femmes	3	—	3	2	13	1
		Ensemble :	16	4	10	3	37	12
Recel	40	Hommes	228	88	122	129	569	476
		Femmes	105	15	109	36	591	249
		Ensemble :	333	103	231	165	1,160	725
Incendie	41	Hommes	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	—	—	—	—	—	—
peines correctionn.	42	Hommes	1	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	1	—	—	—	—	—
peines criminelles	43	Hommes	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages } peines correctionn.	44	Hommes	62	22	11	12	42	36
		Femmes	3	3	—	—	14	11
		Ensemble :	65	25	11	12	56	47
peines de police	45	Hommes	53	11	8	14	27	36
		Femmes	10	—	9	6	17	10
		Ensemble :	63	11	17	20	44	46
Totaux :		Hommes	8,645	3,012	3,377	2,649	10,366	7,755
		Femmes	3,015	368	2,253	855	8,119	3,118
		Ensemble :	11,660	3,380	5,630	3,504	18,485	10,873

VEUFS				DIVORCÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU		TOTAL		
sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		Pri-maires 18	Réci-di-vistes 19	Pri-maires 20	Réci-di-vistes 21	Primaires et récidivistes réunis 22
Pri-maires 10	Réci-di-vistes 11	Pri-maires 12	Réci-di-vistes 13	Pri-maires 14	Réci-di-vistes 15	Pri-maires 16	Réci-di-vistes 17					
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
40	94	109	121	14	79	6	34	—	—	9,924	5,879	15,803
41	35	140	85	23	21	18	40	1	—	4,888	1,749	6,637
81	129	249	206	37	100	24	74	1	—	14,812	7,628	22,440
14	12	27	19	5	7	2	7	1	1	1,997	742	2,739
11	9	43	31	2	4	2	9	—	—	1,536	435	1,971
25	21	70	50	7	11	4	16	1	1	3,533	1,177	4,710
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	7	17
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	7	19
13	26	63	44	10	30	3	19	—	—	2,510	1,631	4,141
31	19	150	45	6	16	14	16	—	—	2,275	548	2,823
44	45	213	89	16	46	17	35	—	—	4,785	2,179	6,964
3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	47	17	64
—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	21	3	24
3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	68	20	88
3	7	17	25	5	12	1	6	—	—	945	743	1,688
16	3	43	34	6	1	5	7	—	—	875	345	1,220
19	10	60	59	11	13	6	13	—	—	1,820	1,088	2,908
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	1	2	2	—	1	—	—	—	—	118	74	192
—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	19	15	34
1	1	4	3	—	1	—	—	—	—	137	89	226
1	1	3	—	—	2	—	2	—	—	92	66	158
—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	38	16	54
1	1	5	—	—	2	—	2	—	—	130	82	212
123	211	332	339	73	225	38	123	2	1	22,956	14,315	37,271
155	101	504	279	54	67	58	112	2	1	14,160	4,901	19,061
278	312	836	618	127	292	96	235	4	2	37,116	19,216	56,332

TABLEAU n° 32

La répartition des condamnés d'après leur profession est faite comme suit :

Quatre groupes déterminant chacun un domaine d'activité économique sont pris en considération, notamment : agriculture et forêts, pêche, industrie, commerce.

Trois groupes d'activité dans le domaine social suivent : les professions libérales, les fonctions publiques, et le service de la maison, des biens ou des personnes.

Constituent enfin des groupes principaux, les professions non déterminées et les absences de profession.

De sorte que la répartition totale se fait sur neuf groupes principaux.

En ce qui concerne les sous-groupes qui subdivisent les groupes principaux et y cherchent le domaine d'activité précise, il a fallu, au sein des

quatre premiers groupes qui sont d'ordre nettement économique, établir l'état social des intéressés, à savoir s'ils sont patron, employé, ouvrier, aidant ou éventuellement d'état social indéterminable.

A partir du groupe V (professions libérales), la recherche de l'état social ne s'impose plus par sous-groupe, l'état social étant déterminé par la profession elle-même, et les VIII^e et IX^e groupes ne nécessitent aucune subdivision.

C'est selon cette méthode que les hommes condamnés et les femmes condamnées sont successivement examinés dans le tableau n° 32, qui se termine par une récapitulation, énonçant par groupe principal les chiffres pour chacun des deux sexes et celui des deux sexes réunis.

La nomenclature étendue des infractions n'a pas été suivie; la nomenclature générique res-

	Chiffres en 1941	Chiffres en 1942	Pourcentage en plus ou en moins en 1942		
			absolu	relatif	
I. Agriculture et forêts	Hommes	4,215	4,665	+ 10.68	- 2.35
	Femmes	823	1,121	+ 36.20	+ 23.17
	Ensemble	5,038	5,786	+ 14.85	+ 1.82
II. Pêche	Hommes	42	40	- 4.76	- 17.79
	Femmes	—	—	—	—
	Ensemble	42	40	- 4.76	- 17.79
III. Industrie	Hommes	16,169	18,445	+ 14.08	+ 1.05
	Femmes	979	1,381	+ 41.06	+ 28.03
	Ensemble	17,148	19,826	+ 15.62	+ 2.59
IV. Commerce	Hommes	4,657	3,847	- 17.39	- 30.42
	Femmes	1,367	1,312	- 4.02	- 17.05
	Ensemble	6,024	5,159	- 14.36	- 27.39
V. Professions libérales	Hommes	169	174	+ 2.96	- 10.07
	Femmes	23	37	+ 60.87	+ 47.84
	Ensemble	192	211	+ 9.89	- 3.14
VI. Fonctions publiques	Hommes	429	665	+ 55.01	+ 41.98
	Femmes	20	29	+ 45.—	+ 31.97
	Ensemble	449	694	+ 54.57	+ 41.54
VII. Service de la maison, des biens et des personnes	Hommes	406	346	- 14.78	- 27.81
	Femmes	662	813	+ 22.81	+ 9.78
	Ensemble	1,068	1,159	+ 8.52	- 4.51
VIII. Professions non déterminées	Hommes	6,985	7,404	+ 23.71	+ 10.68
	Femmes	1,494	813	- 45.58	- 58.61
	Ensemble	7,479	8,217	+ 9.87	- 3.16
IX. Sans profession	Hommes	1,588	1,685	+ 6.11	- 6.92
	Femmes	10,809	12,594	+ 16.51	+ 3.48
	Ensemble	12,397	14,279	+ 15.18	+ 2.15
Total hommes :	33,660	37,271	+ 10.73	- 2.30	
Total femmes :	16,177	19,061	+ 17.83	+ 4.80	
TOTAL GENERAL :	49,837	56,332	+ 13.03	-	

treinte à l'usage de l'établissement de la récidive spéciale a été adoptée (on trouvera le modèle et l'exposé de cette nomenclature à la page 173).

Il n'a pas été tenu compte non plus de la distinction des condamnés entre primaires et récidivistes.

La situation comparative de la profession des condamnés considérée dans ses grosses lignes (totaux par groupes principaux) en 1941 et 1942 se présente conformément au tableau donné à la page ci-devant.

La dernière colonne de ce tableau, qui forme la réelle comparaison, compte y étant tenu de la différence entre les masses des criminels retenues par la statistique au cours des deux années (13.03 % de plus en 1942), fait ressortir que la criminalité, en majoration dans les groupes I, V, VII et IX, incombe uniquement aux femmes, celle des hommes étant proportionnellement en recul.

Dans le groupe III (Industrie), il y a un accroissement criminel léger chez les hommes, tandis qu'il est proportionnellement considérable chez les femmes.

Il est à noter que dans le groupe IV (Commerce), il y a diminution de condamnés sur toute la ligne.

Le groupe VI (Fonctions publiques) compte une quantité plus grande de criminels, peu importante en nombre, mais considérable en proportion.

Au groupe VIII (Professions non déterminées) la hausse massive des hommes condamnés est significative; elle indique une recrudescence probable du nombre de criminels dits professionnels.

Il y a lieu de se référer à cet égard à ce qui a été dit dans l'introduction du tableau n° 31.

Tableau n° 32. — HOMMES CONDAMNÉS, RÉPARTIS PAR PROFESSION, ÉTAT SOCIAL ET PAR GROUPE GÉNÉRIQUE DE L'INFRACTION COMMISE

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

I. — Agriculture — Forêts

Jardinage, culture maraichère, arboriculture, horticulture, viticulture	Patrons	18	—	40	3	2	10	—	1	—	74
	Employés	—	—	1	—	—	1	—	—	—	2
	Ouvriers	12	1	74	—	3	14	—	—	2	106
	Aidants	2	—	4	—	—	2	—	—	—	8
	Indéterm.	1	—	3	—	—	—	—	—	—	4
Agriculture, élevage	Patrons	643	23	1,695	20	31	589	—	37	74	3,112
	Employés	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	142	3	791	13	23	127	1	11	13	1,124
	Aidants	23	—	48	1	1	32	3	1	1	110
	Indéterm.	4	—	22	1	1	8	1	—	1	38
Exploitation des forêts, défrichage, etc.	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	4	—	67	—	2	12	—	—	1	86
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total :	Patrons	661	23	1,735	23	33	599	—	38	74	3,186
	Employés	—	—	2	—	—	1	—	—	—	3
	Ouvriers	158	4	932	13	28	153	1	11	15	1,315
	Aidants	25	—	52	1	1	34	3	1	1	118
	Indéterm.	5	—	25	1	1	8	1	—	1	42
		849	27	2,746	38	63	795	5	50	92	4,665

II. — Pêche

Pêche maritime	Patrons	1	—	1	—	—	1	—	—	—	3
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	7	—	19	—	—	6	—	—	1	33
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2
Pêche en eau douce, pisciculture, ostréiculture, mytiliculture, etc.	Patrons	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total :	Patrons	1	—	2	—	—	1	—	—	—	4
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	8	—	19	—	—	6	—	—	1	34
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2
		9	—	23	—	—	7	—	—	1	40

Tableau n° 32, hommes (suite).

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

III. — Industrie

Industrie des mines	Patrons	—	—	2	—	—	4	—	—	—	6
	Employés	1	—	12	1	—	5	—	—	—	19
	Ouvriers	262	17	3,013	148	45	410	1	22	33	3,951
	Aidants	1	—	6	—	—	2	—	—	—	9
	Indéterm.	—	—	8	—	—	2	—	—	—	10
Industrie des carrières	Patrons	1	—	4	—	—	2	—	—	—	7
	Employés	—	—	4	—	—	1	—	—	—	5
	Ouvriers	28	7	391	8	2	30	—	1	1	468
	Aidants	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	Indéterm.	—	—	6	—	—	—	—	—	—	6
Industrie des métaux bruts	Patrons	—	—	2	—	1	—	—	—	—	3
	Employés	1	—	6	—	—	—	—	—	—	7
	Ouvriers	12	—	137	14	2	14	—	—	—	179
	Aidants	—	—	3	—	—	—	—	—	—	3
	Indéterm.	—	—	5	—	—	—	—	—	—	5
Industrie des métaux façonnés	Patrons	7	1	26	1	2	3	—	1	1	42
	Employés	3	—	2	1	—	1	—	—	—	7
	Ouvriers	169	5	1,177	101	18	158	1	7	8	1,644
	Aidants	1	—	25	1	—	2	—	—	—	29
	Indéterm.	1	—	4	—	—	1	—	—	1	7
Industrie céramique	Patrons	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Employés	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	3	1	49	1	—	4	—	—	—	58
	Aidants	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie verrière	Patrons	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	14	3	149	10	4	16	—	1	1	198
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	3	—	—	—	—	—	—	3
Industrie chimique	Patrons	2	—	2	—	—	—	—	—	—	4
	Employés	2	1	7	2	—	1	—	—	—	13
	Ouvriers	5	—	28	2	1	7	—	—	—	43
	Aidants	1	—	2	—	—	1	—	—	—	4
	Indéterm.	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2

Tableau n° 32, hommes (suite).

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie alimentaire	Patrons	123	3	387	19	4	64	1	10	8	619
	Employés	2	—	6	—	—	2	—	—	—	10
	Ouvriers	74	2	447	36	13	44	—	7	11	634
	Aidants	18	—	59	3	2	7	—	1	—	90
	Indéterm.	2	—	16	—	—	—	—	—	—	18
Industrie textile	Patrons	2	—	4	1	—	1	—	—	1	9
	Employés	—	—	4	—	—	1	—	—	—	5
	Ouvriers	64	6	537	20	14	58	2	4	5	710
	Aidants	—	—	3	—	—	1	—	—	—	4
	Indéterm.	—	—	3	—	—	1	—	—	—	4
Industrie du vêtement	Patrons	14	—	57	6	3	7	—	1	—	88
	Employés	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2
	Ouvriers	24	—	162	17	2	22	—	—	1	228
	Aidants	1	—	6	1	2	—	—	—	—	10
	Indéterm.	1	—	11	—	—	1	—	—	—	13
Industrie de la construction	Patrons	31	1	58	11	4	19	—	2	—	126
	Employés	3	1	8	1	1	4	—	—	—	18
	Ouvriers	334	21	2,289	150	40	245	4	12	18	3,113
	Aidants	19	1	114	5	1	8	—	—	—	148
	Indéterm.	4	—	25	2	—	6	—	1	—	37
Industrie du bois et de l'ameublement	Patrons	4	—	50	3	4	8	—	—	—	69
	Employés	2	—	3	—	—	—	—	1	—	6
	Ouvriers	98	4	579	38	15	74	1	4	3	816
	Aidants	4	—	15	—	—	1	—	—	—	20
	Indéterm.	4	—	21	1	—	2	—	—	—	28
Industrie des peaux et des cuirs	Patrons	4	1	23	5	2	5	—	—	—	40
	Employés	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
	Ouvriers	25	1	273	13	7	25	—	2	4	350
	Aidants	3	—	5	—	—	1	—	—	—	9
	Indéterm.	2	—	6	—	—	2	—	—	—	10
Industrie du tabac	Patrons	2	—	—	1	—	—	—	—	—	3
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	5	1	34	—	—	4	—	—	—	44
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du papier	Patrons	1	—	1	1	—	—	—	—	—	3
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	10	—	51	4	1	2	—	—	2	70
	Aidants	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Indéterm.	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1

Tableau n° 32, hommes (suite).

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre	Patrons	3	1	12	—	—	—	—	—	—	16
	Employés	—	—	7	—	—	—	—	—	—	7
	Ouvriers	12	1	85	7	1	5	—	—	—	111
	Aidants	—	—	5	1	—	—	—	—	—	6
	Indéterm.	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Industrie d'art et de précision	Patrons	4	—	24	6	1	3	—	1	—	39
	Employés	6	—	19	2	—	1	—	—	—	28
	Ouvriers	112	4	679	83	19	92	—	3	5	997
	Aidants	4	—	16	—	3	—	—	—	—	23
	Indéterm.	2	—	12	2	—	4	—	—	—	20
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patrons	36	—	77	10	4	21	—	—	3	151
	Employés	30	—	107	13	4	26	1	3	—	184
	Ouvriers	406	9	1,806	185	35	244	3	11	28	2,727
	Aidants	5	—	14	1	—	—	—	—	—	20
	Indéterm.	4	—	13	1	—	3	—	—	—	21
Total :	Patrons	235	7	730	64	25	137	1	15	13	1,227
	Employés	51	2	186	21	5	43	1	4	—	313
	Ouvriers	1,657	82	11,886	837	219	1,454	12	74	120	16,341
	Aidants	59	1	273	13	8	23	—	1	—	378
	Indéterm.	20	—	137	6	—	21	—	1	1	186
		2,022	92	13,212	941	257	1,678	14	95	134	18,445

IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patrons	545	12	1,277	94	48	282	3	24	41	2,326
	Employés	31	—	95	24	—	9	—	2	—	161
	Ouvriers	17	—	78	6	3	3	—	—	—	107
	Aidants	5	—	11	—	—	1	—	—	—	17
	Indéterm.	4	—	5	1	—	2	—	—	—	12
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patrons	80	—	182	25	24	48	—	6	3	368
	Employés	94	—	378	32	14	42	—	4	4	618
	Ouvriers	24	1	122	40	13	18	—	2	—	220
	Aidants	3	—	7	1	—	1	—	—	—	12
	Indéterm.	3	—	2	1	—	—	—	—	—	6
Total :	Patrons	625	12	1,459	119	72	330	3	30	44	2,694
	Employés	125	—	473	106	14	51	—	6	4	779
	Ouvriers	41	1	200	46	16	21	—	2	—	327
	Aidants	8	—	18	1	—	2	—	—	—	29
	Indéterm.	7	—	7	2	—	2	—	—	—	18
		806	13	2,157	274	102	406	3	38	48	3,847

Tableau n° 32, hommes (suite).

PROFESSIONS	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1-2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

V. — Professions libérales

Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir	10	—	27	8	2	6	—	—	—	53
Professions relatives aux sciences, aux lettres et aux arts	9	—	42	9	1	8	—	—	—	69
Cultes	2	—	2	—	—	1	—	1	—	6
Organismes scientifiques, littéraires ou autres indépendants de l'Etat, des provinces et des communes	2	—	9	—	—	2	—	—	—	13
Professions libérales diverses	3	—	20	4	—	5	—	1	—	33
Total :	26	—	100	21	3	22	—	2	—	174

VI. — Fonctions et emplois dépendant de l'État et des administrations publiques

Entreprises des administrations publiques : eau, gaz, voirie, inhumations, terrains, parcs, etc.	21	3	70	5	3	16	—	2	—	120
Institutions d'assistance communales	6	—	12	1	—	2	—	—	—	21
Pouvoir judiciaire	5	—	5	—	—	2	—	—	—	12
Personnel enseignant	7	1	22	3	3	5	—	—	—	41
Armée	19	1	112	17	1	16	—	—	2	168
Fonctionnaires et employés d'ordre administratif	52	2	173	23	9	39	—	5	—	303
Total :	110	7	394	49	16	80	—	7	2	665

VII. — Service de la maison des biens et des personnes

Garde et gestion de propriétés	6	1	42	2	1	12	—	2	—	66
Service domestique et des personnes	10	—	114	3	4	9	—	—	1	141
Soins personnels	17	—	81	17	9	12	—	1	2	139
Total :	33	1	237	22	14	33	—	3	3	346

VIII. — Personnes exerçant des professions insuffisamment déterminées

.	749	32	5,523	243	120	654	4	30	49	7,404
-----------	-----	----	-------	-----	-----	-----	---	----	----	-------

IX. — Personnes ne vivant pas de l'exercice d'une profession déterminée

.	170	15	1,230	30	24	177	1	16	22	1,685
TOTAL GENERAL DES HOMMES CONDAMNES :	4,774	187	25,622	1,618	599	3,852	27	241	351	37,271

Tableau n° 32, femmes (suite).

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie alimentaire	Patronnes	2	—	50	1	—	3	—	1	—	57
	Employées	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2
	Ouvrières	2	—	11	—	—	2	—	—	—	15
	Aidantes	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2
	Indéterm.	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Industrie textile	Patronnes	—	—	2	—	1	—	—	—	—	3
	Employées	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvrières	26	—	229	21	5	31	1	3	1	316
	Aidantes	—	—	4	1	—	—	—	—	1	6
	Indéterm.	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Industrie du vêtement	Patronnes	10	—	76	13	3	6	—	1	—	109
	Employées	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2
	Ouvrières	34	—	304	44	11	29	—	9	2	433
	Aidantes	2	—	6	—	—	—	—	—	—	8
	Indéterm.	1	—	10	1	—	4	—	1	—	17
Industrie de la construction	Patronnes	—	—	3	—	—	—	—	—	—	3
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	4	—	18	3	1	5	—	—	—	31
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du bois et de lameublement	Patronnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	2	—	13	3	—	—	—	—	—	18
	Aidantes	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Industrie des peaux et des cuirs	Patronnes	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	3	—	39	7	1	3	—	—	1	54
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du tabac	Patronnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	21	1	—	2	—	1	—	25
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Industrie du papier	Patronnes	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Employées	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvrières	1	—	15	2	1	2	—	—	—	21
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Tableau n° 32, femmes (suite).

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre	Patronnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	5	1	—	—	—	—	1	7
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Industrie d'art et de précision	Patronnes	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Employées	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2
	Ouvrières	2	—	9	—	—	3	—	—	—	14
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patronnes	2	—	8	3	—	3	—	—	—	16
	Employées	1	—	3	—	—	1	—	—	—	5
	Ouvrières	6	—	18	5	—	3	—	—	—	32
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total :	Patronnes	15	—	143	18	4	12	—	2	—	194
	Employées	3	—	8	1	2	1	—	—	—	15
	Ouvrières	89	—	802	95	20	104	1	16	5	1,132
	Aidantes	3	—	12	1	—	—	—	—	1	17
	Indéterm.	1	—	14	2	—	5	—	1	—	23
		111	—	979	117	26	122	1	19	6	1,381

IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patronnes	146	2	358	15	32	77	—	14	5	649
	Employées	5	—	19	10	4	4	—	3	—	45
	Ouvrières	3	—	24	6	5	2	—	—	1	41
	Aidantes	2	—	8	—	2	1	—	—	—	13
	Indéterm.	1	—	4	—	1	1	—	—	—	7
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patronnes	58	1	131	23	56	46	—	10	3	328
	Employées	11	—	68	15	10	5	—	—	—	109
	Ouvrières	13	—	53	19	13	11	—	3	—	112
	Aidantes	—	—	1	2	1	—	—	—	—	4
	Indéterm.	—	—	3	—	—	1	—	—	—	4
Total :	Patronnes	204	3	489	38	88	123	—	24	8	977
	Employées	16	—	87	25	14	9	—	3	—	154
	Ouvrières	16	—	77	25	18	13	—	3	1	153
	Aidantes	2	—	9	2	3	1	—	—	—	17
	Indéterm.	1	—	7	—	1	2	—	—	—	11
		239	3	669	90	124	148	—	30	9	1,312

Tableau n° 32, femmes (suite).

PROFESSIONS	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1-2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

V. — Professions libérales

Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir	3	—	7	4	2	2	—	—	—	18
Professions relatives aux sciences, aux lettres et aux arts	1	—	3	6	1	2	—	—	—	13
Cultes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organismes scientifiques, littéraires ou autres, indépendants de l'Etat, des provinces et des communes	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2
Professions libérales diverses	2	—	1	—	—	1	—	—	—	4
Total :	6	—	13	10	3	5	—	—	—	37

VI. — Fonctions et emplois dépendant de l'État et des administrations publiques

Entreprises des administrations publiques : eau, gaz, voirie, inhumations, terrains, parcs, etc.	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2
Institutions d'assistance communales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pouvoir judiciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Personnel enseignant	3	—	11	2	—	5	—	1	—	22
Armée	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fonctionnaires et employés d'ordre administratif	—	—	5	—	—	—	—	—	—	5
Total :	4	—	17	2	—	5	—	1	—	29

VII. — Service de la maison des biens et des personnes

Garde et gestion de propriétés	—	—	2	—	—	2	—	—	—	4
Service domestique et des personnes	46	—	507	47	56	31	—	8	3	698
Soins personnels	17	—	61	14	4	11	—	2	2	111
Total :	63	—	570	61	60	44	—	10	5	813

VIII. — Personnes exerçant des professions insuffisamment déterminées

.....	157	—	1,235	146	52	160	—	21	3	1,774
-------	-----	---	-------	-----	----	-----	---	----	---	-------

IX. — Personnes ne vivant pas de l'exercice d'une profession déterminée

.....	1,060	26	8,771	604	189	1,610	1	272	61	12,594
TOTAL GENERAL DES FEMMES CONDAMNEES :	1,784	30	13,129	1,033	459	2,163	2	373	88	19,061

RÉCAPITULATION

Tableau n° 32 (suite)

PROFESSIONS	SEXE	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I. Agriculture et forêts	Femmes	849	27	2,746	38	63	795	5	50	92	4,665
	Femmes	144	1	875	3	5	69	—	20	4	1,121
	Ensemble	993	28	3,621	41	68	864	5	70	96	5,786
II. Pêche	Femmes	9	—	23	—	—	7	—	—	1	40
	Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ensemble	9	—	23	—	—	7	—	—	1	40
III. Industrie	Femmes	2,022	92	13,212	941	257	1,678	14	95	134	18,445
	Femmes	111	—	979	117	26	122	1	19	6	1,381
	Ensemble	2,133	92	14,191	1,058	283	1,800	15	114	140	19,826
IV. Commerce	Femmes	806	13	2,157	274	102	406	3	38	48	3,847
	Femmes	239	3	669	90	124	148	—	30	9	1,312
	Ensemble	1,045	16	2,826	364	226	554	3	68	57	5,159
V. Professions libérales	Femmes	26	—	100	21	3	22	—	2	—	174
	Femmes	6	—	13	10	3	5	—	—	—	37
	Ensemble	32	—	113	31	6	27	—	2	—	211
VI. Fonctions publiques	Femmes	110	7	394	49	16	80	—	7	2	665
	Femmes	4	—	17	2	—	5	—	1	—	29
	Ensemble	114	7	411	51	16	85	—	8	2	694
VII. Service de la maison, des biens et des personnes	Femmes	33	1	237	22	14	33	—	3	3	346
	Femmes	63	—	570	61	60	44	—	10	5	813
	Ensemble	96	1	807	83	74	77	—	13	8	1,159
VIII. Professions non déterminées	Femmes	749	32	5,523	243	120	654	4	30	49	7,404
	Femmes	63	—	570	61	60	44	—	10	5	813
	Ensemble	812	32	6,093	304	180	698	4	40	54	8,217
IX. Sans profession	Femmes	170	15	1,230	30	24	177	1	16	22	1,685
	Femmes	1,060	26	8,771	604	189	1,610	1	272	61	12,594
	Ensemble	1,230	41	10,001	634	213	1,787	2	288	83	14,279
Total hommes :		4,774	187	25,622	1,618	599	3,852	27	241	351	37,271
Total femmes :		1,784	30	13,129	1,033	459	2,163	2	373	88	19,061
TOTAL GENERAL :		6,558	217	38,751	2,651	1,058	6,015	29	614	439	56,332

TABLEAUX n° 33 ET 34

L'âge des condamnés est présenté sous deux formes différentes.

Le tableau n° 33 se contente d'une échelle restreinte des âges, ceux-ci étant considérés de décade en décade, avec, comme premier groupe les condamnés de moins de 21 ans et comme dernier groupe ceux de 60 ans et plus.

Il tient compte de la nature de l'infraction et du sexe.

L'âge des condamnés des deux sexes réunis y étant énoncé, ce tableau permet un examen rapide mais sommaire de la question.

Le tableau n° 34 est destiné à un examen plus approfondi de la matière. Fractionné en trois parties, une pour chacun des deux sexes et une pour les deux sexes réunis, il fait la distinction entre primaires et récidivistes tout en tenant compte de la nature de l'infraction.

Les âges y sont en principe distancés de cinq en cinq ans, allant des condamnés de 16 ans à ceux de plus de 70 ans.

Chacun des tableaux n° 33 et 34 prévoit une catégorie supplémentaire pour âge inconnu, de sorte que le premier porte sur sept catégories et le second sur treize.

Les pourcentages depuis 1937 des condamnés par groupes d'âges, conformément au tableau n° 33, reproduits ci-après, font ressortir :

- une nouvelle augmentation des condamnés de moins de 21 ans, l'accroissement étant plus important chez les hommes que chez les femmes;
- une reprise de la criminalité des individus, tant masculins que féminins, de 21 à 30 ans;
- par contre, un recul d'ensemble dans le groupe allant de 30 à 40 ans;
- chez les condamnés de 40 à 50 ans, une diminution de la proportion des hommes, une augmentation du pourcentage de femmes;
- dans les groupes d'âge, au delà de 50 ans, une diminution générale des condamnations.

ANNÉES	POURCENTAGE DES CONDAMNÉS					
	de moins de 21 ans	de 21 ans à moins de 30 ans	de 30 ans à moins de 40 ans	de 40 ans à moins de 50 ans	de 50 ans à moins de 60 ans	de 60 ans et plus
1	2	3	4	5	6	7
HOMMES						
1937	6.48	29.72	32.01	18.56	9.18	4.05
1938	7.01	29.48	32.26	17.82	9.25	4.15
1939	7.23	25.23	33.37	19.77	10.07	4.28
1940	8.22	18.73	31.06	23.18	12.45	6.31
1941	11.51	19.74	28.52	20.47	12.27	7.46
1942	13.24	22.51	27.54	19.68	10.41	6.62
FEMMES						
1937	6.50	26.20	32.85	20.83	9.77	3.84
1938	6.95	25.36	32.43	20.92	10.37	3.97
1939	7.31	24.09	32.63	21.18	10.18	4.57
1940	8.75	21.30	30.67	22.40	11.53	5.31
1941	10.46	20.07	29.50	22.36	11.64	5.95
1942	10.85	21.01	28.44	23.18	11.32	5.17
ENSEMBLE						
1937	6.48	28.95	32.19	19.06	9.31	4.01
1938	7.01	28.55	32.30	18.52	9.51	4.11
1939	7.25	24.97	33.20	20.10	10.10	4.34
1940	8.36	19.41	30.99	22.97	12.21	6.05
1941	10.97	19.85	28.84	21.09	12.07	6.97
1942	12.43	22.00	27.85	20.86	10.72	6.13

Tableau n° 33. — ÂGE DES CONDAMNÉS, EN SEPT CATÉGORIES, PAR SEXE ET PAR NATURE D'INFRACTIONS

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	CONDAMNÉS ÂGÉS AU MOMENT DE L'INFRACTION														TOTAL				
		de moins de 21 ans		de 21 ans à moins de 30 ans		de 30 ans à moins de 40 ans		de 40 ans à moins de 50 ans		de 50 ans à moins de 60 ans		de 60 ans et plus		Âge inconnu		H	F	E*		
		H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	E*		
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	2	—	3	—	1	—	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	9	—	9
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	11	3	19	9	24	8	15	11	3	3	4	2	—	—	—	—	76	36	112
Faux en écritures	3	89	57	248	72	332	126	250	93	106	37	54	20	—	—	—	—	1,079	405	1,484
Faux témoignage ou serment	4	—	2	2	3	3	3	3	1	4	—	3	2	—	—	—	—	15	11	26
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	74	32	63	35	53	27	28	26	11	10	14	1	—	—	—	—	243	131	374
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	8	2	27	—	15	2	21	—	8	—	1	—	—	—	—	—	80	4	84
Infraction contre l'ordre public par des particuliers :																				
<i>peines correctionnelles</i>	7	278	79	825	229	1,116	393	614	347	420	150	208	54	—	—	—	—	3,661	1,252	4,913
<i>peines de police</i>	8	109	22	174	86	220	131	151	91	72	45	51	18	—	—	—	—	777	393	1,170
Infractions contre la sécurité publ.	9	18	—	28	3	54	13	48	8	22	6	17	—	—	—	—	—	187	30	217
Avortement	10	1	10	3	22	5	9	4	11	2	7	—	6	—	—	—	—	15	65	80
Exposition ou délaissement d'enfants	11	2	7	19	46	25	21	20	3	4	1	—	—	—	—	—	—	70	78	148
Destruction ou supposition d'état	12	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Enlèvement de mineurs	13	3	—	3	1	4	3	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	13	5	18
Attentats à la pudeur et viols :																				
<i>peines criminelles</i>	14	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
<i>peines correctionnelles</i>	15	60	—	66	7	67	4	40	1	32	2	31	1	—	—	—	—	296	15	311
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	1	11	23	26	24	71	21	66	9	36	4	5	—	—	—	—	82	215	297
Outrages publics aux mœurs :																				
<i>peines correctionnelles</i>	17	56	120	56	71	43	24	39	10	17	3	9	—	—	—	—	—	220	228	448
<i>peines de police</i>	18	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Adultère et bigamie	19	19	20	314	317	575	390	360	138	112	16	23	—	—	—	—	—	1,403	681	2,284
Abandon de famille	20	—	—	18	—	56	2	24	1	12	—	6	—	—	—	—	—	116	3	119
Meurtre :																				
<i>peines criminelles</i>	21	1	—	6	1	4	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	13	2	15
<i>peines correctionnelles</i>	22	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Lésions corporelles volontaires :																				
<i>peines criminelles</i>	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>peines correctionnelles</i>	24	170	28	397	101	472	191	385	130	154	46	104	15	—	—	—	—	1,682	511	2,193
<i>peines de police</i>	25	220	127	429	334	624	539	481	406	259	165	144	76	—	—	—	—	2,157	1,647	3,804
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particul.	27	2	1	8	1	9	—	5	—	1	—	2	—	—	—	—	—	27	2	29
Calomnies et injures :																				
<i>peines correctionnelles</i>	28	5	9	22	29	29	45	22	31	18	16	9	10	—	—	—	—	105	140	245
<i>peines de police</i>	29	11	14	20	36	39	59	29	73	23	35	14	16	—	—	—	—	136	233	369
Violation de sépulture	30	—	—	1	—	—	—	2	—	—	1	—	1	—	—	—	—	3	2	5
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	33	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3
Vols et maraudages :																				
<i>peines criminelles</i>	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>peines correctionnelles</i>	35	2,903	1,008	3,991	1,527	4,135	1,755	2,662	1,365	1,294	707	818	274	—	—	—	—	15,803	6,637	22,440
<i>peines de police</i>	36	483	264	580	397	652	530	444	442	310	210	270	128	—	—	—	—	2,739	1,971	4,710
Banqueroute	37	—	—	4	—	7	—	3	1	3	1	—	—	—	—	—	—	17	2	19
Abus de confiance, escroquerie, tromperie :																				
<i>peines correctionnelles</i>	38	216	153	669	437	1,117	691	925	755	686	492	528	293	—	—	—	—	4,141	2,823	6,964
<i>peines de police</i>	39	6	1	10	5	15	9	12	5	15	2	6	2	—	—	—	—	64	24	88
Recel	40	115	89	297	192	458	354	459	375	242	153	117	56	—	—	—	—	1,628	1,220	2,908
Incendie :																				
<i>peines criminelles</i>	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>peines correctionnelles</i>	42	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Destructions et dommages :																				
<i>peines criminelles</i>	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>peines correctionnelles</i>	44	41	1	31	6	47	9	39	12	20	5	14	1	—	—	—	—	192	34	226
<i>peines de police</i>	45	27	7	34	11	40	9	24	15	19	8	14	4	—	—	—	—	153	54	212
Totaux		4,933	2,048	8,391	4,005	10,246	5,422	7,335	4,419	3,880	2,157	2,466	984	—	—	—	— </			

Tableau n° 34 - ÂGE DES HOMMES CONDAMNÉS, EN TREIZE CATÉGORIES,

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2	ÂGE QUE LES									
		De 16 ans à moins de 18 ans		De 18 ans à moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 25 ans		De 25 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 35 ans	
		Pri- mai- res 3	Réci- di- vistes 4	Pri- mai- res 5	Réci- di- vistes 6	Pri- mai- res 7	Réci- di- vistes 8	Pri- mai- res 9	Réci- di- vistes 10	Pri- mai- res 11	Réci- di- vistes 12
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques . . .	1	—	—	2	—	1	1	1	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	2	—	9	—	11	—	6	2	4	5
Faux en écritures	3	19	—	66	4	74	13	132	29	96	62
Faux témoignage ou serment	4	—	—	—	—	1	—	—	1	1	1
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	22	2	48	2	26	6	22	9	21	11
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	1	—	7	—	13	—	13	1	6	1
Infractions contre l'ordre public par des particuliers } peines correctionnelles	7	56	4	194	24	261	66	328	170	289	288
	8	33	—	69	7	69	13	75	17	88	30
Infractions contre la sécurité publique	9	5	1	10	2	6	2	13	7	7	18
Avortement	10	—	—	1	—	1	—	1	1	1	2
Exposition ou délaisement d'enfants	11	—	1	—	—	3	3	5	8	8	4
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Enlèvement de mineurs	13	1	—	1	1	1	1	1	—	—	2
Attentats à la pudeur et viols } peines criminelles	14	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
	15	21	1	37	1	24	6	25	11	21	13
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	—	—	1	—	4	3	11	5	5	4
Outrages publics aux mœurs } peines correctionnelles	17	14	—	35	7	30	3	18	5	11	14
	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	19	—	—	17	2	63	17	161	73	180	127
Abandon de famille	20	—	—	—	—	5	1	5	7	11	17
Meurtre : } peines criminelles	21	1	—	—	—	1	1	3	1	2	1
	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volon- } peines criminelles	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	24	47	1	108	14	116	38	147	96	122	119
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par } peines correctionnelles	25	56	2	148	14	127	19	210	73	195	121
	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnies et injures	27	1	—	1	—	2	2	1	3	3	3
Violation de sépulture	28	1	—	3	1	8	—	9	5	8	7
	29	3	—	8	—	6	—	11	3	13	3
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	30	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communicat.	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages	33	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute	35	991	57	1590	265	1385	422	1459	725	1243	937
	36	212	8	248	15	198	23	290	69	273	73
Abus de confiance, escroque- } peines correctionnelles	37	—	—	—	—	—	—	3	1	1	2
	38	57	7	132	20	177	53	282	157	309	212
Recel	39	2	—	4	—	3	1	4	2	4	2
	40	29	—	72	14	90	22	125	60	131	110
Incendie	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	42	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Destruction et dommages } peines criminelles	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	44	18	—	20	3	8	3	10	10	16	12
} peines correctionnelles	45	12	—	15	—	15	2	13	4	15	13

Totaux :

1,603 84 2,848 396 2,730 721 3,384 1,556 3,085 2,214

PAR PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES ET PAR NATURE D'INFRACTIONS

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2bis	CONDAMNÉS AVAIENT AU MOMENT OÙ ILS COMMIRENT LEUR INFRACTION																		Nu- méros de la no- men- cla- ture 2bis	
		De 35 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 45 ans		De 45 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 55 ans		De 55 ans à moins de 60 ans		De 60 ans à moins de 70 ans		70 ans et plus		Âge inconnu	Total				
		Pri- mai- res 13	Réci- di- vistes 14	Pri- mai- res 15	Réci- di- vistes 16	Pri- mai- res 17	Réci- di- vistes 18	Pri- mai- res 19	Réci- di- vistes 20	Pri- mai- res 21	Réci- di- vistes 22	Pri- mai- res 23	Réci- di- vistes 24	Pri- mai- res 25	Réci- di- vistes 26	Pri- mai- res 27	Réci- di- vistes 28	Pri- mai- res 29	Réci- di- vistes 30		Prim. et réci- réunis 31
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques . . .	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	4	9	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	9	6	5	6	1	3	—	2	1	—	—	2	1	1	—	—	49	27	76	2
Faux en écritures	3	119	55	95	60	50	45	34	26	30	16	20	6	20	8	—	—	755	324	1,079	3
Faux témoignage ou serment	4	1	—	2	—	1	—	—	—	4	—	—	—	1	—	—	—	13	2	15	4
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	18	3	7	9	3	9	2	2	3	4	4	3	3	4	—	—	179	64	243	5
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	6	2	13	1	6	1	7	1	—	—	—	—	—	—	—	—	73	7	80	6
Infractions contre l'ordre public par des particuliers } peines correctionnelles	7	232	307	181	293	135	205	97	143	66	114	52	56	45	55	—	—	1,936	1,725	3,661	7
	8	64	38	56	34	28	33	17	19	16	20	15	13	11	12	—	—	541	236	777	8
Infractions contre la sécurité publique	9	12	17	14	18	10	6	5	11	3	2	6	6	3	—	—	—	93	94	187	9
Avortement	10	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	5	10	15	10
Exposition ou délaisement d'enfants	11	3	10	6	9	3	2	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	29	41	70	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	12
Enlèvement de mineurs	13	1	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	7	13	13
Attentats à la pudeur et viols } peines criminelles	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	14
	15	19	14	8	17	5	10	7	8	8	9	7	6	7	11	—	—	189	107	296	15
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	9	6	7	7	3	4	5	4	—	—	1	2	1	—	—	—	47	35	82	16
	17	9	9	8	12	8	11	3	7	2	5	—	2	4	3	—	—	142	78	220	17
Outrages publics aux mœurs } peines correctionnelles	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18
Adultère et bigamie	19	137	131	116	124	47	73	34	44	10	24	7	9	1	6	—	—	773	630	1,403	19
	20	9	19	4	10	3	7	1	8	1	2	2	3	—	1	—	—	41	75	116	20
Abandon de famille	21	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	4	13	21
	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
Meurtre : } peines criminelles	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
	24	99	132	89	143	62	91	32	67	20	35	17	34	24	29	—	—	883	799	1,682	24
Lésions corporelles volon- } peines criminelles	25	175	133	156	116	115	94	74	57	55	73	38	38	26	42	—	—	1,375	782	2,157	25
	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par } peines correctionnelles	27	1	—	1	—	2	2	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	13	14	27	27
	28	6	8	7	8	4	3	3	6	4	5	2	1	3	3	—	—	58	47	105	28
Calomnies et injures	29	13	10	10	6	8	5	5	3	7	8	1	2	8	3	—	—	93	43	136	29
	30	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	30
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Violation du secret des lettres et autres communicat.	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	33
Vols et maraudages	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
	35	1036	919	758	793																

Tableau n° 34 (suite). - AGE DES CONDAMNÉS (hommes et femmes réunis)

Table with 12 columns for age groups (De 16 ans à moins de 18 ans to De 30 ans à moins de 35 ans) and 1 row for Total. Rows include categories like 'Atteinte à la sûreté de l'Etat', 'Faux en écritures', 'Meurtre', etc.

EN TREIZE CATEGORIES, PAR PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES ET PAR NATURE D'INFRACTIONS

Table with columns for 13 age categories (De 35 ans à moins de 40 ans to 70 ans et plus) and 1 row for Total. Rows include categories like 'Atteinte à la sûreté de l'Etat', 'Faux en écritures', 'Meurtre', etc.

TABLEAU n° 35

Ce tableau, établi dans sa forme traditionnelle, fait la répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction, en tenant compte de la nature de celle-ci.

Il détermine en même temps le sexe des condamnés et leur état de primaire ou de récidiviste.

Dans leur ensemble, ces renseignements constituent les données complètes d'une localisation par arrondissement du dernier délit dont les condamnés se sont rendus coupables dans l'année.

Cette localisation, tout en présentant un grand intérêt, dû surtout à la possibilité de comparaisons sur une longue série d'années, est pourtant une analyse géographique insuffisante de la criminalité dans le royaume, tant au point de vue du principe de base même, à l'appui duquel il convient d'envisager la question, qu'au point de vue de la délimitation trop vaste des conscriptions.

Le tableau n° 36, présenté plus loin, apporte à ces égards des éléments complémentaires, pour l'exposé desquels, il y a lieu de se reporter au texte d'introduction précédant ce tableau.

Tableau n° 35 (suite). — RÉPARTITION DES CONDAMNÉS

D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT OÙ ILS ONT COMMIS L'INFRACTION

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	CHARLEROI					TOURNAI					HOMMES		GAND			AUDENARDE					TERMONDE					BRUGES					COURTRAI					Numéros de la nomenclature bis	
		Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Pri-maires	Réci-divistes	Total	Pri-maires	Réci-divistes	Total	Pri-maires	Réci-divistes	Total	Pri-maires	Réci-divistes	Total	Pri-maires	Réci-divistes	Total	Pri-maires	Réci-divistes	Total	Pri-maires	Réci-divistes	Total						
		Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes		Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes																							Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes		Pri-maires
	1	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72		
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres sceaux, etc.	2	1	2	1	2	6	2	—	—	—	2	7	6	6	—	19	1	1	—	—	2	2	—	1	—	3	3	2	1	—	6	2	1	—	—	—	3	2
Faux en écritures	3	55	41	39	20	155	22	6	5	3	36	36	8	13	5	62	17	5	8	—	30	20	1	6	2	29	20	2	4	1	27	14	4	8	2	28	3	
Faux témoignage ou serment	4	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	7	3	2	—	12	3	3	5	—	11	15	6	4	3	28	7	4	10	2	23	20	8	10	1	39	5	4	5	2	16	20	4	6	3	33	5	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou mi- nistres des cultes	6	2	—	2	—	4	1	—	—	—	1	5	—	1	—	6	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	6
Infractions contre l'ordre public par } peines correctionnelles des particuliers } de police	7	78	78	34	29	219	98	64	15	10	187	198	249	59	30	556	166	91	71	24	352	116	105	58	20	299	65	68	31	11	175	84	82	51	13	230	7	
Infractions contre la sécurité publique	8	5	5	7	1	18	13	1	2	—	16	19	16	12	2	49	9	1	9	2	21	10	2	9	—	21	36	21	15	6	78	8	2	3	—	15	8	
Avortement	9	6	10	1	1	18	11	2	2	2	17	6	10	3	—	19	3	4	—	1	8	2	1	—	—	3	3	3	—	—	6	6	2	—	—	8	9	
Exposition ou délaisement d'enfants	10	—	—	4	4	8	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11
Destruction ou supposition d'état	11	5	4	15	6	30	—	—	3	1	4	—	—	5	—	6	1	1	—	—	2	1	1	3	1	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	12	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13
Attentats à la pudeur et viols } peines criminelles } correctionnelles	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
Corruption de la jeunesse et prostitution	15	10	3	—	—	13	5	—	—	—	5	15	10	1	—	26	6	6	—	1	12	4	5	—	—	9	9	6	—	—	15	3	3	2	—	8	15	
Outrages publics aux mœurs } peines correctionnelles } de police	16	5	2	10	9	26	1	1	4	4	10	3	—	5	2	10	—	—	1	1	2	1	—	—	—	4	4	1	2	4	11	2	2	5	1	10	16	
Adultère et bigamie	17	2	1	4	2	9	1	2	5	—	8	10	10	6	—	26	4	1	—	—	5	5	1	8	—	14	7	3	24	6	40	5	7	3	1	16	17	
Abandon de famille	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	46	9	132	1	6	4	3	14	11	7	13	2	33	12	15	14	5	44	19	27	16	8	70	19	
Meurtre } peines criminelles } correctionnelles	19	81	79	84	34	278	24	13	21	7	65	44	33	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20
Abandon de famille	20	3	7	—	—	10	—	—	—	—	—	—	—	1	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21
Meurtre } peines criminelles } correctionnelles	21	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	2	—	1	3	1	1	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
Lésions corporelles volontaires } peines criminelles } correctionnelles	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43	24	327	109	64	39	12	224	52	55	21	11	139	46	37	21	11	115	39	29	15	14	97	24	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des parti- culiers	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	64	22	227	29	4	27	3	63	48	14	35	13	110	38	11	35	8	92	23	11	23	9	66	25	
Calomnies et injures } peines criminelles } correctionnelles	24	21	26	10	9	66	24	15	1	2	42	133	127	2	—	8	2	1	—	—	3	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27
Calomnies et injures } de police	25	118	115	123	64	420	92	39	52	21	204	103	38	5	9	23	7	5	7	2	21	1	3	1	1	6	—	1	12	5	18	3	2	6	2	13	28	
Violation de sépulture	26	8	2	8	10	28	4	4	4	4	16	11	4	19	3	37	2	2	10	1	15	2	2	5	1	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	27	—	—	—	—	—	3	—	1	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
Violation du secret professionnel	28	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Violation du secret des lettres et autres communications	29	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages } peines criminelles } correctionnelles	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
Vols et maraudages } de police	31	613	416	303	171	1,503	462	260	231	67	1,020	577	385	332	68	1,362	584	268	227	60	1,139	492	262	225	55	1,034	335	204	106	39	684	200	135	111	29	475	35	
Banqueroute	32	178	128	151	102	559	83	25	54	12	174	172	38	123	25	358	50	10	65	4	129	74	24	35	4	137	114	47	72	14	247	12	6	11	3	32	36	
Abus de confiance, escroquerie, trom- perie	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37
Recel	34	95	95	79	51	320	25	16	22	4	67	365	191	236	27	819	124	44	102	9	279	159	81	180	12	432	98	87	71	17	273	122	66	108	12	308	38	
Incendie } peines criminelles } correctionnelles	35	5	6	1	1	13	1	—	—	—	1	5	—	2	—	7	2	—	—	—	2	4	—	1	—	5	7	2	1	—	10	1	—	1	—	2	39	
Destructions et dommages } peines criminelles } correctionnelles	36	62	53	66	47	228	23	14	35	12	84	83	50	82	13	228	35	26	21	11	93	42	29	23	3	97	16	15	10	10	51	42	27	36	7	112	40	
Destructions et dommages } de police	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
Incendie } peines criminelles } correctionnelles	38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
Destructions et dommages } peines criminelles } correctionnelles	39	6	1	—	3	10	—	1	2	1	4	9	8	1	—	18	12	9	2	1	24	14	9	1	—	24	6	3	2	—	11	4	4	2	1	11	44	
Destructions et dommages } de police	40	5	10	8	3	26	6	5	2	1	14	4	5	2	2	13	2	—	—	—	2	3	2	1	—	6	6	4	4	—	14	4	3	2	—	9	45	
Totaux :		1,377	1,091	957	571	3,996	910	474	471	152	2,007	1,827	1,210	1,075	846	4,358	1,178	554	605	<																		

Tableau n° 35 (suite). — RÉPARTITION DES CONDAMNÉS

Table with columns for FURNES (Hommes, Femmes) and YPRES (Hommes, Femmes). Rows list various infractions like 'Atteinte à la sûreté de l'Etat', 'Faux en écritures', 'Meurtre', etc. Columns 1-14 represent counts for different categories and sub-categories.

D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT OÙ ILS ONT COMMIS L'INFRACTION

Table with columns for LIÈGE, HUY, VERVIERS, TONGRES, and HASSELT. Rows list various infractions. Columns 15-107 represent counts for different categories and sub-categories in each arrondissement. Column 108 is the total for all arrondissements.

Tableau n° 35 (suite). — RÉPARTITION DES CONDAMNÉS

D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT OÙ ILS ONT COMMIS L'INFRACTION

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2	ARLON					MARCHE					NEUF		CHÂTEAU			NAMUR					DINANT					À L'ÉTRANGER					TOTAL GÉNÉRAL					Nu- méros de la no- men- cla- ture 3bis				
		Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Femmes	Total	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Total	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Total	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Total	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Total	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Total	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Total								
		Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes		Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes																								Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res		Réci- di- vistes	Pri- mai- res	Réci- di- vistes	Pri- mai- res
		108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142					
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques . . .	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	4	-	-	9	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres sceaux, etc.	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	2	1	1	-	2	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	49	27	28	8	112	2			
Faux en écritures	3	1	3	2	1	7	7	4	2	1	14	5	2	1	1	9	9	1	2	2	14	8	3	4	2	17	8	2	2	14	755	324	321	84	1,484	3					
Faux témoignage ou serment	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	2	-	1	-	3	-	-	-	-	-	13	9	9	2	26	4					
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	2	2	-	-	4	-	-	-	-	-	2	1	-	4	4	-	4	1	9	4	1	-	-	5	-	-	-	-	-	179	64	107	24	374	5					
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou mi- nistres des cultes	6	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	73	7	4	-	84	6					
Infractions contre l'ordre public par } des particuliers } peines correctionnelles	7	38	19	19	4	80	21	14	8	4	47	47	30	19	6	102	39	39	21	16	115	42	42	18	11	113	2	-	-	2	1,936	1,725	846	406	4,913	7					
	8	7	7	7	-	21	6	3	9	-	18	5	3	4	1	13	37	16	28	12	93	39	10	18	6	73	-	-	-	541	236	298	95	1,170	8						
Infractions contre la sécurité publique	9	5	5	-	-	10	-	1	-	-	1	5	5	2	1	13	9	4	-	1	14	1	-	-	1	1	-	-	1	93	94	18	12	217	9						
Avortement	10	-	-	2	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	10	40	25	80	10					
Exposition ou délaisement d'enfants	11	1	-	1	-	2	-	1	-	-	1	-	-	-	1	1	1	2	-	3	6	1	-	2	3	-	-	-	-	-	29	41	54	24	148	11					
Destruction ou supposition d'état	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	7	3	2	18	13				
Enlèvement de mineurs	13	1	-	1	-	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	14	-		
Attentats à la pudeur et viols } peines criminelles	14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
	15	-	1	-	-	1	-	1	-	-	1	4	2	-	-	6	7	6	1	-	14	4	-	1	-	5	-	-	-	-	189	107	8	7	311	15					
Corruption de la jeunesse et prostitution } peines correctionnelles	16	1	-	2	-	3	-	-	-	1	1	-	-	-	1	1	2	9	3	15	-	1	2	-	3	-	-	-	-	47	35	148	67	297	16						
	17	1	1	1	-	3	-	-	-	-	-	1	1	-	-	3	6	5	25	1	37	13	5	8	3	29	-	-	-	142	78	202	26	448	17						
Outrages publics aux mœurs } peines de police	18	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
	19	1	3	3	1	8	1	1	-	-	2	1	4	-	2	1	8	13	9	11	6	39	8	4	7	3	22	1	1	1	773	630	690	191	2,284	19					
Adultère et bigamie	20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	2	-	-	2	-	-	-	-	41	75	-	3	119	20						
Abandon de famille	21	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	4	2	-	15	21	-	-				
Meurtre } peines criminelles	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
	23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Lésions corporelles volontaires } peines correctionnelles	24	3	7	1	1	12	3	5	2	-	10	10	14	-	5	5	34	11	10	1	2	24	14	13	1	-	28	1	-	883	799	320	191	2,193	24						
	25	34	16	30	11	91	12	7	12	6	37	28	21	-	22	7	78	87	51	62	25	225	45	27	19	10	101	-	-	1,375	782	1,134	513	3,804	25						
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des parti- culiers	26	1	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13	14	2	-	29	27	-	-			
Calomnies et injures } peines correctionnelles	28	2	1	-	-	3	1	-	3	1	5	3	2	-	2	2	9	1	1	4	1	7	1	4	4	9	-	-	-	58	47	94	46	245	28						
	29	1	-	3	3	7	-	1	2	-	3	17	2	-	17	7	43	1	3	6	8	18	5	2	-	1	8	-	-	93	43	170	63	369	29						
Violation de sépulture	30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Violation du secret professionnel	32	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Violation du secret des lettres et autres communications	33	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Vols et maraudages } peines criminelles	34	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
	35	67	61	49	20	197	92	57	47	10	206	115	88	-	37	23	263	409	240	166	73	888	205	166	97	18	486	67	38	18	4	127	9,924	5,879	4,888	1,749	22,440	35			
Banqueroute } peines de police	36	40	9	43	9	101	21	8	12	5	46	5	6	8	-	19	90	28	79	26	223	71	20	78	9	178	-	-	-	10	7	2	-	19	57	-	-				
	37	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Abus de confiance, escroquerie, trom- perie	38	46	35	31	6	118	9	6	5	3	23	21	20	18	2	61	33	26	30	9	98	22	29	20	10	81	12	14	-	26	2,510	1,631	2,275	548	6,964	38					
	39	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	1	1	-	-	2	-	-	-	1	1	1	-	-	-	1	-	-	-	-	47	17	21	3	88	59	-	-			
Recel	40	14	12	29	6	61	5	3	7	-	15	6	7	3	2	18	15	6	20	7	48	23	15	25	11	72	6	1	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Incendie } peines criminelles	41	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
	42	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Destructions et dommages } peines criminelles	43	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
	44	-	-	-	-	1	1	-	-	-	1	11	1	-	-	12	1	1	1	-	3	3	2	-	-	5	-	-	-	-	118	74	19	15	226	44	-	-			
Destructions et dommages } peines de police	45	5	2	1	1	9	1	1	-	1	3	4	1	-	2	1	8	3	3	-	2	8	1	1	-	3	-	-	-	92	66	38	16	212	45	-	-				
	Totaux :	872	187	825	65	749	180	113	109	32	434	894	813	-	146	60	713	782	456																						

TABLEAU n° 36

Ce tableau d'une conception nouvelle, tend à mettre à la disposition des consultants de la statistique, des éléments d'une localisation plus variée dans ses bases et plus étroitement circonscrite de la criminalité.

Il est à noter, en effet, que lors de la première édition de la statistique, en 1898, l'arrondissement de naissance du condamné était seul retenu; que dès 1901 ce renseignement fut abandonné dans la publication et remplacé par celui de l'arrondissement où les faits avaient été commis.

L'indication de l'arrondissement étant manifestement insuffisante, dès 1899 une statistique des infractions fut fondée, dans le but de situer les faits criminels dans les communes classées en quatre catégories d'après le nombre de leurs habitants et en tenant compte de la nature de l'infraction. Cette statistique ne fut toutefois plus publiée à partir de 1920.

En 1907, d'autre part, et jusqu'en 1914, un tableau fut présenté étendant l'énonciation des arrondissements où les faits avaient été commis par la répartition des condamnés d'après les cantons des faits.

Ce sont ces diverses initiatives, pourtant successivement abandonnées, qui, en 1941, ont déterminé l'Office Central de Statistique à dresser, sur la base du critère de l'individu condamné,

un tableau d'ensemble qui permette de tirer profit des indications de localisation de la criminalité, contenues dans les bulletins individuels de condamnation.

Si pour l'étude de la criminalité, le lieu où les faits ont été commis importe, il ne fait pas de doute que le lieu de naissance et celui du domicile ou de la résidence du condamné ont également leur valeur, car il est tout aussi intéressant, en criminologie, de situer le lieu où les dispositions criminelles ont été conçues que de rechercher l'endroit où l'acte criminel s'est accompli.

La mise en regard du nombre de condamnés, nés, domiciliés ou qui ont perpétré leur délit dans un canton déterminé a semblé être le meilleur moyen pour arriver à un résultat permettant des comparaisons utiles.

Le tableau ci-après porte sur l'ensemble des condamnés sans énonciation de la nature de l'infraction.

La distinction entre les délinquants du sexe masculin et du sexe féminin est faite, mais le rapport du nombre des condamnés avec la population de chaque canton n'est établi qu'en ce qui concerne le chiffre d'ensemble, c'est-à-dire les deux sexes réunis.

Il n'est pas tenu compte de la division entre délinquants primaires et récidivistes.

Tableau n° 36. — RÉPARTITION DES CONDAMNÉS PAR CANTON DE NAISSANCE, DE DOMICILE ET DE LIEU OÙ LES FAITS ONT ÉTÉ COMMIS, EN RAPPORT AVEC LE CHIFFRE DE LA POPULATION AU 31 DÉCEMBRE 1941

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble	
			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
<i>Bruxelles</i> (*)	1,698	691	2,389	2.98	2,557	1,163	3,720	4.64	2,089	1,043	3,132	3.91
Assche	250	119	369	6.91	210	82	292	5.47	125	67	192	3.59
Hal	163	80	243	4.39	124	72	196	3.54	106	59	165	2.98
Saint-Gilles	104	32	136	2.31	192	115	307	5.22	127	80	207	3.52
Schaerbeek	245	85	330	2.17	445	220	665	4.38	285	150	435	2.86
Sint-Kwintens-Lennik	174	88	262	6.79	123	68	191	4.95	92	65	157	4.07
Vilvorde	149	62	211	3.66	169	68	237	4.11	156	39	195	3.38
Wolvertem	122	48	170	3.53	97	33	130	2.70	89	31	120	2.49
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	689	230	919	—
<i>Louvain</i>	442	176	618	5.04	409	156	565	4.61	402	162	564	4.60
Aarschot	162	59	221	6.42	122	42	164	4.76	110	51	161	4.68
Diest	236	111	347	8.92	177	64	241	6.19	163	62	225	5.78
Glabbeek	103	45	148	7.92	51	19	70	3.75	57	25	82	4.39
Haacht	150	54	204	6.30	112	42	154	4.76	121	42	163	5.03
Tirlemont	274	196	470	10.16	239	192	431	9.31	231	196	427	9.23
Léau	105	75	180	10.49	77	65	142	8.27	65	60	125	7.28
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—
<i>Nivelles</i>	266	174	440	6.74	307	202	509	7.80	301	189	490	7.51
Genappe	78	60	138	7.77	83	45	128	7.21	89	45	134	7.55
Jodoigne	117	70	187	6.84	108	71	179	6.55	100	55	155	5.67
Perwez	102	43	145	8.10	74	42	116	6.48	70	33	103	5.75
Wavre	206	109	315	6.07	219	129	348	6.70	183	120	303	5.83
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	83	44	127	—
<i>Anvers</i>	997	548	1,545	5.09	1,328	868	2,196	7.24	1,644	1,060	2,704	8.92
Berchem	118	47	165	1.90	176	90	266	3.06	81	48	129	1.48
Boom	133	82	215	4.02	108	52	160	2.99	91	37	128	2.39
Borgerhout	283	137	420	3.03	345	162	507	3.66	141	64	205	1.48
Brecht	174	61	235	5.80	167	37	204	5.03	176	41	217	5.35
Ekeren	248	79	327	4.71	299	100	399	5.75	240	75	315	4.54
Kontich	131	67	198	4.68	163	89	252	5.95	174	83	257	6.07
Zandhoven	150	63	213	6.87	149	49	198	5.46	154	52	206	5.68
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	7	—
<i>Malines</i>	265	140	405	4.45	269	139	408	4.49	281	139	420	4.62
Duffel	200	92	292	7.64	212	81	293	7.67	214	82	296	7.74
Heist-op-den-Berg	249	108	357	8.44	218	81	299	7.07	193	75	268	6.34
Lierre	201	63	264	6.49	187	51	238	6.85	182	51	233	5.73
Puurs	131	76	207	6.48	114	69	183	5.73	99	64	163	5.10
Canton inconnu dans l'arrondissement	1	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—

* Y compris les cantons d'Anderlecht, Ixelles, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Josse-ten-Noode et Uccle.

Tableau n° 36 (suite).

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble	
			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
<i>Turnhout</i>	226	120	346	7.18	205	103	308	6.39	197	97	294	6.10
<i>Arendonk</i>	84	44	128	5.52	75	40	115	4.96	95	42	138	5.95
<i>Herentals</i>	211	180	391	8.33	199	209	408	8.70	204	208	412	8.78
<i>Hoogstraten</i>	94	65	159	7.30	73	66	139	6.38	84	66	150	6.89
<i>Mol</i>	352	228	580	9.95	280	181	461	7.94	257	172	429	7.36
<i>Westerloo</i>	247	164	411	11.84	173	140	313	9.02	168	134	302	8.70
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—
<i>Mons</i>	396	305	701	8.98	443	337	780	9.99	436	300	736	9.42
<i>Boussu</i>	522	349	871	11.80	603	378	981	13.29	579	372	951	12.89
<i>Chièvres</i>	98	50	148	9.04	90	55	145	8.85	88	52	140	3.55
<i>Dour</i>	212	122	334	9.77	233	141	374	10.94	236	140	376	11.00
<i>Enghien</i>	66	34	100	6.55	62	25	87	5.70	56	29	85	5.57
<i>La Louvière</i>	307	169	476	9.15	397	215	612	11.77	387	237	624	12.00
<i>Lens</i>	115	72	187	7.20	135	75	210	8.09	152	82	234	9.01
<i>Pâturages</i>	241	198	439	10.01	264	197	461	10.51	253	200	453	10.33
<i>Rœulx</i>	163	98	261	7.25	198	127	325	9.03	229	122	351	9.75
<i>Soignies</i>	143	77	220	6.17	145	89	234	6.57	153	93	246	6.90
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Charleroi</i>	565	368	933	6.59	735	463	1,198	8.46	634	466	1,100	7.77
<i>Beaumont</i>	55	26	81	6.48	60	23	83	7.22	46	22	68	5.45
<i>Binche</i>	312	191	503	7.57	337	183	520	7.82	267	145	412	6.20
<i>Châtelet</i>	316	234	550	8.32	361	245	606	9.17	325	205	530	8.02
<i>Chimay</i>	67	27	94	6.10	70	33	103	6.69	70	33	103	6.69
<i>Fontaine-l'Évêque</i>	174	158	332	6.33	222	172	394	7.52	224	157	381	7.27
<i>Gosselies</i>	184	111	295	6.25	211	126	337	7.14	208	148	356	7.54
<i>Jumet</i>	104	80	184	4.82	140	108	248	6.49	109	88	197	5.16
<i>Marchienne-au-Pont</i>	126	94	220	5.63	138	96	234	5.99	157	76	233	5.96
<i>Merbes-le-Château</i>	71	38	109	6.26	96	56	152	8.74	103	55	158	9.08
<i>Senefte</i>	164	82	246	5.65	190	75	265	6.09	166	80	246	5.65
<i>Thuin</i>	70	35	105	1.53	77	28	105	4.53	101	36	137	5.91
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	58	17	75	—
<i>Tournai</i>	208	101	309	6.22	221	102	323	6.50	216	120	336	6.76
<i>Antoing</i>	130	49	179	6.64	139	53	192	7.12	140	47	187	6.94
<i>Ath</i>	117	55	172	9.47	132	53	185	10.18	162	64	226	12.44
<i>Celles</i>	46	32	78	6.05	27	15	42	3.26	37	16	53	4.11
<i>Flobecq</i>	36	10	46	3.78	20	10	30	2.46	26	18	44	3.61
<i>Frasnes-lez-Buissenal</i>	46	23	69	6.40	43	16	59	5.48	40	18	58	5.38
<i>Lessines</i>	144	40	184	7.71	132	44	176	7.37	124	31	155	6.49
<i>Leuze</i>	78	41	119	6.04	80	39	119	6.04	90	36	126	6.39
<i>Péruwelz</i>	168	108	276	12.06	221	128	349	15.25	259	134	393	17.18
<i>Quevaucamps</i>	168	94	262	11.45	204	104	308	13.46	168	93	261	11.41
<i>Templeuve</i>	82	29	111	5.54	125	47	172	8.59	120	45	165	8.24
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	—
<i>Gand</i>	812	380	1,192	6.76	1,059	518	1,577	8.95	1,152	618	1,770	10.05
<i>Assenede</i>	131	59	190	8.01	123	50	173	7.29	130	42	172	7.25
<i>Deinze</i>	126	74	200	8.10	137	79	216	8.74	150	65	215	8.70

Tableau n° 36 (suite).

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble	
			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
<i>Eekloo</i>	223	90	313	8.42	209	81	290	7.80	209	79	288	7.75
<i>Evergem</i>	254	98	352	7.90	263	120	383	8.60	256	103	359	8.06
<i>Kaprijke</i>	139	51	190	11.40	125	49	174	10.44	161	52	213	12.78
<i>Kruishoutem</i>	115	61	176	8.85	86	32	118	10.84	91	30	121	6.09
<i>Ledeberg</i>	157	65	222	5.50	194	71	265	6.57	155	49	204	5.06
<i>Loochristi</i>	134	67	201	7.49	103	49	152	5.67	101	42	143	5.33
<i>Nazareth</i>	122	43	165	8.07	89	36	125	6.11	88	34	122	5.97
<i>Nevele</i>	121	43	164	8.39	92	35	127	6.50	103	40	143	7.31
<i>Oosterzele</i>	216	102	318	7.79	167	72	239	5.85	161	72	233	5.71
<i>Waarschoot</i>	130	49	179	12.74	113	42	155	11.03	102	39	141	10.04
<i>Zomergem</i>	233	70	303	14.29	179	59	238	11.23	175	53	228	10.75
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	1	1	—	3	3	6	—
<i>Audenarde</i>	292	122	414	11.25	225	103	328	8.91	238	120	358	9.73
<i>Grammont</i>	285	101	386	12.27	282	93	375	11.92	285	88	373	11.85
<i>Herzele</i>	330	138	468	11.73	339	142	481	12.05	351	146	497	12.45
<i>Nederbrakel</i>	105	54	159	9.03	81	36	117	6.65	79	46	125	7.10
<i>Ninove</i>	333	155	488	11.39	325	157	482	11.25	356	147	503	11.74
<i>Renaix</i>	168	78	246	7.96	192	87	279	9.03	179	84	263	8.52
<i>Sint-Maria-Horebeke</i>	130	61	191	11.36	81	34	115	6.84	79	34	113	6.72
<i>Zottegem</i>	178	83	261	9.65	148	73	221	8.17	165	76	241	8.91
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
<i>Termonde</i>	240	140	380	6.66	211	112	323	5.66	198	112	310	5.43
<i>Alost</i>	427	209	636	6.58	361	183	544	5.63	317	168	485	5.01
<i>Beveren-Waas</i>	197	80	277	9.65	167	58	225	7.84	140	42	182	6.34
<i>Hamme</i>	129	48	177	6.23	105	39	144	5.07	102	47	149	5.24
<i>Lokeren</i>	177	79	256	8.16	134	77	211	6.73	124	74	198	6.31
<i>Sint-Gillis-Waas</i>	203	84	287	8.87	179	69	248	7.66	160	60	220	6.80
<i>Saint-Nicolas</i>	214	87	301	5.78	185	73	258	4.95	202	89	291	5.59
<i>Tamise</i>	150	76	226	6.29	124	45	169	4.70	135	40	175	4.87
<i>Wetteren</i>	224	114	338	9.26	160	90	250	6.85	137	89	226	6.19
<i>Zele</i>	210	64	274	8.66	173	44	217	6.86	157	34	191	6.04
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	2	2	—	—	—	—	—	28	11	39	—
<i>Bruges</i>	697	305	1,002	5.76	624	274	898	5.16	630	299	929	5.34
<i>Ardoois</i>	51	20	71	4.54	28	6	34	2.17	39	11	50	3.20
<i>Gistel</i>	141	72	213	7.20	115	46	161	5.44	112	48	160	5.41
<i>Ostende</i>	275	101	376	6.74	288	111	399	7.16	274	103	377	6.76
<i>Ruiselede</i>	53	26	79	6.06	37	21	58	4.45	39	20	59	4.53
<i>Tielt</i>	76	30	106	5.78	66	21	87	4.75	70	26	96	5.24
<i>Torhout</i>	289	103	392	7.71	254	81	335	6.59	214	76	290	5.70
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Courtrai</i>	269	108	377	4.11	196	99	295	3.21	223	128	351	3.82
<i>Avelgem</i>	58	21	79	5.27	52	14	66	4.40	43	11	54	3.60
<i>Harelbeke</i>	105	37	142	3.65	105	28	133	3.42	91	28	119	3.06
<i>Izegem</i>	83	44	127	4.09	70	30	100	3.22	67	33	100	3.22
<i>Menin</i>	169	71	240	4.41	215	116	331	6.08	203	113	316	5.81
<i>Meulebeke</i>	84	35	119	6.93	58	22	80	4.66	44	23	67	3.90

Tableau n° 36 (suite).

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble	
			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Mouscron	120	46	166	3.07	191	105	296	5.47	194	103	297	5.49
Moorsele	65	32	97	4.24	60	24	84	3.67	47	20	67	2.93
Oostrozebeke	48	18	66	3.69	37	16	53	2.97	41	16	57	3.19
Roulers	107	59	166	4.29	104	59	163	4.21	87	56	143	3.69
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—
<i>Furnes</i>	<i>90</i>	<i>42</i>	<i>132</i>	<i>4.72</i>	<i>111</i>	<i>52</i>	<i>163</i>	<i>5.83</i>	<i>137</i>	<i>59</i>	<i>196</i>	<i>7.01</i>
<i>Dixmude</i>	<i>174</i>	<i>74</i>	<i>248</i>	<i>10.02</i>	<i>170</i>	<i>63</i>	<i>233</i>	<i>9.41</i>	<i>198</i>	<i>69</i>	<i>267</i>	<i>10.79</i>
<i>Haringe</i>	<i>47</i>	<i>25</i>	<i>72</i>	<i>4.71</i>	<i>28</i>	<i>11</i>	<i>39</i>	<i>2.55</i>	<i>25</i>	<i>9</i>	<i>34</i>	<i>2.23</i>
<i>Nieuport</i>	<i>50</i>	<i>26</i>	<i>76</i>	<i>3.52</i>	<i>68</i>	<i>22</i>	<i>90</i>	<i>4.17</i>	<i>94</i>	<i>25</i>	<i>119</i>	<i>5.51</i>
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Ypres</i>	<i>172</i>	<i>90</i>	<i>262</i>	<i>5.77</i>	<i>183</i>	<i>99</i>	<i>282</i>	<i>6.21</i>	<i>207</i>	<i>99</i>	<i>306</i>	<i>6.73</i>
<i>Hooglede</i>	<i>54</i>	<i>19</i>	<i>73</i>	<i>4.22</i>	<i>43</i>	<i>14</i>	<i>57</i>	<i>3.29</i>	<i>42</i>	<i>12</i>	<i>54</i>	<i>3.12</i>
<i>Messines</i>	<i>50</i>	<i>21</i>	<i>71</i>	<i>4.09</i>	<i>58</i>	<i>17</i>	<i>75</i>	<i>4.32</i>	<i>64</i>	<i>20</i>	<i>84</i>	<i>4.84</i>
<i>Passendale</i>	<i>59</i>	<i>35</i>	<i>94</i>	<i>5.23</i>	<i>48</i>	<i>29</i>	<i>77</i>	<i>4.29</i>	<i>49</i>	<i>31</i>	<i>80</i>	<i>4.45</i>
<i>Poperinge</i>	<i>57</i>	<i>31</i>	<i>88</i>	<i>5.55</i>	<i>49</i>	<i>23</i>	<i>72</i>	<i>4.54</i>	<i>58</i>	<i>28</i>	<i>86</i>	<i>5.42</i>
<i>Wervik</i>	<i>111</i>	<i>59</i>	<i>170</i>	<i>5.84</i>	<i>123</i>	<i>79</i>	<i>202</i>	<i>6.94</i>	<i>127</i>	<i>80</i>	<i>207</i>	<i>7.11</i>
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Liège (*)</i>	<i>1,225</i>	<i>632</i>	<i>1,857</i>	<i>6.51</i>	<i>1,652</i>	<i>972</i>	<i>2,624</i>	<i>9.20</i>	<i>1,532</i>	<i>1,008</i>	<i>2,540</i>	<i>8.90</i>
<i>Dalhem</i>	<i>89</i>	<i>43</i>	<i>132</i>	<i>6.49</i>	<i>87</i>	<i>36</i>	<i>123</i>	<i>6.05</i>	<i>77</i>	<i>34</i>	<i>111</i>	<i>5.46</i>
<i>Fexhe-Slins</i>	<i>141</i>	<i>95</i>	<i>236</i>	<i>7.32</i>	<i>166</i>	<i>106</i>	<i>272</i>	<i>8.44</i>	<i>204</i>	<i>126</i>	<i>330</i>	<i>10.24</i>
<i>Fléron</i>	<i>194</i>	<i>108</i>	<i>302</i>	<i>5.65</i>	<i>212</i>	<i>102</i>	<i>314</i>	<i>5.87</i>	<i>162</i>	<i>72</i>	<i>234</i>	<i>4.38</i>
<i>Hollogne-aux-Pierres</i>	<i>384</i>	<i>263</i>	<i>647</i>	<i>8.37</i>	<i>451</i>	<i>316</i>	<i>767</i>	<i>9.92</i>	<i>560</i>	<i>234</i>	<i>794</i>	<i>7.68</i>
<i>Louveigné</i>	<i>92</i>	<i>46</i>	<i>138</i>	<i>6.87</i>	<i>75</i>	<i>35</i>	<i>110</i>	<i>5.48</i>	<i>68</i>	<i>21</i>	<i>89</i>	<i>4.43</i>
<i>Seraing-sur-Meuse</i>	<i>327</i>	<i>184</i>	<i>511</i>	<i>7.85</i>	<i>397</i>	<i>237</i>	<i>634</i>	<i>9.74</i>	<i>250</i>	<i>136</i>	<i>386</i>	<i>5.93</i>
<i>Waremme</i>	<i>95</i>	<i>57</i>	<i>152</i>	<i>7.39</i>	<i>75</i>	<i>49</i>	<i>124</i>	<i>6.03</i>	<i>96</i>	<i>58</i>	<i>154</i>	<i>7.49</i>
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Huy</i>	<i>310</i>	<i>199</i>	<i>509</i>	<i>11.23</i>	<i>304</i>	<i>203</i>	<i>507</i>	<i>11.19</i>	<i>254</i>	<i>179</i>	<i>433</i>	<i>9.56</i>
<i>Ferrières</i>	<i>25</i>	<i>8</i>	<i>33</i>	<i>7.05</i>	<i>13</i>	—	<i>13</i>	<i>2.78</i>	<i>12</i>	<i>6</i>	<i>18</i>	<i>3.84</i>
<i>Hannut</i>	<i>128</i>	<i>73</i>	<i>201</i>	<i>10.09</i>	<i>102</i>	<i>60</i>	<i>162</i>	<i>8.13</i>	<i>129</i>	<i>74</i>	<i>203</i>	<i>10.19</i>
<i>Héron</i>	<i>118</i>	<i>80</i>	<i>198</i>	<i>13.73</i>	<i>125</i>	<i>86</i>	<i>211</i>	<i>14.63</i>	<i>117</i>	<i>74</i>	<i>191</i>	<i>13.25</i>
<i>Jehay-Bodegnée</i>	<i>99</i>	<i>73</i>	<i>172</i>	<i>10.09</i>	<i>77</i>	<i>63</i>	<i>140</i>	<i>8.21</i>	<i>93</i>	<i>95</i>	<i>188</i>	<i>11.03</i>
<i>Landen</i>	<i>248</i>	<i>175</i>	<i>423</i>	<i>21.63</i>	<i>256</i>	<i>181</i>	<i>437</i>	<i>22.35</i>	<i>276</i>	<i>181</i>	<i>457</i>	<i>23.37</i>
<i>Nandrin</i>	<i>173</i>	<i>72</i>	<i>245</i>	<i>10.66</i>	<i>172</i>	<i>67</i>	<i>239</i>	<i>10.40</i>	<i>218</i>	<i>103</i>	<i>321</i>	<i>13.96</i>
Canton inconnu dans l'arrondissement	1	—	1	—	1	—	1	—	2	1	3	—
<i>Verviers</i>	<i>236</i>	<i>95</i>	<i>331</i>	<i>6.72</i>	<i>236</i>	<i>96</i>	<i>332</i>	<i>6.74</i>	<i>217</i>	<i>105</i>	<i>322</i>	<i>6.54</i>
<i>Aubel</i>	<i>60</i>	<i>20</i>	<i>80</i>	<i>9.76</i>	<i>20</i>	<i>5</i>	<i>25</i>	<i>3.05</i>	<i>21</i>	<i>5</i>	<i>26</i>	<i>3.17</i>
<i>Dison</i>	<i>48</i>	<i>17</i>	<i>65</i>	<i>3.36</i>	<i>51</i>	<i>25</i>	<i>76</i>	<i>3.93</i>	<i>47</i>	<i>14</i>	<i>61</i>	<i>3.16</i>
<i>Herve</i>	<i>51</i>	<i>29</i>	<i>80</i>	<i>6.82</i>	<i>56</i>	<i>25</i>	<i>81</i>	<i>6.90</i>	<i>54</i>	<i>28</i>	<i>82</i>	<i>6.99</i>
<i>Limbourg</i>	<i>51</i>	<i>18</i>	<i>69</i>	<i>5.32</i>	<i>44</i>	<i>16</i>	<i>60</i>	<i>4.63</i>	<i>40</i>	<i>12</i>	<i>52</i>	<i>4.01</i>
<i>Spa</i>	<i>106</i>	<i>44</i>	<i>150</i>	<i>4.23</i>	<i>127</i>	<i>57</i>	<i>184</i>	<i>5.19</i>	<i>124</i>	<i>54</i>	<i>178</i>	<i>5.02</i>
<i>Stavelot</i>	<i>51</i>	<i>37</i>	<i>88</i>	<i>5.72</i>	<i>26</i>	<i>22</i>	<i>48</i>	<i>3.12</i>	<i>50</i>	<i>24</i>	<i>74</i>	<i>4.21</i>
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	8	—

* Y compris les cantons de Grivegnée, Herstal et Saint-Nicolas.

Tableau n° 36 (suite).

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble	
			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
<i>Tongres</i>	<i>214</i>	<i>118</i>	<i>332</i>	<i>11.30</i>	<i>196</i>	<i>101</i>	<i>297</i>	<i>10.11</i>	<i>227</i>	<i>109</i>	<i>336</i>	<i>11.44</i>
<i>Bilzen</i>	<i>224</i>	<i>90</i>	<i>314</i>	<i>5.90</i>	<i>380</i>	<i>169</i>	<i>549</i>	<i>10.32</i>	<i>479</i>	<i>180</i>	<i>659</i>	<i>12.38</i>
<i>Looz</i>	<i>168</i>	<i>122</i>	<i>290</i>	<i>9.60</i>	<i>146</i>	<i>84</i>	<i>230</i>	<i>7.61</i>	<i>148</i>	<i>84</i>	<i>232</i>	<i>7.68</i>
<i>Bree</i>	<i>93</i>	<i>18</i>	<i>111</i>	<i>5.77</i>	<i>85</i>	<i>16</i>	<i>101</i>	<i>5.25</i>	<i>62</i>	<i>16</i>	<i>78</i>	<i>4.06</i>
<i>Maaseik</i>	<i>106</i>	<i>32</i>	<i>138</i>	<i>5.56</i>	<i>89</i>	<i>33</i>	<i>122</i>	<i>4.91</i>	<i>99</i>	<i>41</i>	<i>140</i>	<i>5.64</i>
<i>Mechelen</i>	<i>167</i>	<i>51</i>	<i>218</i>	<i>5.69</i>	<i>246</i>	<i>77</i>	<i>323</i>	<i>8.42</i>	<i>248</i>	<i>75</i>	<i>323</i>	<i>8.42</i>
<i>Zichen-Z.-B.</i>	<i>74</i>	<i>24</i>	<i>98</i>	<i>7.08</i>	<i>66</i>	<i>18</i>	<i>84</i>	<i>6.07</i>	<i>81</i>	<i>22</i>	<i>103</i>	<i>7.44</i>
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—
<i>Hasselt</i>	<i>283</i>	<i>108</i>	<i>391</i>	<i>8.26</i>	<i>289</i>	<i>119</i>	<i>408</i>	<i>8.62</i>	<i>234</i>	<i>116</i>	<i>350</i>	<i>7.40</i>
<i>Beringen</i>	<i>329</i>	<i>129</i>	<i>458</i>	<i>8.85</i>	<i>430</i>	<i>147</i>	<i>577</i>	<i>11.14</i>	<i>430</i>	<i>149</i>	<i>579</i>	<i>11.18</i>
<i>Herck-la-Ville</i>	<i>128</i>	<i>65</i>	<i>193</i>	<i>7.57</i>	<i>91</i>	<i>44</i>	<i>135</i>	<i>6.30</i>	<i>92</i>	<i>46</i>	<i>138</i>	<i>5.41</i>
<i>Neerpelt</i>	<i>162</i>	<i>50</i>	<i>212</i>	<i>5.95</i>	<i>150</i>	<i>30</i>	<i>180</i>	<i>5.05</i>	<i>156</i>	<i>32</i>	<i>188</i>	<i>5.27</i>
<i>Peer</i>	<i>98</i>	<i>29</i>	<i>127</i>	<i>7.03</i>	<i>92</i>	<i>14</i>	<i>106</i>	<i>5.87</i>	<i>126</i>	<i>16</i>	<i>142</i>	<i>7.86</i>
<i>Saint-Trond</i>	<i>271</i>	<i>201</i>	<i>472</i>	<i>11.66</i>	<i>204</i>	<i>175</i>	<i>379</i>	<i>9.36</i>	<i>240</i>	<i>206</i>	<i>446</i>	<i>11.01</i>
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Arlon</i>	<i>90</i>	<i>51</i>	<i>141</i>	<i>6.71</i>	<i>105</i>	<i>68</i>	<i>173</i>	<i>8.23</i>	<i>116</i>	<i>70</i>	<i>186</i>	<i>8.85</i>
<i>Étalle</i>	<i>65</i>	<i>41</i>	<i>106</i>	<i>7.32</i>	<i>68</i>	<i>37</i>	<i>105</i>	<i>7.25</i>	<i>70</i>	<i>40</i>	<i>110</i>	<i>7.60</i>
<i>Fauvillers</i>	<i>23</i>	<i>18</i>	<i>41</i>	<i>9.30</i>	<i>14</i>	<i>7</i>	<i>21</i>	<i>4.76</i>	<i>17</i>	<i>9</i>	<i>26</i>	<i>5.89</i>
<i>Florenville</i>	<i>51</i>	<i>25</i>	<i>76</i>	<i>7.34</i>	<i>42</i>	<i>25</i>	<i>67</i>	<i>6.36</i>	<i>42</i>	<i>26</i>	<i>68</i>	<i>6.45</i>
<i>Messancy</i>	<i>69</i>	<i>51</i>	<i>120</i>	<i>7.16</i>	<i>111</i>	<i>96</i>	<i>207</i>	<i>12.34</i>	<i>110</i>	<i>98</i>	<i>208</i>	<i>12.40</i>
<i>Virton</i>	<i>83</i>	<i>41</i>	<i>124</i>	<i>6.72</i>	<i>96</i>	<i>48</i>	<i>144</i>	<i>7.80</i>	<i>102</i>	<i>46</i>	<i>148</i>	<i>8.02</i>
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	—
<i>Marche-en-Famenne</i>	<i>102</i>	<i>54</i>	<i>156</i>	<i>11.67</i>	<i>117</i>	<i>58</i>	<i>175</i>	<i>13.10</i>	<i>109</i>	<i>67</i>	<i>176</i>	<i>13.17</i>
<i>Durbuy</i>	<i>21</i>	<i>15</i>	<i>36</i>	<i>4.41</i>	<i>24</i>	<i>12</i>	<i>36</i>	<i>4.41</i>	<i>34</i>	<i>12</i>	<i>46</i>	<i>5.63</i>
<i>Erezée</i>	<i>35</i>	<i>25</i>	<i>60</i>	<i>9.48</i>	<i>18</i>	<i>15</i>	<i>33</i>	<i>5.21</i>	<i>28</i>	<i>11</i>	<i>39</i>	<i>6.16</i>
<i>Houffalize</i>	<i>42</i>	<i>18</i>	<i>60</i>	<i>6.30</i>	<i>21</i>	<i>6</i>	<i>27</i>	<i>2.84</i>	<i>41</i>	<i>16</i>	<i>57</i>	<i>5.99</i>
<i>La Roche</i>	<i>47</i>	<i>24</i>	<i>71</i>	<i>7.24</i>	<i>20</i>	<i>14</i>	<i>34</i>	<i>3.47</i>	<i>46</i>	<i>26</i>	<i>72</i>	<i>7.35</i>
<i>Nassogne</i>	<i>23</i>	<i>12</i>	<i>35</i>	<i>7.73</i>	<i>17</i>	<i>3</i>	<i>20</i>	<i>4.42</i>	<i>20</i>	<i>4</i>	<i>24</i>	<i>5.30</i>
<i>Vielsalm</i>	<i>24</i>	<i>13</i>	<i>37</i>	<i>4.61</i>	<i>13</i>	<i>4</i>	<i>17</i>	<i>2.12</i>	<i>14</i>	<i>5</i>	<i>19</i>	<i>2.37</i>
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—
<i>Neufchâteau</i>	<i>91</i>	<i>39</i>	<i>130</i>	<i>7.87</i>	<i>83</i>	<i>33</i>	<i>116</i>	<i>7.02</i>	<i>112</i>	<i>46</i>	<i>158</i>	<i>9.56</i>
<i>Bastogne</i>	<i>64</i>	<i>35</i>	<									

Tableau n° 36 (suite).

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble	
			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Dinant	166	87	253	10.05	171	95	266	1,057	203	99	302	12.00
Beauraing	65	37	102	7.85	52	33	85	6,54	63	43	106	8.16
Ciney	118	64	182	8.29	114	64	178	8.11	150	60	210	9.57
Couvin	62	50	112	6.59	70	55	125	7.35	75	52	127	7.47
Florennes	64	27	91	7.12	74	32	106	8.29	86	36	122	9.54
Gedinne	50	17	67	6.06	45	12	57	5.16	50	14	64	5.79
Philippeville	44	19	63	6.14	36	12	48	4.68	35	12	47	4.58
Rochefort	89	47	136	9.33	102	40	142	9.74	118	45	163	11.19
Walcourt	71	26	97	5.92	75	27	102	6.22	78	27	105	6.40
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—

Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'Appel

Bruxelles	2,905	1,205	4,110	3.25	3,917	1,821	5,738	4.53	3,758	1,764	5,522	4.36
Louvain	1,472	716	2,188	7.05	1,187	580	1,767	5.69	1,152	598	1,750	5.64
Nivelles	769	456	1,225	6.80	791	489	1,280	7.10	826	486	1,312	7.28
Anvers	2,234	1,084	3,318	4.30	2,735	1,447	4,182	5.43	2,708	1,460	4,168	5.41
Malines	1,047	479	1,526	6.25	1,001	421	1,422	5.83	969	411	1,380	5.65
Turnhout	1,214	801	2,015	8.64	1,005	739	1,744	7.48	1,006	720	1,726	7.40
Mons	2,263	1,474	3,737	9.09	2,570	1,639	4,209	10.24	2,569	1,627	4,196	10.21
Charleroi	2,208	1,444	3,652	6.49	2,637	1,608	4,245	7.54	2,468	1,528	3,996	7.10
Tournai	1,223	582	1,805	7.52	1,344	611	1,955	8.14	1,384	623	2,007	8.36
Ressort de la Cour d'Appel de Bruxelles	15,335	8,241	23,576	5.59	17,187	9,355	26,542	6.29	16,840	9,217	26,057	6.18
Gand	2,913	1,252	4,165	7.92	2,939	1,294	4,233	8.05	3,037	1,321	4,358	8.28
Audenarde	1,821	792	2,613	10.74	1,673	726	2,399	9.86	1,732	741	2,473	10.16
Termonde	2,171	983	3,154	7.32	1,799	790	2,589	6.01	1,700	766	2,466	5.72
Bruges	1,582	657	2,239	6.27	1,412	560	1,972	5.52	1,378	583	1,961	5.49
Courtrai	1,108	471	1,579	4.13	1,088	513	1,601	4.19	1,041	531	1,572	4.12
Furnes	361	167	528	5.89	377	148	525	5.86	454	162	616	6.88
Ypres	503	255	758	5.30	504	261	765	5.35	547	270	817	5.71
Ressort de la Cour d'Appel de Gand	10,459	4,577	15,036	6.92	9,792	4,292	14,084	6.48	9,889	4,374	14,263	6.57
Liège	2,547	1,428	3,975	6.92	3,115	1,853	4,968	8.65	2,749	1,689	4,438	7.73
Huy	1,102	680	1,782	12.38	1,050	660	1,710	11.88	1,101	713	1,814	12.60
Verviers	603	260	863	5.67	560	246	806	5.29	557	246	803	5.27
Tongres	1,046	455	1,501	7.18	1,208	498	1,706	8.16	1,347	527	1,874	8.97
Hasselt	1,271	582	1,853	8.47	1,256	529	1,785	8.16	1,278	565	1,843	8.42
Arlon	381	227	608	7.10	436	281	717	8.37	459	290	749	8.74
Marche-en-Famenne	294	161	455	7.62	230	112	342	5.73	293	141	434	7.27
Neufchâteau	395	169	564	7.80	368	163	531	7.34	507	206	713	9.85
Namur	1,108	643	1,751	8.34	1,149	621	1,770	8.43	1,238	672	1,910	9.09
Dinant	729	374	1,103	7.76	739	370	1,109	7.80	858	390	1,248	8.78
Ressort de la Cour d'Appel de Liège	9,476	4,979	14,455	7.74	10,111	5,333	15,444	8.27	10,387	5,439	15,826	8.47
Totaux :	35,270	17,797	53,067	6.43	37,090	18,980	56,070	6.79	37,116	19,030	56,146	6.80
A l'étranger	2,001	1,264	3,265	0.39	172	72	244	0.03	151	31	182	0.02
Inconnu	—	—	—	—	9	9	18	—	4	—	4	—
TOTAUX GÉNÉRAUX :	37,271	19,061	56,332	6.82	37,271	19,061	56,332	6.82	37,271	19,061	56,332	6.82

TABLEAU n° 37

DE LA RÉCIDIVE GÉNÉRALE ET DE LA RÉCIDIVE SPÉCIALE

Pour la rédaction de ce tableau, on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les autres tableaux de la statistique criminelle, c'est d'après cette infraction que se fait le classement des récidivistes. Ceux-ci sont rangés parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle appartient au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous :

DÉNOMINATION DES GROUPES	N° d'ordre	N° D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui rentrent dans chaque groupe
1	2	3
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	1	1, 5, 6, 7, 8, 30, 33.
Crimes et délits contre la sécurité publique	2	9.
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	3	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles	4	10, 11, 12, 13, 19, 20.
Crimes et délits contre la moralité publique	5	14, 15, 16, 17, 18.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires	6	21, 22, 23, 24, 25, 26, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	7	27.
Calomnies et injures	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages	9	41, 42, 43, 44, 45.

La forme adoptée pour le tableau n° 37 est la même que celle attribuée aux tableaux 30 et 31, ce aux fins de permettre l'étude des récidivistes spécialistes par sexe, et dans leur ensemble.

Tableau n° 37. — RÉCIDIVISTES RÉPARTIS EN SPÉCIALISTES ET NON SPÉCIALISTES

Table with columns for NATURE DES INFRACTIONS, SEXE des condamnés, 1er DEGRÉ (2, 3, 4 condamnations), 2e DEGRÉ (3, 4, 5 condamnations), 3e DEGRÉ (4, 5, 6 condamnations), 4e DEGRÉ (5, 6, 7 condamnations), and AU TOTAL (Spécialistes, Non spécialistes, Total).

ET D'APRÈS LE NOMBRE DE CONDAMNATIONS QU'ILS ONT ENCOURUES

Table with columns for 5e DEGRÉ (6, 7 condamnations), 6e DEGRÉ (7, 8 condamnations), 7e DEGRÉ (8, 9 condamnations), 8e DEGRÉ (9, 10 condamnations), 9e DEGRÉ (10, 11 condamnations), 10e DEGRÉ et au delà (11 condamnations et plus), and AU TOTAL (Spécialistes, Non spécialistes, Total).

Tableau n° 37 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Nu- méros de la no- men- cla- ture	SEXE des condamnés	1 ^{er} DEGRÉ			2 ^e DEGRÉ			3 ^e DEGRÉ			4 ^e DEGRÉ			
			2 condamnations			3 condamnations			4 condamnations			5 condamnations			
			Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	Hommes . . .	1	14	15	3	7	10	-	2	2	-	-	3	3
		Femmes . . .	4	30	34	6	8	14	2	7	9	-	-	7	7
		Ensemble: . .	5	44	49	9	15	24	2	9	11	-	-	10	10
Outrages publics aux mœurs	17	Hommes . . .	13	28	41	1	9	10	3	8	11	1	3	4	4
		Femmes . . .	4	7	11	2	6	8	-	3	3	1	1	2	2
		Ensemble: . .	17	35	52	3	15	18	3	11	14	2	4	6	6
» de pol.	18	Hommes . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Femmes . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Ensemble: . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Adultère et bigamie	19	Hommes . . .	81	224	305	37	95	132	9	59	68	4	39	43	43
		Femmes . . .	41	95	136	10	25	35	2	11	13	-	3	3	3
		Ensemble: . .	122	319	441	47	120	167	11	70	81	4	42	46	46
Abandon de famille	20	Hommes . . .	8	23	31	14	9	23	3	7	10	3	3	6	6
		Femmes . . .	-	2	2	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-
		Ensemble: . .	8	25	33	14	10	24	3	7	10	3	3	6	6
Meurtre	21	Hommes . . .	1	2	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Femmes . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Ensemble: . .	1	2	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
» correct.	22	Hommes . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Femmes . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Ensemble: . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lésions corporelles vo- lontaires	23	Hommes . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Femmes . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Ensemble: . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
» correct.	24	Hommes . . .	164	144	308	117	42	159	45	65	110	27	28	55	55
		Femmes . . .	51	58	109	27	10	37	6	10	16	4	3	7	7
		Ensemble: . .	215	202	417	144	52	196	51	75	126	31	31	62	62
» de pol.	25	Hommes . . .	179	187	366	123	43	166	31	39	70	28	18	46	46
		Femmes . . .	139	145	284	76	23	99	31	25	56	14	13	27	27
		Ensemble: . .	318	332	650	199	66	265	62	64	126	42	31	73	73
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	Hommes . . .	-	8	8	1	1	2	-	-	-	-	2	2	2
		Femmes . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Ensemble: . .	-	8	8	1	1	2	-	-	-	-	2	2	2
Calomnies et injures	28	Hommes . . .	1	20	21	-	10	10	-	5	5	-	4	4	4
		Femmes . . .	3	19	22	3	8	11	-	5	5	-	5	5	5
		Ensemble: . .	4	39	43	3	18	21	-	10	10	-	9	9	9
» de pol.	29	Hommes . . .	2	20	22	-	9	9	-	4	4	-	2	2	2
		Femmes . . .	2	24	26	3	16	19	-	6	6	-	6	6	6
		Ensemble: . .	4	44	48	3	25	28	-	10	10	-	8	8	8
Violation de sépulture	30	Hommes . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Femmes . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Ensemble: . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Falsification dangereuse de denrées ali- mentaires	31	Hommes . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Femmes . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Ensemble: . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

5 ^e DEGRÉ			6 ^e DEGRÉ			7 ^e DEGRÉ			8 ^e DEGRÉ			9 ^e DEGRÉ			10 ^e DEGRÉ et au delà 11 condamnations et plus			AU TOTAL					
6 condamnations			7 condamnations			8 condamnations			9 condamnations			10 condamnations			11 condamnations et plus			Total					
Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total			
16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36			
-	1	1	-	1	1	-	2	2	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	31	35
-	1	1	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12	55	67	12	55	67
-	2	2	-	3	3	-	2	2	-	1	1	-	-	-	-	-	-	16	86	102	16	86	102
-	4	4	-	3	3	-	1	1	-	1	1	-	2	3	-	-	-	19	59	78	19	59	78
-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	1	-	-	-	8	18	26	8	18	26
-	5	5	-	3	3	-	1	1	-	2	2	-	4	4	-	-	-	27	77	104	27	77	104
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	20	22	1	14	15	-	13	13	1	9	10	-	6	6	-	16	16	135	495	630	135	495	630
1	3	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	54	137	191	54	137	191
3	23	26	1	14	15	-	13	13	1	9	10	-	6	6	-	16	16	189	632	821	189	632	821
-	1	1	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	1	30	45	75	30	45	75
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	1	1	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	1	30	45	75	30	45	75
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	3	4
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	3	4
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
24	25	49	17	11	28	7	6	13	9	7	16	4	8	12	22	27	49	436	363	799	436	363	799
2	5	7	2	1	3	-	-	-	5	5	10	1	1	2	1	1	2	99	92	191	99	92	191
26	30	56	19	12	31	7	6	13	14	7	21	5	8	13	23	32	55	535	455	990	535	455	990
8	20	28	13	13	26	11	8	19	8	4	12	2	10	12	21	16	37	424	358	782	424	358	782
6	4	10	4	7	11	4	1	5	4	2	6	-	4	4	8	3	11	286	227	513	286	227	513
14	24	38	17	20	37	15	9	24	12	6	18	2	14	16	29	19	48	710	565	1,275	710	565	1,275
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	5	5	-	-	-	-	1	1	-	2	2	-	2	2	-	-	-	1	1	2	7	39	46
-	5	5	1	-	1	-	1	1	-	2	2	-	2	2	-	-	-	8	85	93	8	85	93
-	3	3	-	2	2	-	-	-	-	1	1	-	1	1	-	-	-	2	41	43	2	41	43
-	2	2	-	1	1	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	2	2	5	58	63	5	58	63
-	5	5	-	3	3	-	-	-	-	1	1	-	1	1	-	-	-	7	99	106	7	99	106

Tableau n° 37 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Nu- méros de la no- men- cla- ture	SEXE des condamnés	1 ^{er} DEGRÉ 2 condamnations			2 ^e DEGRÉ 3 condamnations			3 ^e DEGRÉ 4 condamnations			4 ^e DEGRÉ 5 condamnations		
			Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total
			4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Violation du secret professionnel	32	Hommes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Femmes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
		Femmes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Vols et maraudages	34	Hommes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
		Femmes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
peines crim.	35	Hommes	1,192	1,345	2,537	704	388	1,092	297	395	692	227	154	381
		Femmes	507	444	951	229	113	342	80	81	161	55	45	100
		Ensemble	1,699	1,789	3,488	933	501	1,434	377	476	853	282	199	481
de pol.	36	Hommes	164	244	408	84	68	152	14	40	54	19	20	39
		Femmes	104	137	241	51	25	76	27	22	49	20	9	29
		Ensemble	268	381	649	135	93	228	41	62	103	39	29	68
Banqueroute	37	Hommes	3	1	4	-	-	-	-	-	-	1	1	2
		Femmes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Ensemble	3	1	4	-	-	-	-	-	-	-	1	2
Abus de confiance, es- croquerie, tromperie	38	Hommes	311	408	719	181	142	323	77	108	185	50	47	97
		Femmes	160	189	349	55	34	89	15	23	38	17	10	27
		Ensemble	471	597	1,068	236	176	412	92	131	223	67	57	124
de pol.	39	Hommes	2	8	10	1	3	4	1	-	1	-	-	-
		Femmes	-	1	1	2	-	2	-	-	-	-	-	-
		Ensemble	2	9	11	3	3	6	1	-	1	-	-	-
Recel	40	Hommes	116	202	318	75	58	133	35	43	78	30	27	57
		Femmes	73	109	182	45	28	73	11	23	34	12	8	20
		Ensemble	189	311	500	120	86	206	46	66	112	42	35	77
Incendie	41	Hommes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Femmes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Destructions et dom- mages	42	Hommes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Femmes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
peines crim.	43	Hommes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Femmes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
de pol.	44	Hommes	3	29	32	2	9	11	-	5	5	-	3	3
		Femmes	-	8	8	-	3	3	-	3	3	-	-	-
		Ensemble	3	37	40	2	12	14	-	8	8	-	3	3
de pol.	45	Hommes	1	25	26	-	8	8	2	11	13	-	7	7
		Femmes	-	10	10	-	1	1	-	4	4	-	-	-
		Ensemble	1	35	36	-	9	9	2	15	17	-	7	7
Totaux :		Hommes	2,516	3,758	6,274	1,537	1,191	2,728	586	1,052	1,638	439	519	958
		Femmes	1,185	1,558	2,743	551	388	939	191	273	464	131	141	272
		Ensemble	3,701	5,316	9,017	2,088	1,579	3,667	777	1,325	2,102	570	660	1,230

NATURE DES INFRACTIONS	Nu- méros de la no- men- cla- ture	SEXE des condamnés	5 ^e DEGRÉ 6 condamnations			5 ^e DEGRÉ 7 condamnations			7 ^e DEGRÉ 8 condamnations			8 ^e DEGRÉ 9 condamnations			9 ^e DEGRÉ 10 condamnations			10 ^e DEGRÉ et au delà 11 condamnations et plus			AU TOTAL					
			Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total						
			16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36			
Violation du secret professionnel	32	Hommes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Femmes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Femmes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vols et maraudages	34	Hommes	125	177	302	105	92	197	56	61	117	47	47	94	38	53	91	187	189	376	2,978	2,901	5,879			
		Femmes	32	28	60	10	11	21	20	12	32	10	11	21	8	2	10	32	19	51	983	766	1,749			
		Ensemble	157	205	362	115	103	218	76	73	149	57	58	115	46	55	101	219	208	427	3,961	3,667	7,628			
de pol.	36	Hommes	9	13	22	1	10	11	2	12	14	-	6	6	1	5	6	16	14	30	310	432	742			
		Femmes	7	5	12	5	1	6	-	2	2	5	-	5	2	-	2	11	2	13	232	203	435			
		Ensemble	16	18	34	6	11	17	2	14	16	5	6	11	3	5	8	27	16	43	542	635	1,177			
Banqueroute	37	Hommes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	2	7		
		Femmes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	2	7	
		Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	2	7	
Abus de confiance, es- croquerie, tromperie	38	Hommes	29	42	71	35	20	55	11	19	30	16	13	29	13	8	21	62	39	101	785	846	1,631			
		Femmes	3	9	12	3	2	5	3	6	9	4	1	5	-	-	8	6	14	268	280	548				
		Ensemble	32	51	83	38	22	60	14	25	39	20	14	34	13	8	21	70	45	115	1,053	1,126	2,179			
de pol.	39	Hommes	-	1	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	12	17			
		Femmes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	3		
		Ensemble	-	1	1	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	13	20		
Recel	40	Hommes	12	27	39	9	14	23	6	18	24	4	18	22	2	7	9	17	23	40	306	437	743			
		Femmes	3	10	13	3	4	7	-	4	4	2	1	3	-	-	6	2	8	156	189	345				
		Ensemble	15	37	52	12	18	30	6	22	28	6	19	25	2	7	9	23	25	48	462	626	1,088			
Incendie	41	Hommes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
		Femmes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Destructions et dom- mages	42	Hommes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
		Femmes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
peines crim.	43	Hommes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
		Femmes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
de pol.	44	Hommes	1	6	7	-	3	3	-	3	3	-	3	3	-	1	1	-	6	6	6	6	6	6		
		Femmes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Ensemble	1	6																						

TABLEAU n° 38

Ce tableau réunit dans un même cadre les condamnés hommes et femmes d'une part, primaires et récidivistes d'autre part.

Il importe, en effet, de pouvoir suivre l'influence de l'ivrognerie sur la criminalité non seulement par groupes de criminels mais aussi

et antérieurement à toute étude détaillée pour l'ensemble de ceux-ci.

Il est possible ainsi d'établir rapidement le taux d'intervention de l'ivrognerie sous ses divers aspects réunis, dans les causes de la criminalité.

Les chiffres ci-dessous en donnent les proportions pour les douze dernières années :

ANNÉES	NOMBRE TOTAL des individus retenus par la statistique criminelle	TOTAL DES INDIVIDUS auquel un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction	
		Chiffres absolus	%
1931	38,362	9,483	24.78
1932	38,150	9,179	24.06
1933	37,997	8,808	23.18
1934	39,653	8,756	22.08
1935	38,518	8,271	21.47
1936	36,966	8,403	22.73
1937	34,672	7,990	23.04
1938	33,978	7,266	21.38
1939	31,900	6,878	21.56
1940	33,256	6,077	18.27
1941	49,837	4,965	9.96
1942	56,332	4,487	7.96

On constate un mouvement décroissant constant, sauf pour les années d'euphorie 1936 et 1937. En 1940, la chute est déjà plus forte; en 1941, elle est particulièrement profonde; elle s'accroît encore en 1942.

Tableau n° 38. — IVROGNERIE

NATURE DE L'INFRACTION	Nombres de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Récidi-vistes	Pri-maires	Récidi-vistes	Pri-maires	Récidi-vistes	Pri-maires	Récidi-vistes
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes . Femmes . Ensemble:	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	Hommes . Femmes . Ensemble:	1 — 1	7 2 9	— — —	— — —	1 — 1	7 2 9	— — —	— — —
Faux en écritures	3	Hommes . Femmes . Ensemble:	19 — 19	55 1 56	— — —	— — —	18 — 18	54 1 55	1 — 1	1 — 1
Faux témoignage ou serment	4	Hommes . Femmes . Ensemble:	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	Hommes . Femmes . Ensemble:	6 1 7	18 — 18	— — —	— — —	5 — 5	17 — 17	1 1 2	1 — 1
Infraction contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes . Femmes . Ensemble:	1 — 1	1 — 1	— — —	— — —	1 — 1	1 — 1	— — —	— — —
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	Hommes . Femmes . Ensemble:	146 14 160	604 28 632	9 1 10	3 — 3	35 3 38	418 21 439	102 10 112	183 7 190
			Hommes . Femmes . Ensemble:	42 2 44	51 4 55	2 — 2	— — —	20 1 21	35 3 38	20 1 21
Infractions contre la sécurité publique	9	Hommes . Femmes . Ensemble:	4 — 4	24 2 26	— — —	— — —	2 — 2	21 2 23	2 — 2	3 — 3
			Hommes . Femmes . Ensemble:	— 1 1	1 — 1	— — —	— — —	— 1 1	— — —	— — —
Avortement	10	Hommes . Femmes . Ensemble:	— 1 1	— — 1	— — —	— — —	— 1 1	— — —	— — —	— — —
			Hommes . Femmes . Ensemble:	3 — 3	11 1 12	— — —	— — —	3 — 3	11 1 12	— — —
Destruction ou supposition d'état	12	Hommes . Femmes . Ensemble:	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
			Hommes . Femmes . Ensemble:	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
Enlèvement de mineurs	13	Hommes . Femmes . Ensemble:	— — —	— — 1	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
			Hommes . Femmes . Ensemble:	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —

Tableau n° 38 (suite).

NATURE DE L'INFRACTION	Nombres de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Récidi-vistes	Pri-maires	Récidi-vistes	Pri-maires	Récidi-vistes	Pri-maires	Récidi-vistes
Attentat à la pudeur et viols	14	Hommes . Femmes . Ensemble:	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
			Hommes . Femmes . Ensemble:	5 — 5	18 — 18	— — —	— — —	5 — 5	18 — 18	— — —
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	Hommes . Femmes . Ensemble:	4 — 4	3 4 7	— — —	— — —	4 — 4	3 4 7	— — —	— — —
			Hommes . Femmes . Ensemble:	7 2 9	19 4 23	2 — 2	— — —	3 1 4	14 4 18	2 1 3
Outrages publics aux mœurs	17	Hommes . Femmes . Ensemble:	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
			Hommes . Femmes . Ensemble:	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
Adultère et bigamie	19	Hommes . Femmes . Ensemble:	30 2 32	151 8 159	— 1 1	1 — 1	30 1 31	149 8 157	— — —	1 — 1
			Hommes . Femmes . Ensemble:	— 1 1	10 — 10	— 1 1	— — —	— — —	10 — 10	— — —
Meurtre	21	Hommes . Femmes . Ensemble:	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
			Hommes . Femmes . Ensemble:	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
Lésions corporelles volontaires	24	Hommes . Femmes . Ensemble:	41 2 43	234 10 244	7 — 7	— — —	25 1 26	200 8 208	9 1 10	34 2 36
			Hommes . Femmes . Ensemble:	45 4 49	190 20 210	1 — 1	— — —	24 2 26	166 20 186	20 2 22
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	Hommes . Femmes . Ensemble:	1 — 1	5 — 5	— — —	1 — 1	— — —	3 — 3	1 — 1	1 — 1

Tableau n° 38 (suite).

NATURE DE L'INFRACTION	Nu- méros de la no- men- cla- ture	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri- maires 4	Réci- distes 5	Pri- maires 6	Réci- distes 7	Pri- maires 8	Réci- distes 9	Pri- maires 10	Réci- distes 11
Calomnies et in- jures	28	Hommes .	3	8	—	—	3	7	—	1
		Femmes .	—	—	—	—	3	7	—	1
		Ensemble:	3	8	—	—	3	7	—	1
» de pol.	29	Hommes .	2	8	—	—	—	8	2	1
		Femmes .	—	3	—	—	—	2	—	1
		Ensemble:	2	11	—	—	—	10	2	1
Violation de sépulture.	30	Hommes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble:	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de den- rées alimentaires	31	Hommes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble:	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel .	32	Hommes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble:	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications .	33	Hommes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble:	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et marauda- ges	34	Hommes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble:	—	—	—	—	—	—	—	—
» de pol.	35	Hommes .	230	1,349	—	1	228	1,339	2	9
		Femmes .	16	50	—	1	14	46	2	3
		Ensemble:	246	1,399	—	2	242	1,385	4	12
Banqueroute	36	Hommes .	37	155	1	—	36	155	—	—
		Femmes .	—	9	—	—	—	9	—	—
		Ensemble:	37	164	1	—	36	164	—	—
Abus de confiance escroquerie, tromperie	37	Hommes .	61	359	1	—	60	357	—	2
		Femmes .	7	24	1	—	6	24	—	—
		Ensemble:	68	383	2	—	66	381	—	2
Recel	38	Hommes .	1	6	—	—	1	6	—	—
		Femmes .	—	1	—	—	—	1	—	—
		Ensemble:	1	7	—	—	1	7	—	—
Incendie	39	Hommes .	30	176	1	—	29	175	—	1
		Femmes .	1	11	—	—	1	11	—	—
		Ensemble:	31	187	1	—	30	186	—	1
» correct.	40	Hommes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble:	—	—	—	—	—	—	—	—
» de pol.	41	Hommes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble:	—	—	—	—	—	—	—	—
» correct.	42	Hommes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble:	—	—	—	—	—	—	—	—

Tableau n° 38 (suite).

NATURE DE L'INFRACTION	Nu- méros de la no- men- cla- ture	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri- maires 4	Réci- distes 5	Pri- maires 6	Réci- distes 7	Pri- maires 8	Réci- distes 9	Pri- maires 10	Réci- distes 11
Destructions et dommages	43	Hommes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble:	—	—	—	—	—	—	—	—
» correct.	44	Hommes .	8	26	3	—	1	21	4	5
		Femmes .	3	2	—	—	2	2	1	—
		Ensemble:	11	28	3	—	3	23	5	5
» de pol.	45	Hommes .	4	20	—	—	1	16	3	4
		Femmes .	2	4	—	—	1	3	1	1
		Ensemble:	6	24	—	—	2	19	4	5
Totaux :		Hommes .	731	3,511	27	6	535	3,214	169	291
		Femmes .	57	188	3	1	34	172	20	15
		Ensemble:	788	3,699	30	7	569	3,386	189	306

Tableau n° 39. — INFRACTIONS AUX ARTICLES 1^{er} § 1 ET 3 DE L'ARRÊTÉ-LOI
DU 14 NOVEMBRE 1939 SUR LA RÉPRESSION DE L'IVRESSE
jugées pendant l'année et réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises

CATÉGORIES DE CONTRAVENTIONS	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												FAITS commis à une époque incon- cune ou indé- termi- née	TO- TAUX
	Jan- vier	Fé- vrier	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep- tembre	Octo- bre	No- vem- bre	Dé- cembre		
Faits d'ivresse connexes à un délit	44	35	35	34	39	32	45	35	34	36	44	49	—	461
Faits d'ivresse commis iso- lément	139	112	135	133	179	133	114	130	144	156	178	185	2	1,740
Total des deux catégories ci-dessus	183	147	170	167	218	165	159	165	178	191	222	234	2	2,201

Il y a lieu de se reporter pour ce tableau à ce qui a été dit dans la publication décennale de la statistique judiciaire (1).

On peut constater que depuis 1940 de nouvelles baisses importantes se sont produites dans les faits d'ivresse jugés en 1941 et 1942.

(1) Cfr. aussi *Bulletin de Statistique*, 27^e année, n° 10-11, octobre-novembre 1941, pp. 112-113 : Statistique des infractions à la loi sur l'ivresse 1931 à 1940.

SECTION II

STATISTIQUE

DE LA

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

ET DE LA

JURIDICTION DU TRAVAIL

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

Les données de la statistique de la justice civile et commerciale sont inscrites, pour chaque juridiction, par les soins des greffiers, dans des formulaires, issus du Ministère de la Justice et dont les textes respectifs ont été arrêtés depuis de nombreuses années par ce département.

Ces documents, appelés états statistiques ou comptes rendus, sont dressés à la fin de chaque année.

Pour les divorces, les adoptions et les faillites, des listes nominatives sont, en outre, établies par les greffes.

Une circulaire ministérielle du 8 décembre

1934 stipule que les fonctionnaires intéressés doivent faire toutes les annotations nécessaires pour que la statistique soit établie avec la plus parfaite exactitude.

Après vérification de ces états, comptes ou listes nominatives, le département de la Justice les transmet à l'Office Central de Statistique.

Celui-ci compulse les éléments statistiques dans des cahiers de dépouillement, qui permettent une nouvelle vérification et la totalisation des différentes données.

Les tableaux statistiques présentés ci-après sont extraits de ces cahiers de dépouillement.

1° JUSTICES DE PAIX

Compétence. — Jusqu'en mai-1940, les arrondissements judiciaires du Royaume étaient divisés en 230 cantons de justice de paix. Le ressort de la cour d'appel de Bruxelles en comprenait 88, celui de Gand 65, celui de Liège 77.

Depuis, il y a lieu de tenir compte de la soustraction à l'administration belge des territoires comportant les cantons de : Eupen, Malmédy et Saint-Vith, les cantons du Royaume étant ainsi réduits à 227 et ceux du ressort de la cour d'appel de Liège à 74.

Dans chaque canton, il y a un juge de paix assisté d'un greffier. Auprès de chaque juge de paix, il est nommé des suppléants.

Une place de greffier adjoint peut être créée par le Roi dans les justices de paix où, par suite de l'importance du service, un commis-greffier doit faire habituellement les fonctions de greffier.

Les greffiers peuvent avoir des commis, qui prêtent serment devant le juge de paix.

Le Roi peut, si les besoins du service le permettent, charger un juge de paix de desservir un canton contigu. Le juge reçoit, dans ce cas, le traitement attribué aux juges de paix des cantons ayant une population égale à la population des deux cantons réunis.

En matière civile, les juges de paix ont à remplir une double mission; ils agissent : 1° comme juges; 2° comme officiers publics.

Les résultats de leur activité, en matière contentieuse, sont consignés dans le tableau n° 40.

Juridiction contentieuse. — L'Arrêté Royal du 13 janvier 1935 modifiant la loi du 25 mars 1876 détermine comme suit la compétence du juge de paix :

Les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 1,000 francs et en premier ressort jusqu'à la valeur de 5,000 francs, en outre des contestations relatives aux actes réputés commerciaux par la loi, mais seulement en dernier ressort et jusqu'à la valeur de 1,000 francs.

Ils connaissent des demandes en pension alimentaire n'excédant pas, en totalité, 5,000 francs par an, fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil, et, dans les mêmes limites, des demandes en pension alimentaire fondées sur l'article 212 du Code civil, si ces demandes ne sont pas connexes à une instance en séparation de corps ou à une instance en divorce. (Ils statuent en premier ou en dernier ressort, suivant que le montant de la demande, déterminé conformément à l'article 27 des lois sur la compétence, dépasse ou ne dépasse pas 1,000 francs.)

Ils connaissent, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 1,000 francs, et en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des actions énumérées à l'article 3 de la loi du 25 mars 1876 (modifié par l'art. 2 de l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935 et par l'Arrêté Royal du 30 mars 1935) étant les contestations relatives aux baux à ferme et à loyer, aux obligations de copropriétaires, aux servitudes, aux droits de passage; les actions possessoires, les contestations relatives aux engagements de travail, sous réserve de la juridiction des prud'hommes; les actions réhabilitoires dans les ventes ou échanges d'animaux, les actions pour dommages aux champs, fruits et récoltes, les contestations relatives aux ventes de semences, engrais, nourritures d'animaux, si l'acheteur n'a pas fait acte de commerce; les oppositions frappant l'épargne de la femme mariée et du mineur.

En outre, en vertu des articles 8 et 21 du Code rural, ils connaissent des indemnités relatives au droit de fouille et aux droits d'irrigation et de dessèchement.

Selon l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 19 juillet 1935 remplaçant l'article 59 des lois coordonnées sur les mines, les juges de paix connaissent des actions en réparation des dommages causés, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 15,000 francs et en premier ressort jusqu'à la valeur de 40,000 francs.

En cas d'accord avec les concessionnaires sur le principe et sur le partage entre ceux-ci de leur responsabilité, ils sont compétents en dernier ressort jusqu'à la valeur de 8,000 francs, en

premier ressort jusqu'à la valeur de 20,000 francs (art. 59 A. R. Mines, coord. 15 septembre 1919, modifié par la loi du 15 septembre 1928).

L'article 6 de la loi du 25 mars 1841 donne compétence aux juges de paix pour connaître des demandes en validité et en main-levée des saisies-gageries et des saisies-foraines.

Le juge de paix du canton où un accident du travail s'est produit est seul compétent pour connaître des actions relatives aux indemnités dues aux ouvriers ou à leurs ayants droit, ... ainsi que des demandes en révision de ces indemnités; il statue, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 1,000 francs, et, en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever. (A. R. du 28 septembre 1931 coordonnant les lois sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, modifié par A. R. du 31 mars 1936, art. 24.)

Il a la même compétence en ce qui concerne la réparation des accidents du travail dans les causes desquels est intervenu un fait de guerre (Arrêté du 9 août 1941, art. 15).

De même le juge de paix du canton dans le ressort duquel se trouve le port d'attache du navire ou bâtiment est seul compétent pour connaître des actions relatives aux indemnités dues aux gens de mer ou aux ayants droit ainsi que des demandes en révision de ces indemnités; il statue en dernier ressort jusqu'à la valeur de 200 francs et en premier ressort à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

En vertu de l'article 17 de la loi du 24 juillet 1927, les recours contre les décisions du Fonds de prévoyance sont portés devant le juge de paix, qui statue en dernier ressort jusqu'à la valeur de 300 francs et en premier ressort à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

La loi du 9 août 1887 a réglé la procédure en expulsion de locataires de maisons ou appartements d'un faible loyer. Lorsque le montant du loyer de maisons ou appartements n'excède pas 150 francs par an dans les communes de moins de 5,000 habitants, et 300 francs dans les autres communes, le juge de paix statue sur les demandes en expulsion de locataires par une ordonnance mise au bas de l'exploit original de citation.

Les dispositions légales exceptionnelles en matière de loyer et de fermage ont également

attribué la compétence des contestations au juge de paix de la situation de l'immeuble. A cet égard il y a lieu de citer :

En ce qui concerne les *baux à loyer* :

L'arrêté du 20 septembre 1940, dont les effets furent successivement prorogés par les arrêtés du 24 décembre 1940 et du 26 février 1941;

L'arrêté modificatif du 28 avril 1941;

L'arrêté du 18 novembre 1942.

La compétence du juge de paix est en dernier ressort si le loyer annuel n'excède pas 2,500 francs (art. 12 de l'A. du 29-9-1940).

En ce qui concerne les *baux à ferme* :

Les arrêtés du 26 novembre et du 4 décembre 1940 qui, muets sur la compétence, laissent leur application intégrale aux lois sur la compétence en la matière.

Juridiction gracieuse. — Les juges de paix sont aussi chargés de convoquer les conseils de famille, de procéder à l'apposition et à la levée des scellés, d'assister à la vente et au partage des biens de mineurs, de recevoir les actes d'adoption et d'émancipation, de délivrer des actes de notoriété, de constater l'accord des parties relativement aux indemnités à allouer en matière d'accidents du travail.

Notariat. — Le notariat est régi par la loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803), modifiée par les lois des 16 décembre 1922 et 16 avril 1927, et par l'Arrêté Royal du 13 décembre 1935.

En vertu de l'article 2 de la loi du 16 avril 1927, le nombre des notaires, leur placement et leur résidence seront déterminés par le gouvernement, de manière qu'il y ait un notaire au plus par 6,500 habitants dans les agglomérations de Bruxelles, Liège, Anvers, Gand et Charleroi et un notaire au plus par 6,000 habitants dans les autres cantons avec minimum de deux notaires par canton.

Toutefois, dans les cantons qui ont une population dépassant 35,000 habitants, le nombre de notaires ne pourra être supérieur à six.

Lire dans le *Bulletin de Statistique*, 26^e année, n° 7, novembre 1940, pp. 131 et suivantes : Modifications apportées en 1935 à la compétence et au ressort en matière civile et commerciale, procédures nouvelles en justice de paix. — Résultats statistiques.

Tableau n° 40. — JUSTICE DE PAIX. — ÉTAT, PAR CANTON, DES TRAVAUX DES JUGES DE PAIX

CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE					CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE				
	Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugement rendu avant de statuer au fond		Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond
			à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement					à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugements	
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
Bruxelles 1 ^{er} cant. » 2 ^e » » 3 ^e » » 4 ^e »	1,503 2,552 2,653 769	184 409 1,517 140	360 857 1,717 190	1,327 2,104 2,453 719	130 118 62 82	Malines (Nord) » (Sud) Duffel Heist-op-den-Berg	296 357 216 135	9 32 8 3	2 43 24 19	303 346 200 119	10 27 15 13
Anderlecht Assche Hal Ixelles 1 ^{er} canton » 2 ^e » Molenbeek-St-Jean Saint-Gilles St-Josse-ten-Noode Schaerbeek 1 ^{er} cant. » 2 ^e » Sint-Kwintens-Lennik Uccle Vilvorde Wolvertem	1,424 253 323 1,016 867 1,797 843 1,737 954 1,024 223 1,402 383 219	690 226 23 19 15 431 191 449 326 326 4 410 35 228	749 243 35 77 152 624 283 637 962 356 30 510 16 240	1,365 236 311 958 730 1,604 751 1,549 962 994 197 1,302 402 207	123 66 85 53 160 350 60 196 115 84 67 105 29 —	Totaux	1,315	59	120	1,254	90
Louvain 1 ^{er} cant. » 2 ^e » Aarschot Diest Glabbeek Haacht Tirlemont Léau	425 569 117 185 79 111 475 75	625 858 413 5 97 208 594 148	650 942 413 45 109 237 655 165	400 485 117 145 67 82 414 58	36 24 — 24 12 9 42 10	Turnhout Arendonk Herentals Hoogstraten Mol Westerloo	237 102 283 63 229 119	144 243 266 73 25 1	107 277 265 78 28 20	274 68 284 58 226 100	27 20 21 17 78 26
Totaux	19,942	5,623	7,394	18,171	1,885	Totaux	1,033	752	775	1,010	189
Nivelles Genappe Jodoigne Perwez Wavre	442 120 105 48 423	526 191 237 80 431	492 211 156 57 511	476 100 186 71 343	83 40 27 — 138	Boussu Mons Chièvres Dour Enghien La Louvière Lens Pâturages Rœulx Soignies	910 767 66 235 78 607 151 318 209 230	24 10 48 257 — 1,389 379 265 458 517	122 126 55 279 8 1,256 410 287 458 625	812 651 59 213 70 740 120 296 209 222	116 87 16 9 22 48 23 36 22 17
Totaux	2,036	2,948	3,216	1,768	157	Totaux	3,571	3,347	3,526	3,392	396
Anvers 1 ^{er} canton » 2 ^e » » 3 ^e » » 4 ^e » Berchem Boom Borgerhout Brecht Ekeren Kontich Zandhoven	796 1,314 1,415 747 794 346 1,484 123 414 298 175	564 630 902 157 264 271 27 139 13 212 107	687 877 1,089 73 328 271 189 140 42 251 98	673 1,067 1,228 831 730 346 1,322 122 385 259 184	82 127 67 153 139 31 139 10 58 21 13	Charleroi (Nord) » (Sud) Beaumont Binche Châtelet Chimay Fontaine- l'Évêque Gosselies Jumet Marchienne-au-Pont Merbes-le-Château Senefte Thuin	599 1,476 84 612 438 106 379 405 549 461 90 312 132	1,735 1,186 112 1,036 1,462 — 16 468 13 1,130 186 987 2	1,790 680 112 1,080 1,481 — 26 463 36 1,104 183 966 15	544 1,982 84 568 419 106 369 410 526 487 93 333 119	58 41 29 29 62 26 34 46 39 52 7 101 20
Totaux	7,906	3,286	4,045	7,147	840	Totaux	5,643	8,333	7,936	6,040	637

Tableau n° 40 (suite).

CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE					CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE				
	Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond		Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond
			à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement					à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement	
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
Tournai Antoing Ath Celles Flobecq Frasnes Lessines Leuze Péruwelz Quevaucamps Templeuve	390 109 102 27 36 24 121 66 105 190 123	721 18 444 1 103 1 391 — 211 203 267	735 11 451 3 13 4 397 — 220 196 280	376 116 95 25 126 21 115 66 96 197 110	197 17 36 7 11 3 14 12 16 20 71	Bruges 1 ^{er} cant. » 2 ^e » » 3 ^e » Ardoois Gistel Ostende Ruiselede Tielt Torhout	232 399 224 33 97 381 30 53 144	658 847 555 48 2 815 91 119 504	679 871 569 52 12 852 95 125 527	211 375 210 29 87 344 26 47 121	30 187 190 5 18 37 7 9 44
Totaux	1,293	2,360	2,310	1,343	404	Totaux	1,593	3,639	3,782	1,450	527
Gand 1 ^{er} canton » 2 ^e » » 3 ^e » Assenede Deinze Eekloo Evergem Kapryke Kruishoutem Ledeberg Lochristi Nazareth Nevele Oosterzele Waarschot Zomergem	701 529 513 99 55 124 176 40 43 189 81 64 49 112 24 46	39 2 37 186 108 130 11 95 62 14 — 4 1 393 5 159	131 40 45 169 116 144 46 63 68 23 16 9 13 413 5 165	609 491 505 116 47 110 141 72 37 180 65 59 37 92 24 40	16 38 110 4 11 7 4 3 3 19 6 8 4 9 5 5	Totaux	1,553	2,275	2,400	1,428	231
Totaux	2,845	1,246	1,466	2,625	251	Totaux	253	360	345	268	22
Audenarde Grammont Herzele Nederbrakel Ninove Renaix Sint-Maria- Horebeke Zottegem	135 119 111 41 227 120 47 72	332 366 5 108 496 353 118 3	332 390 16 118 515 369 118 16	135 95 100 31 208 104 47 59	21 13 20 8 30 28 8 13	Furnes Dixmude Haringe Nieupoort	82 72 21 78	20 128 2 210	25 97 4 219	77 103 19 69	2 17 — 3
Totaux	872	1,781	1,874	779	141	Totaux	400	874	934	340	41
Termonde Alost Beveren Hamme Lokeren Sint-Gillis-Waas Saint-Nicolas Tamise Wetteren Zele	196 634 109 74 130 83 288 202 148 104	9 927 128 244 14 322 902 281 5 9	8 1,009 129 245 34 261 769 285 11 21	197 552 108 73 110 144 421 198 142 92	15 49 8 17 15 9 26 27 8 17	Ypres 1 ^{er} canton » 2 ^e » Hoogdele Messines Passchendale Poperinge Wervik	27 62 39 60 21 45 146	135 204 53 113 68 103 198	137 205 54 117 70 99 252	25 61 38 56 19 49 92	— 7 8 — 5 10 11
Totaux	1,968	2,841	2,772	2,037	191	Totaux	7,279	4,578	4,764	7,093	655

Tableau n° 40 (suite).

CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE					CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE					
	Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond		Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond	
			à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement					à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement		
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6	
Huy	278	671	681	268	57	Marche-en-Famenne	62	155	169	48	57	
Ferrières	17	27	34	10	11	Durbuy	32	28	21	39	7	
Hannut	55	164	157	62	5	Erezée	16	31	31	16	5	
Héron	62	72	71	63	25	Houffalize	52	122	132	42	7	
Jehay-Bodegnée	43	79	77	45	5	Laroche	66	97	121	42	11	
Landen	82	281	287	76	19	Nassogne	23	91	93	21	4	
Nandrin	118	191	199	110	28	Vielsalm	26	5	6	25	1	
Totaux :	655	1,485	1,506	634	150	Totaux :	277	529	573	233	94	
Verviers	257	438	463	232	35	Neufchâteau	52	141	151	42	13	
Aubel	31	40	45	26	6	Bastogne	37	—	13	24	—	
Dison	64	135	87	112	19	Bouillon	22	50	45	27	5	
Herve	42	45	40	47	7	Paliseul	44	85	91	38	17	
Limbourg	43	90	82	51	6	Saint-Hubert	28	95	100	23	3	
Spa	158	247	159	246	16	Sibret	21	1	5	17	5	
Stavelot	47	7	12	42	20	Wellin	12	1	1	12	8	
Totaux :	642	1,002	888	756	109	Totaux :	216	373	406	183	51	
Tongres	137	6	15	128	12	Namur 1 ^{er} c. (N.)	463	46	86	423	55	
Bilzen	165	489	538	116	26	» 2 ^e » (S.)	271	12	51	232	23	
Looz	81	189	209	61	9	Andenne	168	199	203	164	28	
Bree	48	6	4	50	9	Eghezéc	103	4	23	84	19	
Maaseik	69	9	4	74	10	Fosses	305	47	69	283	23	
Mechelen	135	252	156	231	—	Gembloux	272	353	150	475	22	
Zichen-Zussen-Bolder	46	88	91	43	5	Totaux :	1,582	661	582	1,661	170	
Totaux :	681	1,039	1,017	703	71	Dinant	193	6	16	183	16	
Hasselt	328	351	365	314	32	Beauraing	83	177	215	45	—	
Beringen	179	69	13	235	14	Cincy	97	134	137	94	6	
Herck-la-Ville	60	238	245	53	8	Couvin	75	—	9	66	14	
Neerpelt	81	12	16	77	16	Florennes	55	131	140	46	8	
Peer	27	45	43	29	5	Gedinne	28	4	11	21	4	
Saint-Trond	176	488	475	189	13	Philippeville	40	77	52	65	—	
Totaux :	851	1,203	1,157	897	88	Rochefort	53	—	7	46	9	
Arlon	123	107	107	123	28	Walcourt	64	190	132	122	2	
Etalle	52	113	114	51	19	Totaux :	688	719	719	688	61	
Fauvillers	21	133	106	48	10	LE ROYAUME :	66,591	53,519	56,656	63,454	7,815	
Florenville	22	3	11	14	3	Le Royaume en	1941	84,626	65,296	68,902	81,020	7,748
Messancy	89	144	145	88	4	1940	83,271	67,377	70,391	80,257	5,691	
Virton	52	241	239	54	12	1939	112,222	61,819	66,923	105,118	8,268	
Totaux :	359	741	722	378	76							

La statistique a, depuis l'année 1938, fait la distinction entre les affaires de nature civile et les affaires de nature commerciale dont les juges de paix avaient à connaître en vertu des dispositions nouvelles de l'Arrêté Royal du 13 juillet 1935.

Dans le total des affaires introduites devant les juges de paix, pour le Royaume, les affaires commerciales tiennent les proportions ci-dessous :

ANNÉES	TOTAL des affaires à juger	NOMBRE des affaires commerciales à juger	PROPORTION %
1	2	3	4
1942	127,800	7,091	5.6
1941	158,110	12,852	8.1
1940	160,208	15,205	9.5
1939	181,595	31,936	17.6
1938	181,165	31,987	17.6

Tableau n° 41. — CERTAINES ACTIVITÉS DE JURIDICTION GRACIEUSE DES JUGES DE PAIX

ANNÉES	NOMBRE de conseils de famille présidés	ACTES d'émancipation reçus	ACTES de notoriété reçus	NOMBRE de levées de scellés	RÉCEPTION de déclarations d'accident de travail
1	2	3	4	5	6
1942	19,370	3,223	15,795	1,200	104,878
1941	19,828	3,656	16,258	919	91,063
1940	19,265	3,592	15,004	654	64,254
1939	18,897	2,774	14,455	795	93,982
1938	18,363	2,321	14,833	796	106,087

Tableau n° 42. — ACTES NOTARIÉS ET DROITS D'ENREGISTREMENT Y PERÇUS, PAR CANTON ET PAR ARRONDISSEMENT (1)

CANTONS	ACTES notariés — Nombre	DROITS D'ENREGISTREMENT PERÇUS	CANTONS	ACTES notariés — Nombre	DROITS D'ENREGISTREMENT PERÇUS
1	2	3	1	2	3
Bruxelles (4 cantons)	22,885	114,833,479	Turnhout	1,341	3,216,692
Anderlecht	4,244	15,600,873	Arendonk	494	1,348,062
Assche	1,944	2,435,270	Herentals	1,714	2,788,946
Hal	2,292	4,689,669	Hoogstraten	544	1,090,724
Ixelles (2 cantons)	5,133	21,186,107	Mol	1,972	2,310,131
Molenbeek-Saint-Jean	3,473	9,761,741	Westerloo	973	1,699,950
Saint-Gilles	2,080	9,188,000	Total :	7,038	12,454,505
Saint-Josse-ten-Noode	5,822	23,013,807			
Schaerbeek (2 cantons)	7,669	31,808,146	Mons	4,088	5,833,202
Sint-Kwintens-Lennik	1,413	1,533,829	Boussu	2,489	1,993,305
Uccle	5,419	20,120,245	Chièvres	530	561,408
Vilvorde	2,118	3,614,935	Dour	1,736	1,568,411
Wolvetem	2,356	6,063,093	Enghien	520	890,354
Total :	66,848	263,749,194	La Louvière	2,287	4,525,999
			Lens	1,165	1,246,186
Louvain (2 cantons)	5,855	12,323,182	Pâturages	1,989	2,094,636
Aarschot	919	1,339,744	Rœulx	1,221	1,395,814
Diest	1,237	2,135,854	Soignies	1,498	2,534,098
Glabbeek	514	500,157	Total :	17,523	22,673,413
Haacht	1,152	2,360,841			
Tirlemont	1,782	2,730,153			
Léau	434	443,696	Charleroi (2 cantons)	7,202	12,356,325
Total :	11,893	21,833,627	Beaumont	634	1,692,672
			Binche	2,360	2,876,241
Nivelles	3,487	7,434,873	Châtelet	2,344	2,755,289
Genappe	1,167	1,675,592	Chimay	874	1,238,578
Jodoigne	1,357	2,448,832	Fontaine-l'Évêque	1,804	2,062,097
Perwez	611	560,944	Gosselies	2,104	2,476,681
Wavre	3,144	5,973,063	Jumet	2,557	2,606,982
Total :	9,766	18,093,304	Marchienne-au-Pont	1,606	2,550,455
			Merbes-le-Château	681	773,765
Anvers (4 cantons)	23,993	82,655,651	Seneffe	1,586	2,181,138
Berchem	1,566	4,233,916	Thuin	1,037	1,201,090
Boom	1,250	1,912,277	Total :	24,789	34,771,313
Borgerhout	4,388	13,831,630			
Brecht	1,771	3,505,158	Tournai	2,289	5,136,681
Ekeren	2,978	5,239,823	Antoing	888	3,573,831
Kontich	1,220	3,017,353	Ath	590	1,184,950
Zandhoven	1,493	2,093,843	Celles	379	487,497
Total :	38,659	116,489,651	Flobecq	480	374,006
			Frasnes	700	1,355,645
Malines (2 cantons)	4,282	12,223,922	Lessines	1,079	1,084,379
Duffel	1,217	1,829,354	Leuze	729	1,180,730
Heist-op-den-Berg	1,153	1,617,015	Péruwelz	879	1,211,953
Lierre	1,239	2,397,572	Quevaucamps	801	1,172,580
Puurs	1,045	1,219,773	Templeuve	691	1,131,995
Total :	8,936	19,287,636	Total :	9,505	17,894,247

Tableau n° 42 (suite).

CANTONS	ACTES notariés — Nombre	DROITS D'ENREGISTREMENT PERÇUS	CANTONS	ACTES notariés — Nombre	DROITS D'ENREGISTREMENT PERÇUS
1	2	3	1	2	3
Gand (3 cantons)	7,201	29,900,622	Courtrai (2 cantons)	3,128	7,560,133
Assenede	639	782,507	Avelgem	214	970,695
Deinze	643	1,038,669	Harelbeke	1,296	2,316,291
Eekloo	877	1,801,242	Izegem	899	1,628,320
Evergem	1,614	3,671,399	Menin	1,233	2,185,156
Kapryke	544	931,332	Meulebeke	610	1,714,834
Kruishoutem	412	766,805	Mouscron	2,097	3,766,647
Ledeberg	1,451	3,602,476	Morsele	562	1,096,090
Loochristi	519	791,619	Oostrozebeke	266	368,248
Nazareth	608	1,371,150	Roulers	1,214	2,674,640
Nevele	321	686,717	Total :	11,519	24,281,054
Oosterzele	817	1,677,437			
Waarschoot	408	530,049	Furnes	844	2,245,910
Zomergem	542	1,205,468	Dixmude	390	808,866
Total :	16,596	48,757,492	Haringe	428	1,038,193
			Nieuport	486	1,726,030
Audenarde	1,193	3,686,849	Total :	2,148	5,819,000
Grammont	1,139	2,475,079			
Herzele	1,624	3,205,575	Ypres (2 cantons)	706	1,858,811
Nederbrakel	421	1,037,105	Hoogdele	275	448,314
Ninove	2,328	5,704,051	Messines	465	610,842
Renaix	1,026	3,128,007	Passendale	414	1,260,019
Sint-Maria-Horebeke	221	458,745	Poperinge	504	481,020
Zottegem	586	1,095,461	Wervik	666	1,657,912
Total :	8,538	20,790,872	Total :	3,030	5,316,918
Termonde	1,474	2,654,246	Liège (2 cantons)	8,278	25,931,150
Alost	3,010	7,029,781	Dalhem	678	1,438,916
Beveren	1,002	1,558,886	Fexhe-Slins	1,834	2,560,520
Hamme	973	1,927,270	Fléron	1,930	2,452,240
Lokeren	902	1,993,112	Grivegnée	2,970	8,180,410
Sint-Gillis-Waas	1,581	1,880,745	Herstal	1,663	2,641,178
Saint-Nicolas	1,629	3,874,325	Hollogne-aux-Pierres	1,879	2,457,826
Tamise	1,100	1,301,638	Louveigné	741	1,405,808
Wetteren	949	1,339,517	Saint-Nicolas	1,357	2,984,734
Zelee	1,049	1,999,996	Seraing	2,536	3,338,111
Total :	13,669	25,559,517	Waremme	790	862,888
			Total :	24,656	54,253,781
Bruges (3 cantons)	5,962	20,192,312			
Ardooie	342	678,633	Huy	1,934	2,389,930
Gistel	781	1,524,047	Ferrières	267	433,285
Ostende	1,620	6,406,824	Hannut	1,065	1,045,481
Ruislede	226	908,626	Héron	573	826,848
Tielt	568	1,941,827	Jchay-Bodegnée	947	1,286,553
Torhout	1,398	2,302,857	Landen	602	516,893
Total :	10,897	33,955,126	Nandrin	767	771,266
			Total :	6,155	7,270,257

(1) Lire « Bulletin de Statistique », 28^e année, n° 12, décembre 1942, pp. 225 et 226 : « Les actes notariés en 1941 ».

Tableau n° 42 (suite).

CANTONS	ACTES notariés — Nombre	DROITS D'ENREGISTRE- MENT PERÇUS	CANTONS	ACTES notariés — Nombre	DROITS D'ENREGISTRE- MENT PERÇUS	
1	2	3	1	2	3	
Verviers	2,511	6,970,586	Marche-en-Famenne	632	1,234,149	
Aubel	231	586,500	Durbuy	508	830,637	
Dison	1,101	2,940,106	Erezée	176	327,338	
Herve	673	1,159,904	Houffalize	388	624,260	
Limbourg	399	746,912	La Roche	468	1,242,245	
Spa	1,219	2,978,622	Nassogne	339	653,999	
Stavelot	778	1,879,265	Vielsalm	415	454,451	
Total :	6,812	17,261,895	Total :	2,926	5,367,079	
Tongres	1,038	1,697,265	Neufchâteau	659	958,424	
Bilzen	1,102	1,263,685	Bastogne	538	1,481,006	
Bree	769	848,257	Bouillon	265	237,793	
Looz	342	397,804	Paliseul	309	492,310	
Maaseik	600	841,548	Saint-Hubert	481	1,106,035	
Mechelen	756	981,798	Sibret	267	707,969	
Zichem-Zussen-Bolder	423	499,994	Wellin	254	293,506	
Total :	5,030	6,530,351	Total :	2,773	5,217,043	
Hasselt	1,284	3,010,705	Namur (2 cantons)	4,609	8,806,540	
Beringen	943	1,832,902	Andenne	1,064	3,513,773	
Herck-la-Ville	656	799,705	Eghezée	572	1,210,073	
Neerpelt	738	850,652	Fosses	1,487	2,397,814	
Peer	336	464,998	Gembloux	1,683	2,218,228	
Saint-Trond	1,173	1,998,715	Total :	9,415	18,146,428	
Total :	5,130	8,957,677	Dinant	1,428	3,725,501	
Arlon	959	1,802,646	Beauraing	567	889,295	
Etalle	489	703,172	Ciney	1,022	1,854,493	
Fauvillers	169	141,214	Couvin	849	954,371	
Florenville	512	602,819	Florennes	569	684,395	
Messancy	583	789,319	Gedinne	298	416,558	
Virton	686	964,269	Philippeville	526	422,740	
Total :	3,388	5,003,439	Rochefort	536	791,628	
			Walcourt	600	656,375	
			Total :	6,395	10,395,356	
			TOTAL GENERAL :	334,034	831,130,175	
			TOTAUX	1941	311,229	747,309,991
			GENERAUX	1940	170,331	237,698,152
			EN	1939	289,982	307,534,065

2° TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE (1)

Compétence. — Il y a, dans le Royaume 26 tribunaux de première instance ou tribunaux civils d'arrondissement.

Dans les arrondissements où les affaires sont nombreuses, le tribunal se divise en plusieurs chambres, composées chacune d'un président ou d'un vice-président, de juges titulaires et de juges suppléants.

La loi du 25 octobre 1919 modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux et dont les dispositions prorogées et complétées par les lois des 30 juillet 1921, 9 août 1923, 7 août 1924, 21 août 1925, 29 juillet 1926, 22 juillet 1927 et 18 août 1928, sont applicables à partir du 1^{er} décembre 1919 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, porte que « les tribunaux forment une ou plusieurs chambres composées de trois juges et, s'il y a lieu, une ou plusieurs chambres ne comprenant qu'un juge ».

Il y a, dans chaque tribunal de première instance, un greffier, assisté d'un ou de plusieurs greffiers adjoints.

Le greffier porte le titre de greffier en chef; les greffiers adjoints portent le titre de greffier.

Aux termes de l'article 83 du Code de procédure civile, le ministère public, en matière civile, est appelé à donner son avis dans un certain nombre de cas.

Cependant, d'après le paragraphe VI de la loi du 25 octobre 1919 prorogée, modifiée par la loi du 12 mai 1937, « le juge appelé à siéger seul ne statue qu'après avoir entendu l'avis du ministère public. Les chambres ordinaires siègent en matière civile, au nombre de trois juges.

» Elles ne siègent avec l'assistance du ministère public que dans les cas suivants :

» 1^o Lorsqu'elles connaissent soit de demandes en divorce ou en séparation de corps, soit d'autres causes concernant l'état des personnes, soit de demandes en interdiction;

» 2^o Lorsqu'elles connaissent des actions civiles mues en raison d'un délit de presse;

» 3^o Lorsque le ministère public est partie principale ou intervenante dans l'instance. »

Les tribunaux civils connaissent de toutes les matières; ils ne peuvent se dessaisir des litiges dévolus aux juges de paix, aux tribunaux de commerce et aux conseils de prud'hommes, sauf lorsque la partie défenderesse le demande. (Loi du 15 mars 1932, art. 1^{er}, formant l'art. 8 des lois sur la compétence.)

Ils connaissent de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les juges de paix. (Art. 9.)

En vertu de l'Arrêté Royal portant coordination de la loi du 31 décembre 1929 prorogant et modifiant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer et des textes de la loi du 28 décembre 1926 qui lui sont rendus applicables, l'appel des jugements prononcés par les juges de paix, en la matière, est porté devant un juge, membre du tribunal de première instance, désigné par le Roi, et statuant sans intervention du ministère public.

Cette disposition d'appel devant un juge unique a été maintenue dans les divers textes légaux de prorogation en matière de loyers, et reprise par les lois et arrêtés royaux ultérieurs, réglant exceptionnellement ou temporairement les droits des parties en matière de loyer et de fermage.

Ils statuent, enfin, sur les décisions rendues par les juges étrangers en matière civile et en matière commerciale.

Le taux du dernier ressort est fixé à 12,500 francs pour les jugements et pour les ordonnances de référé. (Art. 16, modifié par l'article 5 de l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935.)

Les ordonnances de référé sont rendues par le président du tribunal. (Loi du 26 décembre 1891, art. 11 des lois sur la compétence.)

En matière gracieuse, les tribunaux de première instance ont des attributions assez nombreuses. Leur intervention est surtout fréquente dans les actes relatifs aux personnes. (Livre I^{er} du Code civil, état civil, adoption, absence, tutelle, etc.)

(1) Lire dans le *Bulletin de Statistique*, 26^e année, n° 7, novembre 1940, pages 131 et suivantes; Modifications apportées en 1935 à la compétence et au ressort en matière civile et commerciale. — Résultats statistiques.

Tableau n° 43. — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES CIVILES INTRODUITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER

ARRONDISSEMENTS	NATURE DES AFFAIRES										Nom- bre des affaires restant à juger	AFFAIRES TERMINÉES PAR DES JUGEMENTS					
	AFFAIRES À JUGER					AFFAIRES TERMINÉES						qui accueil- lent la de- mande	qui rejet- tent la de- mande	rendus par une cham- bre de trois juges	rendus par le juge uni- que	rendus après com- muni- cation au minis- tère public	
	anciennes			Nou- velles intro- duites pen- dant l'année	Nom- bre total des affaires à juger	par des jugements		par décrè- tement trans- ac- tion, aban- don, jonc- tion ou radia- tion	Nom- bre total des affaires ter- minées								
	pen- dantes au com- men- cement de l'an- née	réin- scrites au rôle	sur oppo- sition à des juge- ments par défaut			con- tra- dic- toires	par défaut			Nombre total des affaires termi- nées par des juge- ments							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	
Bruxelles . . .	4,366	210	147	5,753	10,476	2,328	1,458	3,786	1,172	4,958	5,518	2,862	924	1,956	1,830	2,931	
Louvain . . .	580	9	5	479	1,073	203	168	371	101	472	601	283	88	330	41	109	
Nivelles . . .	289	5	3	384	681	188	103	291	68	359	322	199	92	273	18	58	
Anvers . . .	1,526	47	48	2,484	4,105	1,114	710	1,824	380	2,704	1,401	1,353	471	1,391	433	878	
Malines . . .	399	2	2	297	700	126	97	223	62	285	415	165	58	125	98	140	
Turnhout . . .	126	9	—	233	368	155	47	202	21	223	145	137	65	198	4	20	
Mons . . .	499	13	16	780	1,308	316	186	502	131	633	675	289	213	349	153	307	
Charleroi . . .	1,384	13	18	1,692	3,107	702	533	1,235	128	1,363	1,744	1,049	186	1,040	195	645	
Tournai . . .	457	—	—	358	815	166	102	268	65	333	482	205	63	219	49	127	
Gand . . .	1,190	2	14	977	2,183	404	356	760	113	873	1,310	579	181	591	169	420	
Audenarde . . .	274	10	3	262	549	151	65	216	102	318	231	171	45	211	5	53	
Termonde . . .	241	32	4	476	753	234	134	368	117	485	268	225	143	329	39	133	
Bruges . . .	815	16	3	739	1,573	329	253	582	258	840	733	419	163	531	51	194	
Courtrai . . .	536	13	1	549	1,099	240	170	410	113	523	576	310	100	349	61	195	
Furnes . . .	81	—	—	131	212	60	30	90	30	120	92	55	35	71	19	35	
Ypres . . .	67	2	—	140	209	65	38	103	8	111	98	74	29	84	19	69	
Liège . . .	2,036	19	7	1,377	3,439	661	397	1,058	184	1,242	2,197	901	157	707	351	734	
Huy . . .	222	—	2	232	456	131	47	178	41	219	237	127	51	118	60	105	
Verviers . . .	318	5	6	334	663	159	110	269	63	332	331	206	63	237	32	150	
Tongres . . .	116	2	3	160	281	89	41	130	16	146	135	102	28	130	—	10	
Hasselt . . .	174	45	5	215	439	116	39	155	55	210	229	103	52	152	3	30	
Arlon . . .	162	—	6	195	363	60	59	119	95	214	149	87	32	66	53	84	
Marche-en-Fam. . .	95	—	1	84	180	28	18	46	14	60	120	39	7	46	—	5	
Neufchâteau . . .	323	—	1	85	409	39	43	82	7	89	320	73	9	82	—	23	
Namur . . .	928	1	5	410	1,344	180	98	278	137	415	929	202	76	244	34	87	
Dinant . . .	366	9	5	293	673	157	75	232	119	351	322	169	63	189	43	117	
Ressort de la Cour d'appel de :																	
Bruxelles . . .	9,626	308	239	12,460	22,633	5,298	3,404	8,702	2,628	11,330	11,303	6,542	2,160	5,881	2,821	5,215	
Gand . . .	3,204	75	25	3,274	6,578	1,483	1,046	2,529	741	3,270	3,308	1,833	696	2,166	363	1,089	
Liège . . .	4,740	81	41	3,385	8,247	1,620	927	2,547	731	3,278	4,969	2,009	538	1,971	576	1,345	
Le Royaume :	17,570	464	305	19,119	37,458	8,401	5,377	13,778	4,100	17,878	19,580	10,384	3,394	10,018	3,760	7,649	
Le Royaume en :																	
1941 . . .	17,300	338	209	17,083	34,930	7,786	4,851	12,637	4,723	17,360	17,570	9,540	3,097	9,101	3,536	7,235	
1940 . . .	16,970	388	186	11,191	28,735	5,342	3,358	8,700	2,735	11,435	17,300	6,598	2,102	5,995	2,705	5,452	
1939 . . .	18,393	498	386	17,465	36,742	8,860	5,695	14,555	5,217	19,772	16,970	10,966	3,589	9,370	5,185	9,691	

Tableau n° 44. — JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND AFFAIRES SUR REQUÊTE. — RÉFÉRÉS

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE des jugements rendus avant de statuer au fond	AFFAIRES SUR REQUÊTE				NOMBRE des jugements statuant sur des demandes de pro deo	RÉFÉRÉS JUGÉS
		accordées	rejetées	sans suite	Total		
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles . . .	1,058	5,611	118	240	5,969	2,268	543
Louvain . . .	111	507	15	3	525	185	123
Nivelles . . .	54	418	18	—	436	123	62
Anvers . . .	495	2,444	13	25	2,482	415	415
Malines . . .	52	311	4	—	315	40	38
Turnhout . . .	28	180	—	—	180	30	24
Mons . . .	210	997	33	39	1,069	397	187
Charleroi . . .	323	2,117	149	—	2,266	118	319
Tournai . . .	91	250	27	—	277	83	76
Gand . . .	180	1,014	11	23	1,048	409	145
Audenarde . . .	65	260	3	2	265	53	18
Termonde . . .	76	424	25	1	450	124	42
Bruges . . .	136	565	8	—	573	168	133
Courtrai . . .	123	687	5	5	697	204	66
Furnes . . .	15	192	9	2	203	29	21
Ypres . . .	95	240	5	—	245	88	15
Liège . . .	385	2,041	35	58	2,134	687	373
Huy . . .	61	342	2	—	344	78	49
Verviers . . .	145	501	41	15	557	251	86
Tongres . . .	14	208	8	6	222	45	10
Hasselt . . .	88	177	13	—	190	32	19
Arlon . . .	49	227	—	—	227	50	29
Marche-en-Fam. . .	42	107	2	—	109	26	8
Neufchâteau . . .	16	125	—	—	125	9	10
Namur . . .	111	579	9	—	588	158	73
Dinant . . .	97	360	3	—	363	70	35
Ressort de la Cour d'appel de							
Bruxelles . . .	2,422	12,835	377	307	13,519	3,659	1,787
Gand . . .	690	3,382	66	33	3,481	1,075	440
Liège . . .	1,008	4,667	113	79	4,859	1,406	692
Le Royaume :	4,120	20,884	556	419	21,859	6,140	2,919
Le Royaume en :							
1941 . . .	3,153	19,558	480	486	20,524	6,893	2,235
1940 . . .	2,642	12,918	456	247	13,621	4,274	1,341
1939 . . .	4,364	16,861	729	569	18,159	7,331	2,181

(1) Les chiffres de cette colonne indiquant par arrondissement le nombre de jugements statuant sur les demandes de « pro deo » sont déjà compris dans les chiffres des colonnes 3 à 6 où sont comptées toutes les affaires sur requêtes.

DIVORCE ET SÉPARATION DE CORPS

La matière fait l'objet des tableaux nos 45 et 46 et est régie par les articles 229 à 311bis du Code civil (1).

La statistique tient compte des demandes, qui dans l'année de compte ont reçu leur solution devant le tribunal de première instance.

Les chiffres sont donc différents de ceux qui relèveraient les demandes en divorce ou en séparation de corps, année par année, à mesure de leur introduction.

Ils ne peuvent pas non plus correspondre, en ce qui concerne les demandes accueillies, aux nombres des divorces et des séparations de corps actés sur les registres de l'état civil. Les jugements relevés n'ont, en effet, pas nécessairement

force de chose jugée et leur signification ou non, à l'officier de l'état civil reste ignorée.

Néanmoins, la statistique qui fait le compte des demandes à un moment donné (lors de la décision de première instance) et qui se répète d'année en année avec une exactitude toujours égale, n'en forme pas moins une base certaine pour apprécier l'évolution des divorces et des séparations de corps, avec leurs effets sociaux ou leurs répercussions d'ordre familial.

A titre d'exemple analytique, l'examen est fait ci-après des demandes en divorce pendant les cinq dernières années, d'après qu'elles sont introduites par le mari, la femme ou de consentement mutuel et d'après qu'elles sont fondées sur l'adultère du mari ou de la femme.

ANNÉES	DEMANDES EN DIVORCE											
	Total des demandes		introduites par le mari		introduites par la femme		par consentement mutuel		motivées par l'adultère du mari		motivées par l'adultère de la femme	
	Chiffre absolu	%	Chiffre absolu	%	Chiffre absolu	%	Chiffre absolu	%	Chiffre absolu	%	Chiffre absolu	%
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
1938	4,012	100	1,684	41.97	1,956	48.75	372	9.28	416	10.37	588	14.66
1939	3,968	100	1,627	41.00	1,923	48.46	418	10.54	389	9.80	566	14.26
1940	2,492	100	1,028	41.25	1,115	44.75	349	14.00	240	9.63	348	13.96
1941	2,856	100	1,280	44.82	1,397	48.91	179	6.27	370	12.95	483	16.91
1942	3,645	100	1,704	46.75	1,595	43.76	346	9.49	451	12.37	563	15.45

On constate une augmentation massive des demandes en divorce en 1942 (col. 2); elles dépassent les demandes de 1941 de 27 %.

Contrairement à ce qui se passait pendant les années 1938 à 1941, les demandes introduites par le mari sont plus nombreuses que celles émanant de la femme en 1942 (col. 4 à 7).

(1) Voir indications plus développées à cet égard dans : « La Statistique Judiciaire de la Belgique », années 1931 à 1940, p. 223; et année 1941, p. 196.

Les divorces par consentement mutuel, qui ont connu leur proportion d'apogée en 1940, se sont raréfiés en 1941 pour reprendre en 1942 (col. 8 et 9).

Les divorces basés sur l'adultère, dont la proportion allait en décroissant de 1938 à 1940, ont pris une ampleur plus grande en 1941 et 1942 et dépassent même le taux proportionnel de 1938. L'accroissement considérable de l'adultère du mari est à retenir (col. 10 à 13).

Tableau n° 45. — DIVORCES.

RENSEIGNEMENTS DIVERS RÉPARTIS PAR ARRONDISSEMENT

Tableau n° 46. — SÉPARATIONS DE CORPS.

RENSEIGNEMENTS DIVERS RÉPARTIS PAR ARRONDISSEMENT

Tableau n° 45. — DIVORCES.

RENSEIGNEMENTS DIVERS		Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Demandes	accueillies	1021	60	36	426	32	7	137	399	56	185	
	rejetées	130	9	15	34	7	—	8	61	5	21	
	abandonnées	—	—	1	—	—	—	4	1	—	5	
Totaux :		1151	69	52	460	39	7	149	461	61	211	
Demandes doubles formées par chacun des époux		91	11	6	44	—	—	10	60	—	16	
Demandes réintroduites la même année après rejet ou bifurque d'une précédente demande		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Nombre de ménages en instance		1060	58	46	416	39	7	139	401	61	195	
Demandes formées	par le mari	495	31	24	213	20	5	74	242	34	106	
	par la femme	512	31	23	214	15	2	64	193	25	91	
	par consentement mutuel	144	7	5	33	4	—	11	26	2	14	
Situation de famille : Epoux	ayant 1 enfant	225	22	16	129	9	4	44	109	18	69	
	ayant 2 enfants	84	8	8	51	10	3	19	35	6	21	
	ayant 3 enfants	17	4	—	20	—	—	3	10	5	3	
	ayant 4 enfants	2	2	1	3	—	—	3	4	2	—	
	ayant 5 enfants	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	
	ayant 6 enfants ou plus	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	
n'ayant pas ou plus d'enfants		728	21	19	211	19	—	69	243	30	86	
situation inconnue		3	—	2	1	—	—	—	—	—	16	
Durée du mariage au moment de la demande	Moins de 1 an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	De 1 à 5 ans	85	8	5	48	3	—	14	59	3	17	
	De 5 à 10 ans	306	21	16	133	12	2	37	104	21	53	
	De 10 à 20 ans	514	20	17	170	16	1	68	167	31	95	
	De 20 à 30 ans	133	8	6	48	7	3	19	59	4	27	
	De 30 à 40 ans	19	1	2	16	1	1	1	12	1	2	
De 40 à 50 ans	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1		
Plus de 50 ans		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Durée inconnue		2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Motifs des demandes	Excès, sévices ou injures graves	accueillies	544	35	11	254	22	1	86	204	30	100
		rejetées et abandonnées	126	8	14	34	6	—	12	61	5	23
	Adultère du mari	accueillies	150	8	6	80	1	2	14	73	8	27
		rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Adultère de la femme	accueillies	181	10	14	58	5	3	23	34	15	41
		rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	condamnation à une peine criminelle	du mari	accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—
			rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		de la femme	accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—
			rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Conversion de séparation de corps	accueillies	5	—	—	1	—	1	3	2	1	3	
	rejetées et abandonnées	1	1	2	—	1	—	—	1	—	2	
Par consentement mutuel	accueillies	141	7	5	33	4	—	11	26	2	14	
	rejetées	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	

Les totaux des demandes en divorce pour le Royaume étaient : en 1941 de 2,856; en 1940 de 2,492; en 1939

RENSEIGNEMENTS DIVERS RÉPARTIS PAR ARRONDISSEMENT

Arrondissement	RENSEIGNEMENTS DIVERS RÉPARTIS PAR ARRONDISSEMENT																Par ressort de la Cour d'appel de			LE ROYAUME
	Audenarde	Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche-en-Famenne	Neuchâteau	Namur	Dinant	Bruxelles	Gand	Liège	
	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	
18	27	63	98	15	20	376	21	74	8	9	16	—	3	44	38	2,174	426	589	3,189	
1	1	19	1	2	1	29	6	15	1	15	2	1	—	5	7	269	46	66	381	
—	—	—	35	—	—	—	—	—	—	29	—	—	—	—	—	6	40	29	75	
19	28	82	134	17	21	405	27	118	9	11	17	—	3	49	45	2,449	512	684	3,645	
2	1	15	7	—	—	15	2	11	—	2	—	—	—	1	2	222	41	33	296	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
17	27	67	127	17	21	390	25	107	9	9	17	—	3	48	43	2,227	471	651	3,349	
12	16	36	67	9	16	169	10	54	6	6	11	—	2	19	27	1,138	262	304	1,704	
7	12	38	65	7	4	182	13	51	3	4	6	—	1	17	15	1,079	224	292	1,595	
—	—	8	2	1	1	54	4	13	—	1	—	—	—	13	3	232	26	88	346	
7	6	16	39	6	5	90	9	34	—	2	5	—	2	13	18	576	148	173	897	
4	3	8	25	4	3	27	2	16	5	2	4	—	—	8	4	224	68	68	360	
—	3	1	6	1	1	6	—	1	—	—	—	—	—	2	—	59	15	9	83	
—	—	4	3	2	—	3	—	—	—	—	—	—	—	1	2	17	9	8	34	
—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	4	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	1	6	
6	15	37	52	4	11	261	14	52	3	5	8	—	1	24	17	1,340	211	385	1,936	
—	—	1	1	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	2	6	18	5	29	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
3	4	9	11	—	1	34	2	31	1	—	2	—	—	9	5	225	45	84	354	
3	5	9	39	8	7	109	10	23	2	4	5	—	1	13	12	652	124	179	955	
6	11	31	45	5	10	189	9	43	5	4	8	—	—	25	16	1,004	203	300	1,507	
4	6	15	27	4	3	52	3	6	1	1	1	—	—	1	2	237	86	74	447	
1	1	2	4	—	—	6	1	2	—	—	—	—	—	—	2	54	10	12	76	
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	—	5	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	4	
13	16	29	56	7	16	255	8	57	3	5	9	—	1	15	25	1,187	237	378	1,802	
1	1	18	35	1	1	29	6	44	1	2	1	—	—	5	7	266	80	95	441	
—	3	10	14	2	1	37	1	1	1	1	1	—	—	5	3	342	57	50	449	
—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
4	7	14	21	5	2	30	8	3	4	2	6	—	—	1	8	403	94	65	562	
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	8	8	29
—	1	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	3	—	9
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	8	2	1	1	54	4	13	—	—	—	—	—	—	—	—	229	26	88	343
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3

de 3,968.

Tableau n° 46. — SÉPARATIONS DE CORPS.

RENSEIGNEMENTS DIVERS	Bruxelles	Leuven	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Demandes	accueillies	64	1	4	14	5	13	13	8	8	
	rejetées	6	1	—	3	1	2	7	2	3	
	abandonnées	—	—	1	—	—	—	—	—	2	
<i>Totaux :</i>		70	2	5	17	6	15	20	10	13	
Demandes doubles formées par chacun des époux		6	—	—	—	—	1	2	—	—	
Demandes réintroduites la même année après rejet ou bifurcation d'une précédente demande		—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Nombre de ménages en instance		64	2	5	17	6	14	18	10	13	
Demandes formées	par le mari	14	—	—	1	1	3	3	—	1	
	par la femme	56	2	5	16	5	12	17	10	12	
Situation de famille : Epoux	ayant 1 enfant	14	—	1	3	1	4	6	3	2	
	ayant 2 enfants	6	—	2	3	2	1	3	2	3	
	ayant 3 enfants	1	—	—	2	1	—	—	—	1	
	ayant 4 enfants	—	—	—	—	—	1	—	1	1	
	ayant 5 enfants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	ayant 6 enfants ou plus	—	—	—	—	—	1	—	2	1	
	n'ayant pas ou plus d'enfants	43	2	2	8	2	7	9	2	5	
Durée du mariage au moment de la demande	Moins de 1 an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	De 1 à 5 ans	1	—	2	5	—	1	1	—	1	
	De 5 à 10 ans	10	—	—	2	1	2	4	—	2	
	De 10 à 20 ans	31	2	2	6	2	3	6	5	3	
	De 20 à 30 ans	11	—	2	1	—	6	4	5	3	
	De 30 à 40 ans	9	—	1	2	2	1	2	—	3	
	De 40 à 50 ans	2	—	—	—	—	1	1	—	1	
	Plus de 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Durée inconnue	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Motifs des demandes	Excès, sévices ou injures graves	accueillies	54	1	2	14	5	10	9	8	8
		rejetées et abandonnées	6	1	1	3	1	2	7	2	5
	Adulteré du mari	accueillies	8	—	2	—	—	2	4	—	—
		rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Adulteré de la femme	accueillies	2	—	—	—	—	1	—	—	—
		rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	condamnation à une peine criminelle	du mari	accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—
			rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—
		de la femme	accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—
			rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—

Les totaux des demandes en séparation de corps pour le Royaume étaient : en 1941 de 219; en 1940 de 183;

RENSEIGNEMENTS DIVERS RÉPARTIS PAR ARRONDISSEMENT

Arrondissement	Par ressort de la Cour d'appel de			LE ROYAUME															
	Bruxelles	Gand	Liège																
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
3	4	8	11	—	3	13	3	4	—	1	3	—	2	10	5	122	37	41	200
4	1	1	1	—	—	6	2	4	1	1	1	—	—	1	3	20	10	19	51
1	—	—	4	—	—	—	—	8	—	—	—	1	—	—	—	1	7	9	17
8	5	9	16	—	3	19	5	16	1	2	4	1	2	11	8	145	54	69	268
2	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	9	3	2	14
6	5	9	15	—	3	19	5	15	1	2	4	1	2	10	8	136	51	67	254
1	1	—	2	—	—	1	2	—	—	1	1	—	—	3	1	22	5	9	36
7	4	9	14	—	3	18	3	16	1	1	3	1	2	8	7	123	49	60	232
3	1	1	8	—	—	3	2	7	—	—	1	—	—	4	1	32	15	18	65
—	—	2	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	3	—	19	6	7	32
—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	4	3	2	9
—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	2	2	3	7
—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	3	1	2	6
3	4	5	4	—	—	14	2	3	1	1	1	1	1	2	6	75	23	32	130
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2
1	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	10	8	4	22
—	—	1	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	19	9	11	39
3	2	3	3	—	3	6	—	6	1	2	1	—	—	4	3	57	17	25	99
2	2	3	1	—	—	9	—	2	2	—	3	1	—	2	4	29	11	23	63
—	—	—	2	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	17	5	4	26
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	5
3	1	7	10	—	3	13	2	4	—	1	2	—	2	8	5	103	32	37	172
5	1	1	5	—	—	6	2	12	1	1	1	1	—	1	3	23	17	28	68
—	2	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	16	4	2	22
—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	3	1	2	6

en 1939 de 291.

ADOPTION *

La loi du 22 mars 1940, modifiant les articles 343 à 360 du Code Civil est venue, dans une large mesure, adoucir les conditions auxquelles l'adoption était soumise.

Celle-ci, tenue pour un contrat dérogeant aux règles naturelles de l'hérédité, était encore considérée avec méfiance par le Code Civil. Les conditions pour faire naître le contrat, les formes à observer pour lui donner sa valeur étaient rigoureuses :

L'adoptant devait être âgé d'au moins 50 ans, et dépasser d'au moins 15 ans l'âge de l'adopté; il ne pouvait avoir ni enfant ni descendant légitime et devait avoir fourni à l'adopté des secours ou des soins ininterrompus pendant au moins six ans de la minorité de celui-ci.

L'adopté devait être âgé d'au moins 21 ans, et était tenu de rapporter les consentements de ses père et mère s'il n'avait pas atteint sa 25^e année.

L'acte devait être passé devant le juge de paix et ratifié par le tribunal de première instance et par la Cour d'Appel.

La loi du 22 mars 1940, s'inspirant de l'intérêt de l'adopté et de justes motifs, apporte les allègements suivants :

La condition d'âge dans le chef de l'adopté est

supprimée; un enfant peut être adopté. Le consentement des parents ou du représentant légal n'est plus nécessaire si l'adopté a atteint sa majorité.

Le minimum d'âge requis dans le chef de l'adoptant est réduit à 35 ans; il n'est plus besoin que celui-ci ait presté des secours ou soins, antérieurement, à la personne qu'il désire adopter.

L'acte d'adoption peut être passé soit devant le juge de paix, soit devant notaire; la seule homologation par le tribunal de première instance suffit pour la validité de l'acte, la Cour d'Appel n'intervenant plus qu'en cas de recours par requête, soit de la part des parties contractantes, soit de la part du procureur du Roi.

Le tableau n° 47 ci-après dénombre les homologations d'adoptions, prononcées par les tribunaux de première instance, en tenant compte :

Dans le chef des adoptants : de l'adoption isolée par sexe, de l'adoption par des époux.

Dans le chef des adoptés : de leur sexe et de leur âge.

On constate en 1942 une augmentation considérable tant des adoptants que des adoptés dans toutes les catégories.

Tableau n° 47. — ADOPTIONS HOMOLOGUÉES PAR LES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE

ARRONDISSEMENTS	ADOPTANTS				ADOPTÉS												
	Hommes seuls	Femmes seules	Epoux	Au total	de moins de 5 ans		de 5 ans à moins de 10 ans		de 10 ans à moins de 16 ans		de 16 ans à moins de 21 ans		Plus de 21 ans		Total des adoptés		
					Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Hommes	Femmes	du sexe masculin	du sexe féminin	des deux sexes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruxelles	69	32	38	139	18	11	11	10	19	18	11	16	23	17	82	72	154
Louvain	2	7	8	17	—	2	2	2	1	4	3	2	2	5	8	15	23
Nivelles	3	5	5	13	1	—	—	1	—	1	—	1	3	6	4	9	13
Anvers	23	15	8	46	4	6	3	4	4	3	2	2	7	10	20	25	45
Malines	2	3	—	5	—	—	—	1	—	—	—	—	4	—	4	1	5
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	9	5	9	23	1	4	2	2	—	—	3	3	6	5	12	14	26
Charleroi	8	5	11	24	4	1	—	—	2	4	3	2	5	4	14	11	25
Tournai	2	11	1	14	—	1	—	—	3	2	—	—	4	4	7	7	14
Gand	4	2	5	11	1	—	4	1	2	—	1	—	2	3	10	4	14
Audenarde	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	2	2	4
Termonde	3	2	1	6	—	—	—	—	—	1	—	2	4	—	4	3	7
Bruges	1	4	7	12	—	2	2	1	—	1	2	1	3	2	7	7	14
Courtrai	2	4	7	13	1	2	1	—	4	—	—	1	3	3	9	6	15
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	1	—	2	3	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	2	3
Liège	10	6	29	45	4	4	7	4	4	7	—	4	9	10	24	29	53
Huy	3	11	7	21	—	—	1	1	—	3	—	5	7	9	8	18	26
Verviers	6	2	6	14	4	1	—	4	2	1	—	—	1	2	7	8	15
Tongres	4	9	4	17	1	2	2	—	—	—	—	1	3	8	6	11	17
Hasselt	—	—	2	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	2
Arlon	—	5	3	8	—	1	—	1	1	—	1	—	2	2	4	4	8
Marche-en-Famenne	1	1	—	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	2
Neufchâteau	1	1	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	2
Namur	7	3	5	15	1	3	—	—	2	3	1	1	4	3	8	10	18
Dinant	4	2	1	7	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	4	4	8
Par ressort de Cour d'Appel de :																	
Bruxelles	118	83	80	281	28	25	18	20	29	32	22	26	54	51	151	164	305
Gand	11	16	22	49	3	4	7	3	6	3	3	4	14	10	33	24	57
Liège	36	40	57	133	10	13	10	10	10	15	2	11	30	40	62	89	151
Le Royaume :	165	139	159	463	41	42	35	33	45	50	27	41	98	101	246	267	513
Le Royaume en 1941 :	83	84	155	322	24	27	26	28	36	38	20	20	61	84	167	197	364

(*) Lire dans le Bulletin de Statistique, 30^e année, n° 7, juillet 1944, pages 222 et suivantes : « Une Statistique des Adoptions de 1931 à 1942 ».

3° TRIBUNAUX DE COMMERCE

Compétence : Il y a des tribunaux de commerce dans les lieux déterminés par la loi. Celle-ci règle leur organisation, leurs attributions, le mode de nomination de leurs membres et la durée des fonctions de ces derniers. (Constitution, art. 105, 2° alinéa.)

Lorsque aucun tribunal de commerce n'est établi dans un arrondissement, le tribunal de première instance y exerce la juridiction commerciale. Dans ce cas, il juge sans l'assistance du ministère public, conformément aux dispositions qui régissent les tribunaux de commerce. (Titre I^{er}, chapitre III, loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869, modifiée par la loi du 10 avril 1934.)

Lorsqu'un tribunal de commerce se trouve dans l'impossibilité de fonctionner par suite d'absence ou d'empêchement de ses membres, le tribunal de première instance est chargé d'exercer la juridiction commerciale dans son ressort. (Arrêté du 23 juillet 1940.)

Les tribunaux de commerce et les tribunaux civils siégeant commercialement, connaissent :

1° des contestations relatives aux actes réputés commerciaux par la loi et spécialement des actions dirigées par les tiers contre les facteurs

ou commis de marchands, à raison de leur trafic;

(Sont toutefois exceptés à cet égard les contestations jusqu'à la valeur de 1,000 francs attribuées à la juridiction de premier et de dernier ressort des juges de paix, suivant l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935, article 1 § 2.)

2° des contestations entre associés ou entre administrateurs et associés, pour raison d'une société de commerce;

3° des contestations relatives au transport des marchandises et objets de toute nature par les chemins de fer de l'Etat;

4° de tout ce qui concerne les faillites, conformément à ce qui est prescrit au livre III du Code de commerce.

(Art. 12 des lois sur la compétence.)

Le taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de commerce est fixé à 12,500 fr. par l'article 16 du titre préliminaire du Code de procédure civile (25 mars 1876) modifié par l'article 5 de l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935.

En vertu de la loi du 26 décembre 1891, les présidents des tribunaux de commerce statuent en référé comme les présidents des tribunaux civils.

Tableau n° 48. — APERÇU GÉNÉRAL DES CAUSES COMMERCIALES INTRODUITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER

TRIBUNAUX		NATURE DES CAUSES										CAUSES restant à juger	JUGEMENTS au fond rendus avant de statuer
		CAUSES À JUGER					CAUSES TERMINÉES						
		anciennes			Nouvelles introduites pendant l'année	Total des causes à juger	par jugements			Total des causes terminées			
pendantes au commencement de l'année	réinscrites après avoir été rayées comme terminées	pour suivies sur opposition à des jugements par défaut	contradictoires	par défaut			Total	par décret, transaction, abandon, jonction ou radiation					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
	Bruxelles	3,645	355	241	3,712	7,953	1,674	1,204	2,878	2,214	5,092	2,861	525
	Louvain	130	5	11	192	338	70	68	138	99	237	101	30
Nivelles		44	3	1	94	142	32	29	61	45	106	36	21
	Anvers	3,534	9	49	1,653	5,245	841	305	1,146	1,584	2,730	2,515	222
Malines		363	5	7	149	524	75	45	120	76	196	328	36
Turnhout		98	2	1	91	192	50	22	72	28	100	92	13
	Mons	216	22	20	291	549	150	98	248	206	454	95	78
Charleroi		728	11	21	447	1,207	194	129	323	124	447	760	59
	Tournai	214	1	6	145	366	67	32	99	120	219	147	32
	Gand	576	11	8	617	1,212	401	111	512	191	703	509	80
Audenarde		194	—	3	45	242	21	6	27	126	153	89	10
	Alost	96	5	6	120	227	53	22	75	61	136	91	26
	Saint-Nicolas	222	—	1	74	297	47	16	63	47	110	187	55
Termonde		144	—	1	60	205	30	10	40	63	103	102	6
	Bruges	261	5	5	178	449	81	29	110	37	147	302	27
	Ostende	246	—	4	71	321	33	23	56	58	114	207	21
	Courtrai	326	13	2	230	571	121	46	167	152	319	252	123
Furnes		20	—	—	34	54	15	6	21	9	30	24	7
Ypres		58	—	—	57	115	28	11	39	32	71	44	7
	Liège	594	146	49	842	1,631	467	262	729	466	1,195	436	104
Huy		240	—	1	69	310	49	12	61	35	96	214	17
	Verviers	364	—	—	185	549	131	33	164	12	176	373	4
Tongres		109	—	2	53	164	26	10	40	13	53	111	5
Hasselt		90	14	4	75	183	42	23	65	50	115	68	21
Arlon		88	—	2	35	125	14	15	29	50	79	46	11
Marche-en-Fam.		89	—	1	38	128	13	9	22	18	40	88	12
Neufchâteau		225	—	—	29	254	13	6	9	10	29	225	5
	Namur	252	7	4	159	422	91	41	132	106	238	184	30
Dinant		234	1	6	79	320	26	29	55	19	74	246	8

Tableau n° 48 (suite).

TRIBUNAUX ET RESSORTS		NATURE DES CAUSES											CAUSES restant à juger	JUGEMENTS rendus avant de statuer au fond
		CAUSES À JUGER					CAUSES TERMINÉES							
		anciennes			Nouvelles introduites pendant l'année	Total des causes à juger	par jugements			par décretement, transaction, abandon, jonction ou radiation	Total des causes terminées			
		pendantes au commencement de l'année	réinscrites après avoir été rayées comme terminées	pour suivies sur opposition à des jugements par défaut			contradictoires	par défaut	Total					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	
Ressort de la Cour d'appel de	Bruxelles	8,972	413	357	6,774	16,516	3,153	1,932	5,085	4,496	9,581	6,935	1,016	
	Gand	2,143	34	30	1,486	3,693	830	280	1,110	776	1,886	1,807	362	
	Liège	2,285	168	69	1,564	4,086	872	444	1,316	779	2,095	1,991	217	
TRIBUNAUX civils		2,724	36	50	1,355	4,165	628	366	994	698	1,692	2,473	238	
de commerce		10,676	579	406	8,469	20,130	4,227	2,290	6,517	5,353	11,870	8,260	1,357	
Totaux :		13,400	615	456	9,824	24,295	4,855	2,656	7,511	6,051	13,562	10,733	1,595	
Totaux en	1941	18,217	651	618	14,755	34,241	6,516	4,185	10,701	10,140	20,841	13,400	1,794	
	1940	17,878	407	761	16,585	35,631	6,888	5,938	12,826	4,588	17,414	18,217	1,175	
	1939	17,119	974	1,910	39,537	59,540	16,037	15,820	31,857	9,803	41,660	17,880	2,314	

Un nouveau et considérable recul du nombre des causes commerciales introduites au cours de l'année 1942, ressort du tableau n° 48.

Les tableaux 49 et 50 ci-dessous donnent des renseignements globaux en ce qui concerne les ordonnances de référé rendues par les présidents des juridictions commerciales, et en ce qui concerne le nombre et la valeur des lettres de change acceptées, qui ont été protestées et dont les tableaux ont été dressés et communiqués conformément à l'article 443 du Code de commerce :

Tableau n° 49. — ORDONNANCES DE RÉFÉRÉ DES JURIDICTIONS COMMERCIALES

SPÉCIFICATION	1942	1941	1940	1939
1	2	3	4	5
Nombre des ordonnances de référé rendues	343	367	380	581

Tableau n° 50. LETTRES DE CHANGE ACCEPTÉES PROTESTÉES

ANNÉES	NOMBRE des protêts	MONTANT TOTAL des valeurs protestées en francs
1	2	3
1942	4,504	8,996,744
1941	5,608	9,762,661
1940	26,864	30,036,249
1939	128,600	173,497,045

En ce qui concerne les lettres de change, il est à remarquer qu'un arrêté du 4 octobre 1940, modifié par les arrêtés des 26 novembre 1940 et 18 janvier 1941 a suspendu les délais en matière civile et commerciale et a sursis aux actes d'exécution, de sorte qu'une série de protêts n'ont pas été portés au tableau pour l'année 1942.

CONCORDATS JUDICIAIRES

Le débiteur commerçant peut éviter la déclaration de faillite (faculté réservée même après le décès du débiteur) en obtenant de la majorité de ses créanciers un concordat.

Ce concordat n'a d'effet que moyennant l'homologation du tribunal de commerce.

L'homologation n'est accordée qu'en faveur du débiteur malheureux et de bonne foi. L'homologation du concordat le rend obligatoire pour tous les créanciers; il ne s'applique qu'aux engagements contractés antérieurement à son obtention.

Le concordat ne profite point aux codébiteurs ni aux cautions qui ont renoncé au bénéfice de discussion. Il est sans effet relativement : 1° aux impôts et autres charges publiques, ainsi qu'aux contributions pour les digues et polders; 2° aux créances garanties par des privilèges, hypothèques ou nantissements; 3° aux créances dues à titre d'aliments. Celui qui a obtenu le concordat est tenu, en cas de retour à meilleure fortune, de payer intégralement ses créanciers.

L'arrêté du 9 septembre 1940 relatif au concordat judiciaire, a abrogé et remplacé la loi du 29 juin 1887.

Les réformes apportées par la législation nouvelle sont les suivantes :

1° Le calcul des majorités créancières permettant au débiteur malheureux et de bonne foi d'obtenir le bénéfice du concordat est modifié.

La proportion des deux tiers de toutes les sommes dues est suffisante.

2° La notion de bonne foi dans le chef de certaines sociétés est précisée.

3° Des avantages et des garanties de procédure supplémentaires sont accordés au débiteur, savoir :

a) le bénéfice du sursis de paiement dès le dépôt de la requête;

b) la délégation obligatoire d'un juge;

c) la substitution d'une procédure contentieuse à la juridiction gracieuse.

4° La loi a été adaptée aux circonstances de fait pour les débiteurs à créanciers multiples : faculté de supprimer l'assemblée des créanciers.

5° Le mandat des liquidateurs est plus étendu.

Pour le restant, les principes qui avaient été érigés par l'ancienne loi du 29 juin 1887 ont été maintenus.

Tableau n° 51. — CONCORDATS JUDICIAIRES

ANNÉES	Nombre de demandes de concordat		DEMANDES DE CONCORDAT JUDICIAIRE						
	antérieures à l'année	introduites durant l'année	accueillies et suivies d'homologation	rejetées		admissibles par les créanciers, mais non suivies d'homologation	suivies de déclaration de faillite pendant la procédure	retirées	tenues en suspens
				avant toute procédure	pour défaut de majorité				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1942	65	6	2	—	4	—	—	3	62
1941	76	31	34	1	—	—	3	4	65
1940	98	114	93	7	15	—	9	12	76
1939	68	342	174	25	36	2	51	17	98

Tableau n° 52. — CONCORDATS CLÔTURÉS PAR LIQUIDATION APRÈS ABANDON D'ACTIF
Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDE DISTRIBUÉ	PASSIF								TOTAL
	de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 fr.	de 1,000,000 fr. à moins de 5,000,000 fr.	de 5,000,000 fr. et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Rien	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Moins de 10 %	—	—	—	1	3	2	2	1	9
De 10 à 20 %	—	—	—	1	3	—	1	—	5
De 20 à 30 %	—	—	1	1	1	—	1	—	4
De 30 à 50 %	—	1	2	2	5	1	1	—	12
De 50 à 75 %	—	—	1	1	1	1	—	—	4
De 75 % et plus	—	1	—	2	1	—	—	—	4
Paiement intégral	—	1	—	—	2	2	4	—	9
Inconnu	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total :</i>	—	3	4	8	16	6	9	1	47
Totaux en { 1941	—	2	4	4	11	6	2	1	30
{ 1940	—	5	8	11	16	4	5	4	53
{ 1939	—	2	4	7	5	1	4	1	24

FAILLITES *

Tout commerçant qui cesse ses paiements et dont le crédit se trouve ébranlé est en état de faillite.

Celui qui n'exerce plus le commerce peut être déclaré en faillite, si la cessation de ses paiements remonte à une époque où il était encore commerçant.

La faillite d'un commerçant peut être déclarée après son décès, lorsqu'il est mort en état de cessation de paiement.

La faillite est qualifiée banqueroute simple

et punie correctionnellement si le commerçant failli se trouve dans l'un des cas de faute grave prévus par le chapitre I^{er} du titre II de la loi du 18 avril 1851.

Elle est qualifiée banqueroute frauduleuse et punie criminellement si le commerçant failli se trouve dans l'un des cas de fraude prévus par le chapitre II du même titre de loi.

Le failli qui a intégralement acquitté, en principal, intérêts et frais, toutes les sommes par lui dues, peut obtenir sa réhabilitation.

Tableau n° 53. — FAILLITES. — APERÇU GÉNÉRAL

TRIBUNAUX	NOMBRE DE FAILLITES														
	antérieures à l'année	DÉCLARÉES PENDANT L'ANNÉE				RÉOUVERTES		TERMINÉES					Total	restant à terminer à la fin de l'année	
		sur avenue du failli	à la poursuite des créanciers		d'office	Total	après clôture pour défaut d'actif	après révocation du concordat	Total des faillites	par concordat	par liquidation	révoquées			clores à défaut d'actif
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	387	1	5	—	6	12	2	2	403	3	30	2	38	73	330
Louvain	11	—	—	—	—	—	—	—	11	—	1	—	—	1	10
Nivelles	14	—	—	—	—	—	—	—	14	—	2	—	—	2	12
Anvers	486	—	8	1	3	12	—	—	498	5	15	4	17	41	457
Malines	46	—	1	—	—	1	—	—	47	1	3	—	—	4	43
Turnhout	13	—	—	—	—	—	—	—	13	—	—	—	—	—	13
Mons	45	—	—	—	—	—	—	—	45	—	5	—	—	5	40
Charleroi	225	—	1	—	—	1	—	—	226	1	5	—	14	20	206
Tournai	60	—	—	1	—	1	—	—	61	—	4	—	6	10	51
Gand	113	—	1	—	—	1	—	—	114	1	12	1	7	21	93
Audenarde	10	—	—	—	—	—	—	—	10	—	2	—	—	2	8
Alost	18	—	—	1	—	1	—	—	19	1	5	1	2	9	10
Saint-Nicolas	23	—	—	—	—	—	—	—	23	—	6	1	—	7	16
Termonde	17	—	—	—	—	—	—	—	17	—	1	—	—	1	16
Bruges	49	—	—	—	1	1	—	—	50	—	15	1	2	18	32
Ostende	16	—	—	—	—	—	—	—	16	—	3	—	—	3	13
Courtrai	107	—	—	—	—	—	—	—	107	2	7	—	3	12	95
Furnes	13	—	—	—	—	—	—	—	13	—	4	—	—	4	9
Ypres	10	—	—	1	—	1	—	—	11	—	—	—	—	—	11
Liège	35	—	—	—	—	—	—	—	35	—	6	—	—	6	29
Huy	21	—	—	—	—	—	—	—	21	—	1	1	1	3	18
Verviers	34	—	1	—	—	1	—	—	35	—	2	—	2	4	31
Tongres	10	—	—	—	1	1	—	—	11	—	—	1	—	1	10
Hasselt	11	—	—	—	—	—	—	—	11	—	2	—	—	2	9
Arlon	24	1	—	—	—	1	—	—	25	—	7	—	7	14	11
Marche-en-Famenne	4	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	4
Neufchâteau	32	—	—	—	—	—	—	—	32	—	—	—	—	—	32
Namur	24	—	—	—	—	—	—	—	24	1	6	—	1	8	16
Dinant	22	—	1	—	—	1	—	—	23	—	4	—	1	5	18
Cour d'appel de { Bruxelles	1,287	1	15	2	9	27	2	2	1,318	10	65	6	75	156	1,162
{ Gand	376	—	1	2	1	4	—	—	380	4	55	4	14	77	303
{ Liège	217	1	2	—	1	4	—	—	221	1	28	2	12	43	178
<i>Totaux généraux :</i>	1,880	2	18	4	11	35	2	2	1,919	15	148	12	101	276	1,643
Totaux généraux en { 1941	2,163	13	36	16	16	81	—	—	2,244	37	173	11	143	364	1,880
{ 1940	2,249	101	64	13	49	227	—	2	2,478	16	133	7	164	320	2,158
{ 1939	2,121	346	249	71	79	745	5	5	2,876	35	241	22	301	603	2,273

* Lire dans le Bulletin de Statistique, 30^e année, n° 3, mars 1944, pp. 74 et suivantes : « Durée de la liquidation des faillites ».

(*) Dont une faillite close à défaut de passif.

Tableau n° 54. — FAILLITES DÉCLARÉES. — MONTANT DU PASSIF

TRIBUNAUX	NOMBRE total des faillites déclarées	MONTANT DU PASSIF								
		de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 fr.	de 1,000,000 fr. à moins de 5,000,000 fr.	de 5,000,000 fr. et plus	encore inconnu
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	12	—	—	1	3	5	2	—	1	—
Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers	12	—	1	—	1	1	2	3	—	4
Malines	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Charleroi	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	1	—	—	—	1	—	—	—	—	1
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Alost	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Ostende	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Liège	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Tongres	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Marche-en-Famenne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dinant	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Cour d'appel de										
Bruxelles	27	1	1	1	5	7	4	3	1	4
Gand	4	—	1	—	—	—	—	1	—	2
Liège	4	—	1	—	—	2	—	—	—	1
Totaux généraux :	35	1	3	1	5	9	4	4	1	7
Totaux généraux en										
1941	81	3	20	14	11	7	8	4	—	14
1940	227	7	58	44	29	31	17	14	2	25
1939	745	23	163	114	113	96	49	52	6	129

Tableau n° 55. — FAILLITES TERMINÉES PAR CONCORDAT
Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUÉS	PASSIF								TOTAL
	de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 fr.	de 1,000,000 fr. à moins de 5,000,000 fr.	de 5,000,000 fr. et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Rien	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Moins de 10 %	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 10 à 20 %	—	1	1	—	1	—	—	—	3
De 20 à 30 %	—	—	—	1	—	—	—	—	1
De 30 à 50 %	—	1	—	—	—	—	1	—	2
De 50 à 75 %	—	1	1	1	1	—	—	—	4
De 75 % et plus	—	—	—	1	—	—	—	—	1
Paiement intégral	1	1	—	—	—	—	—	—	2
Inconnu	—	—	—	—	2	—	—	—	2
Total :	1	4	2	3	4	—	1	—	15

Tableau n° 56. — FAILLITES TERMINÉES PAR LIQUIDATION
Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUÉS	PASSIF								TOTAL
	de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 fr.	de 1,000,000 fr. à moins de 5,000,000 fr.	de 5,000,000 fr. et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Rien	2	—	1	—	—	2	—	—	5
Moins de 10 %	1	6	19	12	15	4	7	2	66
De 10 à 20 %	—	3	3	8	4	5	2	1	26
De 20 à 30 %	—	2	—	1	2	1	—	—	6
De 30 à 50 %	—	1	4	2	4	—	2	—	13
De 50 à 75 %	1	4	1	3	2	—	—	—	11
De 75 % et plus	—	1	1	—	1	—	—	—	3
Paiement intégral	—	3	2	4	—	2	1	—	12
Inconnu	1	1	—	2	2	—	—	—	6
Total :	5	21	31	32	30	14	12	3	148

Tableau n° 57. — FAILLITES TERMINÉES PAR LIQUIDATION
Emploi de l'actif réalisé

CLASSEMENT DES FAILLITES suivant l'importance de leur passif 1	NOMBRE des faillites 2	PASSIF chirographaire 3	ACTIF réalisé 4	FRAIS de tout genre 5	HONORAIRES des curateurs 6	PAIEMENTS AUX CRÉANCIERS	
						privilégiés 7	chirographaires 8
Moins de 10,000 francs . . .	5	28,218	44,187	17,077	4,962	17,352	4,796
De 10,000 à — 50,000 fr.	21	545,240	336,958	35,820	35,624	89,165	176,349
De 50,000 à — 100,000 fr.	31	2,227,350	880,818	86,654	83,164	242,295	468,705
De 100,000 à — 200,000 fr.	32	4,528,625	3,291,212	222,426	207,050	1,601,589	1,260,147
De 200,000 à — 500,000 fr.	30	9,964,786	3,964,953	340,593	253,668	1,792,493	1,578,199
De 500,000 à — 1,000,000 fr.	14	7,650,724	6,326,624	156,075	162,096	4,264,765	1,743,688
De 1,000,000 à — 5,000,000 fr.	12	20,624,570	8,193,418	443,247	389,077	1,802,931	5,558,163
De 5,000,000 fr. et plus . . .	3	43,814,695	5,816,907	275,779	686,412	1,004,552	3,850,164
Total des faillites terminées par liquidation . . .	148	89,384,208	28,855,077	1,577,671	1,822,053	10,815,142	14,640,211

SURSIS DE PAIEMENT

Le sursis de paiement n'est accordé qu'au commerçant qui, par suite d'événements extraordinaires et imprévus, est contraint de cesser temporairement ses paiements, mais qui, d'après son bilan dûment vérifié, a des biens ou moyens suffisants pour satisfaire tous ses créanciers en principal et intérêts.

Tableau n° 58. — NOMBRE DES DÉCISIONS DE JUSTICE
ACCORDANT DES SURSIS PROVISOIRES OU DÉFINITIFS

SPÉCIFICATIONS 1	ANNÉES			
	1939 2	1940 3	1941 4	1942 5
Sursis provisoires . . .	3	—	—	—
Sursis définitifs . . .	—	—	—	—
Total :	3	—	—	—

4° COURS D'APPEL

Compétence. — L'organisation des cours d'appel est réglée par le chapitre IV du titre I^{er} de la loi d'organisation judiciaire.

Elles ne peuvent juger en matière civile qu'au nombre fixe de cinq conseillers, y compris le président.

Aux termes de l'article 83 du Code de procédure civile, le ministère public, en matière civile, est appelé à donner son avis dans un certain nombre de cas.

La loi du 25 octobre 1919, modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux et dont les dispositions prorogées et complétées par les lois des 30 juillet 1921, 9 août 1923, 7 août 1924, 21 août 1925, 29 juillet 1926, 22 juillet 1927 et 18 août 1928, sont applicables à partir du 1^{er} décembre 1919 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, porte que « les cours d'appel jugent au nombre

fixe de trois conseillers, y compris le président. L'assistance du ministère public est requise, sauf les exceptions prévues dans les lois en vigueur ».

Les cours d'appel connaissent, en matière civile, de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance et par les tribunaux de commerce. Elles connaissent aussi de l'appel des ordonnances de référé, des jugements d'arbitres et des décisions rendues par les conseils de discipline de l'Ordre des avocats.

L'appel des décisions du conseil des prises est porté devant la cour d'appel de Bruxelles siégeant toutes chambres réunies.

Les cours d'appel statuent, en outre, sur certains recours en matière électorale et fiscale.

Lire dans le *Bulletin de Statistique*, 26^e année, n° 7, novembre 1940, pp. 131 et suivantes : Modifications apportées en 1935 à la compétence et au ressort en matière civile et commerciale. — Résultats statistiques.

Tableau n° 59. — COURS D'APPEL. — AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES
CAUSES INTRODUITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER

COURS D'APPEL (avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées)	CAUSES À JUGER			CAUSES TERMINÉES					Causes restant à juger	Arrêts rendus avant de statuer au fond
	pen- dantes au com- mence- ment de l'année	intro- duites pendant l'année	Total	par arrêt au fond		Total des arrêts	par trans- action, abandon ou autres motifs	Total général des causes ter- minées		
				contra- dic- toire	par défaut					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

COUR D'APPEL DE BRUXELLES

Tribunaux de première instance en matière civile	1,223	858	2,081	691	65	756	194	950	1,131	—
Tribunaux de première instance en matière commerciale	64	45	109	31	1	32	17	49	60	—
Tribunaux de commerce	563	432	995	279	19	298	93	391	604	—
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	2	3	5	1	—	1	1	2	3	—
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	1	1	1	—	1	—	1	—	—
Appels de jugements d'arbitres	6	13	19	7	—	7	—	7	12	—
Référés	112	116	238	135	6	141	44	185	53	—
Affaires portées directement devant la Cour	4	15	19	5	—	5	2	7	12	—

COUR D'APPEL DE GAND

Tribunaux de première instance en matière civile	218	225	443	203	12	215	20	235	208	—
Tribunaux de première instance en matière commerciale	16	13	29	9	—	9	2	11	18	—
Tribunaux de commerce	128	111	239	81	4	85	17	102	137	—
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	2	4	6	1	—	1	—	1	5	—
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—
Appels de jugements d'arbitres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Référés	10	16	26	15	1	16	3	19	7	—

COUR D'APPEL DE LIÈGE

Tribunaux de première instance en matière civile	614	320	934	226	14	240	35	275	659	—
Tribunaux de première instance en matière commerciale	92	26	118	23	—	23	1	24	94	—
Tribunaux de commerce	183	72	255	47	1	48	5	53	202	—
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	3	1	4	4	—	4	—	4	—	—
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	1	—	1	1	—	1	—	1	—	—
Appels de jugements d'arbitres	3	3	6	4	—	4	—	4	2	—
Référés	12	67	79	32	—	32	1	33	46	—

Tableau n° 59 (suite).

COURS D'APPEL (avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées)	CAUSES À JUGER			CAUSES TERMINÉES					Causes restant à juger	Arrêts rendus avant de statuer au fond
	pen- dantes au com- mence- ment de l'année	intro- duites pendant l'année	Total	par arrêt au fond		Total des arrêts	par trans- action, abandon ou autres motifs	Total général des causes ter- minées		
				contra- dic- toire	par défaut					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

TOTAUX POUR LES TROIS COURS D'APPEL

Tribunaux de première instance en matière civile	2,055	1,403	3,458	1,120	91	1,211	249	1,460	1,998	—
Tribunaux de première instance en matière commerciale	120	77	197	49	1	50	19	69	128	—
Tribunaux de commerce	926	622	1,548	421	24	445	116	561	987	—
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	7	8	15	6	—	6	1	7	8	—
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	2	1	3	2	—	2	1	3	—	—
Appels de jugements d'arbitres	9	16	25	11	—	11	—	11	14	—
Référés	144	199	343	182	7	189	48	237	106	—
Affaires portées directement devant la Cour	4	15	19	5	—	5	2	7	12	—
Totaux par ressort										
Bruxelles	1,984	1,483	3,467	1,150	91	1,241	351	1,592	1,875	82
Gand	375	369	744	309	17	326	43	369	375	7
Liège	908	489	1,397	337	15	352	42	394	1,003	47
Totaux généraux :	3,267	2,341	5,608	1,796	123	1,919	436	2,355	3,253	136
Totaux généraux en :										
1941	3,540	2,170	5,710	1,755	112	1,867	576	2,443	3,267	156
1940	3,896	1,417	5,313	1,315	93	1,408	365	1,773	3,540	118
1939	4,072	2,716	6,788	2,095	184	2,279	613	2,892	3,896	217

La proportion entre les affaires en matière civile et les affaires en matière commerciale, soumises aux cours d'appel s'établit comme suit pour les trois ressorts réunis :

COURS D'APPEL

ANNÉES	TOTAL DES CAUSES À JUGER		APPELS EN MATIÈRE CIVILE		APPELS EN MATIÈRE COMMERCIALE	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1	2	3	4	5	6	7
1942	5,608	100	3,845	69.—	1,763	31.—
1941	5,708	100	4,004	70.—	1,704	30.—
1940	5,313	100	3,662	69.—	1,651	31.—
1939	6,788	100	4,677	69.—	2,111	31.—

Tableau n° 60. — COURS D'APPEL. — AFFAIRES FISCALES

COUR D'APPEL de	AFFAIRES À JUGER			Arrêts interlocu- toires	AFFAIRES TERMINÉES			Affaires restant à juger
	pendantes au commen- ment de l'année	introduites pendant l'année	Total		par arrêt au fond	par radiation, trans- action, etc.	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	458	296	754	3	176	70	246	508
Gand	20	48	68	1	36	8	44	24
Liège	138	59	197	2	66	11	77	120
<i>Le Royaume :</i>	616	403	1,019	6	278	89	367	652
<i>Le Royaume en</i> { 1941	588	391	979	5	270	93	363	616
{ 1940	708	308	1,016	5	307	121	428	588
{ 1939	664	473	1,137	8	307	122	429	708

JURIDICTION DU TRAVAIL

Les données de la statistique des Juridictions du Travail sont inscrites pour chacun des conseils de prud'hommes et des conseils de prud'hommes d'appel, par les soins des greffiers, dans des formulaires issus du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Transmis par ce département à l'Office Central de Statistique, ces documents y sont vérifiés et dépouillés en tant qu'ils concernent l'administration de la justice et les actes spéciaux de ces juridictions.

A) CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Il y avait dans le Royaume 47 conseils de prud'hommes dont celui d'Eupeu a été soustrait à partir de fin mai 1940.

Conformément à la loi organique des conseils de prud'hommes du 9 juillet 1926, modifiée par les lois des 25 juin 1927, 30 mai 1928 et 22 janvier 1931, article 1^{er} :

« Les conseils de prud'hommes sont institués dans le but de vider par voie de conciliation ou, à défaut de conciliation, par voie de jugement, les contestations relatives au travail qui s'élèvent :

- » soit entre les employeurs, d'une part, et leurs ouvriers ou employés, d'autre part;
- » soit entre ouvriers, entre employés ou entre ouvriers et employés. »

Tout conseil de prud'hommes est divisé en deux chambres; l'une pour ouvriers, l'autre pour employés (art. 7).

Une chambre mixte est chargée de résoudre les questions de compétence (art. 65).

Les conseils connaissent des demandes de leur compétence jusqu'à 500 francs sans appel, et, à charge d'appel au delà de cette somme (art. 45).

Les conseillers prud'hommes sont nommés par voie d'élection (art. 10).

Deux présidents issus, l'un du groupe de prud'hommes employeurs, l'autre du groupe de prud'hommes ouvriers ou employés sont nommés par le Roi et siègent alternativement (art. 25).

Le Roi nomme en outre auprès de chaque chambre un docteur en droit, en qualité d'assesseur juridique (art. 26) et auprès de chaque conseil un greffier et éventuellement des greffiers-adjoints (art. 28).

Chaque chambre forme dans son sein un bureau qui a pour mission de concilier les parties (art. 50), ses membres sont renouvelés tous les trois mois.

Toutes les affaires portées au greffe du conseil des prud'hommes sont soumises au bureau de conciliation, dont la mission consiste, soit à concilier les parties, soit à les renvoyer devant le conseil, soit à trancher le différend si la valeur

du litige est inférieure à 200 francs. Dans ce dernier cas, le bureau de conciliation s'adjoint l'assesseur juridique et s'appelle bureau de jugement (art. 50 à 54).

Les décisions rendues par le bureau de jugement ne sont pas susceptibles d'appel (art. 54).

La chambre compétente du conseil ne statue par jugement, qu'après avoir épuisé les moyens de conciliation (art. 55).

Par Arrêté Royal du 10 mai 1927 modifié par celui du 10 décembre 1928, il a été créé auprès du conseil de prud'hommes d'Anvers et à titre provisoire une chambre spéciale, chargée de trancher les litiges afférents au contrat de travail des ouvriers du port.

Cette chambre spéciale est la seule qui ait été créée en Belgique en vertu du pouvoir accordé à cet effet au Roi, par les dispositions de l'article 7 de la loi organique.

En dehors de leur mission juridictionnelle, les conseils de prud'hommes peuvent être appelés par le gouvernement à donner leur avis sur des questions ou projets relatifs au travail (art. 1^{er} *in fine*).

Ils sont en outre chargés des mesures conservatrices de la propriété des dessins et modèles industriels (art. 1^{er}, § 4, de la loi organique et art. 1^{er} de l'Arrêté Royal du 10 décembre 1884), et de la réception du dépôt des règlements d'atelier (art. 7, § 6, de la loi du 15 juin 1896).

A défaut de conseil de prud'hommes, les contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail et de ceux qui les emploient sont de la compétence des juges de paix (A. R. du 13 janvier 1935, art. 2, 6^o — Lois sur la compétence.)

Rédaction du tableau. — Le tableau statistique a été établi d'après les états fournis par les conseils de prud'hommes au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Transmis à l'Office Central de Statistique, ces états y sont vérifiés et compulsés dans des cahiers de dépouillement, permettant l'étude et la totalisation des résultats.

Tableau n° 61. — CONSEILS DE PRUD'HOMMES
APERÇU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER

SIÈGE DE JURIDICTION	CHAM- BRE	BUREAU DE CONCILIATION						BUREAU DE JUGEMENT					CONSEIL				
		Nombre d'affaires						Nombre d'affaires					Nombre d'affaires				
		pendantes et inscrites dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugement	renvoyées au Conseil	restées sans suite	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	
Bruxelles . . .	O*	1,192	327	26	771	68	27	2	18	—	7	409	98	298	—	13	
	E*	539	142	9	307	81	5	1	4	—	—	338	34	277	—	27	
Hal	O	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	
	E	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Vilvorde . . .	O	11	4	—	2	5	1	—	1	—	—	2	—	2	—	—	
	E	6	1	—	4	1	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	
Louvain	O	34	2	—	11	21	—	—	—	—	—	13	—	13	—	—	
	E	14	4	—	6	4	—	—	—	—	—	7	—	6	—	1	
Nivelles	O	17	8	—	7	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	E	5	1	—	4	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	1	
Tubize	O	3	1	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	
	E	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Wavre	O	24	6	—	8	10	—	—	—	—	—	9	2	6	—	1	
	E	5	2	—	3	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	
Anvers	O	494	79	383	28	—	—	—	—	—	—	89	11	54	—	24	
	E	147	30	—	101	13	—	—	—	—	—	130	10	114	—	6	
	S*	29	5	—	—	—	—	—	—	—	—	17	2	15	—	—	
Malines	O	34	6	—	18	5	—	—	—	—	—	16	—	9	—	6	
	E	16	2	—	6	6	—	—	—	—	—	11	—	9	—	2	
Turnhout	O	15	13	—	2	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	
	E	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	
Mons	O	62	21	4	36	1	9	—	9	—	—	50	—	37	—	13	
	E	53	19	—	33	1	—	—	—	—	—	59	2	52	—	5	
Dour	O	35	8	1	14	12	1	—	—	1	—	4	—	—	4	—	
	E	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
La Louvière . .	O	396	190	15	88	103	2	—	—	—	2	26	18	7	—	1	
	E	93	56	—	16	21	—	—	—	—	—	11	6	4	—	1	
Pâturages . . .	O	55	17	1	4	33	1	—	1	—	—	5	—	5	—	—	
	E	5	1	—	3	1	—	—	—	—	—	8	1	7	—	—	
Soignies	O	13	10	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	E	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	
Charleroi	O	2,178	612	10	174	1,382	10	—	8	—	2	174	4	170	—	—	
	E	293	91	1	106	95	1	—	1	—	—	106	3	103	—	—	
Binche	O	89	63	2	13	11	1	—	—	1	—	12	1	10	—	1	
	E	9	4	—	4	1	—	—	—	—	—	5	—	4	—	1	
Font.-l'Evêque .	O	89	5	7	68	9	5	—	4	—	1	29	—	29	—	—	
	E	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	

* O = Pour ouvriers, E = Pour employés, S = Spéciale pour ouvriers du port.

Tableau n° 61 (suite).

SIÈGE DE JURIDICTION	CHAM-BRE	BUREAU DE CONCILIATION					BUREAU DE JUGEMENT					CONSEIL				
		Nombre d'affaires					Nombre d'affaires					Nombre d'affaires				
		pendantes et inscrites dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugement	renvoyées au Conseil	restées sans suite	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Tournai	O	9	2	—	6	1	—	—	—	—	—	6	1	5	—	—
Tournai	E	7	2	—	5	—	—	—	—	—	—	3	—	5	—	—
Lessines	O	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—
Lessines	E	6	—	—	4	2	—	—	—	—	—	4	—	2	1	1
Gand	O	91	42	10	42	—	5	—	5	—	—	34	2	21	—	11
Gand	E	43	7	—	36	—	—	—	—	—	—	46	—	32	—	14
Eekloo	O	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Eekloo	E	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Audenarde	O	3	—	—	1	2	—	—	—	—	—	2	—	1	—	1
Audenarde	E	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Renaix	O	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Renaix	E	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—
Termonde	O	9	6	—	1	2	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Termonde	E	8	4	—	1	3	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Alost	O	24	3	—	19	2	—	—	—	—	—	19	—	16	1	2
Alost	E	3	—	—	1	2	—	—	—	—	—	4	—	3	—	1
Saint-Nicolas	O	23	15	—	5	3	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—
Saint-Nicolas	E	4	1	—	2	1	—	—	—	—	—	5	—	4	—	1
Bruges	O	25	7	14	4	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—
Bruges	E	22	6	16	—	—	—	—	—	—	—	10	—	10	—	—
Ostende	O	49	24	—	22	3	—	—	—	—	—	19	4	4	—	11
Ostende	E	9	2	—	—	7	—	—	—	—	—	21	6	11	—	4
Tielt	O	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tielt	E	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Courtrai	O	22	17	—	4	1	1	1	—	—	—	5	—	5	—	—
Courtrai	E	16	6	—	10	—	—	—	—	—	—	14	1	10	—	3
Mousseron	O	6	1	2	2	1	—	—	—	—	—	6	—	—	—	6
Mousseron	E	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Roulers	O	14	2	2	1	9	2	1	1	—	—	1	—	1	—	—
Roulers	E	6	—	—	—	6	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—
Ypres	O	46	15	—	1	30	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Ypres	E	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège	O	235	90	—	79	66	—	—	—	—	—	81	4	69	—	8
Liège	E	123	16	—	90	17	—	—	—	—	—	76	1	73	—	2
Comblain-au-P.	O	3	—	—	3	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Comblain-au-P.	E	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Fléron	O	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fléron	E	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Huy	O	13	11	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—
Huy	E	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jemeppe	O	36	7	11	17	1	—	—	—	—	—	9	—	3	—	6
Jemeppe	E	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	7	—	1	—	6

Tableau n° 61 (suite).

SIÈGE DE JURIDICTION	CHAM-BRE	BUREAU DE CONCILIATION					BUREAU DE JUGEMENT					CONSEIL				
		Nombre d'affaires					Nombre d'affaires					Nombre d'affaires				
		pendantes et inscrites dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugement	renvoyées au Conseil	restées sans suite	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Verviers	O	23	1	—	7	15	1	—	—	—	1	18	—	6	—	12
Verviers	E	20	4	—	9	7	—	—	—	—	—	19	—	10	—	9
Hasselt	O	180	57	101	—	22	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—
Hasselt	E	11	—	10	—	1	—	—	—	—	—	9	—	8	—	1
Namur	O	28	12	7	6	3	7	—	7	—	—	6	1	4	—	1
Namur	E	13	5	—	5	3	—	—	—	—	—	9	3	6	—	—
Andenne	O	29	—	—	9	20	—	—	—	—	—	9	—	9	—	—
Andenne	E	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auvélais	O	11	9	—	—	2	2	—	1	1	—	1	—	1	—	—
Auvélais	E	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	3	—	2	1	—
Dinant	O	5	2	—	—	3	—	—	—	—	—	3	—	1	2	—
Dinant	E	3	1	—	1	1	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—
Philippeville	O	54	18	—	25	11	—	—	—	—	—	21	—	21	—	—
Philippeville	E	5	2	—	3	—	—	—	—	—	—	4	—	2	—	2
Le Royaume	O	5,690	1,717	599	1,503	1,862	77	5	56	3	13	1,104	148	832	7	117
Le Royaume	E	1,503	414	37	770	277	7	2	5	—	—	929	69	767	3	90
Le Royaume	S	29	5	—	—	—	—	—	—	—	—	17	2	15	—	—
Au total :		7,222	2,136	636	2,273	2,139	84	7	61	3	13	2,050	219	1,614	10	207
Au total en	1941	8,602	2,342	242	3,860	2,111	174	42	124	—	8	3,247	300	2,600	27	320
Au total en	1940	10,873	3,463	386	4,467	2,473	185	53	121	1	10	3,541	299	2,640	212	402
Au total en	1939	14,589	4,372	652	6,729	2,813	440	72	329	4	18	5,361	524	3,943	224	433

Il est à remarquer que l'activité générale des conseils de prud'hommes pendant l'année 1942 est encore en régression.

C'est surtout le bureau de conciliation par lequel doivent passer les affaires nouvelles, qu'il y a lieu d'observer à cet égard :

De 1939 à 1940 le total des affaires au rôle pour ouvriers tombait de 10,168 à 6,798, tandis que celui pour employés ne subissait guère de modification importante : 4,356 en 1939 pour 4,024 en 1940.

De 1940 à 1941 ce sont, au contraire, les affaires au rôle pour employés qui fléchissent de

4,024 à 2,454, tandis que celles pour ouvriers conservent une certaine stabilité : 6,798 en 1940 pour 6,109 en 1941.

De 1941 à 1942 c'est le dernier phénomène qui se reproduit : les affaires au rôle pour employés diminuent de 2,454 à 1,503, tandis que celles pour ouvriers ne subissent qu'une baisse de 6,109 à 5,690.

Pour l'étude de la matière sur un plus grand nombre d'années, on pourrait utilement consulter les nos 12, décembre 1942, et 10, octobre 1943, du *Bulletin de Statistique*, publiant respective-

ment la statistique des juridictions du travail de 1937 à 1941 et de 1938 à 1942.

**

En ce qui concerne le dépôt des règlements d'ateliers et celui des dessins et modèles indus-

triels aux greffes des conseils de prud'hommes, les nombres au complet par siège de juridiction en sont reproduits ci-après.

La comparaison des chiffres avec ceux de l'année précédente fait ressortir une augmentation des dépôts des deux espèces de documents.

SIÈGE DE JURIDICTION	NOMBRE de dépôts de règlements d'atelier	NOMBRE de dépôts de dessins et modèles industriels	SIÈGE DE JURIDICTION	NOMBRE de dépôts de règlements d'atelier	NOMBRE de dépôts de dessins et modèles industriels
1	2	3	1	2	3
Bruxelles	1,284	86	Termonde	36	4
Hal	10	—	Alost	195	2
Vilvorde	16	—	Saint-Nicolas	237	—
Touvain	132	1	Bruges	262	3
Nivelles	19	—	Ostende	80	—
Tubize	4	—	Tielt	9	—
Wavre	22	—	Courtrai	193	1
Anvers	791	9	Mouscron	7	—
Malines	89	2	Roulers	167	—
Turnhout	130	3	Ypres	68	—
Mons	38	3	Liège	218	17
Dour	10	1	Comblain-au-Pont	2	—
La Louvière	18	—	Fléron	—	—
Pâturages	28	—	Huy	38	1
Soignies	17	—	Jemeppe	4	—
Charleroi	105	3	Verviers	134	7
Binche	37	—	Hasselt	31	2
Fontaine-l'Évêque	1	—	Namur	22	6
Tournai	121	—	Andenne	4	—
Lessines	15	1	Auvelais	—	—
Gand	489	5	Dinant	11	—
Eekloo	—	—	Philippeville	22	—
Audeharde	—	—	<i>Le Royaume :</i>	5,176	157
Rénaix	60	—	En 1941	4,662	119

B) CONSEILS DE PRUD'HOMMES D'APPEL

Il y a dans le Royaume sept conseils de prud'hommes d'appel dont les sièges sont fixés respectivement à Anvers, Bruxelles, Bruges, Gand, Mons, Liège et Namur, et dont la juridiction s'étend aux provinces dont les sièges sont les chefs-lieux. (Loi du 25 juin 1913.)

L'organisation et la compétence des conseils de prud'hommes d'appel sont régies par les articles 116 et suivants de la loi organique des conseils de prud'hommes.

Les conseillers sont élus par des collèges électoraux spéciaux.

Chaque conseil de prud'hommes d'appel comprend une chambre pour ouvriers et une chambre pour employés.

Une chambre mixte tranche les contestations entre ouvriers et employés, et résout les questions de compétence.

Le Roi nomme près de chaque conseil d'appel deux présidents avec détermination de la chambre à laquelle chaque président est attaché.

Ces présidents doivent être docteurs en droit.

Tableau n° 62. — CONSEILS DE PRUD'HOMMES D'APPEL. — APERÇU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER

RESSORT DE	CHAMBRE	AFFAIRES À JUGER			AFFAIRES TERMINÉES			AFFAIRES restant à juger
		Pendantes au début de l'année	Nouvelles introduites pendant l'année	Total	par arrêt au fond	par radiation, abandon, etc.	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	pour ouvriers	109	76	185	58	—	58	127
	pour employés	314*	125	439	129	—	129	310
	mixte	46	17	63	28	—	28	35
Anvers	pour ouvriers	4*	18	22	4	—	4	18
	pour employés	117*	58	175	47	8	55	120
	mixte	19*	9	28	5	1	6	22
Mons	pour ouvriers	7	5	12	5	2	7	5
	pour employés	24	15	39	17	7	24	15
	mixte	4	1	5	4	1	5	—
Gand	pour ouvriers	2	15	17	4	—	4	13
	pour employés	11	15	26	15	—	15	11
	mixte	2	—	2	—	2	2	—
Bruges	pour ouvriers	—	4	4	4	—	4	—
	pour employés	—	21	21	21	—	21	—
	mixte	—	1	1	1	—	1	—
Liège	pour ouvriers	6	25	31	11	—	11	20
	pour employés	10	71	81	59	—	59	22
	mixte	4	3	7	7	—	7	—
Namur	pour ouvriers	—	—	—	—	—	—	—
	pour employés	2	5	7	6	—	6	1
	mixte	—	—	—	—	—	—	—
<i>Le Royaume :</i>	pour ouvriers	128*	143	271	86	2	88	183
	pour employés	478*	310	788	294	15	309	479
	mixte	75*	31	106	45	4	49	57
<i>Total :</i>		681*	484	1,165	425	21	446	719
<i>Total :</i>	1941	675	810	1,485	645	169	814	671
	1940	507	677	1,184	499	9	508	676
	1939	613	835	1,448	906	30	936	512

* Chiffres rectifiés.

COUR DE CASSATION

Compétence. — La composition de la cour de cassation a été donnée précédemment. (Voir Statistique pénale.)

Aux termes des articles 19 et 20 de la loi du 25 mars 1876, sa compétence est réglée comme suit :

Art. 19. — La cour de cassation connaît :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort;

2° Des réglemens de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie.

Art. 20. — Les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort pourront être déferés à la cour de cassation pour contravention à la loi ou

pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

La cour de cassation prononce aussi sur les demandes en cassation contre les décisions rendues en dernier ressort en matière civile et commerciale par les tribunaux de première instance et par les cours d'appel du Congo belge.

Un décret détermine, dans les limites de la compétence de la cour de cassation de Belgique, les autres demandes dont elle aura à connaître. (Loi du 15 avril 1924, art. 1^{er}.)

Le ministère public est entendu dans toutes les affaires. (Loi du 4 août 1832, art. 28.)

La cour de cassation ne connaît pas du fond des affaires. Elle renvoie le fond du procès cassé à la cour ou au tribunal qui doit en connaître.

Tableau n° 63. — COUR DE CASSATION (1^{re} Chambre). — POURVOIS EN MATIÈRE CIVILE

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendu les décisions attaquées	CAUSES À JUGER			d'in- struction	ARRÊTS				TOTAL des arrêts	ARRÊTS rendus sur les conclusions du ministère public (1)		CAUSES restant à juger
	pen- dantes au com- men- cement de l'année	intro- duites pen- dant l'année	TOTAL		AU FOND		DÉCRÉTANT			con- formes	con- traires	
					Cas- sation	Rejet	la déché- ance	le désiste- ment				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
COURS D'APPEL												
a) Jugeant en matière civile :												
Bruxelles	16	34	50	1	7	18	—	3	29	—	—	21
Gand	21	9	30	—	—	2	—	—	2	—	—	28
Liège	13	8	21	—	3	3	—	—	6	—	—	15
Totaux :	50	51	101	1	10	23	—	3	37	—	—	64
b) Jugeant en matière commerciale :												
Bruxelles	8	17	25	—	3	2	—	1	6	—	—	19
Gand	—	2	2	—	—	1	—	—	1	—	—	1
Liège	2	6	8	—	—	—	—	—	—	—	—	8
Elisabethville	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Totaux :	11	25	36	—	3	4	—	1	8	—	—	28

(1) Les éléments pour les colonnes 11 et 12 n'ont pas été communiqués.

Tableau n° 63 (suite).

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendu les décisions attaquées	CAUSES À JUGER			d'in- struction	ARRÊTS				TOTAL des arrêts	ARRÊTS rendus sur les conclusions du ministère public (1)		CAUSES restant à juger
	pen- dantes au com- men- cement de l'année	intro- duites pen- dant l'année	TOTAL		AU FOND		DÉCRÉTANT			con- formes	con- traires	
					Cas- sation	Rejet	la déché- ance	le désiste- ment				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE (2)												
a) Jugeant en premier degré :												
Bruxelles	4	3	7	—	3	1	—	—	4	—	—	3
Nivelles	1	1	2	—	1	—	—	—	1	—	—	1
Anvers	7	5	12	—	1	—	—	—	1	—	—	11
Malines	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Mons	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Charleroi	1	1	2	—	1	—	—	—	1	—	—	1
Tournai	—	2	2	—	—	1	—	—	1	—	—	1
Gand	2	2	4	—	2	—	—	—	2	—	—	2
Termonde	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Audenarde	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Furnes	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Liège	2	3	5	—	—	1	—	—	1	—	—	4
Huy	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Tongres	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Arlon	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Neufchâteau	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Namur	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Dinant	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Totaux :	22	32	54	—	8	4	—	—	12	—	—	42
b) Jugeant en degré d'appel :												
Bruxelles	4	2	6	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Louvain	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Nivelles	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Anvers	3	4	7	—	—	1	—	—	1	—	—	6
Mons	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Charleroi	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Tournai	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Gand	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Bruges	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Liège	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Verviers	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Namur	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Totaux :	14	14	28	—	1	2	—	—	3	—	—	25
TRIBUNAUX DE COMMERCE JUSTICE DE PAIX DOMMAGES DE GUERRE CONSEILS DE PPUD'HOM- MES												
	2	3	5	—	1	—	—	—	1	—	—	4
	1	6	7	—	—	—	—	—	—	—	—	7
	4	2	6	—	2	—	—	—	1	3	—	3
	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Totaux généraux :	104	136	240	1	25	33	—	5	64	—	—	176
Totaux généraux en :												
1941	108	79	187	1	22	53	—	5	81	—	—	104
1940	139	47	186	—	15	61	1	1	78	78	—	108
1939	123	92	215	—	19	54	—	3	76	76	—	139

(1) Les éléments pour les colonnes 11 et 12 n'ont pas été communiqués.
(2) Les tribunaux, dont aucun jugement n'a été attaqué, ne sont pas mentionnés.
* Dont une ordonnance de référé.

SECTION III

STATISTIQUE

DE LA

PROTECTION DE L'ENFANCE

RAPPORT SUR L'APPLICATION DE LA LOI DU 15 MAI 1912

Le chapitre I^{er} de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance est relatif à la déchéance de la puissance paternelle. Les tableaux A à D analysent le nombre de déchéances prononcées, le nombre de parents qui ont été réintégrés dans les droits de la puissance paternelle et le nombre d'enfants qui ont fait l'objet d'une mesure.

Le tableau E établit le mouvement de la population et la situation au 31 décembre des mineurs, dont les parents ont été déclarés déchus de la puissance paternelle, et qui sont confiés soit à des particuliers, soit à des établissements d'éducation privés, soit à des établissements spéciaux privés.

Le tableau F s'occupe de la situation au 31 décembre, des enfants dont les parents sont déchus de la puissance paternelle, et qui sont moralement abandonnés ou martyrs et adultérins de guerre.

Le chapitre II de la loi est attribué aux enfants traduits en justice pour mendicité, vagabondage, inconduite ou faits qualifiés infractions par la loi.

Les tableaux G à K relèvent le nombre de mineurs dont les parquets ou les juges d'instruction ont dû s'occuper et ceux qui ont été mis en garde provisoire ou en observation avant jugement.

Les tableaux L à N indiquent le nombre de mineurs qui ont comparu devant les juges des enfants, ainsi que la nature des faits qu'ils avaient commis, leur âge et le résultat des poursuites.

Le tableau O donne les résultats définitifs des affaires terminées pendant l'année, la nature et le pourcentage des décisions intervenues.

L'article 31 de la loi du 15 mai 1912 permet au juge de modifier, suivant les besoins de l'éducation du mineur, les mesures qui ont été prises à son égard; celles-ci doivent, en tout cas, faire l'objet d'une révision tous les trois ans.

Le tableau P traite des ordonnances ou jugements modificatifs et des révisions triennales.

Les tableaux Q à S reflètent le mouvement de la population et la situation, au 31 décembre, des mineurs placés dans des établissements d'observation officiels ou privés, laissés en liberté surveillée dans leur famille, confiés à des particuliers, placés dans des établissements d'éducation ou des établissements spéciaux privés, confiés à des établissements d'éducation ou à des établissements spéciaux de l'Etat.

Le tableau T récapitule par arrondissement la situation, au 31 décembre, de tous les mineurs qui ont fait l'objet d'une mesure prise par le juge des enfants.

Le tableau U classe les anciens mineurs de justice ayant atteint leur 26^e année et qui ont subi une ou plusieurs condamnations depuis leur majorité.

Le chapitre III de la loi du 15 mai 1912 aggrave les peines de certains crimes ou délits commis par des majeurs à l'égard des enfants. L'application de ces dispositions est relevée dans la Statistique de l'administration de la justice pénale.

Rédaction des tableaux :

Les tableaux sont confectionnés par l'Office de la protection de l'enfance du Ministère de la Justice, d'après les renseignements obtenus par cet Office.

Pour leur publication, ils sont pourvus à la fois d'un indice littéral et d'un numéro d'ordre. Seul le tableau E, qui n'a pas de base de comparaison antérieure à l'année 1941, est dépourvu de numéro.

Il y a lieu de se reporter, à ce sujet, à ce qui a été dit dans la publication de l'année 1941, page 229 *in fine*.

CHAPITRE PREMIER

DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

Tableau n° 64. — NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS DÉCLARÉS DÉCHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE. — ARTICLE 1^{er}, 3 ET 4

ARRONDISSEMENTS 1	DÉCHÉANCE de droit (Art. 1 ^{er})		DÉCHÉANCE FACULTATIVE (Art. 3 et 4)				TOTAL (Art. 1 ^{er} 3 et 4)		RÉQUISITIONS du ministère public non suivies de déchéance (Art. 3 et 4)	
	Hommes 2	Femmes 3	En tout		En partie		Hommes 8	Femmes 9	Hommes 10	Femmes 11
			Hommes 4	Femmes 5	Hommes 6	Femmes 7				
Bruxelles	5	2	19	18	—	—	24	20	1	2
Louvain	1	1	3	3	—	—	4	4	1	2
Nivelles	3	1	3	7	—	—	6	8	—	—
Anvers	—	—	8	5	—	—	8	5	1	—
Malines	—	—	2	2	—	—	2	2	6	7
Turnhout	1	—	1	—	—	—	2	—	—	—
Mons	1	1	—	—	—	—	1	1	—	1
Charleroi	1	1	29	26	—	3	30	30	2	2
Tournai	—	—	3	4	—	—	3	4	1	2
Gand	1	—	1	7	—	—	2	7	1	2
Audenarde	3	1	—	—	—	—	3	1	1	3
Termonde	2	—	4	4	—	—	6	4	—	—
Bruges	—	—	9	14	—	—	9	14	—	—
Courtrai	—	—	2	1	—	—	2	1	—	1
Furnes	—	—	2	2	—	—	2	2	—	—
Ypres	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—
Liège	—	—	19	38	—	1	19	39	2	1
Huy	1	—	3	5	—	—	4	5	1	—
Verviers	1	—	1	5	—	—	2	5	—	—
Tongres	3	—	1	1	—	—	4	1	—	1
Hasselt	1	—	2	1	—	—	3	1	1	1
Arlon	—	—	3	4	—	—	3	4	4	4
Marche-en-Famenne	—	—	3	3	—	—	3	3	1	2
Neufchâteau	1	—	6	3	—	—	7	3	2	3
Namur	1	1	8	9	3	7	12	17	1	3
Dinant	—	—	3	6	—	—	3	6	1	1
Totaux :	26	8	135	170	3	11	164	189	27	38
Totaux en { 1941	13	3	81	134	4	13	98	130	13	9
1940	22	9	98	78	2	2	122	89	14	14
1939	26	5	138	87	2	5	166	97	20	20
APPEL { Bruxelles	—	1	2	4	—	1	2	6	—	—
Gand	—	1	—	2	—	—	—	3	—	—
Liège	—	—	1	—	—	1	1	1	—	—
Totaux :	—	2	3	6	—	2	3	10	—	—
Totaux en { 1941	—	—	4	1	—	—	4	1	7	8
1940	—	—	1	2	—	—	1	2	—	—
1939	—	—	5	2	2	2	7	4	2	1

Tableau n° 65. — NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS RÉINTÉGRÉS DANS LES DROITS DE LA PUISSANCE PATERNELLE. — ARTICLE 7

ARRONDISSEMENTS 1	DEMANDES EN RÉINTÉGRATION ACCUEILLIES						TOTAL (Art. 1 ^{er} 3 et 4)		DEMANDES en réintégration rejetées	
	DÉCHÉANCE de droit (Art. 1 ^{er}) (*)		DÉCHÉANCE FACULTATIVE (Art. 3 et 4)				Hommes 8	Femmes 9	Hommes 10	Femmes 11
	Hommes 2	Femmes 3	En tout		En partie					
Bruxelles			1	—	2	1	—	—	3	1
Louvain	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Anvers	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Mons	—	—	1	—	—	—	2	2	—	—
Charleroi	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège	—	—	1	1	—	—	1	1	—	2
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche-en-Famenne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux :	1	—	7	9	—	—	8	9	—	—
Totaux en { 1941	—	—	4	5	—	—	4	5	—	—
1940	—	—	3	6	—	—	3	6	1	1
1939	—	—	4	5	—	—	4	5	1	—
APPEL { Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux en { 1941	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1940	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1939	—	—	1	1	—	—	1	1	—	—

(*) Dans le cas de l'article 1^{er}, la réintégration n'est recevable qu'après un délai de dix ans.

Tableau n° 66. — DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE. MESURES PRISES À L'ÉGARD DES ENFANTS. — NATURES DES DÉCISIONS. NOMBRE ET SEXE DES ENFANTS. — ARTICLES 5 ET 6

NATURE DES DÉCISIONS	ENFANTS CONFIS À LA MÈRE		Enfants confiés à une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.		TOTAL PAR SEXE		TOTAL GÉNÉRAL
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	
1	2	3	4	5	6	7	8
I. Mesure de garde . . .	—	1	77	111	77	112	189
II. Décisions définitives :							
A. Du conseil de famille .	18	29	65	66	83	95	178
B. Du tribunal	—	—	266	259	266	259	525
III. Décisions modificatives .	5	—	215	181	220	181	401
<i>Totaux :</i>	23	30	623	617	646	647	1,293
<i>Totaux en</i> { 1941	21	25	466	378	487	403	890
1940	45	53	326	368	371	421	792
1939	71	90	295	320	366	410	776

ENFANTS DE PARENTS DÉCHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE. SITUATION AU 31 DÉCEMBRE DES PLACEMENTS FAMILIAUX ET

NATURE DU PLACEMENT	ENTRÉS			SORTIS			
	Présents au 1 ^{er} janvier	Entrés pendant l'année	TOTAL	Soumis à une autre mesure ou rendus en liberté par décision du procureur du Roi	Evadés	Décédés	Aliénés
1	2	3	4	5	6	7	8
Placements familiaux	Garçons	295	80	375	19	—	—
	Filles	294	85	379	32	1	1
	<i>Ensemble</i>	589	165	754	51	1	1
Etablissements d'éducation privés	Garçons	899	211	1,110	95	2	5
	Filles	1,024	242	1,266	114	—	—
	<i>Ensemble</i>	1,923	453	2,376	209	2	5
Etablissements spéciaux privés	Garçons	129	55	184	20	—	—
	Filles	127	60	187	14	—	2
	<i>Ensemble</i>	256	115	371	34	—	2
<i>Total</i>	Garçons	1,323	346	1,669	134	2	5
	Filles	1,445	387	1,832	160	1	3
	<i>Ensemble</i>	2,768	733	3,501	294	3	8
<i>Totaux d'ensemble en</i> {	1941	2,701	513	3,214	275	14	18
	1940	2,718	375	3,093	245	17	6
	1939	2,554	569	3,133	300	2	8

Tableau n° 67. — DÉCISIONS DES COURS D'APPEL RELATIVES À LA DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

COUR D'APPEL	déclarant la déchéance		rejetant la déchéance	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	modifiant le choix de la personne, société ou institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	accordant la réintégration	refusant la réintégration	TOTAL
	en tout	en partie						
1	2	3	4	5	6	7	8	9
CONFIRMATIVES								
Bruxelles	5	—	—	5	—	—	—	10
Gand	3	—	—	—	—	—	—	3
Liège	1	1	—	1	—	—	—	3
<i>Totaux :</i>	9	1	—	6	—	—	—	16
<i>Totaux en</i> { 1941	3	—	2	1	—	—	1	6
1940	2	—	—	—	—	—	—	3
1939	5	—	—	—	—	—	—	5
INFIRMATIVES								
Bruxelles	—	1	—	1	—	—	—	2
Gand	—	—	—	—	—	—	1	2
Liège	—	—	—	1	—	—	—	2
<i>Totaux :</i>	—	1	—	2	—	—	1	4
<i>Totaux en</i> { 1941	1	—	4	—	—	—	—	6
1940	—	—	—	—	—	—	—	—
1939	1	3	2	—	—	—	—	6

— MOUVEMENT DE LA POPULATION PENDANT L'ANNÉE DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUCATION ET SPÉCIAUX PRIVÉS

Entrés à l'année	Rapa-triés	Sortis par expiration de terme	TOTAL des sortis	Moins de 1 an	RESTANT AU 31 DÉCEMBRE, LA MESURE AYANT À CETTE DATE UNE DURÉE DE :										TOTAL des mineurs restant au 31 décembre
					1 an à moins de 2 ans	2 ans à moins de 3 ans	3 ans à moins de 4 ans	4 ans à moins de 5 ans	5 ans à moins de 6 ans	6 ans à moins de 7 ans	7 ans à moins de 8 ans	8 ans à moins de 9 ans	9 ans à moins de 10 ans	10 ans et plus	
9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
—	—	33	52	71	38	32	35	26	30	22	10	7	9	43	323
—	—	42	76	69	45	39	19	20	10	11	15	8	14	53	303
—	—	75	128	140	83	71	54	46	40	33	25	15	23	96	626
—	—	45	147	192	135	98	96	67	57	60	40	44	47	127	963
—	—	42	156	215	125	101	79	101	97	89	55	49	37	162	1,110
—	—	87	303	407	260	199	175	168	154	149	95	93	84	289	2,073
—	—	2	22	51	34	7	17	14	13	4	3	2	7	10	162
—	—	3	19	59	25	12	8	18	13	11	5	2	3	12	168
—	—	5	41	110	59	19	25	32	26	15	8	4	10	22	330
—	—	80	221	314	207	137	148	107	100	86	53	53	63	180	1,448
—	—	87	251	343	195	152	106	139	120	111	75	59	54	227	1,581
—	—	167	472	657	402	289	254	246	220	197	128	112	117	407	3,029
—	4	129	446	444	332	316	274	240	231	155	130	135	140	371	2,768
14	4	102	392	376	375	314	284	267	175	141	147	153	109	360	2,701
5	—	97	415	457	348	314	316	213	166	176	164	115	123	326	2,718

Tableau n° 68. — ENFANTS DE PARENTS DÉCHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE (non compris ceux confiés à la mère), MORALEMENT ABANDONNÉS OU MARTYRS ET ADULTÉRINS DE GUERRE. — SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DÉCEMBRE

ARRONDISSEMENTS (Autorités ou comités dont les enfants dépendent)	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'État			Total	Enfants moral. aband. rec. par les comités de patron. et les soc. prof. des enf. mart.	Enfants adul-térins de guerre
	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	spé-cial	d'édu-cation	Total			
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13			
Bruxelles	12	29	41	183	11	194	24	10	34	1	—	1	270	29	—
Louvain	—	13	13	37	3	40	7	—	7	1	—	1	61	—	—
Nivelles	8	22	30	61	8	69	3	—	3	1	—	1	103	1	—
Anvers	5	4	9	68	4	72	9	—	9	—	—	—	90	6	—
Malines	—	8	8	75	17	92	2	—	2	—	—	—	102	30	5
Turnhout	—	2	2	21	—	21	3	—	3	2	3	5	31	3	—
Mons	7	6	13	129	9	138	26	2	28	7	8	15	194	57	—
Charleroi	4	37	41	232	12	244	20	1	21	1	—	1	307	43	—
Tournai	5	5	10	66	28	94	2	—	2	1	—	1	107	51	1
Gand	1	8	9	—	1	1	—	—	—	—	—	—	10	17	—
Audenarde	—	4	4	28	—	28	2	—	2	—	—	—	34	213	—
Termonde	1	4	5	29	—	29	—	—	—	1	—	1	35	2	—
Bruges	3	20	23	67	11	78	11	—	11	—	1	1	113	—	—
Courtrai	—	6	6	9	1	10	—	—	—	—	—	—	10	1	—
Furnes	—	4	4	17	1	18	—	—	—	—	—	—	22	—	—
Ypres	—	5	5	19	—	19	—	—	—	—	—	—	24	3	—
Liège	17	57	74	322	16	338	109	8	117	—	1	1	530	21	—
Huy	1	30	31	57	9	66	6	5	11	—	—	—	108	14	—
Verviers	6	26	32	57	2	59	9	—	9	1	—	1	101	10	—
Tongres	—	9	9	22	5	27	2	1	3	2	—	2	41	8	—
Hasselt	3	18	21	26	15	41	1	1	2	1	—	1	65	3	—
Arlon	6	8	14	36	2	38	13	—	13	—	—	—	65	12	—
Marche-en-Famenne	—	13	13	11	1	12	1	—	1	—	1	1	27	—	—
Neufchâteau	1	14	15	44	—	44	8	—	8	—	1	1	68	—	—
Namur	31	116	147	168	16	184	35	1	36	4	1	5	372	53	—
Dinant	2	45	47	101	16	117	8	—	8	1	4	5	177	28	—
Totaux :	113	513	626	1,885	188	2,073	301	29	330	23	21	44	3,073	605	6
Totaux en 1941.	115	474	589	1,704	219	1,923	228	28	256	28	18	46	2,814	552	6
1940.	119	482	601	1,646	209	1,855	215	30	245	17	23	40	2,741	601	5
1939.	110	493	603	1,647	240	1,887	196	32	228	23	27	50	2,768	571	5

CHAPITRE II
MINEURS TRADUITS EN JUSTICE

G Tableau n° 69. — MINEURS SIGNALÉS AUX PARQUETS. — ARTICLE 12

ARRONDISSEMENTS	Implicés dans les affaires entrées au parquet avant le 1 ^{er} janvier		IMPLIQUÉS DANS LES AFFAIRES ENTRÉES AU PARQUET PENDANT L'ANNÉE, POUR :										TOTAL des mineurs dont les parquets ont eu à s'occuper	
	G'	F'	mendicité et vagabondage (Art. 13)		inconduite (Art. 14)		prostitution, débauche, jeu, occupations et trafics dangereux (Art. 15)		faits qualifiés infractions (Art. 16)		TOTAL		G	F
	2	3	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	14	15
Bruxelles	641	472	567	220	499	265	358	507	4,222	1,191	5,676	2,183	6,317	2,655
Louvain	8	5	33	27	33	36	4	—	783	169	853	232	861	237
Nivelles	22	2	17	9	47	46	—	3	273	70	337	128	359	130
Anvers	73	37	335	107	367	149	3	381	1,857	154	2,562	791	2,635	828
Malines	18	17	22	9	8	6	1	5	833	251	864	271	882	288
Turnhout	—	—	9	5	11	5	—	—	913	233	933	243	933	243
Mons	61	32	193	69	205	154	43	29	1,287	304	1,728	556	1,789	588
Charleroi	31	9	160	84	152	141	—	22	1,558	411	1,870	658	1,901	667
Tournai	—	—	1	3	34	21	2	3	400	85	437	112	437	112
Gand	—	—	54	15	94	60	12	12	977	159	1,137	246	1,137	246
Audenarde	14	4	7	2	21	13	4	5	474	109	506	129	520	133
Termonde	49	22	12	2	28	24	9	12	992	271	1,041	309	1,090	331
Bruges	29	10	4	4	22	20	15	15	636	125	677	164	706	174
Courtrai	96	36	10	2	17	7	8	7	524	158	659	174	755	210
Furnes	2	2	4	—	3	5	3	—	140	29	150	34	152	36
Ypres	12	1	1	—	2	3	1	1	294	99	298	103	310	104
Liège	187	46	345	521	254	365	140	234	1,050	198	1,789	1,318	1,976	1,364
Huy	23	3	3	1	5	6	—	—	343	108	351	115	374	118
Verviers	10	1	23	5	46	24	2	15	269	64	340	108	350	109
Tongres	24	6	6	1	19	9	2	7	842	276	869	293	893	299
Hasselt	2	1	11	4	13	24	—	10	742	167	766	205	768	206
Arlon	13	1	26	18	3	3	3	4	235	49	267	74	280	75
Marche-en-Famenne	—	—	8	6	72	8	—	2	56	9	136	25	136	25
Neufchâteau	—	—	6	4	—	3	—	—	98	23	104	30	104	30
Namur	—	—	19	2	7	9	3	1	395	87	424	99	424	99
Dinant	—	—	7	2	9	6	—	9	206	48	222	65	222	65
Totaux :	1,315	707	1,883	1,122	1,971	1,412	643	1,284	20,499	4,847	24,996	8,665	26,311	9,372
Totaux en 1941.	901	576	2,198	1,014	1,839	1,196	726	1,276	20,860	5,174	25,623	8,660	26,524	9,236
1940.	542	277	875	485	837	680	330	549	12,492	3,081	14,534	4,795	15,076	5,072
1939.	417	173	530	316	671	563	233	432	9,501	2,304	10,935	3,615	11,352	3,788

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 70. — AFFAIRES SOLUTIONNÉES PAR LE PARQUET. — ARTICLE 12

ARRONDISSEMENTS 1	MINEURS impliqués dans les affaires laissées sans suite par le parquet		MINEURS déférés au juge d'instruction		MINEURS déférés au juge des enfants		MINEURS impliqués dans des affaires restant au parquet au 31 décembre		TOTAL	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	5,179	2,056	1	—	815	342	322	257	6,317	2,655
Louvain	750	200	13	2	86	32	12	3	861	237
Nivelles	229	67	9	2	89	51	32	10	359	130
Anvers	2,430	699	5	—	97	72	103	57	2,635	828
Malines	777	217	2	1	101	70	2	—	882	288
Turnhout	860	226	4	1	64	15	5	1	933	243
Mons	1,556	489	16	4	177	73	40	22	1,789	688
Charleroi	1,441	495	3	2	405	151	52	19	1,901	667
Tournai	313	63	9	3	115	46	—	—	437	112
Gand	894	161	5	2	238	83	—	—	1,137	246
Audenarde	232	62	—	2	280	75	8	4	520	133
Termonde	946	274	4	1	103	36	37	20	1,090	331
Bruges	365	114	26	4	289	49	26	7	706	174
Courtrai	526	145	23	3	184	45	22	17	755	210
Furnes	108	27	—	—	44	9	—	—	152	36
Ypres	256	87	4	3	37	11	13	3	310	104
Liège	1,554	1,083	9	8	350	258	63	15	1,976	1,364
Huy	211	66	4	3	138	47	21	2	374	118
Verviers	212	69	19	3	106	45	13	2	350	109
Tongres	175	59	—	1	704	226	14	13	893	299
Hasselt	545	166	6	4	217	36	—	—	768	206
Arlon	214	53	4	2	59	19	3	1	280	75
Marche-en-Famenne	46	10	1	1	82	10	7	4	136	26
Neufchâteau	68	18	3	2	32	10	1	—	104	30
Namur	335	81	12	1	77	17	—	—	424	99
Dinant	131	22	7	4	84	39	—	—	222	65
<i>Totaux :</i>	20,353	6,989	189	59	4,973	1,867	796	457	26,311	9,372
<i>Totaux en</i> { 1941	20,259	6,725	191	65	4,759	1,739	1,315	707	26,524	9,236
1940	11,263	3,420	137	59	2,775	1,017	901	576	15,076	5,072
1939	8,634	2,713	137	55	2,039	743	542	277	11,352	3,788

Tableau n° 71. — MINEURS DONT LES JUGES D'INSTRUCTION ONT EU À S'OCCUPER. — RÉSULTATS. — ARTICLE 12

ARRONDISSEMENTS 1	MINEURS DÉFÉRÉS AUX JUGES D'INSTRUCTION						MINEURS renvoyés des poursuites par le juge d'instruction	MINEURS déférés au juge des enfants par le juge d'instruction	MINEURS au sujet desquels le juge d'instruction n'avait pas encore statué au 31 décembre			
	Avant le 1 ^{er} janvier		Pendant l'année		TOTAL				Garçons	Filles	Garçons	Filles
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles						
	2	3	4	5	6	7			8	9	10	11
Bruxelles	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—
Louvain	3	2	13	2	16	4	3	1	13	3	—	—
Nivelles	2	—	9	2	11	2	—	1	11	1	—	—
Anvers	—	—	5	—	5	—	—	—	5	—	—	—
Malines	—	—	2	1	2	1	—	—	2	1	—	—
Turnhout	4	—	4	1	8	1	—	—	6	1	2	—
Mons	3	—	16	4	19	4	2	1	3	—	14	3
Charleroi	2	—	3	2	5	2	3	—	2	1	—	1
Tournai	1	—	9	3	10	3	1	—	4	1	5	2
Gand	3	—	5	2	8	2	1	—	5	2	2	—
Audenarde	2	1	—	2	2	3	—	2	2	1	—	—
Termonde	13	2	4	1	17	3	8	1	4	1	5	1
Bruges	—	—	26	4	26	4	11	3	6	1	9	—
Courtrai	6	1	23	3	29	4	10	3	14	1	5	—
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	4	3	4	3	—	—	1	3	3	—
Liège	14	3	9	8	23	11	—	—	15	6	8	5
Huy	—	4	4	3	4	7	2	1	2	6	—	—
Verviers	2	—	19	3	21	3	2	—	18	2	1	1
Tongres	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—
Hasselt	3	3	6	4	9	7	3	6	3	1	3	—
Arlon	—	—	4	2	4	2	—	—	4	2	—	—
Marche-en-Famenne	—	—	1	1	1	1	—	—	1	1	—	—
Neufchâteau	—	—	3	2	3	2	1	—	2	2	—	—
Namur	—	—	12	1	12	1	1	1	11	—	—	—
Dinant	—	1	7	4	7	6	—	—	7	4	—	1
<i>Totaux :</i>	58	17	189	59	247	76	49	20	141	42	57	14
<i>Totaux en</i> { 1941	38	21	191	65	229	86	28	13	143	56	58	17
1940	35	7	136	59	171	66	23	7	110	38	38	21
1939	32	7	137	55	169	62	21	8	113	47	35	7

Tableau n° 72. - I. - MESURES DE GARDE PROVISORE ORDONNÉES. DURÉE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN. - ARTICLES 28, 29, 30 ET 32, § 5

ARRONDISSEMENTS	MESURES ORDONNÉES										DURÉE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN													
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution privée		Mineurs confiés à un établissement de l'Etat		Mineurs gardés dans une maison d'arrêt		Total		Moins de 1 mois		1 à 3 mois		3 à 6 mois		6 à 9 mois		9 à 12 mois		1 an et plus		Total	
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Bruxelles			65	64	32	1			97	65	19	5	30	11	31	48	2	2					82	66
Louvain				3			3		3	3	2	1			1								3	1
Nivelles		1	2	6		3	2		4	10	4	4				1				1			4	6
Anvers	2	2	32	9	2		25		61	11	26	1	20	4	7	6	3	2					56	13
Malines				1					1						1									1
Turnhout																								
Mons			1	6	1	1	6		8	7	6	1		1	1	3		3		5		3	7	16
Charleroi	12	26	101	109	1	1			114	136	6	8	15	15	37	51	11	14		2			69	90
Tournai	1		3	17		2	4		8	19	2	11		6		3	1		6		1	2	10	22
Gand	4			7			1		5	7	3	1		2		3		3	1			2	4	11
Audenarde			2	5					2	5			2	1				1					2	2
Termonde			1	7	3				4	7		1	1	4		1		1					1	7
Bruges			3	19	16		2		21	19	1		3	13	2	5			1				7	18
Courtrai			4	1	15		10		29	1	6	3	4	1	10		1	1					21	5
Furnes			1		1				2						1								1	
Ypres					1		1		2					1	1								1	1
Liège		3	11	5	12	1	8	4	31	13	14	12	9	2	7	3	1		1	1			32	18
Huy				1		1	2		2	2	1		1	1									2	1
Verviers				1			1		1	1	1	1	1										2	1
Tongres																								
Hasselt			2	3					2	3	1			2		1							1	3
Arlon				1			1		2		3	1					1						1	4
Marche-en-Famm.			1						1								1							1
Neufchâteau				1	1				1	1														
Namur			10	17	3				13	17	2	6	5	11	2	2							9	19
Dinant			1	4	6	2		1	7	7	1	2	1	1		2							2	6
Totaux :	19	32	240	287	94	12	65	6	418	337	95	60	93	76	100	130	19	29	9	9	1	7	317	311
Totaux en	1941	27	11	185	199	77	5	37	5	326	220	64	37	71	69	65	42	15	12	1	1		216	161
	1940	4	14	111	118	26	9	31	7	172	148	32	24	41	36	15	22	5	8		1		93	91
	1939	15	8	89	114	12	1	12	3	128	126	31	26	45	55	24	26	3	4	1	2		104	114

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 72. - II. - MISES EN OBSERVATION AVANT JUGEMENT ORDONNÉES. DURÉE DES OBSERVATIONS QUI ONT PRIS FIN. - ARTICLE 21, § 1°

ARRONDISSEMENTS	OBSERVATIONS ORDONNÉES								DURÉE DES OBSERVATIONS QUI ONT PRIS FIN														
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution privée		Mineurs confiés à un établissement de l'Etat		Total		moins de 1 mois		1 à 3 mois		3 à 6 mois		6 à 9 mois		9 à 12 mois		1 an et plus		Total		
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	
Bruxelles				74	154	14	154	88	12	2	83	7	84	77	4	3	2					185	89
Louvain					5		5				1											1	
Nivelles				8	21	13	21	21		1	8	3	6	9		3						14	16
Anvers				39	56	1	56	40	2	2	22	9	14	17				1				38	29
Malines				6	8		8	6			3		7	4			1					11	4
Turnhout				2				2				2											2
Mons				5	19		19	5			5	1	13	2	2	4		7				20	14
Charleroi				11	91	18	91	29	3	2	30	3	41	17	2	5		1				76	28
Tournai									1													1	
Audenarde					2		2						1		1							2	
Gand																							
Termonde				1	3		3	1			2								1			2	1
Bruges					6		6			1	2	1		1								2	3
Courtrai				2	2		2	2	1		2	1		1								4	1
Furnes																							
Ypres																							
Liège				61	70	35		96	70	24	8	34	16	8	25	4	4	1	3			71	56
Huy					1			1				1											1
Verviers					2	3	1	3	3	1			1	1								2	1
Tongres																							
Hasselt					3		3				2											2	
Arlon					1		1																
Marche-en-Famm.																							
Neufchâteau					1	4		4	1	2		1		1								3	1
Namur					1	21	7	21	8	2		12	4	2								16	4
Dinant						4		4				2											2
Totaux :				61	223	434	58	495	281	48	16	207	50	178	154	13	19	4	13			450	252
Totaux en	1941			66	234	354	76	420	310	20	29	125	40	122	123	51	43	2	11		1	320	247
	1940			38	160	168	44	206	204	15	16	56	33	41	61	10	14	1	5	1		124	129
	1939			50	140	204	45	254	185	14	4	68	27	98	101	9	4	2	2			191	138

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 73. — MINEURS JUGÉS. — RÉSULTATS DES POURSUITES
Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne

ARRONDISSEMENTS	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15, 17)	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	518	231	4	3	200	61	—	1
Louvain	85	34	2	—	40	5	—	—
Nivelles	105	41	18	4	31	10	2	—
Auvers	312	99	5	1	79	20	1	1
Malines	123	47	10	—	78	22	—	—
Turnhout	17	3	—	—	16	—	—	—
Mons	184	74	5	5	82	14	—	—
Charleroi	319	187	21	14	86	27	7	18
Tournai	112	51	29	7	56	19	3	1
Gand	210	92	13	—	99	29	—	—
Audenarde	157	51	10	3	126	40	1	—
Termonde	97	42	11	9	47	24	—	—
Bruges	167	66	13	4	131	25	—	—
Courtrai	147	43	9	1	77	22	—	—
Furnes	33	5	2	—	23	4	—	—
Ypres	35	9	4	—	16	—	—	—
Liège	422	184	22	3	122	21	2	3
Huy	90	28	8	1	52	9	1	—
Verviers	107	40	5	3	4	—	1	—
Tongres	120	33	—	—	100	28	—	—
Hasselt	95	21	13	2	70	3	—	—
Arlon	13	6	—	—	—	—	2	—
Marche-en-Famenne	30	2	10	—	18	1	—	—
Neufchâteau	24	7	10	—	6	—	—	—
Namur	89	40	6	5	42	10	1	2
Dinant	43	20	—	2	20	3	1	2
Totaux :	3,654	1,456	230	67	1,621	397	22	28
Totaux en								
1941	3,503	1,199	217	66	1,743	371	10	15
1940	1,733	580	121	40	934	171	14	14
1939	1,398	631	133	49	541	128	12	18
Appel								
Bruxelles	24	9	5	—	5	4	—	—
Gand	13	—	8	—	3	—	—	—
Liège	16	13	—	—	1	1	2	1
Totaux :	53	22	13	—	9	5	2	1
Totaux en								
1941	14	4	2	—	4	1	—	—
1940	4	7	1	—	2	2	—	—
1939	24	5	1	—	—	1	—	—

N. B. — Les mineurs jugés en appel sont déjà comptés dans le tableau dressé par arrondissement.

PAR ARRONDISSEMENT. — ARTICLES 13 À 19, 21 § 2, 22, 23 ET 37
sont comptés qu'une seule fois d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave

ARRONDISSEMENTS	Contiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (Art. 13, 14, 15, 17)		Contiés à un établissement de l'état (Art. 13, 14, 15, 17, 22, 23, 37)				Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure — Colonnes 6 à 17		Mis à la disposition du gouvernement après condamnation correctionnelle (Art. 37)	
			Conditionnellement (liberté surveillée)		Non conditionnellement							
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Bruxelles	31	92	209	43	68	14	6	17	514	228	2	—
Louvain	1	11	33	15	9	2	—	1	83	34	—	—
Nivelles	—	3	34	11	20	8	—	5	87	37	1	—
Auvers	32	40	142	30	52	1	1	6	307	98	—	—
Malines	3	12	19	11	13	—	—	2	113	47	—	—
Turnhout	—	2	—	1	1	—	—	—	17	3	—	—
Mons	—	22	57	23	39	7	1	3	179	69	—	—
Charleroi	71	85	49	6	80	31	5	6	298	173	—	—
Tournai	9	12	1	—	14	3	—	9	83	44	1	—
Gand	7	25	69	25	22	4	—	9	197	92	—	—
Audenarde	1	6	10	2	8	—	1	—	147	48	—	—
Termonde	—	6	29	2	10	—	—	1	86	33	—	—
Bruges	5	27	6	2	11	5	1	3	154	62	—	2
Courtrai	4	5	37	11	20	2	—	2	138	42	—	—
Furnes	—	1	4	—	4	—	—	—	31	5	—	—
Ypres	—	4	12	5	3	—	—	—	31	9	—	—
Liège	40	61	194	81	37	9	5	6	400	181	—	—
Huy	—	1	24	13	5	4	—	—	82	27	—	—
Verviers	3	10	69	18	25	8	—	1	102	37	—	—
Tongres	—	1	8	3	12	1	—	—	120	33	—	—
Hasselt	3	11	2	4	6	1	1	—	82	19	—	—
Arlon	3	1	2	—	6	5	—	—	13	6	—	—
Marche-en-Famenne	1	1	—	—	1	—	—	—	20	2	—	—
Neufchâteau	2	6	1	1	5	—	—	—	14	7	—	—
Namur	6	15	15	1	19	6	—	1	83	35	—	—
Dinant	2	6	7	2	13	5	—	—	43	18	—	—
Totaux :	224	466	1,033	310	503	116	21	72	3,424	1,389	4	2
Totaux en												
1941	178	311	975	306	369	93	11	37	3,286	1,133	2	—
1940	74	146	384	138	198	52	8	19	1,612	540	4	—
1939	124	211	360	128	220	69	8	28	1,265	582	4	—
Appel												
Bruxelles	1	2	7	—	5	2	1	1	19	9	—	—
Gand	—	—	—	—	2	—	—	—	5	—	—	—
Liège	1	5	3	2	9	4	—	—	16	13	—	—
Totaux :	2	7	10	2	16	6	1	1	40	22	—	—
Totaux en												
1941	—	1	5	—	3	2	—	—	12	4	1	—
1940	—	3	—	—	1	2	—	—	3	7	1	—
1939	3	2	13	1	6	1	1	—	23	5	—	—

Tableau n° 74. — MINEURS JUGÉS. — RÉSULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC L'ÂGE.
ARTICLES 13 À 19, 21 § 2, 22 ET 23

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

M	NATURE DES DÉCISIONS																	NOMBRE	POURCENTAGE	
	1																			2
	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement public ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)				Confiés à un établissement de l'État (Art. 13, 14, 15 et 17, 22, 23)		Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure		Colonnes 6 à 17	Colonnes 6 à 17
G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	18		
Moins de 10 ans	337	83	26	4	174	42	—	—	59	27	55	9	20	—	5	1	311	79	27,708	85.2
De 10 à moins de 11 ans	232	52	12	2	117	19	—	—	21	18	61	10	19	—	1	3	220	50	2,018	6.2
De 11 à moins de 12 ans	348	62	17	3	173	31	—	—	41	13	90	15	26	—	1	—	331	59	50	0.2
De 12 à moins de 13 ans	469	105	18	8	233	41	3	—	40	24	110	19	61	3	4	10	451	97	690	2.1
De 13 à moins de 14 ans	569	158	30	3	286	63	1	4	20	42	157	26	73	12	2	8	539	155	1,343	4.1
De 14 à moins de 15 ans	648	232	31	10	289	76	7	4	18	70	189	54	109	9	5	9	617	222	619	1.9
De 15 à moins de 16 ans	773	414	43	15	333	112	8	9	14	116	255	110	118	34	2	18	730	399	93	0.3
De 16 à moins de 17 ans	141	160	27	6	13	9	1	6	2	77	66	28	32	24	—	10	114	154		
De 17 à moins de 18 ans	137	190	26	16	3	4	1	5	9	79	52	39	45	34	1	13	111	174		
Totaux :	3,654	1,456	230	67	1,621	397	22	28	224	466	1,033	310	503	116	21	72	3,484	1,389	32,521	100

Tableau n° 75. — MINEURS JUGÉS. — RÉSULTATS DES POURSUITES
EN RAPPORT AVEC LES FAITS COMMIS

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

N	NATURE DES DÉCISIONS																	NOMBRE	POURCENTAGE	
	1																			2
	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement public ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)				Confiés à un établissement de l'État (Art. 13, 14, 15 et 17, 22, 23)		Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure		Colonnes 6 à 17	Colonnes 6 à 17
G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	18		
Vagabondage ou mendicité	182	157	9	2	42	23	3	3	43	74	36	23	47	22	2	10	173	155		
Inconduite	689	523	45	30	12	5	13	21	99	247	320	121	191	55	9	44	644	493		
Prostitution, débauche, jeux, trafics ou occupations qui exposent à la prostitution ou au vagabondage, à la mendicité ou à la criminalité	30	95	6	6	5	11	—	1	—	40	18	14	1	19	—	4	24	89		
Faits qualifiés infractions :																				
contre l'autorité	12	6	1	—	8	5	—	—	—	—	3	1	—	—	—	—	11	6		
contre les mœurs	89	75	3	3	33	24	1	—	4	18	36	22	11	2	1	6	86	72		
contre les personnes :																				
crimes	3	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	3	—	—	—	3	1		
délits	143	14	23	1	95	13	—	—	3	—	15	—	6	—	1	—	120	13		
incendies	118	4	15	1	96	2	1	—	3	—	—	—	2	—	1	1	103	3		
vols	2,128	499	120	21	1,137	263	4	2	62	69	567	123	232	14	6	7	2,008	478		
escroqueries	30	15	3	1	14	3	—	1	2	4	9	2	2	4	—	—	27	14		
d'autre nature	113	33	4	1	107	31	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	109	32		
Infraction à la loi scolaire	117	34	1	1	72	17	—	—	8	13	28	3	7	—	1	—	116	33		
Totaux :	3,654	1,456	230	67	1,621	397	22	28	224	466	1,033	310	503	116	21	72	3,484	1,389		

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 76. — RÉSULTATS DÉFINITIFS DES AFFAIRES TERMINÉES.
NATURE ET POURCENTAGE DES DÉCISIONS INTERVENUES

O	NATURE DES DÉCISIONS																	NOMBRE	POURCENTAGE		
	1																			2	3
	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement public ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)				Confiés à un établissement de l'État (Art. 13, 14, 15 et 17, 22, 23)		Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure		Colonnes 6 à 17	Colonnes 6 à 17	
G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	18			19
Affaires laissées sans suite par les parquets et par les juges																				27,708	85.2
Mineurs réprimandés (liberté surveillée)																				2,018	6.2
Mineurs placés chez un particulier																				50	0.2
» » dans une institution privée																				690	2.1
» » conditionnellement dans un établissement de l'État (liberté surveillée)																				1,343	4.1
» » dans un établissement de l'État																				619	1.9
» » dans un établissement approprié à leur état																				93	0.3
Totaux :																				32,521	100

Tableau n° 77. — ORDONNANCES ET JUGEMENTS MODIFICATIFS, RÉVISIONS TRIENNALES
RENDUS À L'ÉGARD DES MINEURS. — NATURE DE LA DÉCISION NOUVELLE. — ARTICLE 31

P	ARRONDISSEMENTS	Maintenant la situation	Ordonnant la mise en liberté pure et simple	Ordonnant la liberté surveillée	Plaçant chez un particulier	Plaçant dans une société ou une institution	Plaçant dans un établissement de l'État	Plaçant dans un établissement spécial	TOTAL							
									G*	F*						
									2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	37	55	—	3	121	86	31	50	61	58	122	22	21	42	393	316
Louvain	2	—	—	—	8	14	2	5	—	2	12	1	1	2	25	24
Nivelles	1	5	28	7	25	3	7	11	2	6	18	8	3	7	84	47
Anvers	12	5	—	—	92	45	8	10	17	23	45	10	6	13	180	106
Malines	23	7	23	6	12	10	2	3	1	2	7	3	—	6	68	37
Turnhout	—	—	—	—	3	3	1	—	—	1	1	1	—	1	5	6
Mons	4	4	85	13	19	14	12	10	3	16	32	7	5	9	160	73
Charleroi	37	39	4	18	66	43	47	77	20	55	68	21	14	15	256	268
Tournai	12	9	—	—	10	6	24	20	5	6	19	3	3	14	73	58
Gand	4	2	—	—	21	24	7	8	1	7	10	—	1	1	44	42
Audenarde	1	—	—	—	9	2	2	1	1	—	—	—	—	1	13	4
Termonde	3	—	—	—	16	10	—	—	—	1	—	—	—	—	19	11
Bruges	2	4	35	5	12	8	3	8	—	4	12	1	1	1	65	31
Courtrai	—	1	—	—	15	4	1	1	3	2	3	1	—	2	22	10
Furnes	1	1	—	—	2	3	1	3	2	2	3	1	—	—	9	10
Ypres	1	2	—	—	6	4	1	—	—	—	8	—	1	1	17	7
Liège	62	22	2	—	97	78	39	32	43	84	71	4	74	43	388	263
Huy	1	9	—	—	6	2	4	7	—	1	3	4	—	3	14	26
Verviers	2	1	—	1	42	14	9	10	9	8	31	12	6	7	99	53
Tongres	3	1	—	1	12	2	3	—	1	2	3	1	2	1	24	8
Hasselt	4	1	25	3	16	10	—	4	1	2	14	4	—	—	60	24
Arlon	1	4	—	—	1	5	4	7	—	7	2	1	—	2	8	26
Marche	3	3	—	—	—	2	2	5	1	3	—	1	—	—	6	14
Neufchâteau	5	—	—	—	1	4	3	—	—	1	1	—	—	2	10	7
Namur	6	3	—	2	22	10	12	15	—	9	12	7	4	6	56	52
Dinant	1	5	—	1	14	7	7	9	3	2	8	2	—	2	33	28
Totaux :	228	183	202	60	648	413	232	296	174	303	505	115	142	181	2,131	1,551
1941	181	154	187	79	389	281	121	175	120	188	329	104	54	133	1,381	1,114
1940	190	151	101	62	404	385	84	139	86	208	283	87	41	80	1,189	1,112
1939	229	232	184	72	393	312	151	229	145	235	245	81	55	117	1,402	1,278

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 78. — I. — MOUVEMENT DE LA POPULATION DANS LES

ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS	ENTRÉS			SORTIS					
	Présents au 1 ^{er} janvier	Entrés pendant l'année	Total des mineurs observés	À LA SUITE D'UNE DÉCISION DU JUGE DES ENFANTS					
				Rendus à leurs parents	Confiés à un particulier	Confiés à une société ou à une institution	Placés dans un établissement de l'État	Placés dans un établissement spécial approprié à leur état	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
GRIVEGNEE (poste d'observation de la Fédération des orphelinats. garçons)	61	156	217	60	9	8	53	2	132
ANVERS (Institut Sainte-Marguerite de Cortone, quartier d'observation pour filles)	18	147	165	28	5	94	5	3	135
WANDRE (Home Saint-Benoît, quartier d'observation pour filles)	21	120	141	22	2	73	7	15	119
EVERE (Institut du Bon-Pasteur, quartier d'observation pour filles)	19	79	98	4	—	66	9	4	83
<i>Totaux :</i>	119	502	621	114	16	241	74	24	469
<i>Totaux en</i> { 1941	103	451	554	79	12	244	55	23	413
{ 1940	138	339	477	144	12	137	53	10	356
{ 1939	126	296	422	51	11	149	47	15	273

ÉTABLISSEMENTS D'OBSERVATION PRIVÉS. — SITUATION AU 31 DÉCEMBRE

ÉTABLISSEMENTS D'OBSERVATION PRIVÉS	Évadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Sortis par expiration de terme (majeurs)	Total des sorties	RESTANT							
								au 31 décembre, l'observation ayant à cette date une durée de :							
								Moins de 15 jours	15 jours à moins de 1 mois	1 mois à moins de 2 mois	2 mois à moins de 3 mois	3 mois à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Total
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
	3	—	—	—	—	—	135	7	10	4	4	14	17	26	82
	7	—	—	—	1	—	143	6	8	8	—	—	—	—	22
	1	—	1	—	—	—	121	—	3	13	4	—	—	—	20
	2	—	—	—	—	—	85	2	4	3	4	—	—	—	13
<i>Totaux :</i>	13	—	1	—	1	—	484	15	25	28	12	14	17	26	137
<i>Totaux en</i> { 1941	16	1	1	—	4	—	435	14	14	23	18	15	18	17	119
{ 1940	11	—	2	5	—	—	374	18	18	21	12	16	6	12	103
{ 1939	9	—	—	1	1	—	284	19	12	16	4	19	13	55	138

Tableau n° 78. — II. — MOUVEMENT DE LA POPULATION DANS LES

ÉTABLISSEMENTS DE L'ÉTAT	ENTRÉS			SORTIS					
	Présents au 1 ^{er} janvier	Entrés pendant l'année	Total des mineurs observés	À LA SUITE D'UNE DÉCISION DU JUGE DES ENFANTS OU DU MINISTRE DE LA JUSTICE					
				Rendus à leurs parents	Confiés à un particulier	Confiés à une société ou à une institution	Placés dans un établissement de l'État	Placés dans un établissement spécial approprié à leur état	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
MOLL (garçons)	149	959	1,108	298	24	3	601	17	943
SAINT-SERVAIS (filles)	57	193	250	19	15	7	135	22	198
<i>Totaux :</i>	206	1,152	1,358	317	39	10	736	39	1,141
<i>Totaux en</i> { 1941	193	971	1,164	211	25	21	628	49	934
{ 1940	146	693	839	87	36	12	435	18	588
{ 1939	186	646	832	107	7	20	368	160	662

ÉTABLISSEMENTS D'OBSERVATION DE L'ÉTAT. — SITUATION AU 31 DÉCEMBRE

ÉTABLISSEMENTS D'OBSERVATION DE L'ÉTAT	Évadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Sortis par expiration de terme (majeurs)	Total des sorties	RESTANT							
								au 31 décembre, l'observation ayant à cette date une durée de :							
								Moins de 15 jours	15 jours à moins de 1 mois	1 mois à moins de 2 mois	2 mois à moins de 3 mois	3 mois à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Total
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
	22	1	2	—	5	—	973	29	26	39	12	24	—	5	135
	3	—	—	—	3	1	205	9	6	11	8	12	—	—	45
<i>Totaux :</i>	25	1	2	—	8	1	1,178	38	31	50	20	36	—	5	180
<i>Totaux en</i> { 1941	14	—	3	—	7	—	958	39	24	32	37	47	20	7	206
{ 1940	45	—	3	6	4	—	646	26	37	47	35	29	11	8	193
{ 1939	1	—	9	4	8	2	686	22	25	40	26	26	6	1	146

TABLEAU n° 79. — MOUVEMENT DE LA POPULATION
Liberté surveillée. — Placements familiaux. — Établissements
Établissements d'éducation de l'État

S

NATURE DE LA MESURE	ENTRÉS				SORTIS				
	Présents au 1 ^{er} jan- vier	Entrés pendant l'année	TOTAL	Mineurs qui par décision du juge des enfants ont été soumis à une autre mesure ou rendus à la liber- té pure et simple	Evadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapa- triés
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Liberté surveillée	9,729	3,253	12,982	853	—	5	1	—	—
{ Garçons	2,606	1,177	3,783	337	—	2	—	—	—
{ Filles	190	359	549	240	13	—	—	—	—
Placements familiaux	188	335	523	170	4	—	—	—	—
{ Garçons	387	467	854	333	23	1	—	—	—
{ Filles	663	744	1,407	571	23	1	1	—	2
Etablissements d'éducation pri- vés	108	257	365	209	7	1	3	—	—
{ Garçons	275	499	774	414	4	2	3	—	—
{ Filles									
Etablissements d'éducation de l'État :									
Ruyssede-Wynghene (garçons)	236	255	491	191	1	—	1	—	—
Saint-Hubert (garçons)	225	458	683	303	42	2	—	—	—
Moll (garçons)	115	195	310	173	11	1	—	—	3
St.Servais (filles)	86	143	229	104	5	—	—	—	—
Bruges (quartier de disciplines pour filles)	24	24	48	16	—	—	—	—	—
Etablissements spéciaux de l'État :									
Moll (établissement pour anormaux avec colonie familiale pour garçons)	94	269	363	149	18	—	7	—	—
Elsun-Gheel (colonie familiale pour anormaux)	48	22	70	14	—	—	1	—	—
{ Garçons	8	2	10	3	—	—	1	—	—
{ Filles									
Bruges (asile-clinique avec ma- ternité pour jeunes filles at- teintes de maladies vénérien- nes)	95	50	145	53	3	—	—	—	—
{ Mineures	18	4	22	8	—	—	—	—	—
{ Nourrissons									
Totaux	11,132	5,535	16,667	2,465	115	10	13	—	3
{ Garçons	3,945	2,974	6,919	1,668	39	5	5	—	2
{ Filles	18	4	22	8	—	—	—	—	—
{ Nourrissons									
Totaux généraux	15,095	8,513	23,608	4,141	154	15	18	—	5
Totaux généraux en									
{ 1941	12,732	7,113	19,845	2,679	143	10	13	3	7
{ 1940	12,471	4,477	16,948	2,355	98	12	11	224	1
{ 1939	12,166	4,051	16,217	2,512	52	19	7	78	10

N. B. — Pour le calcul de la durée, les placements successifs dans des établissements de même espèce sont cumulés. —
ration, etc., ne sont comptés ni à la sortie, ni à la rentrée.

PENDANT L'ANNÉE. — SITUATION AU 31 DÉCEMBRE
d'éducation privés. — Établissements spéciaux privés.
— Établissements spéciaux de l'État.

Sortis par expira- tion de terme	Transfé- rés dans un autre éta-blis- sement de l'État	TOTAL des sortis	RESTANT AU 31 DÉCEMBRE, LA MESURE AYANT À CETTE DATE UNE DURÉE DE :													TOTAL des mineurs restant au 31 décem- bre
			Moins de 1 an	1 an à moins de 2 ans	2 ans à moins de 3 ans	3 ans à moins de 4 ans	4 ans à moins de 5 ans	5 ans à moins de 6 ans	6 ans à moins de 7 ans	7 ans à moins de 8 ans	8 ans à moins de 9 ans	9 ans à moins de 10 ans	10 ans et plus			
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25		
1,010	—	1,869	3,040	2,604	1,430	846	748	786	565	393	267	185	249	11,113		
410	—	749	1,041	718	429	238	191	148	101	61	44	23	40	3,034		
36	—	289	153	51	15	16	16	2	3	—	1	—	3	260		
56	—	230	201	54	17	11	7	2	1	—	—	—	—	293		
2	—	359	280	115	35	26	9	15	6	3	3	1	2	495		
28	—	626	477	180	60	31	16	7	4	3	2	1	—	781		
—	—	220	82	25	20	7	3	5	2	1	—	—	—	145		
13	—	436	214	61	23	6	17	8	3	3	1	—	2	338		
—	19	212	181	79	17	—	—	—	2	—	—	—	—	279		
—	23	370	206	75	19	5	5	1	1	—	1	—	—	313		
1	4	193	87	29	1	—	—	—	—	—	—	—	—	117		
1	9	119	65	33	10	1	—	1	—	—	—	—	—	110		
5	3	24	18	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24		
1	79	254	93	8	4	2	1	1	—	—	—	—	—	109		
3	—	18	19	16	4	10	—	2	—	1	—	—	—	52		
1	—	5	2	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	5		
			Moins de 1 mois	1 à moins de 2 mois	2 à moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 à moins de 9 mois	9 à moins de 12 mois	12 à moins de 15 mois	15 à moins de 18 mois	18 mois à moins de 2 ans	2 ans à moins de 2½ ans	2½ ans et plus	TOTAL		
6	2	64	3	6	3	12	14	8	6	8	13	8	—	81		
3	—	11	1	1	—	1	—	1	2	1	3	1	—	11		
1,053	125	3,784	4,141	3,002	1,545	912	782	812	579	398	272	186	254	12,883		
520	14	2,253	2,021	1,060	542	300	245	174	115	75	60	32	42	4,666		
3	—	11	1	1	—	1	—	1	2	1	3	1	—	11		
1,576	139	6,048	6,163	4,063	2,087	1,213	1,027	987	696	474	335	219	296	17,560		
1,719	176	4,750	5,449	2,579	1,513	1,282	1,287	1,022	712	436	306	194	315	15,095		
1,384	131	4,216	3,533	1,904	1,552	1,521	1,298	979	614	434	297	242	358	12,732		
1,021	47	3,746	2,974	2,035	1,851	1,560	1,275	836	596	420	348	250	324	12,471		

Les transferts provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorpo-

Tableau n° 80. — SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DÉCEMBRE DES MINEURS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE MESURE PRISE PAR LE JUGE DES ENFANTS

ARRONDISSEMENTS	En liberté surveillée dans leur famille	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'État			Totaux	
		avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	spécial	d'éducation	Total		
															3
Bruxelles	2,113	2	73	75	240	8	248	138	1	139	68	130	198	2,773	
Louvain	342	—	6	6	41	1	42	3	2	5	8	27	35	430	
Nivelles	258	1	29	30	23	1	24	17	—	17	23	37	60	389	
Anvers	1,177	3	17	20	103	—	103	29	2	31	42	61	103	1,434	
Malines	442	—	5	5	21	—	21	7	1	8	11	23	34	510	
Turnhout	219	—	—	—	5	—	5	—	—	—	6	2	8	232	
Mons	455	—	17	17	52	—	52	13	—	13	32	55	87	624	
Charleroi	865	—	127	127	264	22	286	40	—	40	94	101	195	1,513	
Tournai	305	—	47	47	41	—	41	22	—	22	13	29	42	457	
Gand	1,106	—	23	23	60	3	63	15	1	16	14	33	47	1,255	
Audenarde	604	1	6	7	15	1	16	3	—	3	—	8	8	638	
Termonde	494	—	—	—	11	1	12	4	1	5	3	20	23	534	
Bruges	246	—	8	8	35	1	36	3	—	3	3	39	42	335	
Courtrai	405	—	3	3	16	—	16	9	—	9	5	25	30	463	
Furnes	130	—	3	3	5	—	5	—	—	—	2	7	9	147	
Ypres	209	—	3	3	5	—	5	2	—	2	4	10	14	233	
Liège	2,289	1	68	69	147	7	154	123	1	124	33	76	109	2,745	
Huy	448	—	15	15	6	1	7	3	—	3	—	13	13	486	
Verviers	414	1	16	17	28	1	29	18	—	18	11	53	64	542	
Tongres	674	—	2	2	14	—	14	5	—	5	6	6	12	707	
Hasselt	234	—	5	5	7	1	8	5	1	6	11	11	22	275	
Arlon	48	1	12	13	12	1	13	—	—	—	4	12	16	90	
Marche	75	—	14	14	8	1	9	1	—	1	3	—	3	102	
Neufchâteau	99	—	5	5	16	—	16	2	—	2	5	6	11	133	
Namur	226	—	23	23	32	—	32	6	—	6	9	20	29	316	
Dinant	270	—	16	16	18	1	19	6	—	6	5	18	23	333	
Totaux	14,147	10	543	553	1,225	51	1,276	473	10	483	415	822	1,237	17,696	
Totaux en	1941	12,335	8	370	378	1,014	36	1,050	374	9	383	442	668	1,110	14,256
	1940	10,753	3	302	305	729	27	756	308	12	320	396	355	751	12,885
	1939	9,929	2	434	436	947	42	989	407	12	419	343	451	794	12,567

Tableau n° 81. — ANCIENS MINEURS DE JUSTICE AYANT ATTEINT LEUR 26^e ANNÉE. CONDAMNATIONS ENCOURUES AU 31 DÉCEMBRE, DEPUIS LEUR MAJORITÉ

RÉGIME LE PLUS SÉVÈRE APPLIQUÉ PENDANT LA MINORITÉ	Nombre de mineurs auxquels ce régime a été appliqué	INDIVIDUS QUI, DEPUIS LEUR MAJORITÉ, ONT ÉTÉ CONDAMNÉS À													Total des individus qui ont été condamnés après leur majorité	Individus qui n'ont subi aucune condamnation après leur majorité
		une ou plusieurs condamnations de police	une condamnation correctionnelle	deux condamnations correctionnelles	trois condamnations correctionnelles	quatre condamnations correctionnelles	cinq condamnations correctionnelles	plus de cinq condamnations correctionnelles	Condamnés par une cour d'assises	Internés pour vagabondage	Condamnés par une juridiction militaire	Condamnés par plusieurs cours et tribunaux	Total des individus qui ont été condamnés après leur majorité			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15		
Liberté surveillée	702	32	59	18	6	1	1	1	—	—	6	24	148	554		
Placement chez un particulier	11	3	2	—	—	—	—	—	—	—	1	2	8	3		
Placement dans une institution privée	142	5	17	1	—	—	—	—	—	—	1	9	33	109		
Placement dans un établissement spécial privé	12	2	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	4	8		
Placement dans un établissement de l'Etat	267	7	27	10	3	1	—	3	—	—	9	39	99	168		
Totaux :	1,134	49	106	29	9	2	1	4	—	—	18	74	292	842		
Totaux en	1941	1,399	77	120	21	12	4	2	6	—	42	95	379	1,020		
	1940	1,563	95	149	22	20	5	—	5	—	2	20	132	450	1,113	
	1939	1,611	103	145	38	8	4	—	5	—	1	29	124	457	1,154	
FEMMES																
Liberté surveillée	177	6	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—	3	16	161	
Placement chez un particulier	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	
Placement dans une institution privée	150	3	8	2	1	—	—	—	—	—	—	—	2	16	134	
Placement dans un établissement spécial privé	10	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	9	9	
Placement dans un établissement de l'Etat	98	1	8	2	3	—	1	—	—	—	—	2	17	81	81	
Totaux :	442	10	22	6	4	—	1	—	—	—	—	7	50	392		
Totaux en	1941	614	25	44	6	1	2	—	1	—	—	14	93	521		
	1940	643	31	35	7	2	—	—	—	—	—	10	85	558		
	1939	795	42	43	6	2	—	—	—	—	1	18	112	683		

SECTION IV

STATISTIQUE

DU

VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

STATISTIQUE

DU

VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

La statistique du vagabondage et de la mendicité relate les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants adultes.

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, aux individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage, et aux souteneurs de filles publiques. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.

**

La répression du vagabondage et de la mendicité est réglée en ce qui concerne les individus âgés de 18 ans et plus par la loi du 27 novembre 1891 (1). En voici les principales dispositions :

Article 1^{er}. — Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, des maisons de refuge et des écoles de bienfaisance.

Art. 2. — Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

(1) Les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis qui sont trouvés mendiant ou vagabondant ou se livrant habituellement à la mendicité ou au vagabondage sont, en vertu de la loi du 15 mai 1912, déférés au juge des enfants institué par la dite loi.

Les maisons de refuge dont il est fait mention au même article seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

Art. 3. — Les individus âgés de plus de 18 ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêté d'un collège des bourgmestre et échevins autorisant leur admission.

Art. 4. — Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à la charge de la commune.

Art. 5. — Les individus âgés de moins de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

Art. 6. — Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Ils recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la Justice fixera, pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés, le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

Art. 7. — Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal. Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

Art. 8. — Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Sont assimilés aux vagabonds les souteneurs de filles publiques.

Toutefois, la décision du juge de paix, en ce qui concerne cette dernière catégorie d'individus, sera susceptible d'opposition ou d'appel dans les délais prévus par le Code d'instruction criminelle.

Art. 9. — Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Art. 12. — Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

Art. 13. — Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Art. 14. — Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

Art. 15. — Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

Art. 16. — Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.

Art. 17. — Les individus internés dans les maisons de refuge seront remis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la Justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

Art. 18. — Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.

Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge, dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

Art. 28. — Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'Etat serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice.

De même, le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Rédaction des tableaux. — La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressée à l'aide de tableaux envoyés annuellement au département de la justice par les directeurs des divers établissements.

La population moyenne donnée dans la colonne 16 du tableau n° 82, est établie en divisant les journées d'entretien par 365.

Les tableaux nos 83, 84 et 85 fournissent avec quelque amélioration les renseignements sur les reclus qui étaient publiés jusqu'en 1930.

Tableau n° 82. — MOUVEMENT DE LA POPULATION DES DÉPÔTS DE MENDICITÉ ET MAISONS DE REFUGE

ÉTABLISSEMENTS	ENTRÉES								SORTIES					Popu- lation au 31 dé- cembre	Popu- lation moyen- ne	
	ENTRÉES RÉELLES					TOTAL par trans- fert	Entrées après évasion	TOTAL des entrées	Elargis	Trans- férés	Évadés	Décé- dés	TOTAL			
	En vertu d'une autori- sation de l'autorité communale ou du Ministère de la Justice	En vertu d'une décision judiciaire par application de la loi du 27 novembre 1891			TOTAL											
		Article 13	Article 14	Article 16												
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	
Hommes :																
Dépôt de Merksplas	—	148	3	—	151	25	38	214	213	51	39	52	355	205	303	
Refuge de Merksplas	—	—	—	526	526	34	41	601	237	109	51	89	486	424	400	
Totaux :	—	148	3	526	677	59	79	815	450	160	90	141	841	629	703	
Femmes :																
Dépôt de Sint-Andries	—	(1) 52	—	—	52	10	—	62	(2) 38	12	—	(3) 2	52	62	63	
Refuge de Sint-Andries	1	—	—	(4) 53	54	5	—	59	(5) 43	(6) 10	—	(7) 1	54	54	58	
Totaux :	1	52	—	53	106	15	—	121	81	22	—	3	106	116	121	
Totaux généraux :	1	200	3	579	783	74	79	936	531	182	90	144	947	745	824	
Totaux généraux en	1941	1	240	5	475	721	77	89	887	534	179	122	78	913	909	918
	1940	—	411	6	455	872	176	131	1,179	1,430	209	237	67	1,943	935	1,152
	1939	5	624	6	1,076	1,711	264	220	2,195	1,548	342	299	58	2,247	1,716	1,729

- (1) Non compris 4 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.
(2) Non compris 3 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.
(3) Non compris 2 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.
(4) Non compris 7 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.
(5) Non compris 5 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.
(6) Non compris 1 enfant accompagnant sa mère ou né dans l'établissement.
(7) Non compris 2 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.

Tableau n° 83. — RÉPARTITION D'APRÈS LEURS ANTÉCÉDENTS DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION DES ÉTABLISSEMENTS AU 31 DÉCEMBRE

ÉTABLISSEMENTS 1	RECLUS MIS À LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT POUR					TOTAL 7
	la première fois 2	la deuxième fois 3	la troisième fois 4	la quatrième fois 5	la cinquième fois ou plus 6	

CHIFFRES ABSOLUS

HOMMES						
Dépôt de Merksplas	26	3	22	26	128	205
Refuge de Merksplas	95	50	28	25	226	424
<i>Totaux :</i>	121	53	50	51	354	629
FEMMES						
Dépôt de Sint-Andries	26	5	1	4	26	62
Refuge de Sint-Andries	35	8	4	1	6	54
<i>Totaux :</i>	61	13	5	5	32	116
<i>Totaux généraux :</i>	182	66	55	56	386	745
<i>Totaux généraux en</i> { 1941	172	80	76	68	513	909
{ 1940	161	79	82	64	549	935
{ 1939	420	216	167	152	761	1,716

POURCENTAGES

HOMMES						
Dépôt de Merksplas	12.68	1.46	10.73	12.68	62.45	100.—
Refuge de Merksplas	22.40	11.80	6.60	5.90	53.30	100.—
<i>Totaux :</i>	19.23	8.42	7.98	8.10	56.27	100.—
FEMMES						
Dépôt de Sint-Andries	41.94	8.06	1.61	6.45	41.94	100.—
Refuge de Sint-Andries	64.81	14.81	7.41	1.85	11.12	100.—
<i>Totaux :</i>	52.59	11.21	4.31	4.31	27.58	100.—
<i>Totaux généraux :</i>	24.43	8.86	7.38	7.52	51.81	100.—
<i>Totaux généraux en</i> { 1941	18.92	8.80	8.36	7.48	56.44	100.—
{ 1940	17.22	8.45	8.77	6.84	58.72	100.—
{ 1939	24.47	12.59	9.73	8.86	44.35	100.—

Tableau n° 84. — RÉPARTITION PAR ÂGE DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION DES ÉTABLISSEMENTS AU 31 DÉCEMBRE

ÉTABLISSEMENTS 1	de 18 à 20 ans 2	de 21 à 24 ans 3	de 25 à 29 ans 4	de 30 à 34 ans 5	de 35 à 39 ans 6	de 40 à 44 ans 7	de 45 à 49 ans 8	de 50 à 54 ans 9	de 55 à 59 ans 10	de 60 à 69 ans 11	de 70 ans et plus 12	TOTAL 13
---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------------	----------------------	-------------------------	-------------

CHIFFRES ABSOLUS

HOMMES												
Dépôt de Merksplas	1	6	16	5	21	20	9	17	37	63	10	205
Refuge de Merksplas	34	19	13	11	16	17	58	37	42	132	45	424
<i>Totaux :</i>	35	25	29	16	37	37	67	54	79	195	55	629
FEMMES												
Dépôt de Sint-Andries	9	12	2	6	9	3	4	3	6	7	1	62
Refuge de Sint-Andries	12	8	9	4	3	—	3	5	1	4	5	54
<i>Totaux :</i>	21	20	11	10	12	3	7	8	7	11	6	116
<i>Totaux généraux :</i>	56	45	40	26	49	40	74	62	86	206	61	745
<i>Totaux généraux en</i> { 1941	62	34	42	39	45	57	87	79	133	252	79	909
{ 1940	49	21	43	36	46	60	108	93	156	244	79	935
{ 1939	67	42	109	132	178	161	181	195	227	329	95	1,716

POURCENTAGES

HOMMES												
Dépôt de Merksplas	0.49	2.93	7.80	2.44	10.24	9.76	4.39	8.29	18.05	30.73	4.88	100
Refuge de Merksplas	8.02	4.48	3.07	2.59	3.77	4.01	13.68	8.73	9.91	31.13	10.61	100
<i>Totaux :</i>	5.57	3.97	4.61	2.54	5.88	5.88	10.66	8.58	12.56	31.01	8.74	100
FEMMES												
Dépôt de Sint-Andries	14.52	19.34	3.23	9.68	14.52	4.84	6.45	4.84	9.68	11.29	1.61	100
Refuge de Sint-Andries	22.22	14.81	16.67	7.41	5.55	—	5.55	9.26	1.86	7.41	9.26	100
<i>Totaux :</i>	18.11	17.24	9.48	8.62	10.34	2.59	6.03	6.90	6.03	9.48	5.18	100
<i>Totaux généraux :</i>	7.52	6.04	5.37	3.49	6.58	5.37	9.93	8.32	11.54	27.65	8.19	100
<i>Totaux généraux en</i> { 1941	6.82	3.74	4.62	4.29	4.95	6.27	9.58	8.69	14.63	27.72	8.69	100
{ 1940	5.24	2.25	4.60	3.85	4.91	6.42	11.55	9.95	16.68	26.10	8.45	100
{ 1939	3.90	2.45	6.35	7.69	10.37	9.38	10.55	11.36	13.23	19.18	5.54	100

Tableau n° 85. — DURÉE DE L'INTERNEMENT SUBI PAR LES RECLUS SORTIS DES ÉTABLISSEMENTS

A. — Dépôts de mendicité

RECLUS	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 9 mois	De 9 mois à moins de 12 mois	De 12 mois à moins de 15 mois	De 15 mois à moins de 18 mois	De 18 mois à moins de 21 mois	De 21 mois à moins de 24 mois	De 24 mois à moins de 3 ans	De 3 ans à moins de 4 ans	De 4 ans à moins de 5 ans	De 5 ans à moins de 6 ans	De 6 ans à moins de 7 ans	De 7 ans	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
HOMMES															
Elargis par expiration de terme . . .	—	2	5	2	2	6	5	8	122	4	1	—	—	—	157
Elargis par décision du Ministre : terme d'internement prononcé :															
de 1 à 2 ans . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	49
de 2 à 3 ans . . .	6	4	3	5	4	7	12	8	—	—	—	—	—	—	6
de 3 à 4 ans . . .	1	—	1	—	1	—	1	1	1	—	—	—	—	—	1
de 4 à 7 ans . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Conduits à la frontière	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transférés . . .	23	10	6	2	2	—	2	2	1	—	—	—	—	—	48
Evadés . . .	17	13	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	38
Décédés . . .	1	7	6	5	4	5	11	6	6	1	—	—	—	—	52
<i>Souteneurs :</i>															
Elargis par expiration de terme . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elargis par décision du Ministre : terme d'internement prononcé :															
de 2 à 3 ans . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 3 à 4 ans . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 4 à 7 ans . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Conduits à la frontière	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transférés . . .	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Evadés . . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Décédés . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux :	50	37	26	18	13	18	31	25	130	5	2	—	—	—	355
FEMMES															
Elargies par expiration de terme . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	22	1	—	—	—	—	23
Elargies par décision du Ministre : terme d'internement prononcé :															
de 1 à 2 ans . . .	3	1	—	3	3	1	1	1	—	—	—	—	—	—	13
de 2 à 3 ans . . .	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
de 3 à 4 ans . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
de 4 à 7 ans . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Conduites à la frontière	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transférées . . .	5	2	1	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	12
Evadées . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Décédées . . .	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Totaux :	9	3	1	5	5	1	1	3	22	2	—	—	—	—	52

Tableau n° 85. — DURÉE DE L'INTERNEMENT SUBI PAR LES RECLUS SORTIS DES ÉTABLISSEMENTS

B. — Maisons de refuge

RECLUS	Moins de 1 mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 4 mois	De 4 mois à moins de 5 mois	De 5 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 7 mois	De 7 mois à moins de 8 mois	De 8 mois à moins de 9 mois	De 9 mois à moins de 10 mois	De 10 mois à moins de 11 mois	De 11 mois à moins de 12 mois	De 12 mois (expiration de terme)	Plus de 12 mois (par autorisation ministérielle)	Total	Sortis avant l'expiration du terme	Sortis à l'expiration du terme et au delà	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
HOMMES																		
Elargis par expiration de terme . . .	—	—	1	1	—	1	2	1	4	5	—	—	83	42	140	16	125	140
Elargis par décision du Ministre . . .	4	12	6	5	7	8	4	5	4	5	—	—	—	—	60	60	—	60
Conduits à la frontière	—	1	—	1	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	5	5	—	6
Transférés . . .	22	18	11	17	7	5	7	1	4	2	4	—	—	6	104	98	6	104
Evadés . . .	23	9	6	6	1	1	2	—	2	—	1	—	—	—	51	51	—	51
Décédés . . .	6	3	4	6	6	7	8	5	3	3	7	5	—	26	89	63	26	89
Renvoyés par mesure disciplinaire . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elargis en vertu art. 17, L. 27-11-1891 . . .	—	—	—	—	—	—	4	3	6	13	11	—	—	—	37	37	—	37
Total :	55	43	28	36	23	22	27	15	24	28	23	5	83	74	486	329	157	486
FEMMES																		
Elargies par expiration de terme . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29	—	29	—	29	29
Elargies par décision du Ministre . . .	1	1	—	—	3	—	—	—	2	2	2	—	—	3	14	11	3	14
Conduites à la frontière	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transférées . . .	—	3	—	2	1	—	1	—	1	1	—	1	—	—	10	10	—	10
Evadées . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Décédées . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1
Renvoyées par mesure disciplinaire . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total :	1	4	—	2	4	—	1	—	3	3	2	1	29	4	54	21	33	54

SECTION V

**STATISTIQUE
DES GRÂCES
ET DE LA
LIBÉRATION CONDITIONNELLE**

PATRONAGE DES DÉTENUÉS

Années 1931 à 1942

I. - LES GRÂCES

Le droit de grâce est une prérogative royale, article 73 de la Constitution. La grâce peut être accordée entièrement (remise de peine) ou partiellement (réduction de peine).

Le sort de la condamnation accessoire à l'in-

terdiction est, en cas de grâce, réglé par les articles 87 et 89 du Code pénal.

Les requêtes en grâce sont adressées au Roi, qui en décide après examen des cas par le département de la Justice.

Tableau n° 86.
REQUÊTES EN GRÂCE ET SUITE Y RÉSERVÉE

AN- NÉES	Requêtes soumises au Roi après examen par le Ministère de la Justice		Requêtes rejetées		Requêtes accueillies totalement ou partiellement	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1931	9,050	100	5,003	55.28	4,047	44.72
1932	7,218	100	4,690	64.98	2,528	35.02
1933	8,644	100	5,643	65.28	3,001	34.72
1934	11,744	100	7,839	66.75	3,905	33.25
1935	11,390	100	7,652	67.18	3,738	32.82
1936	9,784	100	6,479	66.22	3,305	33.78
1937	9,300	100	6,166	66.30	3,134	33.70
1938	8,275	100	5,468	66.08	2,807	33.92
1939	8,842	100	5,634	63.72	3,208	36.28
1940	5,957	100	3,501	58.77	2,456	41.23
1941	9,300	100	4,240	45.59	5,060	54.41
1942	11,783	100	4,392	37.27	7,391	62.73

II. - LES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

La libération conditionnelle est réglée par la loi du 31 mai 1888, modifiée par les lois des 3 août 1899, 1^{er} mai 1913, 19 août 1920 et 24 juillet 1923.

Un Arrêté Royal du 17 janvier 1921 en détermine les mesures d'exécution.

Les dispositions principales de cette législation sont les suivantes :

Les condamnés civils ou militaires, qui ont à subir une ou plusieurs peines principales ou subsidiaires emportant privation de la liberté, peuvent être mis en liberté conditionnellement, lorsqu'ils ont accompli le tiers de ces peines, pourvu que la durée de l'incarcération déjà subie dépasse trois mois.

S'il y a récidive légale, la durée de l'incarcération déjà subie doit dépasser six mois et correspondre aux deux tiers des peines.

Les condamnés à perpétuité pourront être mis en liberté conditionnellement, lorsque la durée de l'incarcération déjà subie par eux dépassera dix ans ou, s'il y a récidive légale, quatorze ans.

La libération définitive est acquise au condamné si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration d'un délai égal au double du terme d'incarcération, que celui-ci avait encore à subir, à la date à laquelle la mise en liberté a été ordonnée en sa faveur.

Toutefois, ce délai ne pourra en aucun cas être inférieur à deux ans. Il sera de cinq ans au

minimum si le libéré avait encouru, dans le courant des cinq années antérieures à la date de sa dernière condamnation, soit une peine principale de trois mois d'emprisonnement au moins, soit deux ou plusieurs peines principales d'un mois au moins.

La libération conditionnelle n'est accordée qu'aux condamnés qui ont fait preuve d'amendement.

L'administration, pour apprécier si un condamné, qui a fait preuve d'amendement, peut être libéré conditionnellement, tient compte de ses antécédents, des causes de la condamnation qu'il a encourue, de ses dispositions morales et des moyens d'existence dont il disposera à sa sortie de prison.

Dans la huitaine de la mise à exécution de toute condamnation comportant une incarcération de plus de trois mois, le parquet qui aura exercé les poursuites transmettra au directeur de l'établissement pénitentiaire une notice relatant les antécédents du condamné et contenant une appréciation de sa moralité.

Le personnel de l'établissement pénitentiaire consignera dans un carnet spécial ses observations sur la conduite, le caractère et les dispositions morales du détenu.

Le directeur formulera, d'après l'ensemble des observations ainsi recueillies, les annotations qu'il inscrira mensuellement au registre de la comptabilité morale.

Afin de compléter les renseignements concernant la situation du condamné, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille et les ressources de celle-ci, le directeur de l'établissement pénitentiaire se mettra en rapport avec les autorités locales et, le cas échéant, avec les institutions charitables et les comités de patronage.

Les parquets et les autorités locales surveillent la conduite du libéré et signalent sans retard au Ministre de la Justice tous faits qui leur paraîtraient de nature à motiver la révocation de la mise en liberté.

La libération conditionnelle n'est jamais accordée que sous la condition d'une conduite irréprochable, et le libéré manque à cette condition lorsqu'il s'adonne à la débauche ou à l'ivrognerie.

La mise en liberté peut toujours être révoquée pour cause d'inconduite ou d'infractions aux conditions spéciales énoncées dans le permis de libération. La révocation est prononcée par le Ministre de la Justice, qui prend, au préalable, l'avis du procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel le condamné se trouve et, s'il y a lieu, l'avis des autorités locales.

La réintégration a lieu, en vertu de l'arrêt de révocation, pour l'achèvement du terme d'incarcération que l'exécution de la peine comportait encore à la date de la libération.

L'arrestation provisoire du libéré conditionnel peut être ordonnée par le procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel il se trouve, à la charge d'en donner immédiatement avis au Ministre de la Justice, qui prononce la révocation, s'il y a lieu. L'effet de la révocation remonte, dans ce cas, au jour de l'arrestation.

Tableaux statistiques : Ils sont les résultats d'une enquête faite par les soins du département de la Justice. Ces résultats sont résumés en quatre tableaux :

le premier (n° 87) a trait au mouvement général des propositions et requêtes, et relate les solutions qui y ont été réservées;

le deuxième (n° 88) fournit au sujet des libérés des renseignements d'ordre social et judiciaire;

le troisième (n° 89) répartit les libérations accordées d'après la durée de la peine prononcée et restant à subir, et d'après la durée du temps d'épreuve;

le quatrième (n° 90) fait connaître les suites des libérations en dénombrant celles qui ont été révoquées et celles qui sont devenues définitives.

Tableau n° 87. -- NOMBRE DE PROPOSITIONS ET DE REQUÊTES ACCUEILLIES ET REJETÉES. -- MOTIFS DES REJETS

ANNÉES	PROPOSITIONS OUI REQUÊTES							Nombre des affaires instruites	
	laissées sans suite	accueillies	rejetées				Totaux des rejets		
			à cause de la gravité des faits	à cause des mauvais antécédents	à cause du défaut d'amendement	le restant de la peine étant remis par un arrêté de grâce			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
1931	Propositions des directeurs	62	458	52	35	32	—	119	639
	Requêtes directes	831	92	19	13	6	—	38	961
	Total :	893	550	71	48	38	—	157	1,600
1932	Propositions des directeurs	63	417	70	34	34	4	142	622
	Requêtes directes	743	73	23	17	8	—	48	864
	Total :	806	490	93	51	42	4	190	1,486
1933	Propositions des directeurs	50	444	52	20	18	4	94	588
	Requêtes directes	700	70	17	11	7	—	35	805
	Total :	750	514	69	31	25	4	129	1,393
1934	Propositions des directeurs	45	395	26	7	5	17	55	495
	Requêtes directes	743	53	11	8	5	—	24	820
	Total :	788	448	37	15	10	17	79	1,315
1935	Propositions des directeurs	51	514	28	13	11	1	53	618
	Requêtes directes	869	71	10	6	4	—	20	960
	Total :	920	585	38	19	15	1	73	1,578
1936	Propositions des directeurs	54	498	31	15	12	2	60	612
	Requêtes directes	912	87	7	5	4	—	16	915
	Total :	866	585	38	20	16	2	76	1,527
1937	Propositions des directeurs	39	454	42	20	19	—	81	574
	Requêtes directes	770	55	6	4	2	—	12	837
	Total :	809	509	48	24	21	—	93	1,411
1938	Propositions des directeurs	45	345	42	21	19	—	82	472
	Requêtes directes	612	79	6	5	2	—	13	704
	Total :	657	424	48	26	21	—	95	1,176
1939	Propositions des directeurs	66	450	19	13	7	5	44	560
	Requêtes directes	667	85	4	2	1	—	7	759
	Total :	733	535	23	15	8	5	51	1,319
1940	Propositions des directeurs	79	267	12	7	6	1	26	372
	Requêtes directes	544	24	2	2	1	—	5	573
	Total :	623	291	14	9	7	1	31	945
1941	Propositions des directeurs	181	549	10	5	5	—	20	750
	Requêtes directes	1,019	71	5	4	1	—	10	1,100
	Total :	1,200	620	15	9	6	—	30	1,850
1942	Propositions des directeurs	350	1,085	30	17	15	—	62	1,497
	Requêtes directes	1,951	151	20	12	8	—	40	2,142
	Total :	2,301	1,236	50	29	23	—	102	3,639

Tableau n° 88. — RENSEIGNEMENTS

ANNÉES	SEXE		ÂGE							ÉTAT CIVIL			
	Hommes	Femmes	Moins de 20 ans	De 20 à moins de 25 ans	De 25 à moins de 30 ans	De 30 à moins de 40 ans	De 40 à moins de 50 ans	De 50 à moins de 60 ans	60 ans et plus	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
1931	482	68	10	82	114	167	109	53	15	202	313	15	20
1932	424	66	12	65	90	174	91	37	21	155	287	32	16
1933	463	51	9	71	97	178	92	44	23	194	268	22	30
1934	390	58	3	56	59	166	96	50	18	142	256	25	25
1935	510	75	4	47	90	209	125	78	32	158	367	31	29
1936	520	65	6	54	116	181	130	69	29	164	355	46	20
1937	455	54	9	46	96	181	101	54	22	166	305	24	14
1938	380	44	9	35	80	127	96	60	17	116	265	26	17
1939	475	60	11	44	83	190	119	57	31	137	343	29	26
1940*	233	40	5	17	43	76	79	35	18	73	167	17	16
1941	523	97	22	56	86	198	148	76	34	173	367	40	40
1942	1,117	119	54	153	180	397	296	115	41	353	786	60	37

* Plus 18 de Louvain dont la répartition n'a pu être faite.

RELATIFS AUX LIBÉRÉS

ANNÉES	ANTÉCÉDENTS			NATURE DE L'INFRACTION DONT ILS PURGEAIENT LA PEINE								
	Sans	Une condamnation antérieure	Plusieurs condamnations antérieures	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages
15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	
1931	391	81	78	11	—	305	25	90	112	3	2	2
1932	354	63	73	9	—	278	26	67	106	—	—	4
1933	395	54	65	9	—	251	23	97	116	5	—	13
1934	327	52	69	6	—	246	18	84	90	—	1	3
1935	428	77	80	7	—	335	33	94	102	4	1	9
1936	408	92	85	8	—	343	19	106	93	6	—	10
1937	343	80	86	1	—	312	16	84	93	—	—	3
1938	276	66	82	11	—	251	14	59	85	1	—	3
1939	355	99	81	6	—	242	33	133	108	2	1	10
1940*	201	39	33	1	—	139	14	71	42	—	—	6
1941	418	86	116	7	—	384	21	116	78	—	—	14
1942	790	214	232	9	—	1,056	21	89	60	—	—	1

Tableau n° 89. — RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX LIBÉRATIONS ACCORDÉES

ANNÉES	DURÉE DE LA PEINE										DURÉE DU TEMPS D'ÉPREUVE										
	prononcée							restant			à subir					à purger					
1	Moins de 1 an	De 1 à moins de 2 ans	De 2 à moins de 5 ans	De 5 à moins de 10 ans	De 10 à moins de 20 ans	De 20 ans et plus	A perpétuité	Moins de 3 mois	De 3 à moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an	De 1 à moins de 2 ans	De 2 à moins de 3 ans	De 3 à moins de 5 ans	De 5 à moins de 10 ans	Durée indéfinie	2 ans	De plus de 2 à moins de 5 ans	De 5 à moins de 10 ans	De 10 à moins de 20 ans	20 ans et plus	A perpétuité
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
1931	168	182	124	38	28	10	—	171	134	125	61	22	30	7	—	433	53	44	12	3	5
1932	145	161	126	27	18	13	—	155	124	112	52	13	12	22	—	392	40	36	17	2	3
1933	128	162	139	40	29	16	—	130	150	105	63	26	16	24	—	393	44	52	20	3	2
1934	97	168	113	31	26	13	—	112	137	92	48	18	18	23	—	351	31	44	16	5	1
1935	157	208	138	36	23	23	—	174	160	121	63	20	24	22	1	465	56	43	11	5	5
1936	176	190	130	55	23	11	—	189	151	124	70	20	15	16	—	478	45	46	9	4	3
1937	148	172	119	32	24	14	—	176	123	102	58	11	15	23	1	409	39	40	17	2	2
1938	157	121	84	32	19	11	—	157	96	80	45	22	13	11	—	341	35	38	7	3	—
1939	204	152	112	30	18	18	1	198	152	83	57	17	9	19	—	444	41	33	12	5	—
1940*	90	96	64	9	10	4	—	102	77	48	29	6	5	6	—	231	22	11	6	—	3
1941	219	171	145	46	20	19	—	180	166	128	73	21	23	29	—	490	54	45	20	3	8
1942	344	707	127	24	27	7	—	334	580	193	75	19	16	18	1	1,129	46	38	14	4	5

* Plus 18 de Louvain dont la répartition n'a pu être faite.

Tableau n° 90.
SUITE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

AN- NÉES	LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES RÉVOQUÉES						Libéra- tions deve- nues défini- tives par expira- tion du temps d'é- preuve
	Moins de 1 an après l'octroi	De 1 à moins de 2 ans après l'octroi	De 2 à moins de 5 ans après l'octroi	De 5 à moins de 10 ans après l'octroi	10 et plus de 10 ans après l'octroi	Total des révo- ca- tions	
1	2	3	4	5	6	7	8
1931	3	25	30	4	1	63	482
1932	7	21	27	1	1	57	459
1933	3	22	36	4	1	66	516
1934	7	18	17	1	—	43	500
1935	10	11	17	2	1	41	497
1936	4	14	18	1	—	37	454
1937	6	18	22	3	—	49	554
1938	3	19	25	3	—	50	563
1939	8	13	25	—	—	46	495
1940	1	6	20	—	—	27	405
1941	6	3	13	—	—	22	558
1942	14	17	7	5	4	47	329

III. - PATRONAGE DES DÉTENU

Les comités de patronage prêtent leur concours à l'administration pénitentiaire pour assurer le relèvement et le reclassement des condamnés. A cette fin les membres du comité, agréés par le Ministre de la Justice, sont autorisés à visiter les détenus.

Ils peuvent également être autorisés par le directeur de la prison à visiter les prévenus qui les ont appelés.

La statistique tient compte d'une part du nombre de condamnés ou prévenus visités, d'autre part de la quantité de visites faites par les membres du comité. Ces visites sont réparties d'après qu'elles sont attribuées à des hommes ou à des femmes.

Le tableau 91 ci-après en fournit les éléments.

Tableau n° 91. - PATRONAGE DES DÉTENU

1	Nombre de prévenus visités		Nombre de condamnés visités		Nombre de visites faites aux prévenus		Nombre de visites faites aux condamnés	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	à des hommes	à des femmes	à des hommes	à des femmes
2	3	4	5	6	7	8	9	
1931	116	184	3,675	1,448	128	190	5,434	2,739
1932	144	145	3,944	1,200	182	176	5,068	2,516
1933	109	141	3,392	1,047	223	162	3,760	2,224
1934	174	176	3,506	1,106	281	170	4,266	2,497
1935	84	160	4,490	1,236	125	184	5,710	2,365
1936	100	168	3,044	976	199	274	4,181	2,098
1937	167	172	4,134	1,261	191	350	5,370	2,190
1938	408	261	6,281	660	825	543	6,306	2,504
1939	1,112	234	5,084	2,746	504	573	8,483	2,326
1940	1,403	222	2,951	1,000	1,123	476	4,451	3,229
1941	2,789	495	2,963	1,097	2,292	719	3,824	3,262
1942	4,674	525	7,403	1,981	4,423	599	5,701	3,901

ANNEXES
À LA
STATISTIQUE JUDICIAIRE
DE LA BELGIQUE
DE
L'ANNÉE 1942

ANNEXE I

Statistique
de l'Administration des Services de Contrôle
en ce qui concerne l'instruction
des procès-verbaux dressés en matière de ravitaillement,
de rationnement et de prix

INTRODUCTION

LÉGISLATION *

L'article 21 de l'arrêté du 29 juin 1942 instituant une procédure administrative (*Moniteur* du 24 juillet 1942) a posé le principe d'une procédure transactionnelle spéciale comme suit :

« Art. 21. — Une procédure transactionnelle spéciale sera organisée pour les infractions dont la sanction peut se borner à la confiscation prévue à l'article 6, littera c, du présent arrêté.

» Les Chefs des Ministères de l'Intérieur, de l'Agriculture et des Affaires Economiques et le Commissaire aux Prix prendront les mesures d'exécution de cette procédure par des instructions conjointes qui seront publiées au *Moniteur*. Ils pourront en confier l'exécution, en tout ou en partie, aux officiers et agents visés à l'article 6 de l'arrêté-loi du 27 octobre 1939, relatif à l'approvisionnement du pays.

» Si le contrevenant refuse la transaction, la procédure prévue par le présent arrêté suivra son cours. »

En exécution de l'article précité, un arrêté fut pris le 29 août 1942 (*Moniteur* des 31 août et 1^{er} septembre 1942) par les Secrétaires Généraux et le Commissaire intéressés, confiant la procédure transactionnelle spéciale au chef de l'Administration des Services de Contrôle. Ils se réservent toutefois le droit de donner, chacun en ce qui le concerne, les instructions particulières pour l'exécution de la procédure.

Le chef de l'Administration des Services de Contrôle peut à son tour, en vertu du § 2 de l'arrêté, déléguer son pouvoir à des agents dési-

gnés de ses services, la procédure recevant ainsi sa possibilité de réalisation régionale.

La transaction consiste dans l'abandon par le délinquant des objets saisis à son détriment. Cet abandon volontaire est présumé si sur avertissement écrit et notifié de l'agent en charge, l'intéressé ne manifeste pas expressément dans les huit jours la volonté de voir poursuivre la procédure devant la juridiction administrative.

Si les objets de l'infraction n'étaient pas saisis, la transaction se conclut sous la forme de la remise de ces objets par le délinquant, endéans les huit jours de l'avertissement, à un endroit déterminé (§ 3 de l'arrêté). La transaction n'éteint définitivement l'action de la juridiction administrative que dans un délai de trente jours après sa date et à la condition que pendant ce délai aucune circonstance aggravante ne soit relevée à l'égard du contrevenant.

La découverte d'une circonstance aggravante dans le délai de trente jours annule la transaction, remet le délinquant à la disposition de la juridiction administrative et transforme automatiquement les objets abandonnés en objets saisis (§§ 5 et 6 de l'arrêté).

Il y a lieu de citer aussi l'arrêté du 15 décembre 1942 (*Moniteur* du 1^{er} janvier 1943) portant modification à l'arrêté du 20 août 1941 instituant l'administration des Services de Contrôle, qui met les dépenses afférentes à l'administration des Services de Contrôle à charge de l'Etat.

Les administrations communales sont tenues, contre indemnisation forfaitaire, de mettre à la disposition des chefs de district un local, de le meubler, l'entretenir, le chauffer et l'éclairer.

Cet arrêté accorde à titre d'exception au chef des services de contrôle de l'agglomération bruxelloise, le grade de directeur, au lieu de celui de directeur adjoint, prévu par l'article 6 de l'arrêté du 20 août 1941.

(*) Seules les législations modificatives ou nouvelles intervenues au cours de l'année 1942 sont ici relatées. Pour avoir un aperçu général de la législation en la matière, il y a lieu de se reporter également à ce qui a été dit dans la « Statistique Judiciaire de la Belgique, année 1941 », pp. 265 et 266.

STATISTIQUE

La procédure transactionnelle instituée conformément à l'arrêté du 29 août 1942 est venue modifier le fonctionnement des Services de Contrôle, en ce sens qu'une nouvelle éventualité s'est ainsi fait jour pour les suites réservées aux procès-verbaux dressés.

La statistique en a tenu compte en affectant dans les tableaux 1 et 2 une nouvelle colonne aux procès-verbaux traités par transaction.

Les sources auxquelles la statistique est puisée, ainsi que les méthodes utilisées pour sa confection, sont restées les mêmes que celles qui ont été exposées à l'occasion de la présentation de la statistique de l'année 1941.

Rédaction des tableaux.

La statistique ci-après est empruntée aux tableaux que l'Administration des Services de Contrôle a dressés elle-même concernant son activité à partir de son institution.

Les procès-verbaux soumis à examen de l'Administration sont détaillés dans les tableaux nos 1 à 4 qui suivent.

Tableau n° 1. — APERÇU GÉNÉRAL DES PROCÈS-VERBAUX REÇUS ET TRAITÉS
TOTAUX MENSUELS POUR LE ROYAUME

MOIS	NOMBRE DE PROCÈS-VERBAUX ENTRÉS				NOMBRE DE PROCÈS-VERBAUX TRAITÉS			
	par les Services de Contrôle des Districts et de l'Administration Centrale	par la gendarmerie et la police locale	par d'autres organismes	Total	Classés	Transigés	Déférés à une juridiction	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Janvier	13,543	3,229	162	16,934	681	—	11,860	12,541
Février	12,321	3,957	212	16,490	484	—	14,491	14,976
Mars	20,151	6,468	354	26,973	792	—	16,474	17,266
Avril	22,381	5,537	191	28,109	1,080	1,380	18,166	20,626
Mai	23,457	4,438	239	28,134	1,180	3,045	17,159	21,384
Juin	26,357	4,379	310	31,046	1,641	3,393	19,689	24,723
Juillet	19,982	3,194	430	23,606	2,338	1,870	20,579	24,787
Août	18,492	3,267	466	22,225	2,448	1,432	20,528	24,408
Septembre	20,457	3,737	701	24,895	2,189	1,655	24,284	28,128
Octobre	18,541	3,506	587	22,634	1,139	1,816	22,518	25,473
Novembre	20,766	2,989	441	24,196	2,705	2,920	21,087	26,712
Décembre	18,228	2,296	608	21,132	2,136	2,441	19,222	23,799
Totaux :	234,676	46,997	4,701	286,374	18,813	19,952	226,057	264,822

Outre les procès-verbaux entrés en 1942 et se chiffrant pour le Royaume à 286,374, l'activité de l'Administration des Services de Contrôle devait porter encore sur les procès-verbaux restés

Les deux premiers tableaux donnent un aperçu des procès-verbaux reçus et traités; les deux derniers tableaux se rapportent à la distribution des affaires examinées aux diverses Juridictions.

Les tableaux nos 1 et 3 donnent à ces égards les chiffres mensuels pour le Royaume, tandis que les tableaux nos 2 et 4 répartissent les totaux par district.

Ces districts ne concordent pas toujours dans leur délimitation avec les sièges des Juridictions administratives.

Aux fins de rendre la comparaison possible, les districts ont été énumérés dans un ordre concordant avec celui des Juridictions dans la statistique des Juridictions administratives.

Pour la comparaison, il y a lieu de tenir compte :

- 1° que l'agglomération de Charleroi ne forme pas un district en elle-même;
- 2° que les arrondissements de Gand et d'Eekloo sont deux districts séparés, ainsi que les arrondissements de Termonde et Saint-Nicolas, de Roulers et Tielt, et enfin de Hasselt et Maaseik.

sans détermination à la fin de l'année 1941 et s'élevant à 32,181, de sorte que le bilan comparatif entre les résultats atteints en 1941 et en 1942 peut s'établir comme suit :

AN-NEES	Procès-verbaux restés sans détermination au 1 ^{er} janvier	Procès-verbaux entrés pendant l'année	Total des procès-verbaux à traiter		Procès-verbaux traités au 31 décembre		Procès-verbaux restés sans détermination au 31 déc.	
			Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1941	—	59,615	59,615	100	27,434	46	32,181	54
1942	32,181	286,374	318,555	100	264,822	83	53,733	17

En tenant compte qu'en 1941 l'administration des Services de Contrôle n'a fonctionné que pendant quatre mois, les chiffres ci-dessus marquent pour 1942 un accroissement proportionnel du nombre de procès-verbaux à traiter d'environ 80 % (rapport entre $59,615 \times 3$ et 318,555).

Comme le bilan comparatif démontre d'autre part que la proportion des procès-verbaux ayant été traités dépasse largement celle accusée pour l'année 1941, et que la proportion des affaires restées sans détermination à la fin de l'année a, par comparaison avec l'année 1941, considérablement diminué, il y a lieu de conclure que l'activité des Services de Contrôle s'est grandement intensifiée en 1942.

L'analyse du tableau n° 1 fait pourtant ressortir que l'activité des verbalisants ne se répartit pas d'égale façon à travers l'année; les procès-verbaux entrés sont les plus nombreux au mois de juin après une ascension constante de leur nombre à partir du mois de mars. Le mois de juillet marque une chute profonde du nombre des procès-verbaux entrés. Dans le deuxième semestre, la quantité des procès-verbaux demeure à un niveau inférieur à celui du mois de juin, avec de légères pointes de hausse en septembre et en novembre et une pointe de baisse en décembre.

Quand on examine à la colonne 3 du tableau

n° 1 la partie des procès-verbaux émanant de la gendarmerie et de la police locale, le mouvement des entrées n'est pas parallèle; on constate, au contraire, qu'à partir du mois d'avril, le nombre de leurs procès-verbaux est en diminution constante.

Il semble donc s'agir d'un mouvement attribuable non seulement à des circonstances saisonnières, mais aussi à une évolution dans l'organisation de l'administration des Services de Contrôle, qui tend à dominer après avoir stimulé l'action de la gendarmerie et de la police locale.

Dans le tableau n° 2 qui suit, les procès-verbaux entrés et traités sont répartis par district.

Comparativement à la population de droit du Royaume au 31 décembre 1941 (8,257,392 habitants), le chiffre global des procès-verbaux entrés au cours de l'année 1942 (colonne 5 du tableau n° 2) représente la proportion d'environ 35 procès-verbaux pour 1,000 habitants.

Cette proportion n'est de loin pas la même dans tous les districts.

Le rapport établi ci-après entre la population des provinces et le nombre de procès-verbaux qui y ont été dressés, donne une idée soit de la nécessité régionale de l'intervention des Services de Contrôle, soit de la répartition de l'activité de ces Services.

PROVINCES	Population de droit au 31 décembre 1941	Nombre de procès-verbaux entrés en 1942	Proportion de procès-verbaux par 1,000 habitants
Brabant	1,755,942	51,599	29.38
Anvers	1,247,675	49,181	39.42
Hainaut	1,214,101	30,504	25.12
Flandre Orientale	1,200,121	58,486	48.73
Flandre Occidentale	971,472	39,125	40.27
Liège	870,447	16,937	19.46
Limbourg	427,740	21,750	50.85
Luxembourg	217,721	9,060	41.61
Namur	352,173	9,732	27.63
Le Royaume :	8,257,392	286,374	34.68

(suite p. 283)

Tableau n° 2. - PROCÈS-VERBAUX ENTRÉS ET TRAITÉS. - TOTAUX PAR DISTRICT

DISTRICTS	PROCÈS-VERBAUX ENTRÉS				PROCÈS-VERBAUX TRAITÉS			
	par les Services de Contrôle	par la gendarmerie et la police	par d'autres organismes	Total	Classés	Transigés	déférés à une juridiction	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	12,377	983	304	13,664	1,833	58	4,684	6,575
Bruxelles (agglomération)	20,715	1,924	879	23,518	196	60	19,158	19,414
Louvain	8,612	1,275	435	10,322	789	66	7,191	8,046
Nivelles	3,890	192	13	4,095	1,444	—	2,653	4,097
Anvers	6,766	2,120	129	9,015	288	67	6,810	7,165
Anvers (agglomération)	18,381	2,032	51	20,464	175	1,268	18,631	20,074
Malines	6,253	2,599	384	9,236	51	458	7,179	7,688
Turnhout	9,483	808	175	10,466	833	737	7,055	8,625
Mons	4,595	626	68	5,289	134	126	3,880	4,140
Charleroi	4,459	808	50	5,317	303	5	5,031	5,339
Ath	4,146	158	29	4,333	580	27	3,477	4,084
Soignies	5,804	180	64	6,048	28	—	5,824	5,852
Thuin	3,663	228	54	3,945	185	—	3,781	3,966
Tournai	3,860	1,657	55	5,572	561	131	5,396	6,088
Gand	7,224	3,490	10	10,724	534	2,806	8,245	11,585
Eekloo	1,764	1,217	29	3,010	120	516	2,412	3,048
Gand (agglomération)	5,976	1,363	287	7,626	678	2,472	4,962	8,112
Alost	9,460	1,899	120	11,479	20	1,745	7,971	9,736
Audenarde	5,280	1,924	21	7,225	430	1,093	5,770	7,293
Termonde	4,797	1,070	157	6,024	197	996	4,287	5,480
Saint-Nicolas	11,740	648	10	12,398	358	1,310	11,819	13,487
Bruges-Ostende	9,096	820	91	10,007	1,024	1,290	7,647	9,961
Courtrai	6,014	3,306	184	9,504	794	169	8,789	9,752
Furnes-Dixmude	2,902	623	22	3,547	31	1,040	3,785	4,856
Roulers	2,925	484	45	3,454	98	268	3,997	4,363
Tielt	3,574	1,247	88	4,909	27	305	5,621	6,953
Ypres	4,736	2,927	41	7,704	437	28	6,986	7,451
Liège	2,400	371	70	2,841	214	2	2,062	2,278
Liège (agglomération)	5,013	615	64	5,692	211	15	5,974	6,200
Huy	2,645	199	49	2,793	318	58	1,631	2,007
Verviers	1,938	155	34	2,127	164	12	1,821	1,997
Waremme	3,149	314	21	3,484	212	101	2,463	2,776
Hasselt	6,435	1,788	105	8,328	1,141	718	6,891	8,750
Maaseik	3,535	1,824	57	5,416	672	906	3,084	4,662
Tongres	6,247	1,627	132	8,006	2,235	878	4,958	8,071
Arlon-Virton	1,211	255	68	1,534	228	—	872	1,100
Bastogne	786	773	—	1,559	39	3	1,848	1,890
Marche-en-Famenne	2,505	536	155	3,196	400	78	2,155	2,633
Neufchâteau	1,983	771	17	2,771	107	8	2,572	2,687
Namur	3,258	306	69	3,633	277	—	1,838	2,115
Dinant	3,368	584	7	3,959	188	110	3,356	3,654
Philippeville	1,811	271	58	2,140	259	22	1,491	1,772
Le Royaume :	234,676	46,997	4,701	286,374	18,813	19,952	226,057	264,822
Récapitulation par province								
Brabant	45,594	4,374	1,631	51,599	4,262	184	33,686	38,132
Anvers	40,883	7,559	739	49,181	1,347	2,530	39,675	43,552
Hainaut	26,527	3,657	320	30,504	1,791	289	27,389	29,469
Flandre orientale	46,241	11,611	634	58,486	2,337	10,938	45,466	58,741
Flandre occidentale	29,247	9,407	471	39,125	2,411	3,100	36,825	42,336
Liège	15,045	1,654	238	16,937	1,119	188	13,951	15,268
Limbourg	16,217	5,239	294	21,750	4,048	2,502	14,933	21,483
Luxembourg	6,485	2,335	240	9,060	774	89	7,447	8,310
Namur	8,437	1,161	134	9,752	724	132	6,685	7,541
Le Royaume :	234,676	46,997	4,701	286,374	18,813	19,952	226,057	264,822

On constate que c'est dans les provinces de Limbourg et de la Flandre Orientale que l'administration des Services de Contrôle a sévi le plus; les provinces de Luxembourg, de la Flandre Occidentale et d'Anvers suivent avec des proportions rapprochées l'une de l'autre et supérieures à la moyenne pour le Royaume. Dans les provinces de Brabant, de Namur et de Hainaut les proportions vont en décroissant et sont notablement au-dessous de la moyenne pour le Royaume, et enfin la proportion la plus basse se présente dans la province de Liège.

Il serait difficile de trouver un critère unique pour expliquer ces différences, trop de facteurs peuvent entrer en ligne de compte, et notamment : l'organisation régionale des Services eux-mêmes, la nature agricole ou industrielle de la région, la densité de la population, les besoins de cette population et son esprit de résistance ou de soumission.

De l'analyse des suites données aux procès-verbaux (colonnes 6, 7, 8 du tableau n° 2) ne ressort pas non plus une parfaite harmonie pour l'entière du Royaume.

Dans tel district l'administration des Services

de Contrôle s'est montrée plus large pour admettre le classement ou la transaction des affaires que dans tel autre.

Le district de Tongres tient le record des affaires classées sans suite, tandis que les districts d'Alost, de Tielt et de Soignies n'en ont admis qu'un nombre extrêmement restreint.

Dans les districts de Gand on a transigé sur un nombre important d'affaires (2,806 et 2,472), tandis que dans les districts de Nivelles, de Soignies, de Thuin, d'Arlon-Virton et de Namur, aucune transaction n'a encore vu le jour.

Il est vrai toutefois, en ce qui concerne la procédure spéciale de transaction, que celle-ci, instituée par arrêté du 29 août 1942, n'a reçu son application générale et effective qu'à partir du mois d'octobre et que les transactions antérieurement conclues ne l'étaient qu'en vertu d'initiatives prises, à cet égard, dans certains districts.

Il a paru intéressant d'établir ci-dessous, par province, le pourcentage des procès-verbaux classés, transigés et renvoyés à une juridiction en reprenant les chiffres, à cet effet, des colonnes 9, 6, 7 et 8 du tableau n° 2.

PROVINCES	Nombre total des procès-verbaux traités en 1942		Procès-verbaux classés		Procès-verbaux transigés		Procès-verbaux déférés à une juridiction	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
Brabant	38,132	100.00	4,262	11.18	184	0.48	33,686	88.34
Anvers	43,552	100.00	1,347	3.09	2,530	5.81	39,675	91.10
Hainaut	29,469	100.00	1,791	6.08	289	0.98	27,389	92.94
Flandre Orientale	58,741	100.00	2,337	3.98	10,938	18.62	45,466	77.40
Flandre Occidentale	42,336	100.00	2,411	5.69	3,100	7.32	36,825	86.98
Liège	15,268	100.00	1,119	7.33	188	1.23	13,951	91.44
Limbourg	21,483	100.00	4,048	18.84	2,502	11.65	14,933	69.51
Luxembourg	8,310	100.00	774	9.31	89	1.07	7,447	89.62
Namur	7,541	100.00	724	9.60	132	1.75	6,685	88.65
Le Royaume :	264,822	100.00	18,813	7.10	19,952	7.54	226,057	85.36

Au total, pour le Royaume, les classements d'affaires et les transactions conclues ont provoqué un allègement d'environ 15 % dans les affaires déférées par l'administration des Services de Contrôle aux diverses juridictions.

D'après le tableau n° 3 l'administration des Services de Contrôle a déferé en 1942 à la juridiction administrative du premier degré (Commissaires d'arrondissement et bourgmestres des agglomérations) 209,043 affaires.

Tableau n° 3. — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES TRANSMISES À UNE JURIDICTION. — TOTAUX MENSUELS POUR LE ROYAUME

MOIS	TOTAL des procès-verbaux transmis à une juridiction (tabl. n° 1, col. 8)	PROCÈS-VERBAUX TRANSMIS						A un autre organisme
		au Parquet	à une juridiction administrative					
			Commissaire d'arrondissement ou bourgmestre	Centrale de marchandises	Gouverneur de province	Haute autorité administrative	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Janvier	11,860	276	11,519	3	29	5	11,556	28
Février	14,491	328	14,091	12	44	—	14,147	16
Mars	16,474	408	15,987	27	5	—	16,019	47
Avril	18,166	627	17,396	47	8	29	17,480	59
Mai	17,159	518	16,570	29	1	3	16,603	38
Juin	19,689	470	19,013	50	43	92	19,198	21
Juillet	20,579	628	19,702	32	15	149	19,898	53
Août	20,528	541	18,703	39	6	682	19,430	557
Septembre	24,284	509	21,492	66	16	1,496	23,070	705
Octobre	22,518	497	19,354	90	51	2,373	21,868	153
Novembre	21,087	550	18,041	56	67	844	19,008	1,529
Décembre	19,222	1,000	17,175	131	6	732	18,044	178
Total :	226,057	6,352	209,043	582	291	6,405	216,321	3,384

Pendant cette même année ces juridictions ont été saisies de 223,950 affaires nouvelles (voir à ce sujet la statistique sur l'activité de la juridiction administrative en 1942, tableau n° 1 B ci-après).

De sorte qu'il est établi que 93.5 % de ces affaires ont été portées au rôle à l'intervention de l'administration des Services de Contrôle qui les a antérieurement examinées.

Ceci marque une progression considérable de l'intervention de cette administration qui ne s'élevait qu'à un taux maximum de 47 % en 1941 (cf. p. 269 de la *Statistique judiciaire de la Belgique de 1941*).

Le tableau n° 3 fait encore ressortir qu'à partir du second semestre de l'année 1942 les affaires transmises directement par l'administration des Services de Contrôle aux hautes autorités administratives, aux fins d'évocation, deviennent

beaucoup plus nombreuses, particulièrement au cours des mois de septembre et d'octobre (voir colonne 7).

La même observation vaut d'ailleurs en ce qui concerne les affaires transmises à « un autre organisme » (colonne 9), bien que le contingent principal n'en ait été fourni que par deux districts : Bruxelles agglomération et Hasselt (cf. tableau n° 4 ci-dessous, colonne 9).

Il y a lieu de noter à cet égard que, suivant une méthode, peut-être erronée, des Services de Contrôle, la juridiction du premier degré, autre que celle de l'arrondissement où le siège du district est établi, fut souvent considérée comme un « autre organisme ».

Le tableau n° 4 ci-après fait la répartition par district des procès-verbaux soumis aux juridictions par l'administration des Services de Contrôle.

Tableau n° 4. — AFFAIRES TRANSMISES À UNE JURIDICTION. — TOTAUX PAR DISTRICT

DISTRICTS	Procès-verbaux soumis à une juridiction (tabl. n° 2, col. 4)	PROCÈS-VERBAUX TRANSMIS						A un autre organisme
		Au Parquet	à une juridiction administrative					
			Commissaire d'arrondissement ou bourgmestre	Centrale de marchandises	Gouverneur de province	Haute autorité administrative	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	4,684	52	4,613	4	—	14	4,631	1
Bruxelles (agglomération)	19,158	948	15,599	7	1	1,541	17,148	1,062
Louvain	7,191	261	6,921	—	—	9	6,930	—
Nivelles	2,653	52	2,597	—	—	4	2,601	—
Anvers	6,810	344	6,422	—	1	43	6,466	—
Anvers (agglomération)	18,631	342	17,302	1	—	751	18,054	235
Malines	7,179	214	6,642	—	—	257	6,899	66
Turnhout	7,055	20	6,951	1	1	35	6,988	47
Mons	3,880	106	3,606	12	—	156	3,774	—
Charleroi	5,031	52	4,704	—	—	272	4,976	3
Ath	3,477	35	3,380	—	—	61	3,441	1
Soignies	5,824	158	5,423	—	88	75	5,586	80
Thuin	3,781	16	3,744	8	—	13	3,765	—
Tournai	5,396	12	5,383	—	—	—	5,383	1
Gand	8,245	256	7,683	—	—	2	7,685	304
Eekloo	2,412	109	2,279	—	—	23	2,302	1
Gand (agglomération)	4,962	312	4,204	2	1	353	4,650	—
Alost	7,971	417	7,473	60	2	19	7,554	—
Audenarde	5,770	84	5,627	12	—	47	5,686	—
Termonde	4,287	367	3,834	80	1	5	3,920	—
St-Nicolas	11,819	342	10,713	213	—	551	11,477	—
Bruges-Ostende	7,647	130	7,287	1	31	124	7,443	74
Courtrai	8,789	279	8,146	1	—	362	8,509	1
Furnes-Dixmude	3,785	11	3,754	—	3	6	3,763	11
Roulers	3,997	31	3,876	—	3	87	3,966	—
Tielt	5,621	50	5,532	16	—	23	5,571	—
Ypres	6,986	27	6,932	5	—	18	6,955	4
Liège	2,062	109	1,863	—	5	42	1,910	43
Liège (agglomération)	5,974	520	4,299	38	10	1,098	5,445	9
Huy	1,631	57	1,457	—	28	37	1,522	52
Verviers	1,821	81	1,686	7	2	38	1,733	7
Waremme	2,463	57	2,400	—	—	6	2,406	—
Hasselt	6,891	121	5,298	25	69	67	5,469	1,311
Maaseik	3,084	57	2,886	87	11	10	2,994	33
Tongres	4,958	23	4,901	—	28	6	4,935	—
Arlon-Virton	872	22	733	—	3	95	831	19
Bastogne	1,848	36	1,812	—	—	—	1,812	—
Marche-en-Famenne	2,155	25	2,118	1	2	9	2,130	—
Neufchâteau	2,572	111	2,435	1	—	12	2,448	13
Namur	1,838	21	1,709	—	1	101	1,811	6
Dinant	3,356	58	3,267	—	—	31	3,298	—
Philippeville	1,491	27	1,462	—	—	2	1,464	—
Le Royaume :	226,057	6,352	209,043	582	291	6,405	216,321	3,384
Récapitulation par province								
Brabant	33,686	1,313	29,730	11	1	1,568	31,310	1,063
Anvers	39,675	920	37,317	2	2	1,086	38,407	348
Hainaut	27,389	379	26,240	20	88	577	26,925	85
Flandre orientale	45,466	1,887	41,903	367	4	1,000	43,274	305
Flandre occidentale	36,825	528	35,527	23	37	620	36,207	90
Liège	13,951	824	11,705	45	45	1,221	13,016	111
Limbourg	14,933	201	13,085	112	108	83	13,388	1,344
Luxembourg	7,447	194	7,098	2	5	116	7,221	32
Namur	6,685	106	6,438	—	1	134	6,573	6
Le Royaume :	226,057	6,352	209,043	582	291	6,405	216,321	3,384

ANNEXE II

**Statistique de l'activité
de la
Juridiction Administrative**

INTRODUCTION

LÉGISLATION

Au cours de l'année 1942, plusieurs arrêtés sont venus confirmer, voire élargir, le fondement et les règles de la juridiction administrative (*).

Comme textes législatifs touchant aux principes mêmes de cette juridiction il y a lieu de citer :

1° *L'arrêté du 19 juin 1942 (Moniteur du 4 juillet 1942)* renforçant avec une sévérité nouvelle les peines qui frappent l'abatage clandestin et le commerce illicite de viande. Cet arrêté contient dans son exposé des motifs une correction au fondement juridique des pouvoirs des secrétaires généraux. Ceux-ci y invoquent à l'appui de leur droit de légiférer, outre la loi du 10 mai 1940 relative aux délégations de pouvoirs en temps de guerre, la loi du 7 septembre 1939 donnant au Roi des pouvoirs extraordinaires. C'est dans cette loi, en effet, que le pouvoir exécutif trouve une énonciation explicite de son droit de prendre des mesures ayant force de loi, notamment pour « sauvegarder la santé publique et pour voir au ravitaillement de la population. »

2° *L'arrêté du 27 juin 1942 (Moniteur du 22 juillet 1942)* modifiant et complétant l'arrêté-loi du 27 octobre 1939 relatif à l'approvisionnement du pays.

Cet arrêté aggrave les peines frappant les délits commis contre les dispositions prises en vue de l'approvisionnement du pays, institue en la matière une procédure répressive inconditionnelle et sans appel confiée au juge unique, tout en attribuant aux procureurs généraux un droit de transaction.

Mais, en outre, les infractions aux règlements et ordonnances édictés par la Corporation Nationale de l'Agriculture et de l'Alimentation sont

* Voir références sur les textes législatifs de 1941 dans la « Statistique judiciaire de la Belgique 1941 », pages 273 et 274.

assimilées aux délits contre les décisions gouvernementales, et la compétence en matière de recherche et de constatation des infractions est étendue aux agents de la Corporation, spécialement commissionnés à cette fin.

3° *L'arrêté du 29 juin 1942 (Moniteur du 24 juillet 1942)* instituant une procédure administrative qui remplace, en l'amendant, l'arrêté du 15 février 1941.

Cet arrêté constitue actuellement le texte organique en la matière.

Non seulement les dispositions de l'ancien arrêté du 15 février 1941 et de ses arrêtés modificatifs ou complémentaires des 19 juin, 2 octobre et 29 novembre 1941 s'y retrouvent, mais en outre des mesures nouvelles y sont incorporées.

Désormais les décisions de la juridiction administrative constituent la réparation civile du dommage causé à la communauté nationale, par les contrevenants à une série d'arrêtés-lois, d'arrêtés, de règlements ou d'ordonnances. Une fois engagée, la procédure administrative remplace complètement la poursuite judiciaire. L'exécution régulière de ses décisions éteint l'action publique (art. 1^{er}).

Pour que les tribunaux répressifs ordinaires puissent être saisis, il faut :

- ou bien la dénonciation au parquet ou la citation directe devant le tribunal par la juridiction administrative elle-même;
- ou bien le choix du contrevenant par une demande expresse dans les cinq jours de la réception du procès-verbal;
- ou bien un flagrant délit ayant donné lieu à réquisition d'instruction et à mandat d'arrêt, pourvu que ces mesures soient corroborées, dans la huitaine du mandat délivré, par une dénonciation de la part de la juridiction administrative (art. 5).

A la sanction de confiscation de denrées ou de marchandises est venue s'ajouter la confiscation des véhicules, moyens de locomotion, valises ou objets quelconques destinés ou ayant servi à leur transport (art. 6 C/).

Une procédure transactionnelle spéciale est prévue pour les infractions dont la sanction peut se borner à la confiscation des marchandises et de leurs moyens de transport (art. 21).

Les articles 22 à 25 règlent la question des frais de procédure.

L'arrêté est applicable aux infractions constatées postérieurement au 1^{er} mars 1941 (art. 28).

Pour compléter l'examen de la législation sur la procédure administrative en 1942, il y a lieu de noter en outre :

L'arrêté du 6 mars 1942 (*Moniteur* du 13 mars 1942) étendant aux membres de la juridiction administrative ou disciplinaire les dispositions du Code de procédure civile relatives à la prise à partie;

L'arrêté du 24 juillet 1942 (*Moniteur* des 10 et 11 août 1942) fixant, en exécution de l'arrêté instituant une procédure administrative, les agglomérations d'Anvers, de Bruxelles, de Charleroi, de Gand et de Liège, modifié en ce qui concerne cette dernière par l'arrêté du

LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE ET LA STATISTIQUE

Les relevés hebdomadaires qu'au cours de l'année 1941 les deux premiers degrés de juridiction délivraient aux hautes autorités administratives ont été remplacés dès le 1^{er} janvier 1942 par des rapports mensuels portant non plus sur les contrevenants mais sur les affaires à traiter, les affaires terminées et la nature des décisions intervenues.

Ces rapports mensuels constituent donc un compte de l'activité des juridictions de première et de deuxième instance, à l'exclusion de l'élément individuel des délinquants.

Dans le courant de l'année, cet élément individuel a pourtant été repris avec rétroactivité au 1^{er} mars 1941, grâce à l'institution au département de la Justice d'un casier spécial des prévenus devant la Juridiction administrative, en

3 novembre 1942 (*Moniteur* du 15 novembre 1942);

L'arrêté du 29 août 1942 (*Moniteur* du 31 août et du 1^{er} septembre 1942) pris conformément à l'article 21 de l'arrêté instituant une juridiction administrative et confiant au Chef de l'administration des Services de Contrôle, avec faculté de délégation, l'exécution de la procédure transactionnelle spéciale;

L'arrêté du 29 octobre 1942 (*Moniteur* du 12 novembre 1942) créant un bureau spécial des amendes à Bruxelles, chargé du recouvrement des amendes et frais prononcés par les juridictions administratives qui y ont leur siège,

Pour compléter l'énoncé fait dans l'étude statistique de 1941 des arrêtés qui sont venus préciser et renforcer les peines pour les infractions prévues dans l'arrêté-loi du 27 octobre 1939, il y a lieu de citer :

L'arrêté du 30 juillet 1942 (*Moniteur* du 2 août 1942) étendant aux produits laitiers l'applicabilité de l'arrêté du 16 août 1941 tendant à renforcer les peines pour certaines infractions aux dispositions légales concernant le ravitaillement et le rationnement en matière de céréales panifiables, de pommes de terre et de légumes secs.

annexe à l'organisation du Casier judiciaire (*).

C'est sur la base des rapports mensuels, complétés par quelques renseignements obtenus directement des juridictions, que la statistique présentée ci-après a pu être établie.

On a essayé de maintenir le plus de comparabilité possible avec les tableaux statistiques portant sur les dix mois d'exercice de la Juridiction administrative en 1941.

Il y a toutefois lieu de tenir compte de ce que des matières premières statistiques différentes ne permettent pas un parallélisme parfait.

Il a fallu, d'autre part, abandonner l'analyse des infractions suivant une qualification de leur nature juridique et d'après les matières sur lesquelles les faits délictueux ont porté.

* Il est à remarquer que la tenue de ce casier spécial, après avoir été organisé, n'a pas été poursuivie.

PREMIÈRE PARTIE

Juridiction de première instance

Le tableau n° 1 présenté ci-dessous a dû être scindé, aux fins de pouvoir tenir compte des affaires restées en suspens devant les Juridictions à la fin de l'année 1941 et s'élevant à 42,378 pour le Royaume.

Le tableau n° 1A donne le total des affaires

inscrites aux juridictions en 1942 et s'élevant pour le Royaume à 266,328 affaires.

Le tableau n° 1B répartit les 223,950 affaires nouvelles portées devant les juridictions en 1942, par arrondissement ou par agglomération et par mois.

Tableau n° 1A. — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES INSCRITES À LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE DU PREMIER DEGRÉ

ARRONDISSEMENT, AGGLOMÉRATION OU PROVINCE	Affaires restant en suspens fin 1941	Affaires nouvelles en 1942	Total	ARRONDISSEMENT, AGGLOMÉRATION OU PROVINCE	Affaires restant en suspens fin 1941	Affaires nouvelles en 1942	Total
1	2	3	4	1	2	3	4
Bruxelles	2,477	5,564	8,041	Bruges-Ostende	1,832	7,068	8,900
Bruxelles (aggl.)	1,087	18,211	19,298	Courtrai	1,436	8,044	9,480
Louvain	1,082	7,517	8,599	Furnes-Dixmude	303	4,205	4,508
Nivelles	214	2,934	3,148	Roulers-Tielt	644	9,532	10,176
Anvers	2,115	6,378	8,493	Ypres	2,432	7,015	9,447
Anvers (aggl.)	3,032	17,007	20,039	Liège	212	1,856	2,068
Malines	1,501	6,637	8,138	Liège (aggl.)	407	4,303	4,710
Turnhout	1,188	6,738	7,926	Huy	288	1,441	1,729
Mons	70	3,589	3,659	Verviers	72	1,707	1,779
Charleroi	611	2,623	3,234	Waremmé	262	2,433	2,695
Charleroi (aggl.)	349	1,868	2,217	Hasselt-Maaseik	5,061	11,559	16,620
Ath	130	3,265	3,395	Tongres	372	5,397	5,769
Soignies	157	5,467	5,624	Arlon-Virton	154	686	840
Thuin	225	3,815	4,040	Bastogne	56	1,890	1,946
Tournai	829	5,168	5,997	Marche-en-Famenne	95	2,250	2,345
Gand-Eekloo	4,691	10,647	15,238	Neufchâteau	124	2,472	2,596
Gand (aggl.)	426	4,344	4,770	Namur	83	3,973	4,056
Alost	2,086	11,130	13,216	Dinant	41	3,876	3,917
Audenarde	221	5,811	6,032	Philippeville	50	1,425	1,475
Termonde-Saint-Nicolas	5,963	14,205	20,168	Totaux :	42,378	223,950	266,328

Récapitulation par province

Brabant	4,860	34,226	39,086	Liège	1,241	11,740	12,981
Anvers	7,836	36,760	44,596	Limbourg	5,433	16,956	22,389
Hainaut	2,371	25,795	28,166	Luxembourg	429	7,298	7,727
Flandre orientale	13,387	46,037	59,424	Namur	174	9,274	9,448
Flandre occidentale	6,647	35,864	42,511	Totaux :	42,378	223,950	266,328

Les éléments du tableau 1A viennent apporter à la statistique de 1941 des données complémentaires qui étaient indispensables pour assurer une comparaison avec les résultats de 1942.

La statistique de 1941 ne possédait, en effet, pas les renseignements sur le nombre des affaires

inscrites aux juridictions, elle ne portait que sur les affaires traitées par les juridictions.

Les 42,378 affaires restées en suspens à la fin de 1941 venant s'ajouter aux 86,137 affaires traitées pendant cette même année (cf. pp. 285 à 287 de la statistique de 1941), le total des af-

Tableau n° 1 B. — AFFAIRES NOUVELLES INTRODUITES DEVANT LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE DU PREMIER DEGRÉ, RÉPARTIES PAR ARRONDISSEMENT OU AGGLOMÉRATION ET PAR MOIS

Arrondissement, agglomération ou province	Mois												Total
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Bruxelles	126	230	104	967	107	75	35	552	415	806	1,167	980	5,564
Bruxelles (aggl.)	937	1,136	1,541	1,272	1,900	1,998	1,637	1,573	2,816	1,092	1,008	1,301	18,211
Louvain	720	604	555	593	421	557	704	474	556	955	785	593	7,517
Nivelles	60	106	197	139	185	321	442	502	499	124	208	151	2,934
Anvers	700	622	653	892	350	465	694	258	393	350	301	700	6,378
Anvers (aggl.)	791	870	1,092	1,320	1,284	1,746	1,726	1,747	2,267	2,016	1,097	1,051	17,007
Malines	205	263	436	510	134	555	855	557	469	1,305	444	904	6,637
Furnhout	571	449	607	748	563	644	937	642	347	474	287	469	6,738
Mons	199	225	282	319	411	253	239	736	274	306	128	217	3,589
Charleroi	132	241	114	90	130	116	400	229	334	271	239	327	2,623
Charleroi (aggl.)	94	217	130	154	111	137	174	90	78	193	282	208	1,868
Ath	223	224	145	376	423	320	277	263	378	303	188	145	3,265
Soignies	226	551	428	603	595	294	889	19	575	558	453	276	5,467
Thuin	288	483	237	224	409	313	582	347	251	183	257	241	3,815
Tournai	74	558	592	411	355	457	536	381	430	599	524	251	5,168
Gand-Eekloo	285	431	334	640	600	1,667	1,112	969	1,398	1,011	1,535	565	10,547
Gand (aggl.)	202	244	281	461	438	320	440	333	421	407	385	412	4,344
Alost	536	689	939	877	1,513	1,379	1,069	603	754	608	611	1,552	11,130
Audenarde	410	428	367	296	306	276	214	882	921	778	631	302	5,811
Termonde-Saint-Nicolas	486	701	1,131	809	727	906	968	921	905	1,918	2,203	2,480	14,205
Bruges-Ostende	472	444	562	720	412	464	542	468	1,040	677	771	496	7,068
Courtrai	404	379	476	565	916	1,036	998	1,035	1,006	440	448	341	8,044
Furnes-Dixmude	278	150	285	432	420	222	153	808	360	212	456	429	4,205
Roulers-Tielt	576	792	1,055	1,015	1,089	892	939	1,126	673	643	437	295	9,532
Ypres	533	698	774	871	498	473	684	232	1,149	873	133	97	7,015
Liège	109	54	135	113	95	196	118	218	254	247	128	189	1,856
Liège (aggl.)	431	288	260	350	420	357	245	350	456	428	311	407	4,303
Huy	137	42	42	157	202	175	127	228	100	139	49	43	1,441
Verviers	129	64	68	93	103	189	109	76	125	345	284	122	1,707
Waremmes	65	72	124	178	184	128	206	277	223	220	281	475	2,433
Hasselt-Maaseik	853	2,047	743	1,018	1,219	785	873	569	456	1,008	766	1,222	11,559
Tongres	489	331	437	339	94	341	695	140	697	589	779	466	5,397
Arlon-Virton	55	26	36	22	22	74	76	129	119	68	35	24	686
Bastogne	311	288	178	74	99	121	78	259	90	93	184	115	1,890
Marche-en-Fam.	143	51	117	389	361	241	361	186	90	125	91	95	2,250
Neufchâteau	171	201	291	334	510	174	217	70	50	94	69	291	2,472
Namur	99	135	192	149	150	308	—	324	2,213	131	57	215	3,973
Dinant	124	142	150	—	—	—	—	1,751	362	479	102	766	3,876
Philippeville	136	75	36	45	97	53	36	360	328	56	115	88	1,425
Totaux :	12,780	15,551	16,176	18,565	17,853	19,028	20,387	20,684	24,272	21,124	18,229	19,301	223,950

Récapitulation par province

Brabant	1,843	2,076	2,397	2,971	2,613	2,951	2,818	3,101	4,286	2,977	3,168	3,025	34,226
Anvers	2,267	2,204	2,788	3,470	2,331	3,410	4,212	3,204	3,476	4,145	2,129	3,124	36,760
Hainaut	1,236	2,499	1,928	2,177	2,434	1,890	3,097	2,065	2,320	2,413	1,665	1,665	25,795
Flandre Orient.	1,919	2,493	3,102	3,083	3,584	4,548	3,803	3,708	4,399	4,722	5,365	5,311	46,037
Flandre Occid.	2,263	2,463	3,152	3,603	3,335	3,087	3,316	3,669	4,228	2,845	2,245	1,658	35,864
Liège	871	520	629	891	1,004	1,045	805	1,149	1,158	1,379	1,053	1,236	11,740
Limbourg	1,342	2,378	1,180	1,357	1,313	1,126	1,568	709	1,153	1,597	1,545	1,688	16,956
Luxembourg	680	566	622	819	992	610	732	614	349	380	379	525	7,298
Namur	359	352	378	194	247	361	36	2,435	2,903	666	274	1,069	9,274
Totaux :	12,780	15,551	16,176	18,565	17,853	19,028	20,387	20,684	24,272	21,124	18,229	19,301	223,950

Tableau n° 2. — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES TERMINÉES ET DES AFFAIRES RESTANT À JUGER

ARRONDISSEMENT, AGGLOMÉRATION OU PROVINCE	AFFAIRES TERMINÉES							Total des affaires terminées	Affaires restées en suspens à la fin de l'année
	Nombre des affaires à traiter	les prévenus étant délégués			par un jugement au fond		d'une autre manière		
		au Parquet	à la juridiction d'un degré supérieur (évocation)	à la juridiction d'un autre ressort	en acquittant	en condamnant			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	8,011	105	5	31	1,344	2,022	225	3,732	4,046
Bruxelles (agglomération)	19,298	934	45	618	6,502	8,104	27	16,230	4,434
Louvain	8,599	350	1	12	1,761	2,523	14	4,661	3,671
Nivelles	3,148	168	165	10	719	938	1	2,001	1,025
Anvers	8,493	278	25	36	1,312	4,394	6	6,051	2,156
Anvers (agglomération)	20,039	224	8	68	3,400	12,826	156	16,682	3,357
Malines	8,138	678	18	29	2,419	3,801	142	7,087	1,041
Turnhout	7,926	495	71	23	1,286	4,381	1,353	7,609	292
Mons	3,659	325	3	22	865	2,440	—	3,655	5
Charleroi	3,234	24	1	30	1,530	988	13	2,586	471
Charleroi (agglomération)	2,217	110	14	15	485	1,555	1	2,180	6
Ath	3,395	25	19	41	1,066	1,456	9	2,616	169
Soignies	5,624	81	5	5	1,528	3,599	29	5,247	360
Thuin	4,040	237	14	13	1,023	2,630	5	3,922	104
Tournai	5,997	39	—	29	919	2,299	31	3,317	1,495
Gand-Eekloo	15,238	181	10	61	1,424	4,494	196	6,366	8,574
Gand (agglomération)	4,770	131	5	32	667	3,554	4	4,393	376
Alost	13,216	191	1	71	2,638	4,987	1,623	9,511	4,432
Audenarde	6,032	118	23	26	2,273	2,697	6	5,143	586
Termonde-Saint-Nicolas	20,168	352	2	15	5,814	5,690	262	12,135	6,777
Bruges-Ostende	8,900	846	47	20	2,105	1,990	2,210	7,218	340
Courtrai	9,480	94	23	50	1,668	6,126	145	8,106	1,374
Furnes-Dixmude	4,508	97	20	22	679	3,033	—	3,851	657
Roulers-Tielt	10,176	116	18	23	1,601	4,451	1	6,210	2,908
Ypres	9,447	63	—	54	2,282	5,754	144	8,297	1,150
Liège	2,068	59	6	70	271	927	2	1,335	372
Liège (agglomération)	4,716	41	6	24	564	2,467	17	3,119	1,585
Huy	1,729	102	12	33	585	692	12	1,436	191
Verviers	1,779	41	6	5	384	808	26	1,270	621
Waremmes	2,695	141	48	42	508	886	301	1,926	229
Hasselt-Maaseik	16,620	349	16	213	1,034	4,553	841	7,006	3,765
Tongres	5,769	183	1	74	1,948	2,032	193	4,431	797
Arlon-Virton	840	9	—	18	169	542	1	739	96
Bastogne	1,946	127	1	9	366	1,325	4	1,832	114
Marche-en-Fam.	2,345	46	47	—	805	928	3	1,829	516
Neufchâteau	2,596	128	78	3	276	1,767	1	2,253	336
Namur	4,056	110	1	12	597	1,233	—	1,953	93
Dinant	3,917	43	159	2	1,056	1,615	592	3,467	217
Philippeville	1,475	8	153	32	298	512	—	1,003	473
Totaux :	266,328	7,649	1,077	1,893	56,171	117,019	8,596	192,405	59,211

Récapitulation par province

Brabant	39,086	1,557	216	671	10,326	13,587	267	26,624	13,176
Anvers	44,696	1,876	122	156	8,417	25,402	1,657	37,429	6,846
Hainaut	28,166	841	56	155	7,416	14,967	88	23,523	2,610
Flandre orientale	59,424	973	1	205	12,816	21,422	2,091	37,548	20,745
Flandre occidentale	42,511	1,216	108	169	8,335	21,354	2,500	33,682	6,429
Liège	12,981	384	78	174	2,312	5,780	358	9,086	2,998
Limbourg	22,389	532	17	287	2,982	6,585	1,034	11,437	4,562
Luxembourg	7,727	310	126	30	1,616	4,562	9	6,653	1,062
Namur	9,448	161	313	46	1,951	3,360	592	6,423	783
Totaux :	266,328	7,649	1,077	1,893	56,171	117,019	8,596	192,405	59,211

fares inscrites en 1941, peut être évalué à 128,515.

Comme toutes les affaires inscrites en 1941 formaient, pour cette première année d'exercice, des affaires nouvelles, c'est ce chiffre majoré de deux dixièmes (car l'exercice de la juridiction administrative n'a porté en 1941 que sur dix mois), soit 154,218, qui forme le terme de comparaison avec les 223,950 affaires nouvelles portées devant les juridictions administratives de première instance en 1942.

De sorte qu'on peut établir qu'en 1942, le nombre des infractions portées devant la Juridiction administrative dépasse de 45 % celui des infractions portées devant les mêmes juridictions en 1941.

Ainsi se trouve être déterminée dans son ensemble l'augmentation de la charge des juridictions administratives de première instance au cours de leur seconde année d'exercice.

Cette augmentation est considérable et l'examen du tableau 1B montre que cette augmentation a été générale, aussi bien par siège de juridiction que par mois.

**

Des 266,328 affaires inscrites en 1942 au rôle des juridictions, 7,649 ont été déférées au Parquet, 1,077 ont été renvoyées à la suite d'évocation à une juridiction administrative supérieure, 1,893 ont été renvoyées à la juridiction administrative du premier degré d'un autre ressort; 56,171 affaires ont fait l'objet de l'acquiescement des prévenus et dans 117,019 affaires les contrevenants se sont vu appliquer une ou plusieurs sanctions ou peines.

Le tableau n° 2 énonce à cet égard les chiffres par arrondissement et par province.

Il est à remarquer que les chiffres de la colonne 10 du tableau n° 2 ne forment pas la différence entre ceux de la colonne 2 (nombre des affaires à traiter) et ceux de la colonne 9 (total des affaires terminées). Cette différence s'élèverait, en effet, pour le Royaume à 73,923 affaires, ayant une répartition par province comme suit :

Brabant	12,462
Anvers	7,167
Hainaut	4,643
Flandre orientale	21,876
Flandre occidentale	8,829
Liège	3,895
Limbourg	10,952
Luxembourg	1,074
Namur	3,025

La cause de cet écart dans le nombre des affaires en suspens à la fin de l'année, tel qu'il découlerait des comptes des neuf premières colonnes du tableau, d'une part, et dans celui déclaré effectivement par les juridictions, d'autre part, doit être recherchée : 1° dans le fait que les rapports mensuels n'ont pas été établis ni vérifiés au cours de l'année à des fins statistiques; 2° dans le fait que le compte des amendes provisoires, prononcées en matière de non-livraison par le producteur de produits agricoles, n'a pas pu être suivi, faute de données concordantes.

Dans ces conditions, il fallait adopter comme nombres des affaires en suspens à la fin de l'année, ceux qui figuraient en fin de compte dans les rapports du mois de décembre 1942, et qui étaient appelés à former le point de départ pour la statistique de 1943. Ce sont ces nombres qui sont inscrits dans la colonne n° 10 du tableau.

Quoi qu'il en soit, la comparaison des affaires restant à traiter à la fin de l'année 1942 avec celles restées en suspens fin 1941, démontre que l'activité des juridictions administratives du premier degré n'a en rien fléchi, au contraire; le petit tableau comparatif établi ci-dessous est à cet égard significatif :

AN- NÉES	Affaires inscrites		Affaires terminées		Affaires restant en suspens	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1941	128,515	100	86,137	67	42,378	33
1942	266,328	100	192,405	72	59,211	22

En ce qui concerne le sort réservé aux affaires terminées, la comparaison du tableau n° 2 avec le tableau sous même numéro de l'année 1941 fait ressortir une majoration en 1942 des affaires déférées au Parquet : 7,649 contre 3,772; une majoration aussi des affaires évoquées : 1,077 contre 312; dans les affaires jugées au fond, un fort accroissement des acquittements : 56,171 contre 14,050. Il y a toutefois lieu de remarquer à ce sujet que les classements sans suite et les acquittements ont été joints, tant pour l'année 1941 que pour l'année 1942, sous une même rubrique, et qu'en 1942 une procédure spéciale de transaction a été instituée se contentant de la confiscation des marchandises.

Le tableau qui suit détermine le nombre de chacune des sanctions prononcées par chaque juridiction, le total de ces sanctions s'appliquant aux 117,019 affaires dans lesquelles il y a eu condamnation.

Tableau n° 3. — SANCTIONS PRONONCÉES PAR LA JURIDICTION DE PREMIÈRE INSTANCE, PAR ARRONDISSEMENT OU AGGLOMÉRATION ET PAR PROVINCE

ARRONDISSEMENT, AGGLOMÉRATION OU PROVINCE	Amendes	Confiscations de marchandises	Confiscations de bénéfices illicites	Fermures provisoires ou définitives d'établissements	Interdictions provisoires ou définitives de profession	Total des sanctions prononcées
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	558	1,587	1	—	—	2,146
Bruxelles (agglomération)	6,996	7,455	85	22	2	14,560
Louvain	1,442	1,862	2	1	1	3,308
Nivelles	763	430	11	—	—	1,204
Anvers	3,572	2,690	11	5	4	6,282
Anvers (agglomération)	5,021	10,639	20	10	4	15,694
Malines	3,120	2,827	38	3	2	5,990
Turnhout	4,311	3,374	9	—	—	7,694
Mons	2,178	493	10	—	—	2,681
Charleroi	988	268	—	—	—	1,256
Charleroi (agglomération)	1,597	548	—	2	2	2,149
Ath	1,375	656	29	2	—	2,062
Soignies	2,872	978	—	—	—	3,850
Thuin	2,535	661	16	—	—	3,212
Tournai	1,072	1,566	57	—	—	2,695
Gand-Eekloo	3,723	2,428	4	20	2	6,177
Gand (agglomération)	2,314	1,240	52	11	3	3,620
Alost	3,167	4,321	34	12	9	7,543
Audenarde	1,519	2,033	—	1	2	3,555
Termonde St-Nicolas	3,962	3,333	28	7	11	7,341
Bruges-Ostende	1,990	1,855	50	—	—	3,895
Courtrai	3,416	2,710	20	2	2	6,150
Furnes-Dixmude	1,753	2,252	11	3	—	4,019
Roulers-Tielt	6,205	2,702	116	—	—	9,023
Ypres	3,583	2,169	20	3	1	5,776
Liège	1,236	370	1	—	—	1,607
Liège (agglomération)	2,440	1,000	—	3	—	3,443
Huy	692	302	7	—	—	1,001
Verviers	609	385	4	2	—	1,000
Waremme	906	542	—	2	2	1,452
Hasselt-Maaseik	4,326	2,162	1	2	1	6,492
Tongres	2,228	905	15	6	6	3,160
Arlon-Virton	350	378	12	—	—	740
Bastogne	277	1,228	—	—	—	1,505
Marche-en-Famenne	448	636	5	—	—	1,089
Neufchâteau	430	1,337	6	2	—	1,775
Namur	1,558	267	3	—	—	1,828
Dinant	918	953	2	—	1	1,874
Philippeville	467	320	—	6	7	800
Totaux :	86,917	71,862	680	127	62	159,648

Récapitulation par province

Brabant	9,759	11,334	99	23	3	21,218
Anvers	16,024	19,530	78	18	10	35,660
Hainaut	12,617	5,170	112	4	2	17,905
Flandre Orientale	14,685	13,355	118	51	27	28,236
Flandre Occidentale	16,947	11,688	217	8	3	28,863
Liège	5,883	2,599	12	7	2	8,503
Limbourg	6,554	3,067	16	8	7	9,652
Luxembourg	1,505	3,579	23	2	—	5,109
Namur	2,943	1,540	5	6	8	4,502
Totaux :	86,917	71,862	680	127	62	159,648

Tableau n° 4. — IMPORT DES AMENDES PRONONCÉES PAR LA JURIDICTION

ARRONDISSEMENT, AGGLOMÉRATION OU PROVINCE	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	425,750	353,400	517,405	352,694	—
Bruxelles (agglomération)	521,895	379,860	892,585	434,440	—
Louvain	175,800	187,550	311,450	136,550	63,500
Nivelles	87,051	61,976	85,235	9,675	—
Anvers	397,271	432,783	499,611	513,990	470,510
Anvers (agglomération)	155,850	265,540	765,572	624,875	585,505
Malines	275,451	206,984	123,726	312,390	201,245
Turnhout	687,020	739,990	753,755	445,010	302,780
Mons	127,140	69,810	158,514	261,637	102,913
Charleroi	256,522	791,828	246,572	132,495	111,370
Charleroi (agglomération)	121,193	808,639	260,961	23,721	23,820
Ath	80,210	62,850	21,375	111,875	—
Soignies	285,573	1,427,350	717,505	761,575	578,880
Thuin	470,460	571,565	2,310,610	415,750	103,775
Tournai	84,291	108,720	80,638	35,200	10,100
Gand-Eekloo	605,055	145,400	132,175	253,435	4,525
Gand (agglomération)	656,585	398,602	148,932	157,192	186,722
Alost	3,334,344	400,492	660,054	517,990	370,620
Audenarde	142,160	269,060	1,017,265	302,545	97,140
Termonde-Saint-Nicolas	587,560	820,065	667,002	415,320	547,970
Bruges-Ostende	89,635	227,669	306,947	493,205	78,904
Courtrai	620,650	573,530	800,500	1,602,896	623,525
Furnes-Dixmude	85,655	78,203	83,275	64,275	86,960
Roulers-Tielt	38,959	28,114	59,899	120,144	66,912
Ypres	207,394	433,058	125,595	161,637	386,096
Liège	76,000	122,650	115,600	24,400	—
Liège (agglomération)	218,505	170,712	364,952	165,150	—
Huy	160,082	107,710	131,911	56,825	—
Verviers	140,830	114,020	201,110	65,130	—
Waremmes	64,300	57,200	57,620	217,500	327,200
Hasselt-Maaseik	181,592	278,474	367,478	405,668	948,640
Tongres	145,680	440,049	345,895	121,432	116,430
Arlon-Virton	24,100	16,426	157,180	3,981	5,370
Bastogne	37,664	34,713	68,010	1,175	6,800
Marche-en-Famenne	4,750	15,745	102,960	21,850	162,860
Neufchâteau	15,300	8,100	14,500	700	—
Namur	65,600	56,900	237,050	—	—
Dinant	29,050	56,200	180,700	—	—
Philippeville	145,930	117,800	165,755	71,620	—
Totaux :	11,828,857	11,439,737	14,257,879	9,815,947	6,571,072

Récapitulation

Brabant	1,210,496	982,786	1,806,675	933,359	63,500
Anvers	1,515,592	1,645,297	2,142,664	1,896,265	1,560,040
Hainaut	1,425,389	3,840,762	3,796,175	1,742,253	930,858
Flandre orientale	5,325,704	2,033,619	2,625,428	1,646,482	1,206,977
Flandre occidentale	1,042,293	1,340,574	1,376,216	2,442,157	1,242,397
Liège	659,717	572,292	871,193	529,005	327,200
Limbourg	327,272	718,523	713,373	527,100	1,065,070
Luxembourg	81,814	74,984	342,650	27,706	175,030
Namur	240,580	230,900	583,505	71,620	—
Totaux :	11,828,857	11,439,737	14,257,879	9,815,947	6,571,072

DE PREMIÈRE INSTANCE, PAR ARRONDISSEMENT OU AGGLOMÉRATION ET PAR MOIS

	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
	7	8	9	10	11	12	13	14
—	—	123,285	440,430	259,850	188,700	96,900	750	2,759,164
—	—	—	724,775	1,247,925	1,362,745	1,031,425	1,130,035	7,725,685
21,001	288,110	406,550	321,260	59,016	72,915	—	130,277	2,173,979
—	—	466,031	557,249	72,000	79,130	—	80,418	1,498,765
344,927	661,543	759,415	1,159,427	696,425	319,300	—	572,470	6,827,672
466,950	973,020	896,130	870,315	320,615	305,140	—	331,450	6,550,962
268,610	314,982	760,217	228,420	164,682	140,323	—	200,704	3,197,734
412,620	435,490	581,385	382,002	416,983	459,090	—	332,215	5,948,340
—	796,094	984,277	1,291,400	259,870	156,282	—	155,416	4,363,353
89,325	208,260	52,200	—	56,000	79,170	—	103,100	2,126,842
63,995	58,939	71,594	328,349	67,500	205,153	—	179,871	2,213,735
—	420,750	1,022,000	70,800	22,250	72,634	—	56,450	1,941,194
1,280,695	1,421,331	581,620	343,152	365,380	608,760	—	546,525	8,918,346
477,050	2,868,750	733,247	556,250	238,520	132,285	—	133,135	9,011,397
80,820	27,470	35,285	114,735	140,550	63,626	—	56,770	838,005
1,981,925	247,345	314,375	275,090	255,710	583,685	—	1,521,775	6,320,495
166,490	219,688	265,926	356,624	644,717	524,093	—	463,331	4,188,902
1,212,745	1,996,399	3,337,997	390,680	1,374,718	202,660	—	428,550	14,227,249
285,575	330,355	1,017,215	262,495	234,995	101,960	—	76,260	4,137,025
581,630	522,105	633,452	835,085	268,010	249,985	—	1,274,547	7,402,731
132,768	40,100	35,075	71,535	79,057	24,085	—	278,871	1,857,851
1,905,877	386,900	1,488,500	572,370	663,300	659,725	—	4,900	9,902,673
62,800	166,610	154,100	114,750	55,420	82,875	—	34,945	1,069,868
50,554	147,579	79,928	186,216	159,075	151,632	—	72,112	1,161,124
325,629	1,016,510	310,704	536,340	399,619	380,460	—	416,255	4,699,297
—	—	841,350	819,600	89,500	127,200	—	24,650	2,240,950
—	—	286,155	384,812	351,828	361,930	—	257,297	2,699,666
—	—	819,490	46,000	19,800	162,200	—	165,895	1,608,813
—	—	307,090	49,930	187,240	143,530	—	96,690	1,305,570
100,800	449,225	563,450	138,350	560,200	152,575	—	211,250	2,899,670
303,122	725,979	1,598,473	577,595	542,382	526,880	—	882,205	7,338,488
505,017	188,395	306,600	542,097	323,380	318,885	—	393,460	3,747,320
9,909	16,684	24,845	53,926	16,958	10,725	—	15,310	355,414
55,550	28,870	4,450	75,835	27,600	35,525	—	24,050	400,242
403,792	772,855	13,550	—	62,650	3,250	—	87,700	1,651,962
5,725	54,950	74,200	257,810	361,690	63,810	—	363,255	1,220,040
—	—	393,520	67,045	1,518,294	179,900	—	431,000	2,949,309
—	—	334,682	1,338,156	—	128,655	—	739,059	2,806,502
—	—	56,575	141,800	139,120	76,925	—	105,975	1,021,500
11,585,701	16,046,898	21,776,858	15,826,175	12,766,499	9,015,283	12,376,928	153,307,834	

par province

21,001	411,395	2,037,786	2,386,284	1,682,461	1,280,370	1,341,480	14,157,593
1,483,107	2,385,035	2,997,147	2,640,164	1,598,705	1,223,853	1,436,839	22,524,708
1,991,685	5,801,594	3,480,223	2,704,686	1,150,070	1,317,910	1,231,267	29,412,872
4,228,365	3,315,892	5,568,965	2,119,974	2,778,150	1,662,383	3,764,463	36,276,402
2,477,628	1,757,699	2,068,307	1,481,211	1,356,471	1,298,777	807,083	18,690,813
100,800	587,550	2,817,535	1,439,592	1,208,568	887,435	753,782	10,754,669
808,139	914,374	1,905,073	1,119,692	865,762	845,765	1,275,665	11,085,808
474,976	873,359	117,045	387,571	468,898	113,310	490,315	3,627,658
—	—	784,777	1,547,001	1,657,414	385,480	1,276,034	6,777,311
11,585,701	16,046,898	21,776,858	15,826,175	12,766,499	9,015,283	12,376,928	153,307,834

Dans sa comparaison avec le même tableau de l'année 1941, il est à remarquer que le tableau n° 3 ci-dessus n'établit une statistique parallèle qu'en ce qui concerne les amendes, les confiscations de marchandises et les confiscations de bénéfices illicites.

La fréquence d'application de l'amende s'est maintenue dans une proportion équivalente à celle trouvée pour l'année 1941, eu égard au nombre des affaires dans lesquelles il y a eu condamnation : 86,917 prononcés d'amende en 1942 contre 64,254 en 1941.

Les confiscations de marchandises se sont considérablement accrues : 71,862 cas contre 38,477 en 1941.

Quant aux confiscations de bénéfices illicites (680 confiscations en 1942 contre 795 en 1941), il y a lieu de tenir compte de la difficulté, d'une part, de déceler les bénéfices illicites, de l'expérience acquise, d'autre part, des contrevenants avertis.

Les amendes.

Le tableau n° 4 ci-devant énonce par juridiction et par mois les montants globaux des amendes qui ont été prononcées.

En tenant compte de ce que, pour le Royaume, 86,917 peines d'amende ont été prononcées et que le montant total des amendes s'élève à 153,307,834 francs, le montant moyen de l'amende appliquée est de 1,764 francs.

PROVINCES	Montant moyen d'amende en 1941		Montant moyen d'amende en 1942	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
Brabant	3,745	100	1,450	39
Anvers	2,297	100	1,405	61
Hainaut	2,631	100	1,335	70
Flandre orientale	5,498	100	2,470	45
Flandre occidentale	2,469	100	1,102	44.5
Liège	2,714	100	1,328	67
Limbourg	2,757	100	1,691	61
Luxembourg	1,818	100	2,410	132.5
Namur	5,790	100	2,302	40
<i>Le Royaume :</i>	3,209	100	1,764	55

On constate, sauf pour la province de Luxembourg dont la moyenne d'amende la plus basse en 1941 s'est relevée notablement, que par-

Les rapports mensuels des juridictions, qui forment la matière première de la statistique de 1942, n'ont pas permis de distinguer, comme en 1941, entre le caractère provisoire ou définitif des fermetures d'établissement et des interdictions de profession.

La distinction effectuée par ces rapports s'est fixée à tort sur la fermeture d'établissement, d'une part, et sur l'interdiction de profession, d'autre part, qu'elles soient définitives ou temporaires.

La comparaison avec les résultats inscrits dans la statistique de 1941 pour l'application de la sanction de cette nature n'est donc possible qu'au total : 189 fermetures d'établissement ou interdictions de profession ont été prononcées en 1942 contre 692 en 1941.

Les rapports mensuels n'ayant pas tenu compte des cas d'application de la publication de la sentence, les données à ce sujet font défaut dans la statistique de 1942.

La diminution tant du montant des amendes prononcées que de la moyenne appliquée est considérable par rapport à l'année 1941, dont le montant moyen de l'amende s'élevait à 3,209 fr.

La comparaison du montant moyen d'amende appliqué par province en 1942 et en 1941 se présente comme suit :

tout la moyenne de l'amende appliquée a fléchi en 1942.

L'explication de ce phénomène doit être re-

cherchée dans des causes d'ordre général dont les suivantes peuvent être retenues :

- 1° Le fait que dans la quasi totalité des textes législatifs réglementant le ravitaillement et les prix, des peines d'emprisonnement ont été introduites et que, partant, les affaires graves se trouvent déferées aux parquets;
- 2° L'expérience, d'autre part, acquise par les juridictions (qui s'occupent de l'exécution de leurs sentences) que les amendes trop élevées restent impayées, et qu'il est préférable d'en diminuer le taux pour en obtenir le paiement;
- 3° L'institution de la procédure spéciale de transaction, de nature à multiplier les confiscations de marchandises et à diminuer l'application de l'amende;
- 4° Il y a enfin à prendre en considération qu'en 1942 le Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement a institué l'amende provisoire à l'intention des agriculteurs en défaut de fournir leur contingent de céréales ou de produits agricoles.

Les montants de ces amendes prononcées sous condition résolutoire (car les délinquants pouvaient en obtenir l'exonération partielle ou totale moyennant livraison d'une partie ou de l'entièreté du manquant dont ils étaient redevables), n'ont pas été portés dans le compte des

La contrainte par corps.

Une question unique a été posée à ce sujet dans les formulaires du rapport mensuel des juridictions, et notamment :

« Nombre de cas dans lesquels il a été fait application de la contrainte par corps. »

Les réponses n'ont pas été uniformes, ni même assez précises pour pouvoir en tirer une donnée d'ensemble. Car si, en principe, l'application de la contrainte par corps devait n'être considérée que sous la forme de l'emprisonnement subsidiaire effectif, dans la pratique, l'exécution de la contrainte par corps fut considérée comme en cours dès le premier acte de procédure, c'est-à-dire aussitôt que le cas était signalé à la juridiction par un procès-verbal du receveur des amendes, en vertu de l'article 11, § 4, de l'arrêté du 29 juin 1942.

amendes appliquées, tandis que les sentences qui en faisaient l'objet pouvaient venir se joindre aux affaires terminées.

Ainsi ont été rendues au cours de l'année 1942, 8,098 sentences d'amende provisoire pour le Royaume, se répartissant par province comme suit :

Brabant	652
Anvers	158
Hainaut	1,975
Flandre orientale	2,308
Flandre occidentale	1,739
Liège	808
Limbourg	213
Luxembourg	12
Namur	233

Il n'a pas été possible de suivre exactement le sort de ces 8,098 sentences provisoires et ceci aussi peut avoir influé sur la hauteur de la moyenne d'amende trouvée par la statistique.

Les confiscations de bénéfice illicite.

Au cours de l'année 1942 il y a eu 680 confiscations de bénéfice illicite pour un import total de 5,734,600 francs, laissant une moyenne pour le Royaume de 8,433 francs par cas de bénéfice illicite constaté.

Le tableau n° 5 ci-après en trace la répartition par mois et par siège de juridiction.

Les efforts faits par la suite pour obtenir, même par voie d'à-comptes, le paiement de l'amende due, d'une part, l'encombrement des prisons et des maisons d'arrêt, d'autre part, étaient de nature à prolonger la procédure engagée et à créer quantité d'applications de contraintes par corps en cours, diversement interprétées et inscrites au hasard de l'appréciation de chaque juridiction dans les rapports.

La statistique n'a pu faire qu'un essai pour retracer, dans la mesure où ces renseignements étaient fournis, l'exécution des contraintes par corps qui, au cours de l'année 1942, auraient abouti, soit au paiement intégral des amendes dues, soit à la purge de la peine d'emprisonnement subsidiaire, exécutions qui s'élèveraient à environ 358 cas pour le Royaume.

(Suite page 301)

Tableau n° 5. — BÉNÉFICES ILLICITES CONFISQUÉS PAR SENTENCE DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE DU PREMIER DEGRÉ RÉPARTITION PAR ARRONDISSEMENT OU AGGLOMÉRATION ET PAR PROVINCE

ARRONDISSEMENT, AGGLOMÉRATION OU PROVINCE	Nombre de cas de confiscation														Total des sommes confiscuées	Moyenne de bénéfices par cas	
	en janv.	en févr.	en mars	en avril	en mai	en juin	en juil.	en août	en sept.	en oct.	en nov.	en déc.	au total				
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2,042	2,042
Bruxelles (agglomération)	8	2	8	9	—	—	—	—	9	14	15	9	11	85	2,064,491	24,288	
Louvain	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	25,569	12,784	
Nivelles	2	2	—	—	—	—	—	—	6	—	—	—	—	11	15,245	1,385	
Anvers	1	1	3	—	4	—	—	—	—	1	—	—	—	11	283,750	25,795	
Anvers (agglomération)	2	—	2	5	1	2	1	1	5	1	—	—	—	20	469,895	23,494	
Malines	18	4	—	3	1	1	1	3	5	2	—	—	—	38	45,077	1,186	
Turnhout	—	1	5	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	9	16,412	1,823	
Mons	—	—	1	1	1	—	1	3	—	2	—	—	—	10	115,618	11,561	
Charleroi	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Charleroi (agglomération)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Ath	7	5	1	8	—	—	4	—	1	—	3	—	—	29	14,736	508	
Soignies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Thuin	3	—	1	1	—	—	4	3	4	—	—	—	—	16	18,627	1,164	
Tournai	22	32	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	57	31,417	551	
Gand-Eekloo	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	4	9,227	2,306	
Gand (agglomération)	6	8	2	5	2	3	1	2	2	2	8	11	52	624,200	12,003		
Alost	—	—	2	2	5	6	1	5	—	1	9	3	34	931,419	27,394		
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Termonde-Saint-Nicolas	1	2	—	2	3	2	2	8	3	2	1	2	28	323,996	11,571		
Bruges-Ostende	50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	50	68,385	1,367	
Courtrai	1	2	3	2	—	5	1	6	—	—	—	—	—	20	268,999	13,449	
Furnes-Dixmude	3	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1	2	11	16,497	1,499		
Roulers-Tielt	9	3	11	13	2	5	13	15	12	13	10	10	116	164,996	1,422		
Ypres	16	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20	44,529	2,226	
Liège	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4,400	4,400	
Liège (agglomération)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Huy	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	3	7	35,447	5,063		
Verviers	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	4	61,100	15,275	
Waremmé	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Hasselt-Maaseik	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	182	182	
Tongres	1	5	1	—	3	—	—	—	—	—	3	2	15	28,378	1,891		
Arlon-Virton	5	—	1	—	—	—	5	—	—	—	—	1	12	34,969	2,914		
Bastogne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Marche-en-Famenne	—	—	2	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	5	2,010	402	
Neufchâteau	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	6	1,963	327	
Namur	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	8,719	2,906	
Dinant	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2,305	1,152	
Philippeville	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Totaux :	157	74	50	54	24	29	35	63	49	43	47	55	680	5,734,600	8,433		

Récapitulation par province

Brabant	10	5	8	9	—	1	—	15	14	15	10	12	99	2,107,347	21,286
Anvers	21	6	10	8	6	3	2	4	12	5	—	1	78	815,134	10,450
Hainaut	32	37	4	10	1	1	9	6	5	2	4	1	112	180,398	1,610
Flandre orientale	7	11	4	9	10	11	4	16	5	6	19	16	118	1,888,842	16,007
Flandre occidentale	79	9	15	16	3	10	15	21	13	13	11	12	217	563,406	2,596
Liège	1	—	3	1	—	—	—	1	—	—	—	—	6	100,947	8,412
Limbourg	1	5	1	1	3	—	—	—	—	—	3	2	16	28,560	1,785
Luxembourg	5	—	4	—	1	3	5	—	—	—	—	—	5	38,942	1,693
Namur	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	11,024	2,204
Totaux :	157	74	50	54	24	29	35	63	49	43	47	55	680	5,734,600	8,433

Pour permettre, en outre, d'avoir une idée du nombre des procédures de contrainte par corps dont les juridictions ont été saisies, le tableau

ci-après reproduit le nombre des contraintes par corps restant en suspens devant les juridictions fin décembre 1942.

Tableau n° 6. — APPLICATION DE LA CONTRAINTE PAR CORPS, PAR ARRONDISSEMENT OU AGGLOMÉRATION. — RÉCAPITULATION PAR PROVINCE

ARRONDISSEMENT, AGGLOMÉRATION OU PROVINCE	Procédures de contraintes par corps terminées	Procédures de contrainte par corps en suspens fin 1942	ARRONDISSEMENT, AGGLOMÉRATION OU PROVINCE	Procédures de contraintes par corps terminées	Procédures de contrainte par corps en suspens fin 1942
Bruxelles	4	37	Bruges-Ostende	19	25
Bruxelles (agglomération)	95	546	Courtrai	—	1,231
Louvain	12	198	Furnes-Dixmude	—	164
Nivelles	—	14	Roulers-Tielt	9	189
Anvers	1	97	Ypres	11	967
Anvers (agglomération)	—	278	Liège	3	89
Malines	11	363	Liège (agglomération)	—	410
Turnhout	—	—	Huy	—	57
Mons	10	148	Verviers	—	8
Charleroi	1	96	Waremmé	—	77
Charleroi (agglomération)	41	183	Hasselt-Maaseik	6	339
Ath	12	14	Tongres	6	60
Soignies	—	66	Arlon-Virton	—	67
Thuin	—	60	Bastogne	—	70
Tournai	—	59	Marche-en-Famenne	—	45
Gand-Eekloo	—	250	Neufchâteau	—	62
Gand (agglomération)	11	144	Namur	—	13
Alost	21	440	Dinant	—	24
Audenarde	46	303	Philippeville	—	—
Termonde-St-Nicolas	39	222	Totaux :	358	7,415

Récapitulation par province

Brabant	111	795	Liège	3	641
Anvers	12	738	Limbourg	12	399
Hainaut	64	626	Luxembourg	—	244
Flandre orientale	117	1,359	Namur	—	37
Flandre occidentale	39	2,576	Le Royaume :	358	7,415

DEUXIÈME PARTIE

Jurisdiction du 2° degré. — Gouverneurs de Province

Le tableau n° 7 présenté ci-dessous est scindé, aux fins de pouvoir tenir compte des affaires restées en suspens devant les juridictions de deuxième instance à la fin de l'année 1941 et s'élevant à 6,562 affaires pour le Royaume.

Le tableau 7A donne le total des affaires inscrites aux juridictions de deuxième instance en 1942 et s'élevant pour le Royaume à 24,820 affaires.

Le tableau 7B répartit les 17,176 appels nouveaux portés devant les juridictions en 1942, par province et par mois.

La comparaison des tableaux 7A et 7B avec le tableau 7 de la statistique de 1941 fait ressortir une diminution proportionnelle des appels inter-

Tableau n° 7A. — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES INSCRITES AUX JURIDICTIONS DE DEUXIÈME INSTANCE

PROVINCES	Affaires pendantes à la fin de 1941	Appels reçus pendant l'année	Affaires tirées à soi par évocation	Total
1	2	3	4	5
Brabant	1.360	1.809	179	3.348
Anvers	964	2.838	118	3.920
Hainaut	316	1.883	94	2.293
Flandre orientale	1.055	4.090	16	5.161
Flandre occidentale	899	1.956	130	2.985
Liège	207	957	83	1.247
Limbourg	1.502	2.509	100	4.111
Luxembourg	184	628	110	922
Namur	75	506	252	833
Total :	6,562	17,176	1,082	24,820

Tableau n° 7B. — RÉPARTITION DES APPELS REÇUS, PAR PROVINCE ET PAR MOIS

PROVINCES	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Brabant	182	209	221	195	55	15	2	105	220	213	226	166	1.809
Anvers	224	207	177	171	285	335	263	181	397	230	185	183	2.838
Hainaut	155	116	169	174	125	134	210	221	199	167	113	100	1.883
Flandre orientale	323	334	258	248	325	449	465	348	399	317	307	317	4.090
Flandre occidentale	213	124	164	185	188	172	220	105	151	182	110	142	1.956
Liège	89	85	101	96	23	30	20	91	123	94	58	147	957
Limbourg	182	234	263	107	280	289	146	205	374	165	206	58	2.509
Luxembourg	61	49	83	56	25	88	63	37	58	45	26	37	628
Namur	22	31	58	61	42	7	35	29	78	53	55	35	506
Total :	1,451	1,389	1,494	1,293	1,348	1,519	1,424	1,322	1,999	1,466	1,286	1,185	17,176

jetés devant la juridiction de deuxième instance et dont l'importance peut s'établir comme suit :

ANNÉE	Nombre des affaires terminées en 1° instance	%	Nombre des appels interjetés devant la 2° instance	%
1941	103,364	100	17,893	17.3
1942	192,405	100	17,176	8.9

* A noter que le nombre des affaires terminées en 1941 retenu pour la comparaison est le nombre réel des affaires terminées de mars à décembre 1941 : 86.137, majoré de 2 dixièmes.

Cependant l'activité des juridictions de deuxième instance a, en fait, été plus chargée en 1942, année comportant 24,820 affaires inscrites, qu'en 1941, année n'accusant que 17,199 affaires inscrites.

Les affaires terminées en 1942 se sont élevées à 18,698 affaires contre 11,785 en 1941, soit une majoration de 60 %.

Le tableau ci-après en fait le relevé par mois.

Tableau n° 8. — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES TERMINÉES ET RESTANT À JUGER EN DEUXIÈME INSTANCE PAR PROVINCE ET PAR MOIS

PROVINCES	Nombre des affaires à juger	AFFAIRES TERMINÉES														Affaires restant à juger à la fin de l'année
		de janv.	de févr.	de mars	d' avril	de mai	de juin	de juil.	d' août	de sept.	d' oct.	de nov.	de déc.	au total en 1942		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	
Brabant	3.348	340	265	359	205	27	11	2	70	199	147	309	335	2.269	1.079	
Anvers	3.920	295	305	331	343	309	318	245	214	190	—	542	344	3.434	486	
Hainaut	2.293	158	217	174	87	24	217	187	81	142	205	75	72	1.637	656	
Flandre orientale	5.161	467	556	616	380	244	331	237	317	517	163	57	573	4.458	703	
Flandre occidentale	2.985	191	119	202	221	199	163	290	121	150	136	242	168	2.202	783	
Liège	1.247	70	111	45	138	70	82	52	73	51	70	72	42	876	371	
Limbourg	4.111	78	185	54	56	62	60	69	105	107	410	242	891	2.319	1.792	
Luxembourg	922	102	58	75	—	110	12	38	79	89	41	65	47	716	206	
Namur	833	36	24	69	14	13	10	251	118	34	81	69	68	787	46	
Le Royaume :	24,820	1,735	1,840	1,925	1,444	1,058	1,204	1,371	1,178	1,479	1,251	1,673	2,540	18,698	6,122	

Des 18,698 affaires terminées, 181 ont été transmises au parquet, 209 ont été évoquées par la juridiction du troisième degré, 651 appels ont été rejetés pour incompétence ou nullité, 17,119 affaires ont été jugées au fond par 2,658 acquit-

tements, 9,112 confirmations de la première sentence, 4,900 infirmités en tout ou en partie de la première sentence et 449 sentences sur évocation.

C'est ce qu'établit le tableau n° 9 ci-après.

Tableau n° 9. — AFFAIRES TERMINÉES EN DEUXIÈME INSTANCE, CLASSÉES D'APRÈS LA NATURE DES DÉCISIONS INTERVENUES

PROVINCES	Affaires terminées par			Affaires terminées par un jugement au fond					TOTAL des affaires terminées		
	transmission au Parquet	évocation par le 3° degré de juridiction	une sentence d'incompétence ou constatant la nullité de l'appel	en acquittant	en confirmant les peines prononcées en 1° instance	en modifiant la décision de 1° instance par une diminution des peines	en aggravant les peines	en rendant une sentence sur évocation		Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Brabant	13	13	73	373	1.045	603	20	129	2.170	—	2.269
Anvers	48	1	12	484	2.056	606	202	25	3.373	—	3.434
Hainaut	43	22	140	110	757	260	300	5	1.432	—	1.637
Flandre orientale	—	8	—	355	2.884	741	54	6	4.040	410	4.458
Flandre occidentale	32	1	92	190	1.051	780	56	—	2.077	—	2.202
Liège	—	—	—	125	389	169	163	30	876	—	876
Limbourg	40	21	172	842	592	406	118	—	1.958	128	2.319
Luxembourg	—	13	98	94	240	41	228	2	605	—	716
Namur	5	130	64	85	98	67	86	252	588	—	787
Le Royaume :	181	209	651	2,658	9,112	3,673	1,227	449	17,119	538	18,698

Le tableau n° 10 ci-après est destiné à servir de complément au tableau n° 4 sur l'import des amendes prononcées en première instance.

Les diminutions et les augmentations d'amende contenues dans les décisions de deuxième in-

stance, ainsi que les amendes nouvelles prononcées sur évocation par la juridiction d'appel sont, en effet, de nature à modifier dans une proportion sérieuse le montant définitif des amendes à percevoir par l'Etat.

Les données du tableau n° 10 qui semblent, au total, déterminantes d'une forte diminution de l'import des amendes, doivent être soumises à la réserve déjà antérieurement exprimée, no-

tamment que les amendes provisoires dont les délinquants étaient exonérés peuvent avoir été considérées dans les rapports mensuels comme des diminutions d'amende.

Tableau n° 10. — DIMINUTION ET AUGMENTATION EN DEUXIÈME INSTANCE DES AMENDES PRONONCÉES PAR LA JURIDICTION DE PREMIÈRE INSTANCE

PROVINCES	TOTAL des décisions modificatives ou nouvelles, (colonnes 5, 7, 8, 9 du tableau n° 9)	NOMBRE des diminutions de l'amende	NOMBRE des augmentations de l'amende	MONTANT global des diminutions accordées	MONTANT global des augmentations prononcées	DIFFÉRENCE en moins ou en plus de l'import des amendes relevées en 1 ^{re} instance
1	2	3	4	5	6	7
Brabant	1,125	933	100	5,569,175	396,100	— 5,173,075
Anvers	1,317	736	223	3,175,677	1,985,001	— 1,190,676
Hainaut	675	615	801	4,362,474	4,593,435	+ 230,961
Flandre orientale	1,156	1,042	40	9,940,467	264,650	— 9,675,817
Flandre occidentale	1,026	970	56	5,820,532	1,025,533	— 4,794,999
Liège	487	548	310	1,752,798	1,407,220	— 345,578
Limbourg	1,366	406	118	713,617	711,412	— 2,205
Luxembourg	365	135	230	524,795	174,250	— 350,545
Namur	490	139	380	289,977	1,108,587	+ 818,610
<i>Totaux :</i>	8,007	5,524	2,258	32,149,512	11,666,188	— 20,483,324

TROISIÈME PARTIE

Juridiction de troisième instance

Les renseignements statistiques développés juridiques départementaux, délégués pour exercer la juridiction de troisième instance. ci-après résultent des états fournis par les chefs

Tableau n° 11. — APERÇU GÉNÉRAL DES APPELS REÇUS ET ÉVOCATIONS FAITES EN TROISIÈME INSTANCE, PAR PROVINCE OU OFFICE CENTRAL DE MARCHANDISES, D'ORIGINE DE L'INSTANCE DONT RECOURS

PROVINCES	Jan- vier	Fé- vrier	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep- tem- bre	Octo- bre	Nov- em- bre	Dé- cem- bre	Total
Brabant	81	48	57	168	61	27	31	452	487	629	1,074	61	3,176
Anvers	97	69	67	91	75	86	66	271	336	326	313	176	1,973
Hainaut	36	62	34	83	45	43	113	83	231	136	173	21	1,060
Flandre orientale	259	121	159	188	79	134	15	202	590	38	411	74	2,270
Flandre occidentale	12	29	38	40	3	41	3	104	185	189	267	3	914
Liège	88	6	8	30	9	18	44	31	40	12	81	2	363
Limbourg	39	18	10	15	12	27	19	146	498	28	642	4	1,458
Luxembourg	10	19	3	26	292	4	—	9	7	11	48	60	489
Namur	2	5	4	28	10	15	9	56	36	24	5	7	201
<i>Total :</i>	624	377	380	669	580	395	300	1,354	2,410	1,393	3,014	408	11,904
Offices Centraux de marchan- dises :													
du cuir	2	—	16	—	8	2	2	5	—	8	2	10	55
des textiles	1	1	6	8	10	15	35	26	19	13	20	9	163
des corps gras industriels	—	—	1	1	—	—	—	3	1	—	—	—	6
du bois	—	—	—	—	—	3	—	—	16	17	1	6	43
du diamant	—	7	1	5	3	5	5	—	—	—	—	—	26
des produits chimiques	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
du tabac	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
autres organismes	2	1	1	1	1	—	16	2	—	3	4	7	38
<i>Total :</i>	5	9	25	15	22	25	58	37	36	41	27	33	333
TOTAL GENERAL :	629	386	405	684	602	420	358	1,391	2,446	1,434	3,041	441	12,237

La comparaison du tableau n° 11 avec celui sous même numéro de l'année 1941 marque une augmentation très considérable (300 %) de la charge de la juridiction de troisième instance.

Cet accroissement d'affaires en troisième in-

stance incombe numériquement le plus, et de loin, au Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement, mais vient grever proportionnellement le rôle des trois juridictions, comme le démontre le tableau ci-après.

Tableau n° 12. — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES INSCRITES.
APPELS REÇUS ET ÉVOCATIONS FAITES PAR LA JURIDICTION DE TROISIÈME INSTANCE,
RÉPARTIS PAR HAUTE AUTORITÉ ADMINISTRATIVE ET PAR MOIS

JURIDICTION DU	AFFAIRES restant en suspens fin 1941	APPELS REÇUS ET ÉVOCATIONS FAITES EN 1942												Total	Total général
		Jan- vier	Fé- vrier	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep- tem- bre	Octo- bre	No- vem- bre	Dé- cem- bre		
Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement	1,004	428	259	231	463	473	301	226	1,251	2,322	1,215	2,803	220	10,192	11,196
Ministère des Affaires Économiques	2	17	21	49	55	38	46	62	55	56	58	36	51	544	546
Commissariat aux Prix et aux Salaires	415	184	107	125	166	91	73	70	85	68	161	202	170	1,502	1,917
<i>Le Royaume :</i>	1,421	629	387	405	684	602	420	358	1,391	2,446	1,434	3,041	441	12,238	13,659

A la solution de ces 13,659 affaires inscrites en 1942, les juridictions de troisième instance ont fait face de la façon déterminée au tableau n° 13 ci-après, ne laissant que 2,241 affaires en suspens à la fin de l'année.

Tableau n° 13. — APERÇU DES AFFAIRES TERMINÉES ET DES DÉCISIONS INTERVENUES EN TROISIÈME INSTANCE

JURIDICTION DU	NOMBRE des affaires inscrites	AFFAIRES TERMINÉES PAR			AFFAIRES TERMINÉES PAR UNE SENTENCE AU FOND				TOTAL des affaires terminées	AFFAIRES restant à juger à la fin de l'année
		la transmission au Parquet	une sentence d'incompétence ou constatant la nullité du recours	un laissé sans suite	en acquittant	en confirmant les peines prononcées en 2 ^e instance	en modifiant en tout ou en partie les peines prononcées	en rendant une sentence sur évocation		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement	11,196	148	144	5,751	174	2,085	889	1,084	10,275	921
Ministère des Affaires Économiques	546	12	93	—	21	65	62	3	256	290
Commissariat aux Prix et Salaires	1,917	70	37	—	34	276	329	141	887	1,030
<i>Le Royaume :</i>	13,659	230	274	5,751	229	2,426	1,280	1,228	11,418	2,241

Tableau n° 14. — DIMINUTION ET AUGMENTATION EN TROISIÈME INSTANCE DES AMENDES PRONONCÉES PAR LES JURIDICTIONS DE 1^{re} ET DE 2^e INSTANCE

JURIDICTION DU	TOTAL des décisions modificatives ou nouvelles (col. n° 6, 8 et 9 du tableau n° 13)	NOMBRE des diminutions de l'amende	NOMBRE des augmentations de l'amende ou d'amendes nouvelles	MONTANT global des diminutions accordées	MONTANT global des augmentations prononcées et d'amendes nouvelles	DIFFERENCE en moins ou en plus de l'import des amendes relevées en 1 ^{re} et 2 ^e instance
1	2	3	4	5	6	7
Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement	2,147	572	1,173	4,045,483	1,548,424	— 2,497,059
Ministère des Affaires Économiques	86	39	29	1,095,760	1,000,750	— 95,010
Commissariat aux Prix et aux Salaires	504	159	299	3,725,714	6,484,954	+ 2,759,240
<i>Le Royaume :</i>	2,737	770	1,501	8,866,957	9,034,128	+ 167,171

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	Pages 5
------------------------	------------

SECTION I

STATISTIQUE PÉNALE

Organisation des travaux statistiques	9
---	---

PREMIÈRE PARTIE

Statistique de l'administration de la justice pénale

Police judiciaire et instruction

	Pages
Introduction	13
Tableau n° 1. — Etat des travaux des parquets	16
Commentaire du tableau n° 1	17
Tableau n° 1bis. — Parquets. — Transactions	18
Tableau n° 2. — Juges d'instruction et chambres du conseil. — Affaires terminées. — Résultats de l'instruction	19
Tableau n° 3. — Chambre des mises en accusation. — Nombre et résultats des arrêts	20
Tableau n° 4. — Ordonnances de la Chambre du Conseil qui ont été soumises à la Chambre des mises en accusation	20
Tableau n° 5. — Durée de la détention préventive des accusés de crimes ou délits ordinaires jugés contradictoirement par les Cours d'assises	21
Tableau n° 6. — Détention préventive. — Prévenus acquittés en appel	21
Tableau n° 7. — Détention préventive. — Inculpés déchargés des poursuites par les Chambres des mises en accusation	21
Tableau n° 8. — Durée de la détention préventive des inculpés déchargés des poursuites par les Chambres du Conseil et des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels	22

Tribunaux de police

Introduction	24
Tableau n° 9. — Transactions proposées par les officiers du ministère public près les tribunaux de police	25
Tableau n° 10. — Etat des affaires et des inculpés jugés par les tribunaux de police	28
Tableau n° 11. — Résultat des poursuites en matière de police d'après la nature des infractions.	35
Tableau n° 12. — Appels de police. — Nombre des appels jugés par les tribunaux correctionnels.	35
Tableau n° 13. — Lois coordonnées sur l'enseignement primaire, art. 9, 10, 11 et 11bis (obligation scolaire) :	
A) Chefs de famille poursuivis devant les juges de paix	36
B) Chefs de famille poursuivis devant le juge des enfants	37

Tribunaux correctionnels

Introduction	38
Tableau n° 14. — Nombre des affaires dont les tribunaux correctionnels ont eu à s'occuper	40
Tableau n° 15. — Affaires jugées par une chambre à trois juges, par un juge unique	41
Introduction au tableau n° 16	42
Tableau n° 16. — Prévenus jugés en premier ressort par les tribunaux correctionnels et classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites	43
Tableau n° 16bis. — Nombre et durée des sursis accordés par les tribunaux correctionnels jugeant en premier ressort	54
Tableau n° 17. — Prévenus jugés en degré d'appel par les tribunaux correctionnels et classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites. — Récapitulation générale des prévenus jugés en premier ressort et en degré d'appel	55
Introduction au tableau n° 18	56
Tableau n° 18. — Prévenus jugés, en premier ressort par chaque tribunal correctionnel pendant l'année, d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites	58
Tableau n° 18bis. — Prévenus jugés en degré d'appel par chaque tribunal correctionnel pendant l'année et classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites. — Récapitulation générale des prévenus jugés par chaque tribunal en premier ressort et en degré d'appel	94
Introduction au tableau n° 19	96
Tableau n° 19. — Résultat détaillé des poursuites devant les tribunaux correctionnels jugeant en premier ressort. — Prévenus classés suivant leurs antécédents judiciaires	98
Tableau n° 20. — Rechutes après une condamnation conditionnelle :	
A) Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation correctionnelle	102
B) Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation de police	102

Cours d'appel

Introduction	103
Tableau n° 21. — Affaires correctionnelles portées devant les cours d'appel. — Nombre et nature des arrêts rendus	104

Cours d'assises		Pages
Introduction		105
Tableau n° 22. — Aperçu général des travaux des cours d'assises :		
1° Nombre et nature des affaires jugées, nombre des individus poursuivis		106
2° Nombre, par province, des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés		106
Tableau n° 23. — Affaires criminelles jugées contradictoirement :		
1° Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées		107
2° Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires et les peines qui leur ont été infligées		108
Tableau n° 24. — Affaires jugées par contumace		110
Tableau n° 25. — Délits politiques et de presse		110
Conseil de guerre et Cour militaire		
Notice		111
Cour de cassation		
Introduction		111
Tableau n° 28. — Cour de cassation. — 2 ^e chambre		112
Application de la loi de défense sociale		
Introduction		113
Tableau n° 29. — Application de la loi de défense sociale :		
A) Décisions d'internement d'inculpés et de condamnés en état de démence, de déséquilibre ou de débilité mentale		114
B) Décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiatriques		115
C) Récidivistes ou délinquants d'habitude mis à la disposition du Gouvernement		115
D) Répartition des mesures d'internement et de mises à la disposition du Gouvernement, d'après les juridictions qui les ont ordonnées		116

SECTION II

STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE ET DE LA JURIDICTION DU TRAVAIL

Justice civile et commerciale		Pages
Introduction		189
1° Justices de paix		
Compétence		190
Tableau n° 40. — Etat, par canton, des travaux des juges de paix		192
Commentaire (affaires commerciales)		195
Tableau n° 41. — Certaines activités de juridiction gracieuse des juges de paix		195
2° Tribunaux de première instance		
Compétence		199
Tableau n° 43. — Aperçu général des affaires civiles introduites, terminées et restant à juger		200
Tableau n° 44. — Jugements rendus avant de statuer au fond. — Affaires sur requête. — Référé		201
Tableau n° 42. — Actes notariés et droits d'enregistrement y perçus, par canton et par arrondissement		196

DEUXIÈME PARTIE
Statistique criminelle

		Pages
Introduction (Nomenclature en usage pp. 118 à 120)		117
Introduction au tableau n° 30		123
Tableau n° 30. — Nombre des condamnations individuelles et des condamnés primaires et récidivistes, par sexe et par nature d'infractions		124
Introduction au tableau n° 31		127
Tableau n° 31. — Etat civil des condamnés		128
Introduction au tableau n° 32		135
Tableau n° 32. — Condamnés répartis par profession, état social et par groupe générique de l'infraction commise :		
Hommes		137
Femmes		142
Récapitulation		147
Introduction aux tableaux n° 33 et 34		148
Tableau n° 33. — Age des condamnés, en sept catégories par sexe et par nature d'infractions		149
Tableau n° 34. — Age des condamnés, en treize catégories, par primaires et récidivistes et par nature d'infractions :		
Hommes		150
Femmes		152
Hommes et femmes réunis		154
Introduction au tableau n° 35		157
Tableau n° 35. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction		158
Introduction au tableau n° 36		166
Tableau n° 36. — Répartition des condamnés par canton de naissance, de domicile et de lieu où les faits ont été commis, en rapport avec le chiffre de la population au 31 décembre 1941		167
Introduction au tableau n° 37		173
Tableau n° 37. — Récidivistes répartis en spécialistes et non spécialistes et d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues		174
Introduction au tableau n° 38		181
Tableau n° 38. — Ivrognerie		182
Tableau n° 39. — Infractions aux articles 1 ^{er} § 1 et 3 de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse, jugées pendant l'année et réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises		185

Divorce et séparation de corps		Pages
Introduction et commentaire		202
Tableau n° 45. — Divorces. — Renseignements divers répartis par arrondissement		204
Tableau n° 46. — Séparations de corps. — Renseignement divers répartis par arrondissement		206
Adoption		
Introduction		208
Tableau n° 47. — Adoptions homologuées par les tribunaux de première instance		209
3° Tribunaux de commerce		
Compétence		210
Tableau n° 48. — Aperçu général des causes commerciales introduites, terminées et restant à juger		211
Tableau n° 49. — Ordonnances de référé		212
Tableau n° 50. — Lettres de change acceptées, protestées		212
Concordats judiciaires		
Introduction		213
Tableau n° 51. — Concordats judiciaires		213
Tableau n° 52. — Concordats clôturés par liquidation après abandon d'actif. — Dividende distribué mis en rapport avec le passif		214
Faillites		
Introduction		214
Tableau n° 53. — Faillites. — Aperçu général		215
Tableau n° 54. — Faillites déclarées. — Montant du passif		216
Tableau n° 55. — Faillites terminées par concordat. — Dividende distribué mis en rapport avec le passif		217
Tableau n° 56. — Faillites terminées par liquidation. — Dividende distribué mis en rapport avec le passif		217
Tableau n° 57. — Faillites terminées par liquidation. — Emploi de l'actif réalisé		
		218
Sursis de paiement		
Introduction		218
Tableau n° 58. — Nombre de décisions de justice accordant des sursis provisoires ou définitifs		218
4 ^e Cours d'appel		
Compétence		219
Tableau n° 59. — Cours d'appel. — Affaires civiles et commerciales. — Causes introduites, terminées et restant à juger		220
Commentaire (proportion des affaires civiles et commerciales)		221
Tableau n° 60. — Cours d'appel. — Affaires fiscales		222
Juridiction du travail		
Introduction (méthode statistique)		223
A) Conseils de prud'hommes. — Introduction et compétence		224
Tableau n° 61. — Aperçu des affaires inscrites, terminées et restant à juger		225
Commentaire (dépôts de règlements d'ateliers et de dessins et modèles industriels)		227-228
B) Conseils de prud'hommes d'appel: — Introduction et compétence		229
Tableau n° 62. — Aperçu des affaires inscrites, terminées et restant à juger		229
Cour de Cassation		
Compétence		230
Tableau n° 63. — 1 ^{re} chambre. — Pourvois en matière civile		230

SECTION III

PROTECTION DE L'ENFANCE

Rapport sur l'application de la loi du 15 mai 1912 (note sur les tableaux)		235
CHAPITRE I		
Déchéance de la puissance paternelle		
Tableau A, n° 64. — Nombre et sexe des individus déclarés déchus de la puissance paternelle. — Articles 1 ^{er} , 3 et 4		236
Tableau B, n° 65. — Nombre et sexe des individus réintégrés dans les droits de la puissance paternelle. — Article 7		237
Tableau C, n° 66. — Déchéance de la puissance paternelle. — Mesures prises à l'égard des enfants. — Nature des décisions. — Nombre et sexe des enfants. — Articles 5 et 6		238
Tableau D, n° 67. — Décisions des cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle		239
Tableau E. — Enfants de parents déchus de la puissance paternelle. — Mouvement de la population pendant l'année. — Situation au 31 décembre des placements familiaux et dans les établissements d'éducation et spéciaux privés		238-239
Tableau F, n° 68. — Enfants de parents déchus de la puissance paternelle (non compris ceux confiés à la mère), moralement abandonnés ou martyrs et adultérins de guerre. — Situation par arrondissement au 31 décembre		240
CHAPITRE II		
Mineurs traduits en justice		
Tableau G, n° 69. — Mineurs signalés aux parquets. — Article 12		241
Tableau H, n° 70. — Affaires solutionnées par le parquet. — Article 12		242

	Pages		Pages
Tableau I, n° 71. — Mineurs dont les juges d'instruction ont eu à s'occuper. — Résultats. — Article 12	243	Tableau P, n° 77. — Ordonnances et jugements modificatifs, révisions triennales rendus à l'égard des mineurs. — Nature de la décision nouvelle. — Article 31	249
Tableau J, n° 72. — I. — Mesures de garde provisoire ordonnées. — Durée des mesures qui ont pris fin. — Articles 28, 29, 30 et 32 § 5	244	Tableau Q, n° 78. — I. — Mouvement de la population dans les établissements d'observation privés. — Situation au 31 décembre	250
Tableau K, n° 72. — II. — Mises en observation avant jugement ordonnées. — Durée des observations qui ont pris fin. — Article 21 § 1 ^{er}	245	Tableau R, n° 78. — II. — Mouvement de la population dans les établissements d'observation de l'Etat. — Situation au 31 décembre	250
Tableau L, n° 73. — Mineurs jugés. — Résultats des poursuites par arrondissement. — Articles 13 à 19, 21 § 2, 22, 23 et 37	246	Tableau S, n° 79. — Mouvement de la population pendant l'année dans les diverses catégories de mesures prises. — Situation au 31 décembre	252
Tableau M, n° 74. — Mineurs jugés. — Résultats des poursuites en rapport avec l'âge. — Articles 13 à 19, 21 § 2, 22 et 23	248	Tableau T, n° 80. — Situation par arrondissement au 31 décembre des mineurs qui ont fait l'objet d'une mesure prise par le juge des enfants	254
Tableau N, n° 75. — Mineurs jugés. — Résultats des poursuites en rapport avec les faits commis	248	Tableau U. — n° 81. — Anciens mineurs de justice ayant atteint leur 26 ^e année. — Condamnations encourues au 31 décembre depuis leur majorité	255
Tableau O, n° 76. — Résultats définitifs des affaires terminées. — Nature et pourcentage des décisions intervenues	249		

SECTION IV

STATISTIQUE DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

Introduction	259	Tableau n° 84. — Répartition par âge des reclus composant la population des établissements au 31 décembre	263
Tableau n° 82. — Mouvement de la population des dépôts de mendicité et maisons de refuge	261	Tableau n° 85. — Durée de l'internement subi par les reclus sortis des établissements :	
Tableau n° 83. — Répartition d'après leurs antécédents des reclus composant la population des établissements au 31 décembre	262	A) Dépôts de mendicité	264
		B) Maisons de refuge	265

SECTION V

STATISTIQUE DES GRÂCES ET DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE.
PATRONAGE DES DÉTENUS. — 1931 à 1942

I. — Grâces

Introduction	269
Tableau n° 86. — Requêtes en grâce et suites y réservées	269

II. — Libérations conditionnelles

Introduction	269
Tableau n° 87. — Nombre de propositions et de requêtes accueillies et rejetées. — Motifs des rejets	271
Tableau n° 88. — Renseignements relatifs aux libérés	272
Tableau n° 89. — Renseignements relatifs aux libérations accordées	272
Tableau n° 90. — Suite des libérations conditionnelles	274

III. — Patronage des détenus

Introduction	274
Tableau n° 91. — Patronage des détenus	274

ANNEXE I

STATISTIQUE DE L'ADMINISTRATION DES SERVICES DE CONTRÔLE
EN CE QUI CONCERNE L'INSTRUCTION DES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS EN MATIÈRE
DE RAVITAILLEMENT, DE RATIONNEMENT ET DE PRIX

	Pages		Pages
Introduction	279	Tableau n° 3. — Aperçu général des affaires transmises à une juridiction. — Totaux mensuels pour le royaume (commentaire)	284
Tableau n° 1. — Aperçu général des procès-verbaux reçus et traités. — Totaux mensuels pour le royaume (commentaire)	280	Tableau n° 4. — Affaires transmises à une juridiction. — Totaux par district	285
Tableau n° 2. — Procès-verbaux entrés et traités. — Totaux par district (commentaire)	282		

ANNEXE II

STATISTIQUE DE L'ACTIVITÉ DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE

Introduction	289
------------------------	-----

PREMIÈRE PARTIE

Juridiction de première instance	
Tableau n° 1A. — Aperçu général des affaires inscrites par arrondissement ou agglomération. — Récapitulation par province	291
Tableau n° 1B. — Affaires nouvelles introduites, réparties par arrondissement ou agglomération. — Récapitulation par province	292
Tableau n° 2. — Aperçu général des affaires terminées et des affaires restant à juger par arrondissement ou agglomération. — Récapitulation par province	293
Tableau n° 3. — Sanctions prononcées par la juridiction de première instance, par arrondissement ou agglomération et par province	295
Tableau n° 4. — Import des amendes prononcées par la juridiction de première instance, par arrondissement ou agglomération et par mois. — Récapitulation par province	296
Tableau n° 5. — Bénéfices illicites, confisqués par sentence de la juridiction administrative du premier degré. — Répartition par arrondissement ou agglomération et par province	300
Tableau n° 6. — Application de la contrainte par corps, par arrondissement ou agglomération. — Récapitulation par province	301

DEUXIÈME PARTIE

Juridiction en 2 ^e degré. — Gouverneurs de province	
Tableau n° 7A. — Aperçu général des affaires inscrites aux juridictions de deuxième instance	302
Tableau n° 7B. — Répartition des appels reçus par province et par mois	302
Tableau n° 8. — Aperçu général des affaires terminées et restant à juger en deuxième instance, par province et par mois	303
Tableau n° 9. — Affaires terminées en deuxième instance, classées (l'après la nature des décisions intervenues	303
Tableau n° 10. — Diminution et augmentation en deuxième instance des amendes prononcées par la juridiction de première instance	304

TROISIÈME PARTIE

Juridiction de troisième instance	
Tableau n° 11. — Aperçu général des appels reçus et évocations faites en troisième instance, par province ou office central de marchandises d'origine de l'instance dont recours	305
Tableau n° 12. — Aperçu des affaires inscrites. Appels reçus et évocations faites par la juridiction de troisième instance, répartis par haute autorité administrative et par mois	306
Tableau n° 13. — Aperçu des affaires terminées et des décisions intervenues en troisième instance	306
Tableau n° 14. — Diminution et augmentation en troisième instance des amendes prononcées par la juridiction de première et de deuxième instance	307

Publications de L'OFFICE CENTRAL DE STATISTIQUE

Toutes les publications figurant dans cette liste peuvent être consultées à la Bibliothèque Fonds Quetelet, 3, rue de Louvain (3^e étage), à Bruxelles. Celles pour lesquelles il y a une indication de prix sont en vente à l'Office Central de Statistique, 68, rue Royale, à Bruxelles. — Compte chèques postaux n° 828.26.

A. — STATISTIQUES GÉNÉRALES

- Documents statistiques sur le Royaume : 1^{er} à 6^e (recueil), publication officielle, 1832 à 1841.**
- Documents statistiques, de 1857 à 1869 (13 vol.).**
- Annuaire statistique de la Belgique et du Congo Belge : publication annuelle, 1^{re} année : 1870. Prix : 20 fr., étranger : 5.25 belgas. A partir de 1942 : 40 fr., étranger : 10.50 belgas.**
- Résumé comparatif des principales données de l'Annuaire (1912, 1913). Prix : 2.50 fr.**
- Aperçus statistiques sur la Belgique (tiré à part de l'Introduction de l'Annuaire), 1923, 1935. Prix : 5 fr.**
- Bulletin trimestriel publié par (le Bureau de la Statistique Générale) l'Office Central de Statistique ; 1^{re} année, n° 1 (sept. 1909) à 21^e année, n° 84 (déc. 1935). Le numéro : 2 fr., étranger : 0.50 belga.**
- Bulletin de Statistique publié par l'Office Central de Statistique : nouvelle série, 22^e année, n° 1 (janvier 1936), mensuel. Abonnement : 25 fr. l'an, le numéro : 3 fr., étranger : respectivement : 6 et 0.70 belgas. A partir de 1943, abonnement : 50 fr. l'an, le numéro : 6 fr., étranger : respectivement 12 et 1.40 belgas.**
- Exposé de la situation du Royaume : de 1841 à 1850, de 1851 à 1860, de 1861 à 1875, de 1876 à 1900 (3 vol.). Tome I, épuisé. Tomes II et III : 25 fr. le volume.**
- Bulletin de la Commission Centrale de Statistique, de 1843 à 1920. Tome XXI (2 vol.), 1921 : 20 fr. par volume, Tome XXII, 1928 : 50 fr.**

B. — STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

- Recensements généraux, 1846, 1856, 1866, 1876, 1880, 1890 (2 vol. à 25 fr.), 1900 (2 vol. à 25 fr.), 1910 (5 vol. à 20 fr.), 1920 (3 vol. à 50 fr.).**
- Recensement général de la population au 31 décembre 1930 :**
- TOME I : Exposé des méthodes. Tableau, par communes, de la population, des bâtiments, des chefs de ménage, de l'étendue territoriale, du revenu imposable, 1 vol. in-4° : 50 fr.**
- TOME II : Recensement des langues parlées. Répartition, par communes, des habitants selon les langues parlées, 1 vol. : 50 fr. (La répartition par communes a été publiée également en fascicules distincts pour chaque province et pour l'agglomération bruxelloise. Par fascicule : 3 fr.)**
- TOME III : Répartition des habitants d'après l'instruction, l'état civil, le lieu de naissance, la nationalité, 1 vol. : 50 fr.**
- TOME IV : Répartition de la population par âge, sexe, état civil, 1 vol. : 35 fr.**
- TOME V : Répartition de la population par professions, 1 vol. : 50 fr.**
- TOME VI : Répartition des chefs de ménage, 1 vol. : 25 fr.**
- TOME VII : Tables de mortalité de la population belge (1928-1932), 1 vol. : 25 fr.**
- TOME VIII : Recensement des familles, 1 vol. : 20 fr.**
- Recensements des maisons et autres bâtiments et des logements en 1930, 1 vol. in-4° : 20 fr.**
- Recensement des logements en 1930, dans les agglomérations urbaines et dans les communes de 10,000 habitants et plus, 1 vol. in-4° : 10 fr.**

Relevé officiel du chiffre de la population au 31 décembre (annuel). Prix : 2 fr., étranger : 0.60 belga. A partir de 1940, prix : 4 fr., étranger : 1 belga.
Mouvement de l'Etat civil (et de la Population) (annuel) : 1840 à 1850, 1880 à 1885.
Statistique du Mouvement de la Population et de l'Etat civil en 1890.
Id. en 1900 (1 vol. à 20 fr.). Id. de 1901 à 1910 (1 vol. à 20 fr.). Id. de 1911 à 1920 (1 vol. à 30 fr.).
Statistique des étrangers : au 30 juin 1938, 1 vol. in-4° : 20 fr., au 15 septembre 1939 : 25 fr.
Démographie de la Belgique 1921-1939, 1 vol. in-4°. Prix : 135 fr.

C. — STATISTIQUES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Recensement économique et social au 27 février 1937 :

TOME I : Exposé des méthodes, résultats définitifs du recensement des établissements industriels (partie économique), 1 vol. in-4°. Prix : 80 fr.

TOME II : Résultats définitifs du recensement des établissements industriels (partie économique), 1 vol. in-4°. Prix : 80 fr.

TOME III : Les établissements commerciaux, 1 vol. in-4°. Prix : 70 fr.

TOME IV : Les établissements industriels (partie sociale), 1 vol. in-4°. Prix : 125 fr.

TOME V : Les établissements commerciaux (partie sociale), 1 vol. in-4°. Prix : 90 fr.

TOME VI : Recensement des inoccupés, 1 fasc. in-4° par prov. : 10 fr., le Royaume, 1 fasc. in-4° : 10 fr.

TOME VII : Recensement des diplômés de l'enseignement supérieur, 1 vol. in-4° : 50 fr.

TOME VIII : Enquête sur le régime du travail et les salaires payés en agriculture, 1 vol. in-4° : 25 fr.

Recensement des établissements industriels et commerciaux (données provisoires), 1 fasc. in-4° par prov. : 10 fr.

Bulletin mensuel du commerce avec les pays étrangers, in-4° : 20 fr. le fasc. (En vente à l'Impr. du « Moniteur Belge », 40, rue de Louvain.) (Publication suspendue depuis 1940.)

Agriculture. Recensement général au 31 décembre 1929, 1 vol. in-4° : 100 fr.

Statistique des accidents du travail. Année 1931, 1 vol. in-4°, XXXII-341 pp. : 175 fr.

— Id. : année 1937, 2 vol. in-4°, 1^{er} vol. XLIV-228 pp. : 75 fr., 2^e vol. 376 pp. : 120 fr.

— Id. : années 1938, 1939, 1940, 1 vol. in-4°, 484 pp. : 250 fr.

D. — STATISTIQUES FINANCIÈRES

Aperçu statistique sur l'évolution des Finances de l'Etat au cours de la période décennale 1931-1940, 1 vol. in-4°. Prix : 15 fr.

Statistique des budgets communaux de l'exercice 1937 pour les communes de 5,000 habitants et plus, 1 vol. in-4° : 12.50 fr.

Statistique des budgets communaux de l'exercice 1938 pour les communes de 5,000 habitants et plus et pour les provinces, 1 vol. in-4°, 20 fr. — Id. pour 1939 : 25 fr. — Id. pour 1940 : 25 fr.

E. — STATISTIQUES JUDICIAIRES

Statistique judiciaire de la Belgique (1931-1940), 1 vol. in-4°. Prix : 80 fr.

— Id. : année 1941, 1 vol. in-4°. Prix : 90 fr.

— Id. : année 1942, 1 vol. in-4°. Prix : 100 fr.

F. — STATISTIQUES DIVERSES

Statistique des accidents de roulage et de la circulation (années 1927, 1928, 1929, 1930, 1931). Prix : 10 fr. la Brochure. (Cette statistique a continué à paraître dans le Bulletin de Statistique de 1932 à 1939. Sa publication est suspendue depuis 1940.)

G. — DIVERS

Catalogue de la Bibliothèque de la Commission centrale de Statistique (7 vol.). Tomes I et II (épuisés). Tomes III, IV, VI, VII : 3.50 fr. Tome V : 5 fr.

Liste alphabétique, par arrondissements administratifs, des communes belges. In-folio : 10 fr. (Cette liste est pourvue d'une large marge, permettant l'inscription de mentions à côté du nom des communes, elle porte, pour les communes faisant exception, au régime linguistique régional, l'indication de la langue administrative.)